

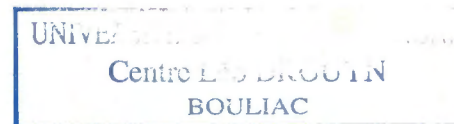
REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX



TOME LXXX
ANNÉE 1989

Revue publiée par la Société Archéologique de Bordeaux
avec le concours de la Municipalité de Bordeaux

Revue Archéologique de Bordeaux



Tome LXXX
Année 1989

*Photographie de couverture :
J. Dupas, La Gloire de Bordeaux, 1937-1939.
Bourse du Travail, salle des conférences.
Cliché Inventaire régional Aquitaine.*

□ Conformément à la tradition, la Société Archéologique de Bordeaux ne prend sous sa responsabilité ni les opinions émises ni les analyses et synthèses développées par les auteurs.

□ Elle interdit toute reproduction totale ou partielle de documents sans son autorisation écrite.

ISSN 0755-7051

Revue publiée avec le concours de la Municipalité de Bordeaux

Société Archéologique de Bordeaux
1, place Bardineau,
33000 Bordeaux

Société fondée en 1873,
reconnue d'utilité publique
par décret du 11 mars 1915

Chronique d'Archéologie bordelaise année 1989

par Marie-Agnès Gaidon-Bunuel¹

Le principe des chroniques s'est progressivement révélé d'une utilité certaine pour nos lecteurs : c'est une information régulière sur les développements récents de l'archéologie — au sens le plus large du terme qui est, traditionnellement, le nôtre — à Bordeaux et dans la Gironde ; c'est une présentation provisoire de découvertes dont l'intérêt justifiera, plus tard, une publication autonome, plus développée ; à l'inverse, c'est un des rares lieux où l'on peut exprimer des résultats sans grande importance individuelle mais qui portent sens dans une perspective exploratoire plus large et dans le cadre d'un travail continu.

Cela a commencé, il y a déjà longtemps, par une *Chronique d'Archéologie bordelaise*. L'an passé, débutait une *Chronique des Archives Municipales*, envisagée sur une base biennale, donc absente de ce tome. Dans la présente livraison, apparaissent une *Chronique du Musée d'Aquitaine*, une *Chronique bibliographique d'Archéologie girondine* et une *Chronique archéologique des Eglises et des Cimetières*, la première conçue sur une base biennale et les deux autres sur une base annuelle.

Plusieurs autres sont prévues mais n'ont pu être réalisées cette année : en particulier une *Chronique de l'Inventaire* et une *Chronique des Bâtiments de France*. Nous espérons pouvoir en donner lecture dans notre prochaine livraison.

L'année 1989, se caractérise par un nombre très réduit d'interventions, bien que de nombreux dossiers aient été à l'étude. Nous n'aborderons pas ici la fouille de la Place Camille Jullian, annoncée depuis longtemps, car, bien que commencée en novembre 1989, elle s'étend sur toute l'année 1990 et fera donc l'objet de la prochaine chronique. Nous nous bornerons à rapporter les résultats d'une surveillance d'assainissement et de quelques sondages.

Rue Fernand Philippart (1)

Des travaux d'assainissement, prévus depuis 2 ans, rue Fernand Philippart et place du Parlement-Saint-Pierre, retardés en raison d'impératifs liés à la circulation, ont débuté le 20 mars. Seule la tranchée d'assainissement coupant la rue Fernand Philippart nous intéressait, car nous espérions que son tracé rencontrerait des vestiges du rempart antique. Une opération de prospection systématique sur le tracé du rempart avait eu lieu en 1987 dans le cadre d'une Action Thématique Programmée, prenant en compte les enceintes de Bordeaux, Dax, Périgueux, et Bazas². La partie orientale du rempart de Bordeaux restait la moins bien cernée, et lors de cette enquête, plusieurs caves n'avaient pu être visitées. Un différentiel de tassement dans les façades de la rue avaient conduit J.-B. Bertrand-Desbrunais et M.-C. Hardy, à supposer l'existence d'une structure importante au niveau du n° 7 de la rue. Si les travaux n'ont pas mis à jour un morceau du rempart ils ont permis de constater que le différentiel de tassement observé était à mettre en relation avec une rupture du socle calcaire.

Les seuls niveaux présents appartenaient à l'époque médiévale et moderne. La poursuite des investigations vers l'ouest de cette rupture n'ont pas donné de meilleurs résultats. Plusieurs hypothèses subsistent : il est possible d'envisager que le rempart ait été « gommé » dans ce secteur, ou qu'il passait plus à l'intérieur des terres, ou encore qu'il avait été bâti sur les alluvions, après cette rupture, plus à l'est.

Les Portes de Bordeaux (2)

Une opération immobilière, avec parking souterrain, « Les portes de Bordeaux », face au cimetière de La Chartreuse, sur son côté sud, a motivé une surveillance de sondages avant travaux, en mai 1989. En effet, rue Lecocq, des éléments d'égouts romains étaient mentionnés. Celle-ci menée par M.-C. Hardy a permis de constater une accumulation de remblais de l'époque moderne et contemporaine sur des niveaux de tourbe. Les sondages n'ont pu être poursuivis au delà pour des raisons techniques.

16-18-20, Rue Saumenude (3)

Le projet de construction d'un foyer d'aide sociale de la ville, 16-18-20 rue Saumenude, sur pieux de fondations, a été à l'origine d'une campagne de sondages en février 1989. Le secteur des rues Traversanne, Planterose et de la place du Maucaillou est bien connu des archéologues qui, dès le XIXe siècle³, signalent l'existence d'une nécropole romaine avec des sépultures en pleine-terre⁴. Les sondages réalisés sous la surveillance conjointe de J.-B. Bertrand-

1. Archéologue municipal de la ville de Bordeaux.

2. Cette A.T.P. a été menée sous la direction conjointe de L. Maurin, professeur à l'Université de Bordeaux III, et de P. Garmy, Directeur des Antiquités Historiques d'Aquitaine. Les résultats devraient être publiés prochainement dans les *Documents d'Archéologie Française*.

3. B.S.A.B., tome VII, 2-3, 1880, p. 142.

4. M.-A. Gaidon dans S.A.B., tome LXXVIII, 1987, p. 15-16.

Desbrunais et de M.-A. Gaidon, ont mis en évidence des niveaux modernes, dont une fosse-dépotoir déjà perturbée. Les murs exhumés appartenaient aux structures démolies. Aucune sépulture, aucun niveau d'occupation romaine ou médiévale ne nécessitait une intervention lourde.

Ilôt Canavéral, 105, cours Victor Hugo (4)

Un projet de construction de la ville de Bordeaux, concernant la réalisation d'une crèche collective, de logements pour des étudiants sur des niveaux de parking souterrain, avait été envisagé pour la reconversion de l'ilôt Canavéral. Dans cette optique, une visite systématique du bâti existant et des caves a été entreprise. Certains murs présentant une épaisseur hors du commun appartiennent peut-être au rempart Saint Eloi, construit autour du faubourg du même nom à la fin du XII^e siècle, début du XIII^e siècle, ou encore à l'ancien hôtel de ville du XIV^e siècle. Le projet qui devait faire l'objet d'une fouille archéologique de sauvetage programmé en été 1989, a été abandonné. La reconversion de l'ilôt Canavéral est à l'étude depuis 3 ans.

64, Rue du Palais-Gallien (5)

L'agrandissement de l'opération S.C.I Palais-Gallien sur la parcelle 64 adjacente aux parcelles 66 à 70, précédemment fouillées en 1887⁵ n'a malheureusement pas pu faire l'objet d'une fouille complémentaire. Les terrassements en pleine masse n'ont pas été signalés à la Direction des Antiquités en temps voulu, et ce malgré l'avis restrictif émis par celle-ci sur le permis de construire. Une fouille archéologique aurait sans doute fourni des informations sur le type d'habitat qui bordait le *decumanus*, observé alors uniquement en coupe stratigraphique.

Perspectives

De nombreux projets, outre l'ilôt Canavéral, sont encore à l'étude :

- Le métro de type V.A.L, dont 7 stations nous intéresseront plus particulièrement : Place des Quinconces, Place de la Comédie, Place Gambetta, Place Saint-Projet, Place de la Victoire, Cours Pasteur et le Marché des Capucins. Le début des travaux est prévu pour la fin de l'année 1990.
- La construction de la nouvelle école de la Magistrature, sur parking souterrain, rue des Frères Bonies, qui permettra certainement de compléter les données des fouilles de 1984 (4). Les travaux sont prévus pour 1991-92.
- La construction de parkings souterrains place de la



Bourse, envisagée pour 1991, et cours du Chapeau Rouge.

— Le réaménagement du Couvent de la Miséricorde, pour l'installation de la nouvelle Direction Régionale des Affaires Culturelles. La fouille devrait débiter à la fin de l'année 1990.

— Un projet immobilier avec parking souterrain sur l'emplacement de la parcelle adjacente au Couvent de la Miséricorde.

— Le réaménagement du quai des Queyries, à la Bastide, face à la place des Quinconces.

Il est vraisemblable que les chantiers seront nombreux dans les années à venir, souhaitons seulement que les moyens humains, techniques et financiers soient toujours réunis pour permettre à l'archéologie bordelaise de maintenir une certaine qualité de résultats tant pour la fouille, que pour la publication.

Chronique du Musée d'Aquitaine

par Chantal Orgogozo¹

Le Musée d'Aquitaine avant de fêter en 90 son troisième anniversaire avait déjà reçu son trois cent millièmes visiteur en décembre. Je crois que ces quelques notes expliquent mieux que de fastidieuses statistiques la place que le Musée a prise dans le cœur des Bordelais.

Dès l'origine, la question s'est posée de savoir sur quel programme s'effectuerait son ouverture. La préhistoire, le gallo-romain, le médiéval avaient déjà fait l'objet d'expositions remarquables, trop récentes encore pour avoir quitté la mémoire du public. Seule la période comprise entre le XVIII^e siècle et nos jours était restée en réserve jusqu'à là. L'engouement de ces dernières années pour tout ce qui est Art et Traditions Populaires décida en partie de notre choix. Il y a bien longtemps, le cher Georges-Henri Rivière avait déjà accepté de venir à Bordeaux encourager l'équipe du Musée dans cette voie.

Le 9 janvier 1987, le Musée d'Aquitaine était donc inauguré par le Ministre de la Culture, le Maire de Bordeaux et le directeur des Musées de France sur un programme d'histoire et d'ethnographie de l'Aquitaine de 1715 à nos jours, en présence de trois milles personnes impatientes de découvrir cette nouvelle institution de la culture bordelaise. Maquettes, éléments d'architecture, mobilier, outillage agricole, ou équipement du pêcheur, tout ceci concourt à y présenter sur 2000 m² Bordeaux et sa région grâce à des œuvres évoquant à la fois la triple vocation maritime, agricole et commerçante du Sud-Ouest.



Fig. 1. — Façade du Musée d'Aquitaine, ancienne faculté des Lettres et des Sciences, œuvre de l'architecte Pierre Charles Durand (1886).

5. D. Barraud dans S.A.B, tome LXXV, 1984, p. 6-7 et S.A.B, tome LXXVI, 1985, p. 5-6.

1. Conservateur du Musée d'Aquitaine.



Fig. 2. — Salles permanentes inaugurées en janvier 1987 : vitrine consacrée au port de Bordeaux et au commerce au XVIII^e siècle.

Notre expérience, certes toute récente, nous amène d'ores et déjà à réviser une idée toute faite qui voulait que seule une élite intellectuelle puisse accéder au plaisir de visiter un musée ou une exposition. Le public le plus varié a répondu à notre attente. Il est vrai que le Musée bénéficie de collections prestigieuses et d'espaces permettant une vision ample des œuvres exposées. De fait, nos salles aujourd'hui en appellent à la mémoire des Bordelais à travers ces choses d'un passé qui souvent est leur enfance ou leur jeunesse, et qui ont peu à peu presque complètement disparu, balayés par la modernité. Il suffit, par exemple, d'entendre les visiteurs s'exprimer devant l'espace consacré à la vie à la campagne pour en être certain. Il me plaît de citer ici, car je pense ne jamais l'oublier, ce couple qui, quelques jours après l'inauguration, s'était longuement arrêté devant la maquette du bateau *l'Asie*. Comme curieuse, je m'approchai d'eux pour comprendre ce qui les retenait aussi longtemps, j'ai entendu l'homme expliquer à son épouse comment et à quel endroit il travaillait sur ce navire, quelles en étaient les escales, ce qu'ils en rapportaient, évoquant d'un même coup ses compagnons de voyage et les anecdotes de traversées difficiles ou gaies.

Cette même émotion nos animatrices la retrouvent pendant leurs visites guidées ou souvent une ou deux personnes prennent la parole pour expliquer aux autres ce qu'évoque pour elles tel ou tel objet.

Accueil du public

Les enfants viennent en grand nombre : ceux qui accompagnés de leurs professeurs travaillent sur un point précis du programme ou d'autres, qui, avec l'aide d'une conférencière, font le tour des salles en groupes plus ou moins attentifs. Le service d'animation qui se tient au rez-de-chaussée les connaît bien. Ils fréquentent régulièrement les ateliers qui leurs sont réservés et y apprennent à voir, à dessiner, à peindre ou à modeler selon leur âge, leurs goûts ou leurs aspirations. Une mini-bibliothèque leur est consacrée. Ils y retrouvent une ambiance bon enfant, des livres et des revues se rapportant aux thèmes exposés dans les salles. Ils peuvent s'asseoir et lire, ou colorier, ou monter des maquettes dessinées sur bristol qu'il faut découper et coller. Plusieurs fois dans l'année, pendant les fêtes ou les vacances scolaires une animation particulière leur est dédiée et l'espace qui d'ordinaire leur est réservé se trouve investi par une mini-exposition sur un thème choisi.

Autre pôle d'intérêt, la bibliothèque de consultation attire chaque jour davantage de lecteurs. Des étudiants y côtoient ceux à la recherche d'un livre régional traitant d'un sujet précis, sachant qu'ils le trouveront là. La richesse de ce fonds de bibliothèque n'est donc pas seulement réservée au personnel du Musée mais sert aussi le plus grand nombre.

En attendant l'ouverture totale de l'établissement nous prêtons volontiers nos salles encore disponibles à des associations culturelles ou à l'éducation nationale en vue de leur permettre la présentation de leurs travaux, mais cette politique ne nous sera plus possible à partir de 1991, où nous n'aurons plus que l'espace Aquitaine à offrir pour des expositions temporaires.

Notre salle polyvalente reçoit régulièrement des manifestations diverses, qu'il s'agisse de conférences organisées par l'Ecole du Louvre, l'Antenne Aquitaine des Amis du Musée de l'Homme, ou la Société Archéologique de Bordeaux.

Restauration des collections

Lors de notre première expérience des Portes Ouvertes, en mai 1987, douze milles visiteurs en sept jours sont venus voir de plus près ce qu'est un musée, de la conservation aux réserves.

Les ateliers ont largement retenu l'attention du public. Le travail qui s'y effectue permet de redonner vie à des œuvres qui sans le talent des restaurateurs disparaîtraient

à tout jamais rongées par les concrétions, les insectes, la pollution, ou pire, les aléas de manipulations intempestives. La remise en état des meubles anciens ou des éléments d'architecture a vivement intéressé les visiteurs qui n'hésitaient pas à poser des questions ou à demander des recettes miracles à appliquer chez eux. Je suppose que quelque chaise branlante, quelque buffet de famille ou pierre d'angle de façade auront bénéficié d'indications dispensées ce jour là.

La menuiserie voisine avec la marbrerie. On voit dans l'une, armoires en bois fruitiers, coffres de mariage voisinant avec des éléments de montage d'une exposition et dans l'autre, prêtes au ravalement, des pièces monumentales d'éléments d'architecture ou de cuves de sarcophage attendant leur tour devant une fragile vierge médiévale ou des mascarons joufflus. C'est un travail plein de surprises. Récemment en nettoyant le retable de l'autel de l'ancienne église Saint-Siméon, sous la crasse superficielle est apparu un badigeon de peinture à l'huile recouvrant lui-même une polychromie et des dorures cachées là-dessous on ne sait pourquoi, ni à quelle occasion. Cette restauration est en cours, mais d'ores et déjà nous savons que cette œuvre sera exposée dans les salles en 1991.



Fig. 3. — Bibliothèque réservée aux plus jeunes.



Fig. 4. — Atelier de restauration du bois.

Il ne faudrait pas quitter ce service de restauration sans signaler le laboratoire traitant les céramiques, le verre ou le bronze. On y voit séjourner dans de vastes baignoires des pièces, issues de chantier de fouilles, dans l'attente de retrouver un peu de leur splendeur originelle. Sous des tours équipées de fraises, des jeunes femmes, l'œil rivé sur la lentille du microscope, dégagent d'un magma informe un membre, une couronne, les plis ou les drapés d'une statuette restée sous terre pendant des siècles et l'on voit renaître peu à peu ce qui fut une divinité antique, une fibule ou bijou appartenant à quelque patricienne ayant vécu dans la région.

Il se restaure également des fragments de céramiques et souvent à l'issue d'un puzzle reconstitué patiemment, une coupe ou un vase reprennent vie sous nos yeux.

L'atelier photographique, outre les clichés à effectuer pour les publications diverses ou recherches scientifiques, collabore à la restauration par des prises de vues, avant, pendant et après le travail.

Publications

Une politique de publications scientifiques pour les chercheurs ou le grand public a été décidée pour faire connaître au fil des années et de manière exhaustive les œuvres de nos collections. En 1990 paraîtra un ouvrage sur l'outillage ancien de la viticulture et de la tonnellerie et en 1991 un catalogue raisonné des clichés de Félix Arnaud.

Acquisitions

Outre les achats réalisés par le Musée (faïences, gravures, dessins, mobiliers...) des dons viennent régulièrement enrichir nos collections. Un somptueux ensemble de vêtements sacerdotaux et d'ornements ecclésiastiques nous a été remis par M. l'abbé Brun. Plus tard une collection préhistorique provenant de l'abri Morin nous a été offerte par M. Deffarge, de même qu'une chocolatière du XVIII^e siècle de provenance bordelaise prenait place dans nos salles d'expositions grâce à la générosité des magasins

Carrefour. Ces objets viennent heureusement s'ajouter aux dépôts issus des chantiers de fouilles et il suffit de citer la rosace de Parunis pour comprendre combien ces trouvailles appartenant à l'histoire locale peuvent permettre d'espérer en l'avenir. Grâce à ces acquisitions récentes le musée évolue, et tout permet de penser que nous serons en mesure d'offrir au public, de façon régulière, des présentations renouvelées dans les salles, évitant ainsi tout phénomène de lassitude.

Aujourd'hui, toute notre équipe est résolument tournée vers l'ouverture totale et s'affaire à mettre en place un

programme qui sur plus de 2500 m² racontera l'histoire de notre région de la Préhistoire à 1715.

Il est très difficile, quand on se trouve dans la façade classique du 20 Cours Pasteur, ou que l'on pénètre dans le hall à la majesté un peu froide, d'imaginer que dans les coulisses tout un microcosme étudie, restaure, dessine, recherche ou aménage ce que le public verra demain. Ce qui est certain c'est que tous sont conscients de l'importance de l'enjeu, sachant bien que grâce aux concours généreux des diverses instances culturelles locales ou régionales, l'effort actuel ne pourra qu'être couronné de succès.



Fig. 5. — Restauration d'un objet sous microscope.

Chronique archéologique des Eglises et des Cimetières en Gironde

L'an passé, la Société Archéologique de Bordeaux publiait le premier volume de la collection *Mémoires*, consacré à l'*Archéologie des Eglises et des Cimetières en Gironde*. Cet ouvrage avait pour objet un programme d'intervention archéologique, original par sa conception, sa mise en œuvre et l'intérêt aussi bien spécifique que cumulatif des données qu'il mettait au jour : des fouilles le long d'églises, préliminaires à des opérations de sauvegarde architecturale. Ce programme coordonnait l'action du Service Départemental de l'Architecture de la Gironde, de la Direction des Antiquités Historiques d'Aquitaine et des municipalités concernées, avec l'aide budgétaire du Conseil Général de la Gironde. A partir de l'étude de dix églises soumises à ce genre d'opération, étaient posés des «Eléments de synthèse» abordant les principes d'intervention aussi bien que les apports historiques et archéologiques.

Ce programme a continué et continue de se développer. La présente chronique est destinée à présenter ses derniers développements. Le moment venu, sera envisagée l'édition d'un volume de synthèses et de résultats.

Les principes d'intervention sont simples et efficaces. Des sondages permettent d'établir un diagnostic tant des problèmes architecturaux de l'édifice concerné que des risques archéologiques et des nécessités de sauvetage si une opération de plus grande envergure était envisagée. Sont alors éventuellement menés des sauvetages urgents.

En 1989, des sondages ont été menés¹ auprès des églises de Camiran, de Gardégan-et-Tourtirac, de Lignan de Bordeaux², de Listrac de Durèze, de Pessac sur Dordogne, de Saint-Aignan, de Saint-Caprais de Bordeaux³ et de Saint-Laurent du Bois. Des sauvetages urgents ont été conduits, dans ce cadre, à Saint-Martin du Bois, à Saint-Sulpice de Faleyrens et à Tauriac⁴.

Les deux dernières de ces opérations présentent un intérêt suffisant et sont à un stade d'étude assez avancé pour que nous leur consacrons l'essentiel de cette chronique.

En 1990, des sondages ont été menés auprès des églises d'Arsac, de Blésignac, de Bossugan, de Cadarsac, de Coubeyrac, de Langoiran, des Salles de Castillon, à nouveau de Saint-Caprais de Bordeaux, de Saint-Hilaire du Bois, de Saint-Martin-Lacaussade⁵, de Saint-Pierre de Bat et de Saint-Symphorien, tandis que des sauvetages étaient conduits à Saint-Macaire et à Saint-Emilion.

On le voit, ce programme est d'importance et prend un développement considérable. Par ailleurs, notre département qui s'enorgueillissait d'être à l'origine de ce type d'intervention, voit reprendre les principes élaborés dans ce cadre dans d'autres départements français, voire même à l'étranger puisque l'archéologie crétoise porte un intérêt particulier aux méthodes développées chez nous.

1. Nous savons gré à Jean-Marie Fuseau (Direction des Antiquités Historiques d'Aquitaine) de l'aide qu'il nous a apportée pour la constitution de cette liste. Sauf mention contraire, ces opérations ont été menées par Marie-Noëlle Nacfer, contractuelle DAHA.

2. Eglise déjà abordée dans ce même cadre. La première opération se limitait à ses abords orientaux ; est ici concerné le côté ouest.

3. Opération menée par Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais (Direction des Antiquités Historiques d'Aquitaine).

4. Opération menée par Bruno Bizot (Direction des Antiquités Historiques d'Aquitaine).

5. Opération menée par Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais (Direction des Antiquités Historiques d'Aquitaine).

Saint-Sulpice de Faleyrens

par Marie-Noëlle Nacfer¹

L'opération qui a eu lieu à Saint-Sulpice de Faleyrens² s'est déroulée en deux phases distinctes. La première a été menée au mois de septembre 1989 sur l'emprise d'un drain périphérique affectant la totalité de la face sud de l'édifice depuis l'axe de l'abside jusqu'à la façade occidentale. La seconde intervention, décidée à la suite de la première fouille, afin de mettre en valeur l'édifice, a eu lieu en mars 1990. Cette seconde campagne s'est concentrée sur le pourtour du chevet afin de dégager les parties architecturales révélées par la première campagne de travaux et se trouvant occultées par le cimetière médiéval. Sur l'ensemble des deux opérations, est une surface totale de 150 m² pour une profondeur de 1,50 m qui a été excavée (fig. 1).

Le bâtiment que nous voyons aujourd'hui a été fondé d'après les textes, au XII^e siècle. La dédicace à saint Sulpice est visible dans le sanctuaire. Au cours des temps de nombreuses modifications ont empâté l'édifice originel en le noyant sous les ajouts successifs : agrandissement à l'ouest de la nef, adjonction de collatéraux au nord et au sud, enfin construction du clocher néogothique au sud et des sacristies de part et d'autre du chevet.

Du plan à nef unique et chevet semi-circulaire, on ne voit plus que l'abside romane rythmée de contreforts plats reposant sur un socle continu ceinturant tout le chevet. Le sommet des élévations de la nef romane, ainsi que les contreforts d'angles de la façade occidentale de la première construction, sont visibles du sud en prenant du recul dans l'allée centrale du cimetière actuel.

Eléments de stratigraphie

Trois séquences principales d'occupation du cimetière ont été observées. La plus récente concerne un nombre réduit de sépultures, six au total ; il s'agit de tombes modernes en cercueils ou en pleine terre. Pour le cimetière du bas Moyen Age, plus dense et d'utilisation plus longue, cinquante neuf tombes ont été fouillées. Dix huit sépultures du haut Moyen Age pour la plupart en sarcophages monolithes ont été étudiées ainsi que des structures bâties appartenant à la même époque.

Les tombes modernes

Cet ensemble représente le plus petit groupe de la série des tombes étudiées. Il s'agit uniquement de sépultures d'adultes. Leur orientation est systématique et leur répartition topographique indique une utilisation de l'espace ne dépassant jamais un axe coupant longitudinalement l'église. Au nord de cette démarcation, le terrain était traversé par la Faleyre, ce qui le rendait impropre à l'utilisation.

Deux types d'inhumations sont pratiquées. L'utilisation de cercueils en bois cloué est attestée par la présence de clous et par des traces ligneuses brunes, caractéristiques de la décomposition du bois, à la périphérie du squelette. Les inhumations en pleine terre sont, quant à elles, démontrées par des connections anatomiques strictes, sans déplacement hors du volume initial du corps, et par le maintien en équilibre de certaines pièces osseuses.

1. Contractuelle, Direction des Antiquités Historiques d'Aquitaine.

2. Opération financée par la commune de Saint-Sulpice de Faleyrens et le Conseil Général de la Gironde.

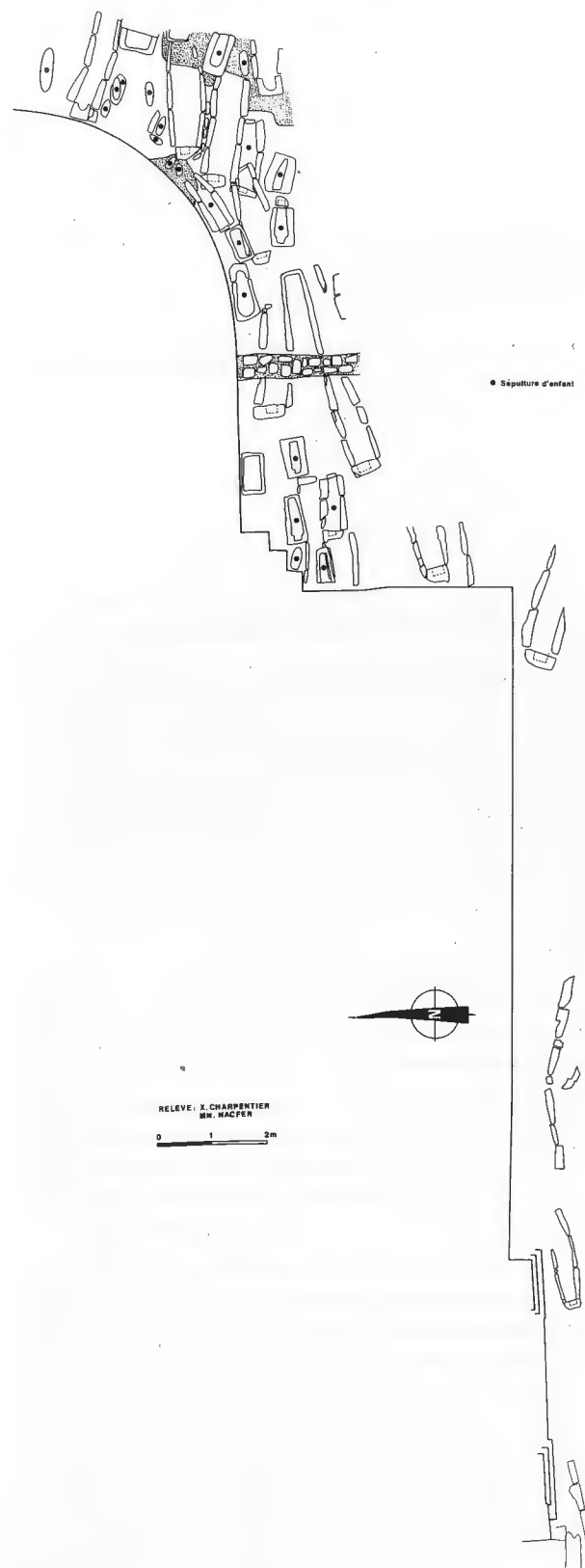


Fig. 1. — Saint-Sulpice de Faleyrens, plan d'ensemble du cimetière médiéval.

Peu de mobilier accompagnait les défunts. Cependant l'un d'entre eux tenait un chapelet ainsi qu'une monnaie dans ses mains jointes en avant du thorax³. Un autre individu jeune de sexe féminin portait, à l'annulaire droit, une bague en bronze au chaton orné d'un cœur ; une monnaie avait été placée dans la main droite de la défunte⁴.

Le cimetière médiéval

L'architecture des tombes pour la période du XIIe au XIVe siècle est très classique et a souvent fait l'objet de description⁵ : des coffres bâtis en blocs ou en dalles posés de chant, fermés par des dalles plates liées au mortier ; une réserve céphalique est présente dans la majorité des cas.

Deux types différents de réserve céphalique ont été utilisés à Saint-Sulpice, celles appelées classiquement «loge céphalique horizontale» qui s'opposent aux «loges céphaliques verticales» plus rares. Ce type consiste en une niche ménagée dans un parallélépipède ; ainsi taillé ce bloc ne nécessite pas de couverture propre. L'évidement est proche du carré : 19 cm x 20 cm ; la profondeur est faible en moyenne de 12 cm : seul le sommet de la tête pouvait être engagée dans la niche (fig. 2). L'originalité de ce site est dans la coexistence de ces deux types. Il semblerait que si le type vertical correspond à un indicateur chronologique, il est essentiellement l'expression d'une aire culturelle. En effet, les deux sites connus⁶ ayant livrés cette forme de réserve céphalique se situent comme Saint-Sulpice de Faleyrens à moins de 2 km de la Dordogne et les trois gisements sont dans un rayon de 3,5 km. Aucun exemple n'a été signalé ailleurs ni dans l'Entre-deux-Mers ni dans le Blayais.

Autre observation sur l'architecture des tombes une des dalles de couverture de la sépulture 28 portait une inscription incomplète sur la tranche ; la seconde ligne est coupée en son milieu ce qui indique bien un remploi.

3. Un Liard de France, postérieur au XVIIIe siècle.

4. Encore un Liard de France.

5. Voir notamment, *Archéologie des églises et des cimetières en Gironde*, collection *Mémoires*, Vol. 1, Société Archéologique de Bordeaux, 1989.

6. Ch. Sireix, S. Faravel, F. Barrois, Saint-Vincent de Pertignas, *ibid.*, p. 138-139. S. Faravel, D. Laporterie, C. Martin, «Deux sépultures médiévales à Saint-Pey d'Armens», *Revue Archéologique et Historique du Libournais et de la vallée de la Dordogne*, Tome LIV, n° 199, 1er trim. 1986, p. 14-18.

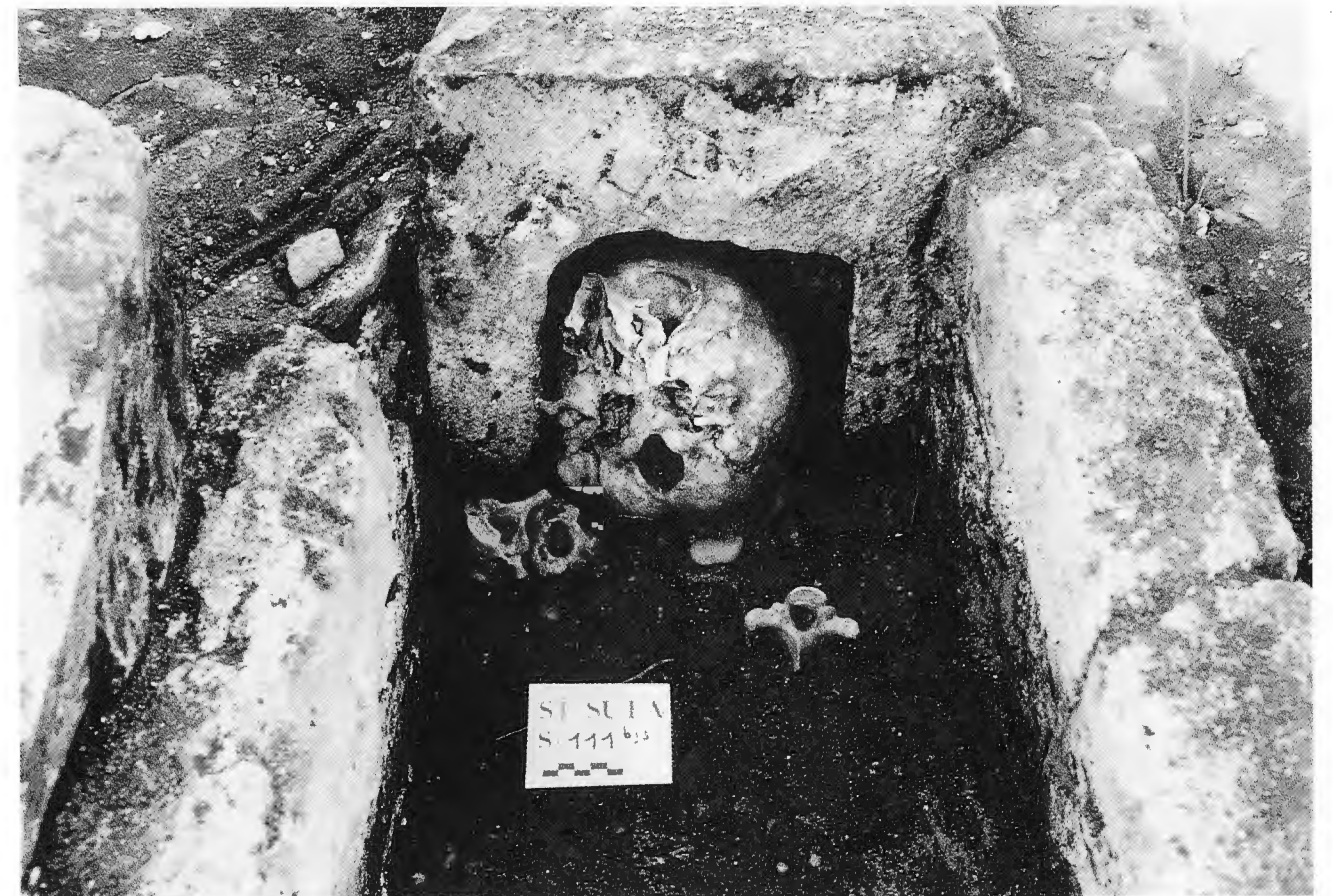


Fig. 2. — Saint-Sulpice de Faleyrens, exemple de loge céphalique verticale. Cliché M.-N. Nacfer.

Contrairement aux résultats livrés par la majorité des fouilles récentes en Gironde, les enfants⁷ ne sont pas sous-représentés, loin s'en faut, puisqu'ils constituent la plus grande part des sépultures fouillées : 58% des tombes médiévales. 34 sépultures ont été étudiées. Alors qu'un seul type d'inhumation existe pour les adultes, trois ont été rencontrés pour les enfants : tombes en pleine terre, coffres en blocs de chant identique à ceux des adultes sauf par les dimensions, coffres monolithes. Pour ce dernier cas l'évidement est parfois anthropomorphe avec ou sans réserve céphalique (fig. 3).

Les données stratigraphiques ne sont pas suffisantes pour établir une typochronologie d'autant que les relations sur/sous sont souvent contradictoires. Ainsi le bord de la cuve monolithe de S 115 sert de montant au coffre en dalle S 111, d'où l'antériorité de la cuve monolithe ; à l'inverse S 13, coffre monolithe, est posé sur la dalle de couverture d'un coffre en blocs de chant, S 34. Il semble en revanche que la relation entre le critère d'âge et le type de sépulture

soit plus satisfaisant ; tous les enfants ayant dépassé 24 mois sont dans des coffres en bloc de chant, toutes les sépultures en pleine terre sont des nourrissons morts dans les six premiers mois de la vie, enfin les coffres monolithes contiennent des enfants de 0 à 24 mois ; le recouvrement partiel des deux dernières catégories peut être expliqué par les pratiques religieuses liées au baptême. En ce qui concerne la répartition spatiale, on note une concentration sur le chevet de l'église et tout particulièrement au contact des élévations mais nous éviterons de conclure à un zonage comme nous le verrons plus loin.

Au cours des fouilles récentes effectuées dans la région, diverses pratiques de réductions de corps ont été observées. Le plus souvent les os sont repoussés de part et d'autre de la tombe afin de dégager un espace vide au centre ; le crâne fait l'objet d'un traitement particulier, il est déposé avec soin à côté de la tête ou sur l'épaule du nouvel inhumé. Une autre pratique consiste à curer la sépulture puis à rejeter les os en vrac avec la terre de remplissage de la fosse.

7. Répartition par âge : 0/2 ans, 20 ; 2/6 ans, 10 ; 6/12 ans, 4.



Fig. 3. — Saint-Sulpice de Faleyrens, coffres d'enfants. Cliché M.-N. Nacfer.

A Saint-Sulpice de Faleyrens on remarque un troisième mode : une réduction *stricto sensu* objet d'une sépulture secondaire. C'est le cas de S 31 (fig. 4) : la totalité du squelette d'un adulte de sexe masculin a été déposée dans un petit coffre en calcaire taillé⁸, fermé par une dalle. L'inventaire ostéologique est complet même pour les plus petits os, phalanges distales du pieds, os hyoïde et des pièces osseuses particulièrement fragiles sont présentes, le cartilage laryngé ossifié par exemple. Les os ont été disposés avec soin : aucun d'entre eux n'est brisé. Aucune connexion anatomique n'a été observée. Le crâne a été déposé dans la partie ouest du coffre, le rangement du squelette appendiculaire répond lui aussi au souci d'orientation du corps du défunt puisque toutes les extrémités proximales des os longs sont situées à l'ouest. Cette tâche n'a pas pu être effectuée sans que l'officiant ait eu une bonne connaissance de l'anatomie. Enfin, notons que l'examen macroscopique de l'ensemble du squelette



n'a révélé aucune trace de décarnisation mécanique : la récupération exhaustive de toutes les pièces du squelette, indique un décharnement dans un espace protégé non colmaté. Il est bien sûr également possible d'envisager une accélération intentionnelle du processus de décarnisation par cuisson par exemple, afin de transporter plus aisément le défunt. Le caractère unique de ce type de sépulture sur le site en particulier et dans les fouilles récentes en Aquitaine en général, le soin apporté à la collecte des os et à leur rangement, invite à penser qu'il s'agit d'un être considéré comme exceptionnel.

Pour les cimetières de cette période, le mobilier découvert dans les tombes revêt un caractère anecdotique étant donné sa rareté. Le cimetière de Saint-Sulpice n'échappe pas à la règle. Quelques trouvailles sont toutefois à noter. Dans la tombe 43 une poterie a été déposée entre les pieds du mort⁹ ; l'aspect général de l'objet, sa présence dans un



Fig. 4. — Saint-Sulpice de Faleyrens, coffre contenant la réduction d'un squelette d'adulte. Cliché M.-N. Nacfer.

sarcophage monolithe en remploi tendent à le placer au XIe, voire au Xe siècle (fig. 5). On a placé une monnaie dans la main droite du défunt de la tombe 10¹⁰ : un Denier Barbarin en argent frappé à Limoges ; c'est un monnayage de l'abbaye de Saint-Martial, qui sera émis jusqu'en 1276 ; il est probable que ce type de monnaie ait été assimilé à des médailles de pèlerinage, ce qui expliquerait sa présence dans une tombe qui, en chronologie relative, semble plus tardive. Dans la sépulture 18, il a été trouvé la base d'un goulot de burette en verre (fig. 6). Aucun accessoire vestimentaire n'a été observé.

Est encore à noter que les tombes le plus profondément enfouies dans le secteur de l'abside coupaient ou reposaient sur un massif de mortier d'une vingtaine de centimètres d'épaisseur venant s'appuyer sur l'élévation. Il semble que nous soyons en présence d'une aire de gachage du mortier liée à la construction de l'édifice roman. Si la forme en a

est de verser un liquide. Ce pot a été cuit dans une atmosphère oxydante. La pâte est assez dégraissée. Description S. Fabre-Dupont, contractuelle à la DAHA.

10. Identification J.-B. Bertrand-Desbrunais, ITA à la DAHA. Cf le Catalogue édité par le Musée Municipal de Limoges à l'occasion des journées de la Société française de Numismatique, Limoges 7-8 Juin 1975, p. 61-62.

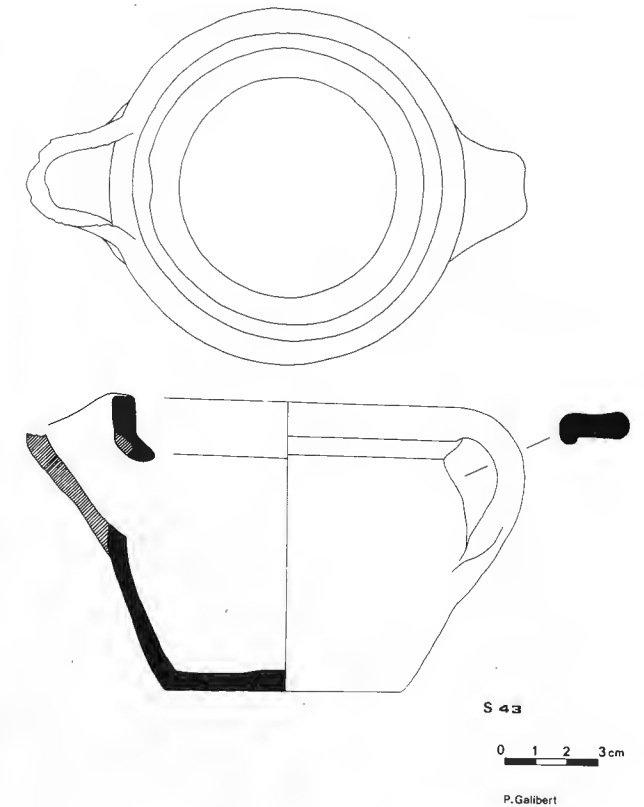


Fig. 5. — Saint-Sulpice de Faleyrens, petit pichet de la sépulture 43.

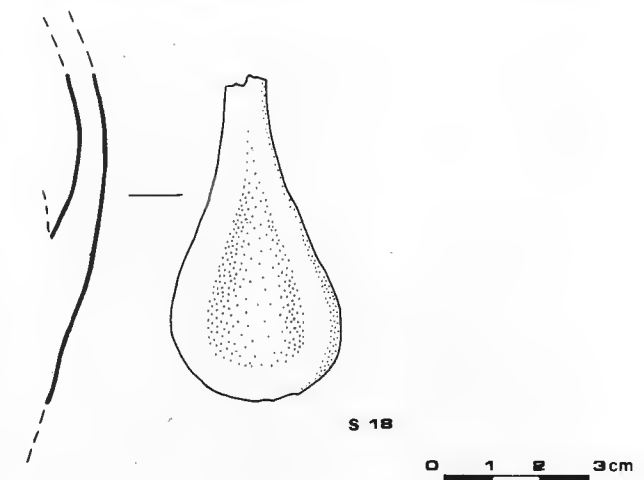


Fig. 6. — Saint-Sulpice de Faleyrens, base d'un bec de burette en verre, sépulture 18.

semblé à peu près circulaire, il n'a pas été possible d'en déterminer la surface totale, étant bloqué dans la zone de la tranchée.

8. 0,80 x 0,40 x 0,40.

9. C'est un petit pot pansu, avec une anse verticale rubanée et un bec verseur rapporté sur la panse en symétrie. La lèvre en méplat sur le dessus est constituée d'un bourrelet droit à l'extérieur et concave à l'intérieur. La forme de cet objet est celle d'un pot, mais il est doté d'un bec verseur ; sa destination

La nécropole mérovingienne

Une découverte marquante fut celle de murs antérieurs à l'église romane en rapport indubitable avec une nécropole mérovingienne (fig. 7). Dans la tranchée ouverte au pied du collatéral sud ont été découvertes les fondations de plusieurs murs (fig. 8) appartenant à deux structures distinctes. A l'est du clocher, une première structure est formée de trois murs de 0,50 m de large : celui du sud est conservé sur toute sa longueur ; à chacune de ses extrémités, un retour s'engage sous le collatéral ; l'angle sud-ouest est en partie détruit par le creusement d'une tombe.



Fig. 7. — Saint-Sulpice de Faleyrens, fondations des murs de l'édifice primitif, dégagées dans la tranchée sud. Cliché M.-N. Nacfer.

A l'ouest du clocher, un autre mur, que nous avons suivi sur 1,50 m, est orienté est-ouest, comme pour la première structure ; à son extrémité occidentale, un retour perpendiculaire est visible en coupe ; une sépulture moderne a endommagé l'angle. Tous ces murs sont fondés dans un niveau de grave naturelle.

Le premier ensemble présente une construction de plan orthogonal, dont un des côtés mesure 4 m ; sa dimension et sa situation peuvent faire penser à un mausolée ; le second ensemble, moins complet pourrait répondre au même plan et donc à la même destination.

On pourrait encore y voir un édifice cultuel, antérieur à l'église romane, à nef unique et transept ; le premier ensemble serait le bras sud du transept tandis que le second correspondrait au mur sud de la nef et à sa jonction avec la façade occidentale. Des sarcophages orientés nord-sud bordant l'édifice à l'est et à l'ouest, il est sûr que le bâtiment ne peut excéder une longueur totale de 21 m ; la saillie du transept par rapport à la nef serait de 1,50 m ; le bâtiment se développant sous l'édifice actuel il n'a pas été possible d'en déterminer la largeur. Pourtant, deux découvertes récentes faites en Gironde peuvent nous permettre d'en proposer une évaluation. Il s'agit des fouilles de Notre-Dame-de-la-Place et de Saint-Caprais de Bordeaux. A Notre-Dame-de-la-Place¹¹, une abside semi circulaire de 4,10 m de diamètre interne a été mise au jour ; la largeur de la nef ne devait pas être de beaucoup supérieur à ce diamètre. A Saint-Caprais de Bordeaux¹², des sondages ont permis de découvrir les murs nord et sud de la nef d'une église paléochrétienne ; la largeur interne de celle-ci est de 5 m. Ces deux exemples girondins donnent des largeurs comparables ; le mur nord de la nef mérovingienne de Saint-Sulpice, sur la base de ces dimensions, se trouverait approximativement sous le mur gouttereau méridional de l'édifice roman.

Les sarcophages découverts, au nombre de quatorze ne représentent qu'une toute petite partie de la nécropole. L'architecture des tombes est classique pour la période ; grande cuve monolithe trapezoïdale pouvant atteindre 2m de long, fermée par un couvercle en bâtière (fig. 9). La série des douze cuves d'adultes est complétée par deux petits sarcophages taillés à l'identique et contenant les corps d'enfants morts en période périnatale. Ces tombes sont installées dans un niveau de grave naturelle.

Contrairement au cimetière médiéval, l'axe est-ouest n'est pas prédominant pour l'orientation des sarcophages paléochrétiens. A l'ouest et à l'est du bâtiment, les tombes sont disposées en rangées nord-sud, tandis qu'au sud les rangées sont orientées. On note un réel souci d'organisation de l'espace mais la fouille n'a pas permis de mettre en évidence des aires de circulation.

Plusieurs de ces sarcophages mérovingiens sont parvenus jusqu'à nous sans avoir subi de dégradations. Du mobilier caractéristique du VII^e siècle a été mis au jour, tous les objets ont été trouvés en place sur les défunts. Il ne s'agit pas à proprement parler de mobilier funéraire, sauf pour une tombe, mais d'éléments appartenant aux vêtements¹³, et plus précisément à leur maintien comme les fibules et les agrafes à double crochet.

11. D. Barraud, «Chronique d'Archéologie bordelaise», BMSAB, LXXIV, 1983, p. 14-16.

12. M.-N. Nacfer, à paraître.

13. B. Young, «Paganisme, christianisation et rites funéraires mérovingiens», Archéologie Médiévale, Tome VII, 1977, p. 36.

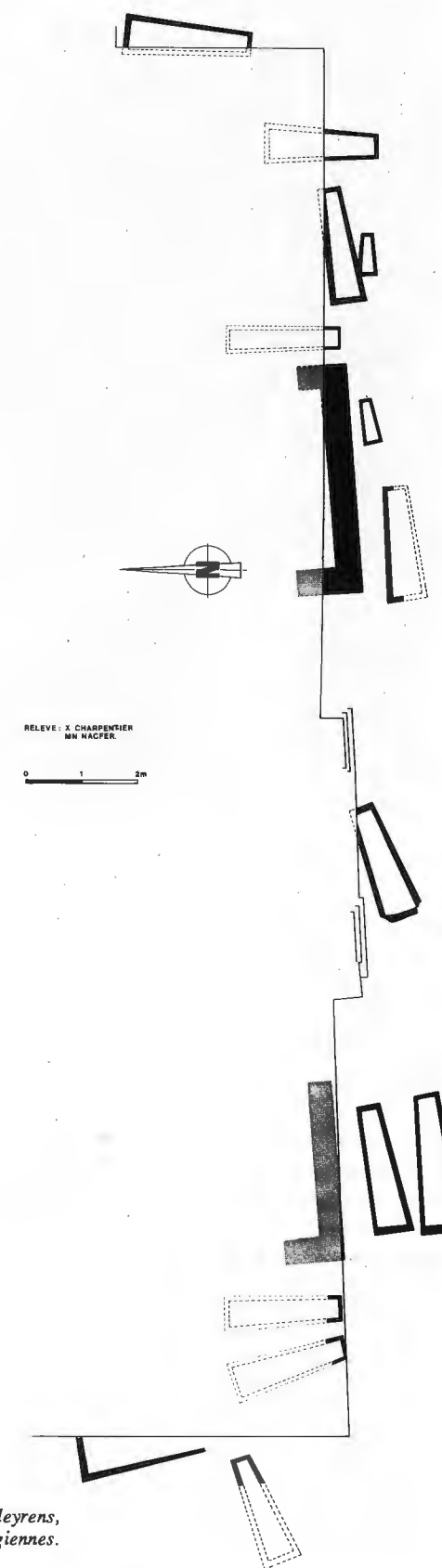


Fig. 8. — Saint-Sulpice de Faleyrens, plan des structures et de la nécropole mérovingiennes.



Fig. 9. — Saint-Sulpice de Faleyrens, sarcophage monolithe. Cliché M.-N. Nacfer.

Dans la tombe 26 où ont été inhumés trois adultes et un enfant, on a trouvé en place sur le squelette du dernier défunt plusieurs objets : une fibule ansée symétrique en bronze étamé à plateaux scutiformes, avec un ardillon en fer, d'une longueur de 53 mm, était déposée dans la région scapulaire gauche (fig. 10, 1) ; au contact de la face externe du condyle mandibulaire gauche il y avait une agrafe à double crochet en bronze, dont la plaque perforée en son centre, ornée sur trois de ses faces de deux rangées de ponctuations a une longueur totale de 33 mm (fig. 10, 2). Placée symétriquement à droite, une seconde agrafe à double crochet en bronze ornée de gorges parallèles à la longueur au profil angulaire avec une perforation décalée vers l'extrémité de la plaque et longue de 29 mm (fig. 10, 3).

Dans la sépulture 32, on a également trouvé une fibule ansée symétrique à plateaux scutiformes ornés d'oscelles (fig. 10, 4). Les sels métalliques libérés par l'objet ont imprégnés la matière osseuse, laissant deux pastilles indélébiles sur la face supérieure de la première côte gauche, cette observation confirme l'utilisation de la fibule pouragrafer une étoffe sur l'épaule.

La sépulture 42 est une sépulture double où les corps de deux enfants ont été inhumés simultanément. Le plus grand des deux portait une broche en plomb formée d'une plaque rectangulaire, large de 13 mm et longue de 31 mm ; les bords sont ornés d'une rangée de cupules peut-être destinées à l'origine à recevoir des petites pierres colorées ou des pâtes de verre. L'ardillon est en fer (fig. 10, 5). Le plus jeune portait une agrafe à double crochet en bronze, le bord supérieur de la traverse est scandée de 6 ergots, symétriques deux à deux et très saillants ; la plaque est perforée en son centre ; sa longueur est de 30 mm (fig. 10, 6). La fibule que portait cet enfant est circulaire, d'un diamètre de 20 mm ; elle est en bronze doré, cloisonnée et ornée de verroteries rouge ; l'ensemble est cerclé d'un jonc doré ; le système de fermeture et d'accrochage a complètement disparu (fig. 10, 7).

Enfin, un peigne en os était déposé en travers du thorax du même personnage (fig. 11, 12 et 13) ; façonné dans un os plat, il présente une double rangée de dents. Il est constitué de trois éléments. La partie centrale, la plus importante, est plate et comporte de part et d'autre une rangée de dents ;

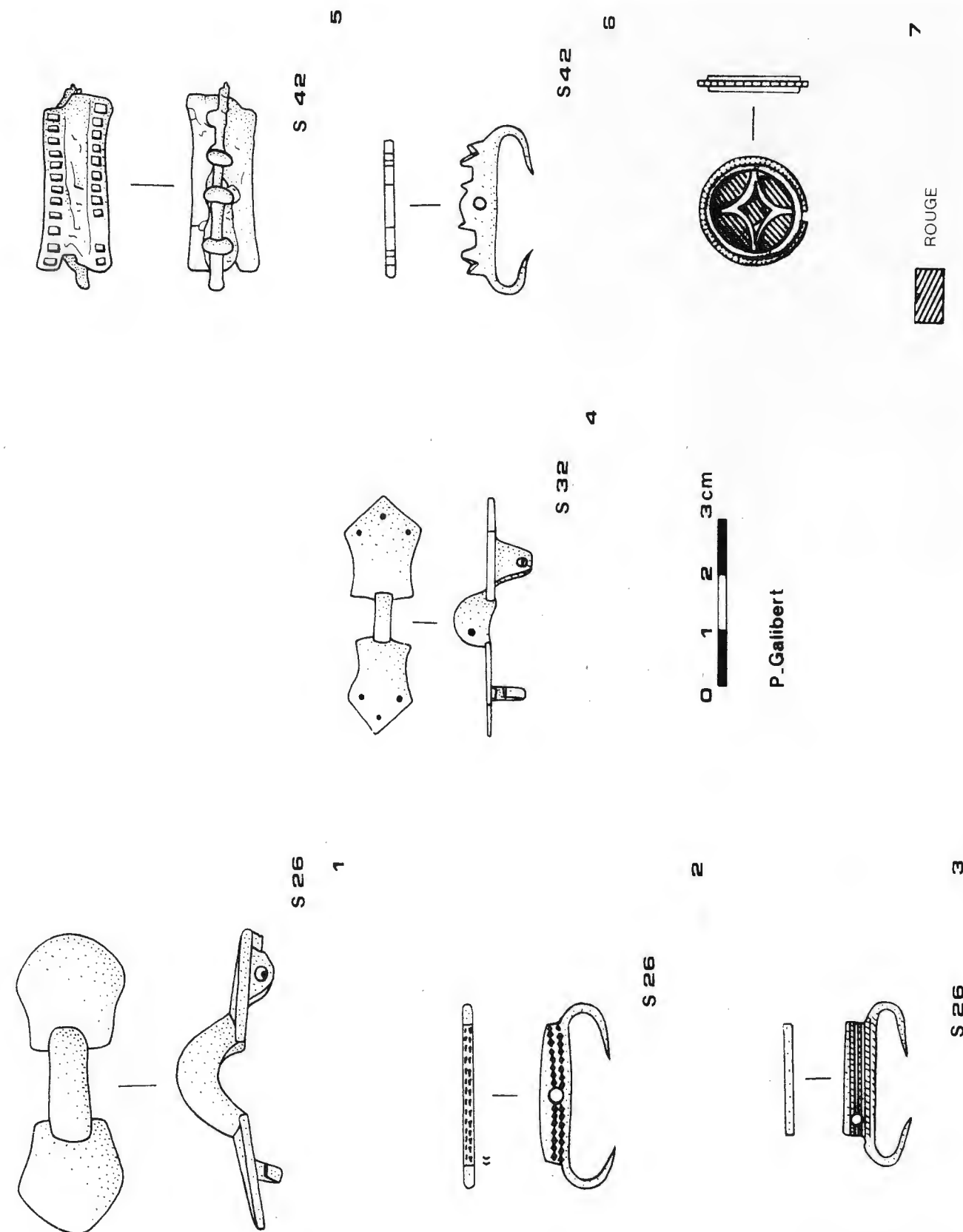


Fig. 10. — Saint-Sulpice de Faleyrens, mobilier métallique provenant des tombes mérovingiennes.

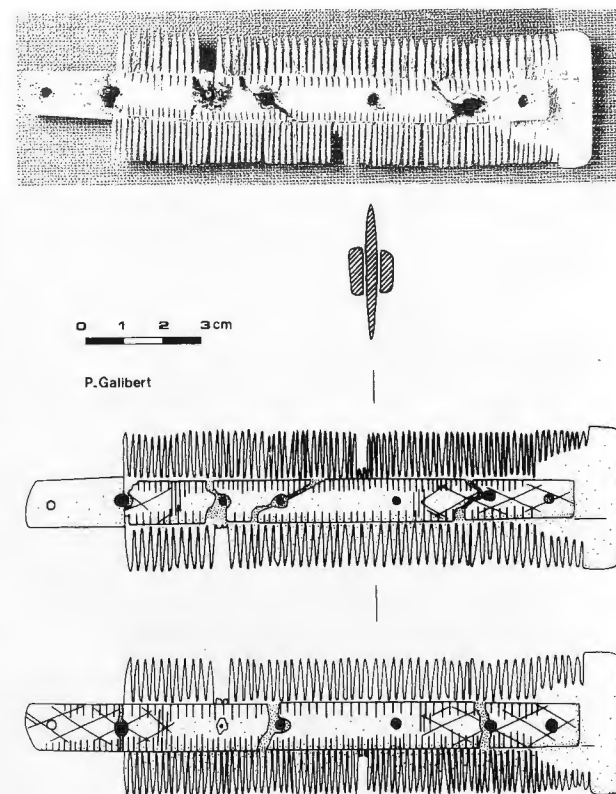


Fig. 11, 12 et 13. — Saint-Sulpice de Faleyrens, peigne en os. (Clichés M.-N. Nacfer, dessins P. Galibert).

deux baguettes sont rivetées donnant ainsi de l'épaisseur au peigne et lui donnant une meilleure préhension ; les baguettes sont décorées de deux séries de trois losanges incisés ; leurs bords sont striés perpendiculairement ; il est possible que ces stries ne constituent pas un élément de décor mais soient l'amorce de la trace de l'outil ayant servi à dégager les dents. Le peigne est conservé dans sa presque totalité, il devait mesurer 17 cm environ. De nombreuses traces d'usure ont été relevées sur les dents. De tous les objets qui viennent d'être décrits, seul ce peigne peut être considéré comme appartenant à un dépôt funéraire.

Le mobilier céramique

Une grande quantité de tessons ont été trouvés dans le remplissage des sarcophages. Malheureusement leur taille et leur nature, essentiellement des morceaux de panses, ne nous ont pas permis d'en tirer beaucoup d'enseignements. Cependant, quelques tessons plus importants ont été trouvés dans les fosses d'installation des sarcophages ainsi que dans la tranchée de fondation d'un des murs.



Le premier ensemble est constitué de deux fragments de lèvres appartenant à des vases différents et un col complet (fig. 14). Ces trois éléments présentent tous une technique très particulière en ce qui concerne la liaison de l'anse avec le pot lui-même : sous une lèvre déjetée et ronde est appliquée une anse. Le collage est assuré par une forte pression du doigt sur la lèvre dirigée de l'intérieur vers l'extérieur qui en déplaçant la pâte lie intimement la lèvre et l'anse¹⁴. L'empreinte du « coup de pouce » est très nette sur les deux fragments de lèvres les plus ouverts. Ces objets ont été réalisés avec une pâte assez dégraissée et cuits en atmosphère oxydante. Leur position stratigraphique induit une datation entre le VI^e et le VIII^e siècle.

Le second lot intéressant se compose d'une dizaine de tessons appartenant vraisemblablement à de grands vases de réserve. Les tessons, malgré leur épaisseur¹⁵, sont très fragiles. Ils présentent des inclusions de forte granulométrie et des traces de lissage au peigne sur l'extérieur (fig. 15). Parmi ces tessons se trouvent des éléments de fonds, de panses ainsi que des morceaux difficiles à situer. Sur ces derniers on remarque la présence de trous d'un diamètre

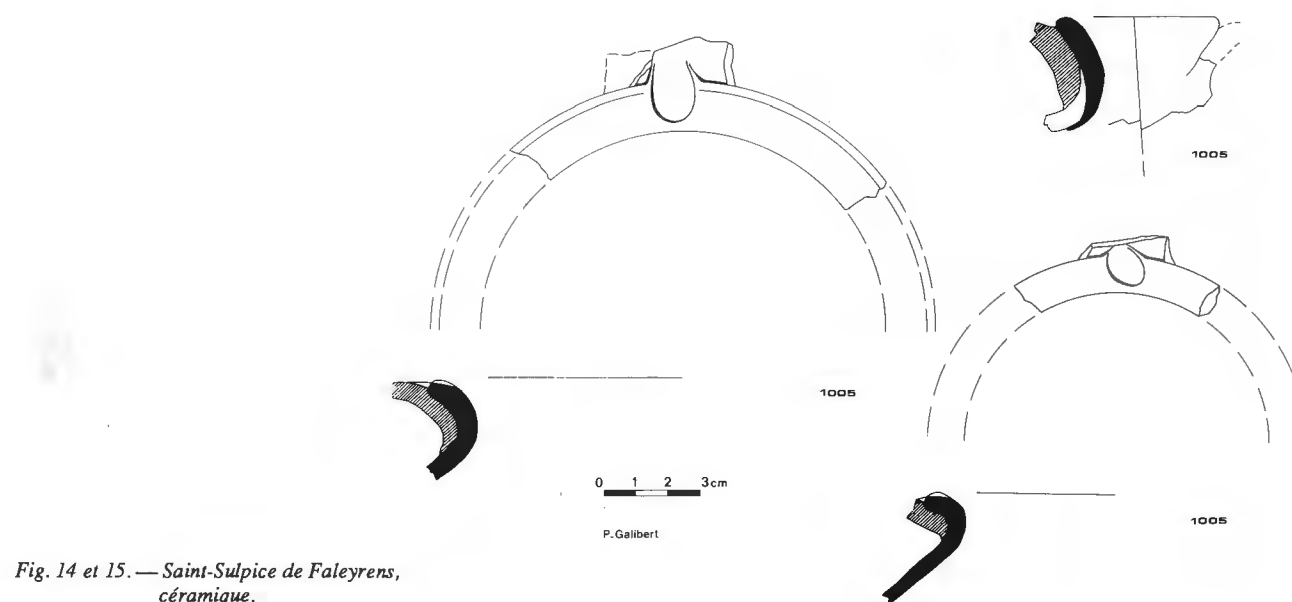
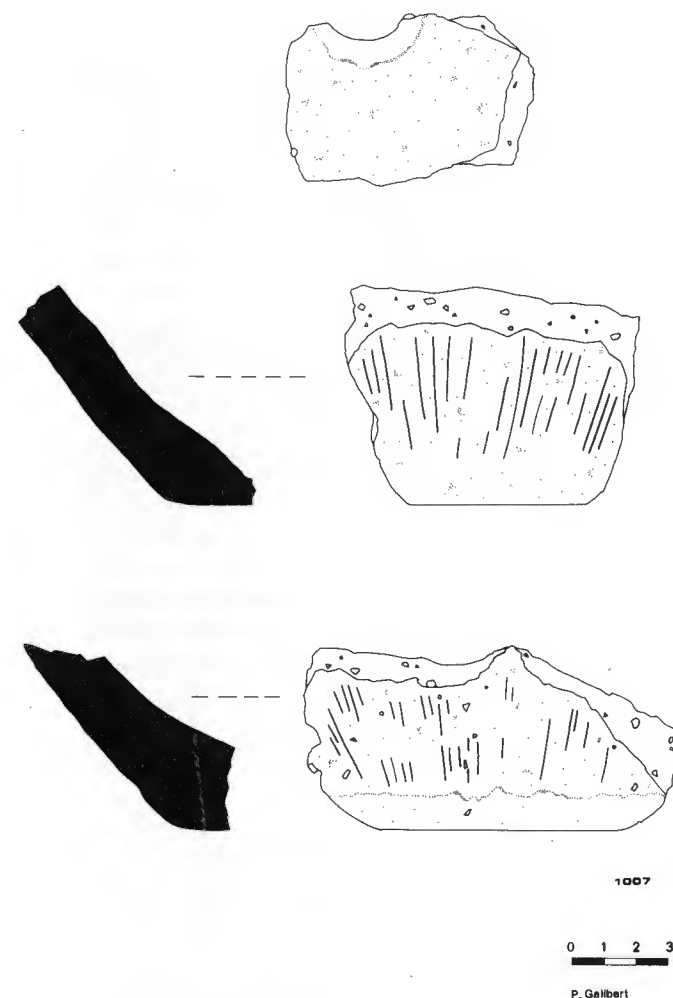


Fig. 14 et 15. — Saint-Sulpice de Faleyrens, céramique.



minimum de 20 mm dont les bords sont soigneusement lissés. La destination de ces perforations reste énigmatique. Elles paraissent trop grosses pour des trous de passoire, et il semble peu probable qu'on ait voulu suspendre des vases de si grande taille. Ces tessons provenant d'une part de la tranchée de fondation d'un des murs du bâtiment sous jacent à l'église romane et d'autre part d'une fosse d'installation d'un sarcophage, on peut les attribuer eux aussi à une période comprise entre le VI^e et le VIII^e siècle. Cependant des découvertes semblables ont été faites sur des sites du canton de Saint-André de Cubzac pour des périodes antérieures¹⁶ et postérieures¹⁷. Il n'est pas impossible que l'utilisation de ce genre de gros vases de réserve se soit poursuivie jusqu'au Xe ou XI^e siècle.

Perspectives anthropologiques

L'étude anthropologique reste à faire, on peut cependant d'ores et déjà énoncer quelques directions de recherche concernant le matériel osseux abondant et particulièrement bien conservé sur ce site. L'apport essentiel de cette fouille pour l'anthropologie concernera sans doute les enfants. Une série de 20 squelettes d'enfants morts entre 0 et 2 ans est constituée, cet ensemble est particulièrement bien

14. Description S. Fabre-Dupont, contractuelle DAHA.

15. L'épaisseur varie de 14 mm pour les plus minces à 25 mm pour les plus épais.

16. Saint-André de Cubzac, La batisse, prospection de surface sur un établissement romain fin 1^{er}/début 2^eme, non publié, communication R. Boudet CNRS UA 04 1007.

17. Virsac, Eglise : silos Moyen Age mal défini. Cubzac-les-Ponts, Eglise : prospection de surface près d'une villa romaine et d'un cimetière haut moyen âge/ moyen âge. Non publié, communication R. Boudet CNRS UA 04 1007.

conservé et très complet. La très bonne conservation du matériel osseux nous a permis de mettre en évidence des os hyoïdes dans des sépultures d'enfants morts en période périnatale.

Les premières observations concernant la paléopathologie, nous ont permis d'ajouter aux lésions couramment rencontrées (fractures diverses, arthroses...), un mal de Pott, une plaque pleurale et une calcification biologique. Un fait a particulièrement attiré notre attention, il s'agit de la présence quasi constante de cartilage laryngé ossifié chez les adultes¹⁸. La présence de cet élément étant perçu comme un caractère de sénescence, il conviendrait de corrélérer finement cette donnée avec le sexe et l'âge présumé du défunt au moment du décès.

Certains caractères discrets ont été observés sur le terrain, 5 sujets présentent un métopisme, dont deux individus, un adulte et un enfant sont inhumés dans la même tombe. Un examen plus approfondi devra être mené pour déterminer si il s'agit pour ces deux individus d'un caractère génétique ou bien de l'expression d'une carence.

Si les données sont trop faibles pour faire une étude paléo-démographique, des recherches sur l'état sanitaire de la population devrait porter ses fruits.

Conclusion

La fouille de sauvetage urgent menée à Saint-Sulpice de Faleyrens, a permis, malgré le temps compté et l'espace réduit, d'apporter son lot de nouvelles données, de participer à l'affinement de nos connaissances et à une meilleure compréhension concernant la topographie des cimetières anciens, l'architecture des tombes, les rites funéraires, ainsi que la santé des générations qui nous ont précédées. Pour l'anthropologie, la découverte d'os hyoïde chez les périnataux est importante et dépasse le cadre de l'archéologie. L'élément essentiel a été de montrer l'ancienneté de la vocation cultuelle et funéraire du site de l'église.

Nous avons pu mettre en évidence un changement net dans l'organisation du cimetière. A une disposition conditionnée par l'architecture, succède une organisation dictée par la religion où l'on assiste à une orientation systématique

des sépultures. La gestion de l'espace est rigoureuse et les espaces vides sont restreints au moins dans le secteur de l'abside. La Faleyre coulait à l'origine dans la zone située au nord de l'édifice et ce terrain, sans doute marécageux, n'a jamais été utilisé en tant que cimetière à aucune des époques. La limite nord du cimetière se situe donc sur un axe est-ouest coupant l'édifice au milieu de la nef.

Si l'espace cémétériel a montré sa pérennité, des déplacements à l'intérieur de l'enclos ont été observés. La première période d'inhumation, VI^e au VIII^e siècle, est marquée par une répartition homogène des tombes sur tout l'espace autour de l'édifice. La densité des tombes est constante tant à l'ouest qu'au sud et à l'est. Pour la seconde période, XI^e au XV^e siècle, une translation très nette s'est opérée vers l'est. La façade occidentale est exempte de sépulture, tandis que sur le collatéral sud aucune tombe n'a été rencontrée au-delà du clocher en direction de l'ouest. Enfin pour la dernière période, du XVI^e à la première moitié du XVII^e siècle, la totalité de l'espace est de nouveau utilisé.

En ce qui concerne la répartition des tombes du bas Moyen Age, l'aspect dense qu'offre le secteur de l'abside par rapport à celui plus lâche du collatéral est certainement artificiel. En effet nous avons noté une attraction de l'édifice hors, le collatéral sud ayant été bâti au XIX^e siècle, la zone fouillée se situe à 6 m de l'élévation romane. L'image est donc déformée par la distance, c'est pourquoi il n'est pas possible de trancher définitivement la question de zonage en ce qui concerne les tombes d'enfants.

La permanence de la nécropole est bien évidemment liée directement à la perpétuation du lieu de culte. Il nous a été permis de mettre en évidence un bâtiment antérieur à l'église du XII^e siècle. Cependant il se développe en décalage par rapport à l'édifice roman au lieu d'y être englobé comme c'est souvent le cas. Lors de la fouille nous n'avons rencontré aucune couche indiquant la ruine ou l'incendie de ce bâtiment. Si nous retenons l'hypothèse d'une église dont la nef a 5 m de large, l'église romane se trouve juste accolée à la première construction. Il est possible qu'on ait conservé ce lieu de culte pendant qu'on érigeait la nouvelle église afin d'assurer la permanence de l'office.

L'église Saint-Etienne de Tauriac

par Brunot Bizot¹

La mise en valeur de la façade occidentale de l'église paroissiale Saint-Etienne de Tauriac et le réaménagement des abords ont nécessité une intervention archéologique de sauvetage au cours du mois de janvier 1989. La fouille archéologique avait pour but de dégager la base de la façade romane, occultée par des terres archéologiques, et d'abaisser sensiblement le niveau du terrain en avant de cette façade afin de permettre l'aménagement d'un parvis. Compte tenu des impératifs de temps liés à cette opération, seule la fouille des niveaux archéologiques menacés était envisageable. Les données recueillies permettent cependant de préciser la topographie et la chronologie de la partie occidentale du cimetière qui occupait les abords de l'église. En revanche, une étude architecturale de l'édifice reste à entreprendre.

Eléments d'architecture

L'église se présente comme un bâtiment à nef unique et abside puissamment contrefortée de plan polygonal à l'extérieur (fig. 1). La façade occidentale de l'édifice est datée du début du XII^e siècle². Jusqu'aux premières décennies de ce siècle, s'y adossait un porche que Léo Drouyn décrit fortifié et date du XVI^e siècle³.

Au XVIII^e siècle, et surtout, au XIX^e siècle, l'édifice roman subit de profonds remaniements. Néanmoins, le plan fut respecté et une bonne partie des élévations romanes externes sont conservées. L'intérieur de l'église fut en revanche très affecté et il ne subsiste que quelques témoins de l'architecture romane. C'est au cours des travaux entrepris dans l'édifice que les niveaux de circulation internes furent exhaussés afin de s'harmoniser avec le sol du cimetière. Cette intervention eut sans doute lieu durant la première moitié du XIX^e siècle puisque la description de Léo Drouyn et le relevé des Monuments Historiques⁴ en tiennent compte. En revanche, les documents de cette époque montrent que le porche était encore en place; il ne fut démonté que plus tard, sans doute à la fin du XIX^e siècle ou au début du XX^e siècle.

L'intervention archéologique n'a pas permis d'entreprendre l'étude du porche. En effet, les structures étaient presque totalement arasées et une excavation moderne, d'un mètre de profondeur depuis le sol actuel, a détruit la quasi-totalité des strates contemporaines de cette structure. Les rares vestiges de maçonnerie exhumés montrent une construction grossière, prenant appui sur les derniers sarcophages du cimetière.

18. Lors de la première campagne sur 17 adultes on note 10 présences de cartilages laryngés ossifiés, pour la deuxième campagne les 6 adultes présentent cette pièce osseuse.

1. Direction des Antiquités Historiques d'Aquitaine.

2. Pierre Dubourg-Noyes, *Guyenne Romane*, éd. Zodiaque, 1969, p. 89-92.

3. «Le porche qui précède la porte est percé de deux rangs de meurtrières pour armes à feu; carrées et très évasées intérieurement; elles sont rondes et très étroites extérieurement et surtout surmontées d'une petite fente (...). Un banc qui règne autour du porche à l'intérieur servait aux hommes qui tiraient (...) il doit être XVI^e (...) sa charpente s'appuie contre la corniche qui s'étend au dessus des archivoltes de la porte (...)». (Léo Drouyn, notes archéologiques n°47 p.275-280; Arch. Municipales de Bordeaux.)

4. Arch. Départementales, 162 T 5, relevé de Labbé.

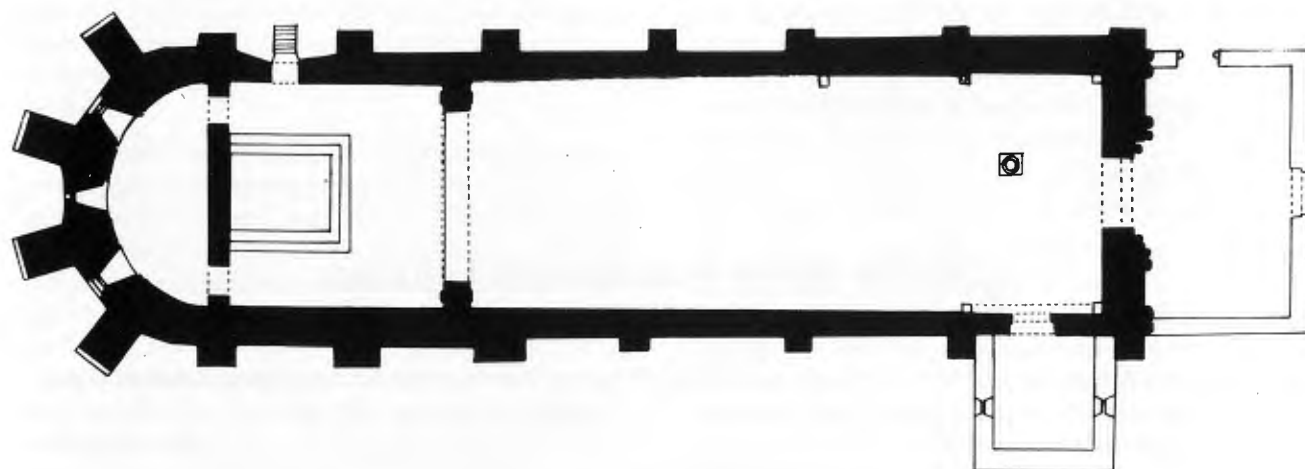


Fig. 1 et 2. —
Plan et coupe de l'église de
Tauriac.
Relevé M. H., XIX^e, échelle
inconnue.

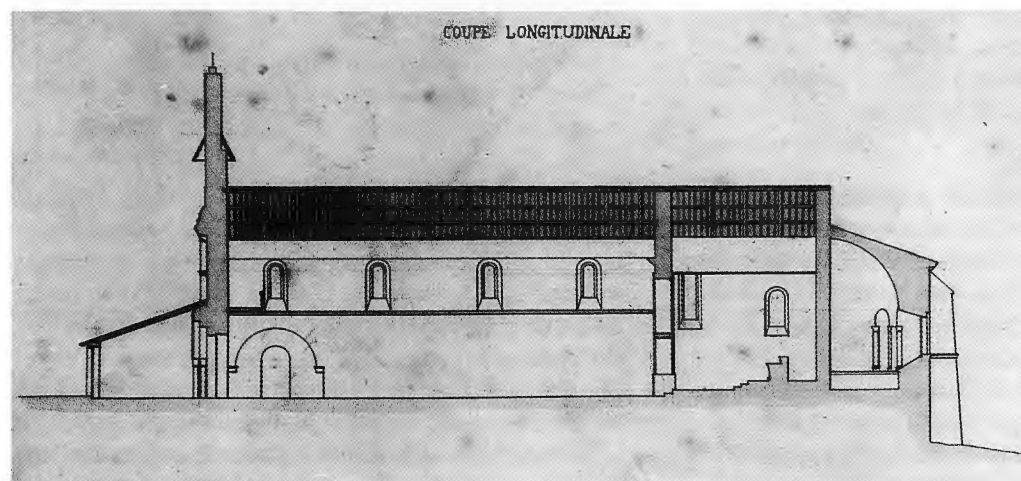


Fig. 3. — Tauriac, plan de la fouille.

Il fut impossible de déterminer le niveau de circulation initial du porche. Par contre, la coupe relevée par les Monuments Historiques avant sa destruction montre que, à la fin de son utilisation au moins, le sol du porche était à une niveau voisin de celui du cimetière (fig. 2). Avant que la nef ne soit remblayée, un escalier construit sous le portail rattrapait l'important dénivelé (1m environ) entre l'extérieur et l'intérieur. Les degrés descendant dans la nef étaient bordés de murets dont les fondations ont été mises en évidence au cours de la fouille (fig. 3). Cet escalier fut peut-être détruit lorsque les niveaux de circulation intérieurs et extérieurs ont été harmonisés.

Le soubassement de la façade romane, dégagé au cours de l'intervention archéologique, présente à sa base une rangée de grand appareil reposant sur une semelle de maçonnerie débordante : un simple remplissage de tranchée avec du mortier de chaux et des pierres. Une arase de dalles adoucie d'un chanfrein coiffe la partie supérieure du soubassement qui est par ailleurs interrompu par la porte. Le seuil n'a pas pu être étudié.

Un four de fonderie

Un four enterré a été dégagé en face de la porte. De plan carré (fig. 4), il est bâti en petites briques (de 10/21/2,5 cm) liées avec une argile très fine. Le parement interne est enduit d'argile. L'élévation se rétrécit vers le haut et, au nord, une ouverture a été ménagée depuis sa base, elle est couverte d'un linteau de briques montées en encorbellement. La partie supérieure du four et le sol de travail n'étaient pas conservés. Il était comblé par les matériaux issus de sa destruction mêlés à un sédiment charbonneux contenant quelques coulures et scories de bronze. Une petite fosse de service creusée en avant de l'ouverture présentait le même comblement que le four. Bien qu'aucun élément ne permette de l'attester, il est probable qu'il s'agisse d'un four ayant permis la fonte du bronze nécessaire à la coulée d'une cloche. Les abords de cette structure étaient très remaniés et il fut impossible de localiser la fosse du moule à cloche. Il est probable qu'elle se situait à l'est du four, quasiment à l'aplomb du clocher.



Fig. 4. — Tauriac, le four.

La chronologie relative de cet événement reste difficile à établir faute de contacts stratigraphiques entre les parties de la fonderie conservées et des éléments de son environnement bien datés. Toutefois, Léo Drouyn mentionne que la cloche qu'il vit au cours de sa visite est moderne. D'autre part, la facture des briques laisse supposer qu'il s'agit d'un ouvrage récent. Bien que ce dernier argument soit très subjectif, il y a cependant de bonnes raisons de supposer que le four remonte à la première moitié du XIX^e siècle. Cette hypothèse admet que l'installation nécessaire à la fonte de la cloche prit place à l'intérieur du porche avant qu'il ne soit démantelé.

Organisation du cimetière

L'intervention n'a pas permis de fouiller la totalité des tombes situées dans l'emprise du décapage. Cependant, il fut possible d'étudier la stratigraphie du cimetière ouest et la chronologie des sépultures grâce aux excavations pratiquées au moment de la destruction du portail. Ces observations furent complétées par trois sondages de surfaces réduites.

Un sondage exécuté au pied de l'angle sud-ouest de l'édifice a révélé la présence de tombes antérieures à la construction de la façade romane : deux dalles de couverture de sarcophages, plates et très épaisses, coupées à l'est par la semelle de fondation romane. Par ailleurs, deux couvercles de sépultures semblables sont apparus à la même altitude dans un sondage exécuté dans le chemin conduisant au portail. Un dernier couvercle était partiellement détruit par une excavation du XIX^e siècle pratiquée au pied de la

partie nord de la façade. Si la présence de tombes antérieures à la façade romane est maintenant certaine, il ne fut malheureusement pas possible de sonder les niveaux archéologiques sous-jacents ni de leur attribuer une datation précise. L'altitude des couvercles antérieurs à l'édifice, très proche de celle du sommet de la semelle de fondation romane, laisse supposer que certaines tombes peuvent aussi être postérieures à la façade romane.

Postérieurement à ce niveau de sépultures, l'accumulation d'inhumations dans la partie occidentale du cimetière a généré quatre niveaux de tombes successifs (fig. 5). Les décalages hypsométriques perceptibles entre les sépultures d'un même niveau laissent entendre que la succession des inhumations fut assez lente dans la plupart des cas. Ainsi, si les différents niveaux de tombes sont lisibles, il reste impossible d'attribuer à chacun d'entre eux un sol de circulation distinct et il est probable, le terrain ayant été sans cesse remanié, qu'il n'y ait jamais eu de sol bien établi. Néanmoins, la constitution de plusieurs niveaux de sépultures successifs implique des séquences de remblais de puissance variable. Cet exhaussement a pu être généré par la saturation de l'aire cémétériale ou par l'attrait de la façade occidentale de l'église.

L'évolution verticale de la partie occidentale du cimetière peut être schématisée en cinq séquences :

- Au moment de la construction de la façade romane, un cimetière est déjà présent et il est probable qu'il ait été encore utilisé quelques temps après cet événement.
- Un remblai déposé après la construction de la façade romane précède la constitution d'un second niveau de

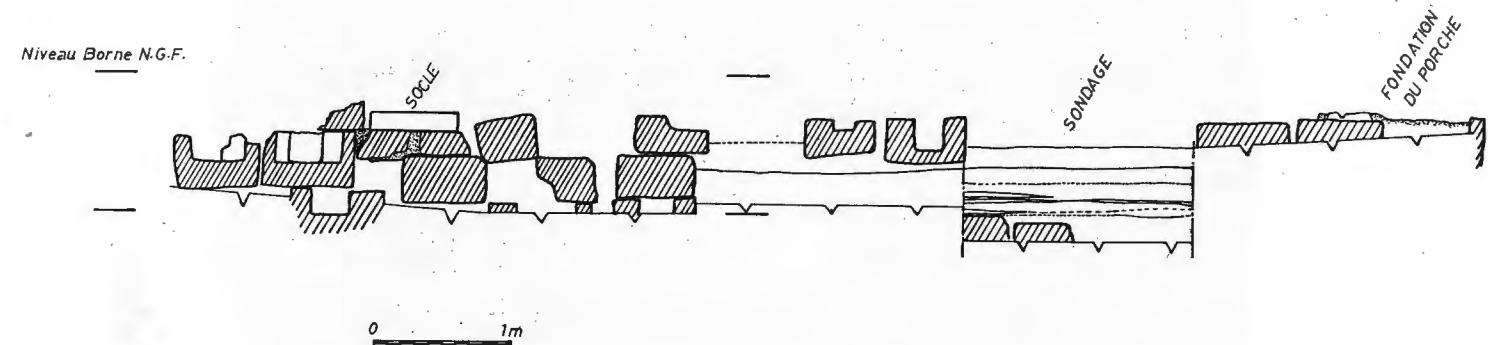


Fig. 5. — Tauriac, coupe nord-sud.

sarcophages reposant sur le premier. Durant cette phase, l'accumulation progressive des tombes a provoqué l'exhaussement du cimetière, sans doute par le simple apport des terres issues du creusement des fosses.

— Arrivés à un certain stade, les sarcophages, partiellement ou totalement enfouis, n'ont plus reçu d'inhumations. En revanche, les couvercles affleurant alors furent évidés selon des contours anthropomorphes et utilisés comme des sarcophages. A cette époque, des tombes en pleine terre et quelques coffres grossièrement aménagés prennent place entre les sarcophages.

— Ce cimetière fut ensuite occulté par un dernier niveau de sarcophages mis en place après une ou plusieurs phases de remblaiement. La plupart des tombes de cette époque ont été utilisées à plusieurs reprises ou remployées dans des aménagements sépulcraux postérieurs.

— Un ultime niveau de cimetière est constitué par des tombes en cercueil ou en pleine terre déposées sur, ou entre, les sarcophages qui sont alors en partie détruits. Le sol du cimetière s'est encore exhaussé de quelques dizaines de centimètres à cette époque.

— A l'occasion de sa désaffectation, le cimetière semble nivelé à une cote voisine du sommet des derniers sarcophages.

Un chemin, dont l'allée actuelle reprend approximativement le tracé a influencé durablement la distribution spatiale des tombes. Cet espace, exempt d'inhumations, est particulièrement net en stratigraphie où il est matérialisé par une succession de fins niveaux de terre et de calcaire concassé (fig. 5). Sa largeur eut toutefois tendance à diminuer progressivement sous la pression des sépultures, notamment durant les deux dernières phases. Le tracé de cette aire de circulation paraît avoir été matérialisé à partir du deuxième niveau d'inhumation seulement ; c'est ce que pourrait en tout cas indiquer la présence de tombes antérieures sur le tracé du chemin.

L'implantation des sépultures détermine des rangées de tombes parallèles (fig. 3), plus ou moins denses et régulières, dont l'orientation est tributaire des deux éléments forts de la partie occidentale du cimetière : d'une part, le chemin qui détermine une orientation est-ouest des sépultures implantées à ses abords et, d'autre part, la façade de l'église qui imposa une orientation nord-sud aux deux rangées de tombes la jouxtant. Par contre, les tombes antérieures à la façade romane présentent une orientation est-ouest à proximité de l'édifice ; choix délibéré d'orientation ou absence d'édifice antérieur ?

Les fondations d'un muret — un grossier bourrage de tranchée en pierre et mortier — ont été partiellement dégagées dans l'alignement méridional de la façade (fig. 3). Son orientation et l'absence de sépultures, révélée par un sondage exécuté à l'est de cette construction, laissent supposer qu'il s'agit de la limite du cimetière ouest. Cette hypothèse est renforcée par la présence d'un dénivelé important au sud-est de cette structure.

Un socle construit en pierres calcaires ouvragées a été élevé sur le deuxième niveau de tombes. Il est de plan carré et les assemblages sont très soignés (fig. 6). Une moulure très simple — une doucine soulignée par un filet — encadre la base de cette semelle qui, par ailleurs, présente une élévation en pierres de taille détruite aux trois-quarts. Cette construction, très mutilée par les inhumations postérieures, peut correspondre à un socle de statue ou de croix. Il ne semble pas cependant qu'il s'agisse d'un monument funéraire. En effet, la structure ne repose que partiellement sur le couvercle de la tombe sous-jacente et ne reprend pas son orientation. D'autre part, l'organisation des tombes postérieures à ce socle semble perturbée par sa présence : l'orientation des tombes les plus proches est nord-sud, alors que tous les sarcophages de ce niveau sont est-ouest. Enfin, la densité des sépultures est sensiblement plus importante à cet endroit. De tels indices laissent



Fig. 6. — Tauriac, le socle ;
en dessous, un muret construit entre deux couvercles de tombes.

supposer que ce socle supportait un objet bénéficiant d'une vénération qui a contribué à sa conservation malgré un enfouissement partiel consécutif à l'exhaussement du cimetière. Il s'agissait peut-être d'une croix de cimetière. La date de construction de ce socle n'est pas définissable avec précision ; il est postérieur au second niveau de sarcophages, soit, probablement, à la fin du Moyen Age et il fut pris dans les maçonneries du porche daté du XVI^e siècle par Léo Drouyn.

Un muret élevé entre deux tombes est apparu sous le socle (fig. 6). De faible largeur et sans fondations, il présente deux parements parallèles en moellons de calcaire liés avec un mortier de chaux ocre de fine granulométrie. Ce muret fut élevé à partir du second niveau d'inhumation et était arasé lorsque le socle fut construit. Des tombes postérieures ayant amputé ses extrémités orientales et occidentales, il reste impossible de déterminer un plan. La gracilité de la construction n'autorise pas une élévation conséquente ni même un rôle actif, comme, par exemple, le maintien de terres. Compte tenu de sa position, il est possible qu'il s'agisse d'une séparation élevée entre des tombes ou encore, du vestige d'un petit enclos.

Les tombes

La nature de l'intervention archéologique entreprise et la mauvaise conservation de certaines tombes font qu'une bonne partie des sépultures comprises dans l'aire d'intervention n'ont pas pu être fouillées. La nécessité de libérer la partie supérieure du terrain des vestiges archéologiques a porté l'attention des fouilleurs sur les niveaux 4 et 5 du cimetière ; les niveaux 2 et 3 n'ont pu être abordés qu'à proximité de la façade de l'église ; le premier niveau de sépultures est quant à lui resté inexploité. C'est ainsi qu'un total de 26 tombes⁵ et 30 inhumations furent étudiées. Ces tombes sont de quatre types :

Les sépultures en pleine terre au nombre de 5 étaient très mal conservées. Elles sont postérieures aux sarcophages et aux coffres en pierre. La profondeur des fosses est très faible en raison de la présence de sarcophages dans les niveaux sous-jacents. Deux tombes de ce type ont également été mises en place à des époques antérieures (niveau 3). La seule tombe étudiable de cette époque présentait une fosse étroite, presque anthropomorphe, creusée dans l'allée du cimetière.



Fig. 7. — Tauriac, deux sarcophages monolithes.

Une seule tombe en cercueil cloué est attestée. Elle appartient au niveau 4 ou 5. Le cercueil n'a pas pu être étudié.

Les sarcophages monolithes, au nombre de 11, représentent la majorité des tombes fouillées sur ce cimetière. Ils appartiennent aux niveaux de cimetière les plus anciens : 2, 3 et 4. Les blocs sont tous extraits d'un même calcaire, probablement d'origine locale. Leurs contours externes sont parallélépipédiques et de proportions à peu près identiques. Ils sont taillés au pic. L'évidement est anthropomorphe avec une logette céphalique présentant un contour circulaire, « en oméga » (fig. 7) ; un seul évidement céphalique affecte un contour en « queue d'aronde ». La profondeur de l'évidement des cuves est importante et l'épaisseur du fond est bien souvent très faible. Ces sarcophages ont été taillés en deux temps : le bloc de calcaire a d'abord été creusé à la carrière sur la moitié de sa profondeur environ, l'évidement n'étant achevé qu'une fois le sarcophage déposé dans la fosse. La seconde opération a laissé des traces bien caractéristiques dans les sarcophages : une rupture très nette des layures, marquée par un léger ressaut du second évidement et soulignée par une inclinaison plus accentuée des traces de pic, dont les impacts sont également plus profonds. Enfin, l'espace entre les parois de la fosse et le sarcophage est bien souvent

comblé par les éclats de taille résultant de cette reprise. Cette technique permettait sans doute de conserver une résistance du bloc de pierre suffisante durant le transport et la pose tout en l'allégeant d'environ un quart de son poids. Les couvercles, rarement conservés, sont d'un seul bloc taillé au contour externe de la cuve. Il ne fut pas possible d'établir s'ils étaient scellés au sarcophage.

Le niveau 3, dont deux tombes seulement ont été fouillées, présente de nombreux remplois de couvercles de sarcophages. Les évidements de ces couvertures sont anthropomorphes mais souvent désaxés et d'un contour irrégulier. L'usage de ces tombes ne diffère pas de celui des sarcophages et les couvercles sont semblables.

Les coffres en blocs de calcaire assemblés sont plus rares sur ce site, trois exemples fouillés dans le second niveau de sarcophages. Ils apparaissent bien souvent comme des solutions précaires mettant en œuvre des assemblages grossiers de fragments de sarcophages appuyés contre les parois des tombes limitrophes. Les formes affectent des contours anthropomorphes souvent irréguliers. Un coffre présentait une logette céphalique taillée dans un bloc de calcaire parallélépipédique avec un évidement en queue d'aronde. La tête d'un autre coffre était simplement marquée par une dalle de chant.

5. 6 tombes dans le niveau 2 ; 6 tombes dans le niveau 3 ; 9 tombes dans le niveau 4 et 1 tombe dans le niveau 5. Chacune de ces tombes est décrite en annexe.

Les inhumations

Tous les défunts reposaient en *decubitus* dorsal la tête à l'ouest ou au nord selon l'implantation de la tombe. Les sépultures fouillées, des sarcophages pour la plupart, constituent un milieu peu favorable à la conservation des os dans leur position originelle. Ainsi, pour 30 sujets, seules 7 observations bilatérales des positions des membres supérieurs ont été possibles⁶. De tels résultats ne peuvent être significatifs. Les observations portant sur les membres inférieurs sont plus fréquentes (16 observations) ; ils sont allongés les pieds joints ou non.

La préétude anthropologique menée par Marie-Noëlle Nacfer⁷ permet quelques observations sur l'attribution de l'espace cémétériel fouillé. Ainsi, si les adultes sont majoritaires (18 sujets), la proportion des défunts d'âge inférieur à 18-20 ans est confortable (12 sujets), bien que les péri-nataux soient nettement sous-représentés (3 sujets) en regard des évaluations de mortalité infantile effectuées à partir de sources historiques. Il est donc à peu près certain que les enfants morts en bas âge n'avaient pas droit de repos dans la partie occidentale du cimetière. En raison de la mauvaise conservation des pièces osseuses significatives⁸, les déterminations sexuelles, effectuées sur les adultes, sont trop peu nombreuses (7 pour 18 adultes) pour qu'il soit possible d'observer une éventuelle distribution spatiale des inhumations en fonction du sexe des défunts.

Les cas d'utilisations multiples de sarcophages ne sont pas rares : 5 ; il faut y ajouter le emploi d'un coffre et d'une fosse creusée dans le soubassement de l'église dont le fonctionnement peut, il est vrai, s'apparenter à celui d'un sarcophage. Les réutilisations se présentent sous deux formes : des réductions de corps déposées sur les membres inférieurs du dernier défunt, il peut alors y avoir jusqu'à quatre sujets dans ces réductions ; ou encore, le emploi d'un sarcophage avec des inhumations superposées et sécantes lorsque la structure était déjà comblée (2 cas).

Les inhumations étaient rarement accompagnées de mobilier. Trois tombes d'adultes⁹ du deuxième niveau de cimetière — un coffre, une tombe en pleine terre et un sarcophage — contenaient chacun un orcel de verre. Dans deux tombes, l'objet avait été déposé à droite du bassin, alors que, dans le dernier cas, l'orcel était à droite de la tête.

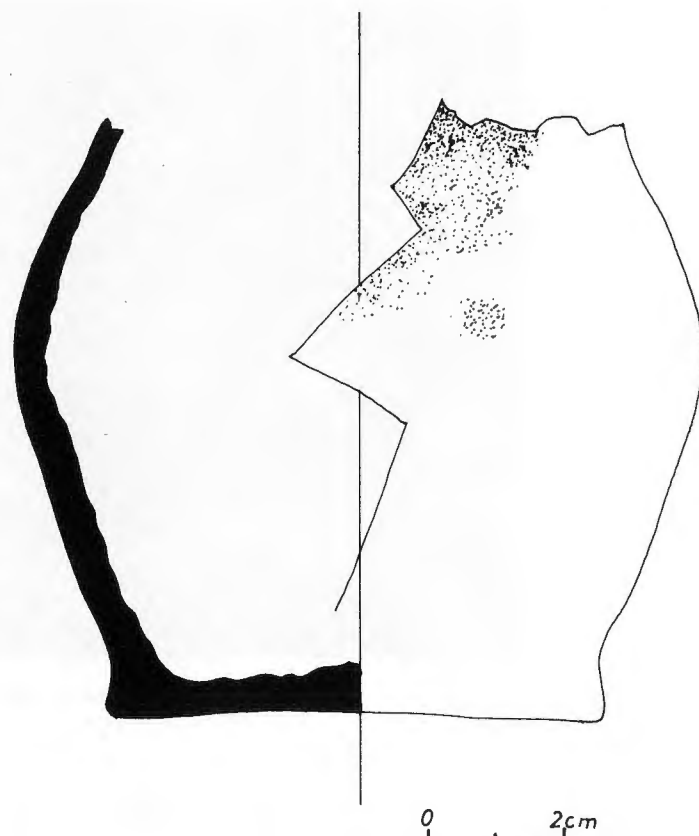


Fig. 8. — Tauriac, pichet vernissé.

Un petit pichet à panse ornée d'une glaçure verte (fig. 8) avait été déposé à côté de l'épaule droite d'une femme reposant dans un sarcophage du quatrième niveau de cimetière. Le même sujet portait une bague en argent avec un chaton en améthyste passée à l'annulaire droit (fig. 9). Un sujet adulte inhumé dans une tombe en pleine terre du quatrième ou du cinquième niveau de cimetière portait un anneau de bronze passé au majeur droit (fig. 10). Une monnaie était posée sur la même main. Par ailleurs, ce défunt fut sans doute inhumé dans un linceul qu'attestent les nombreuses épingles retrouvées sur le corps et le long des membres inférieurs. Enfin, le comblement d'un sarcophage du troisième niveau contenait une boucle de ceinture en bronze argenté (fig. 11) ayant sans doute appartenu à l'un des défunts figurant dans la réduction de corps présente dans la tombe.

Propositions chronologiques

Il reste difficile de proposer une évolution chronologique précise du site fouillé. En effet, les éléments de datation absolue sont peu nombreux et rarement relayés par des chronologies relatives.

La première phase du cimetière reconnue en fouille est antérieure à la façade romane, datée du début du XII^e siècle par les historiens de l'art ; mais il est probable que ce niveau de cimetière ait été encore utilisé après la construction de la façade. La durée de cette utilisation n'est pas connue avec certitude ; le mobilier présent dans les tombes du second niveau d'inhumation permet de l'évaluer au minimum à un siècle.

Le second niveau de cimetière présente trois sarcophages ou coffres contenant des orcel de verre : deux à fonds ombiliqués et cols simples, un à fond rentrant effilé et double tubulure. Ces objets sont datables entre le XII^e et le XV^e siècle¹⁰.

Le troisième niveau de sarcophage n'offre aucun élément de chronologie absolue et les tombes rencontrées alors ne permettent pas de proposer une datation typologique. Le couvercle d'une tombe de ce niveau prend appui contre le socle de pierre relevé dans la partie sud-est de la fouille.

Le quatrième niveau de sépultures a livré une tombe contenant un petit pichet saupoudré de glaçure plombifère verte (fig. 8) produit par les ateliers de Sadirac aux XV^e et XVI^e siècles¹¹. En outre, les tombes de ce niveau sont postérieures au socle de pierre ouvragé qui a pris place sur le couvercle d'un sarcophage du second niveau d'inhumations et a été condamné par la construction du porche daté du XVI^e siècle par Léo Drouyn. Cette phase d'inhumation date donc des XV^e et XVI^e siècles.

Le cinquième niveau de tombes, caractérisé par une forte proportion d'inhumations en pleine terre ou en cercueils, est postérieur au XVI^e siècle. Un défunt inhumé dans une tombe en pleine terre (S11) mise en place au début de l'utilisation de ce niveau d'inhumation portait une monnaie de Gaston des Dombes datée de 1627-1650¹².

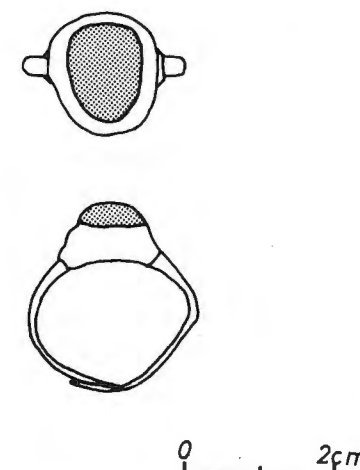


Fig. 9. — Tauriac, bague en argent à chaton d'améthyste.

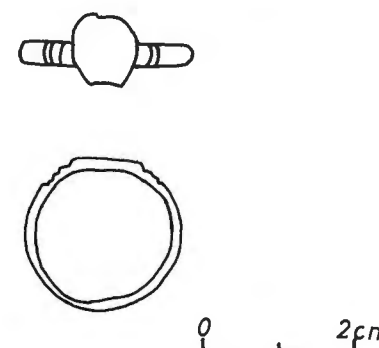


Fig. 10. — Tauriac, bague en bronze à chaton plat.

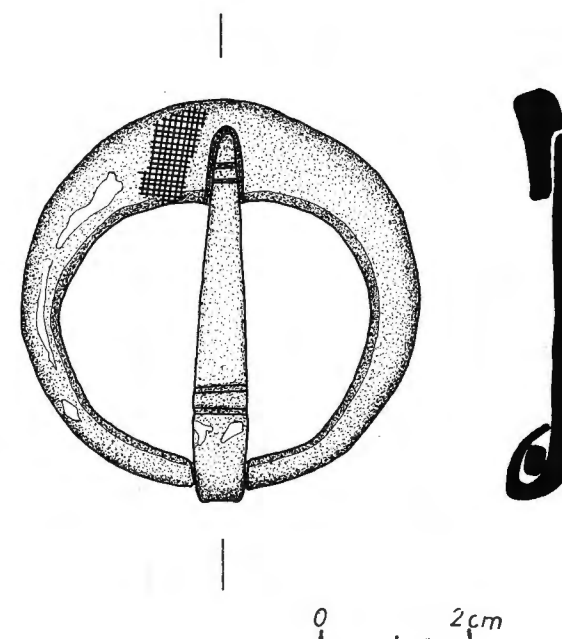


Fig. 11. — Tauriac, boucle de ceinture en bronze argenté.

6. Les positions sont : membres supérieurs le long du corps : 2, membres supérieurs fléchis, les mains reposant sur le thorax : 1, les avant-bras croisés sur l'abdomen : 1, la main droite sur le thorax et l'autre sur l'épaule : 1, la main droite sur le pubis et l'avant-bras gauche le long du corps : 1, l'avant-bras droit le long du corps et main gauche sur l'abdomen : 1.

7. Détermination du sexe, de l'âge des sujets et inventaire des ossements par tombe et par individu.

8. Les os coxaux en particulier et le crâne.

9. Deux hommes et un adulte de sexe indéterminé.

10. Isabelle Marysse, « L'orcel, mobilier funéraire médiéval. Découvertes anciennes et récentes en Gironde », *SAB*, T. LXXXVIII (1986) p.21-26. Marie-Agnès Gaidon et Isabelle Marysse, « La verrerie médiévale de la région bordelaise : les dépôts funéraires », *Catalogue de l'Exposition « A travers la Verrerie »*, Musée départemental des antiquités, Rouen, 1989-1990. p.366-370.

11. Datations proposées par Pierre Régaldou-Saint Blancard, CNRS/ Université Bordeaux III (CRIAA).

12. L'étude des monnaies a été effectuée par Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais, I.T.A. à la Direction des Antiquités Historiques d'Aquitaine.

Cette chronologie grossière montre que l'exhaussement du cimetière fut relativement rapide : quatre niveaux entre le XIIe et le XVIe siècle. En revanche, l'aspect des sarcophages a peu varié puisque les formes du second niveau sont très proches de celles des deux horizons suivants.

La vision de l'architecture de la façade occidentale de l'église est enrichie par la mise au jour des soubassements jusqu'alors occultés par des remblais. En revanche, l'étude des événements architecturaux postérieurs à l'époque romane, et en particulier du porche fortifié, n'a pas été fructueuse en raison surtout de la destruction des couches archéologiques survenue au XIXe siècle. Dans ce domaine, la description de Léo Drouyn et les premiers relevés des Monuments Historiques restent les données les plus complètes. Le programme de restauration du XIXe siècle n'a pas non plus été précisé par la fouille. Les données archéologiques permettent seulement de constater que celui-ci se développa en plusieurs campagnes, peut-être assez espacées dans le temps et affectant des éléments architecturaux distincts. Parmi ces travaux, la destruction du porche apparaît comme le dernier événement marquant.

L'organisation du cimetière occidental put être étudiée dans de bonnes conditions grâce à une conservation satisfaisante des stratigraphies, associée à une lecture spatiale favorisée par des éléments bien marqués : un chemin d'accès au portail exempt de sépultures, un socle supportant probablement une croix, un mur donnant une limite sud-est au cimetière. Tous ces éléments montrent une organisation rationnelle du cimetière. L'un des principaux caractères de cette organisation spatiale, le chemin, a influencé durablement l'aspect des abords occidentaux de l'église puisqu'il est encore emprunté actuellement.

L'effectif des sépultures fouillées est insuffisant pour aborder une étude des pratiques funéraires et de la population depuis l'origine du cimetière. En revanche, les relevés stratigraphiques et topographiques montrent une pérennité de trois à quatre siècles d'un même type de tombes, les sarcophages monolithes. Il importera de démontrer s'il s'agit d'une originalité du site, ou du secteur fouillé, ou, au contraire, d'un fait propre à la rive nord de la Gironde. En effet, dans l'Entre-deux-Mers, les tombes en sarcophages sont plus rares dans les cimetières et semblent rapidement remplacées par des coffres de pierres, un type de tombe quasiment inexistant à Tauriac.

Chronique bibliographique d'Archéologie girondine année 1989

par Isabelle Séguy¹

L'ouverture de cette nouvelle rubrique dans la *Revue Archéologique de Bordeaux* est l'aboutissement d'une volonté de diffuser l'information régionale et de promouvoir les résultats des recherches archéologiques menées dans le Département, auprès d'un public toujours plus curieux, plus nombreux et plus attentif à la connaissance de son passé.

Malgré nos efforts, cette première chronique est encore imparfaite et incomplète. Aidez-nous à la développer en signalant les ouvrages et les revues qui ont échappé à notre recensement ; ils pourront ainsi figurer dans la *Chronique* 1990, à paraître l'an prochain.

En cette année de commémoration du Bicentenaire de la Révolution Française, de nombreuses associations ont concentré leurs recherches sur la période révolutionnaire. Citons en particulier : l'Association pour la Sauvegarde du Patrimoine et de l'Environnement du Canton de Targon (ASPECT) pour une importante publication sur le *Canton de Targon pendant la Révolution*.², les Amis du Vieux Lormont pour un numéro spécial sur *Lormont de 1788 à 1792* qui sera suivi de *Lormont sous la Terreur*³, le *Bulletin de la Société Archéologique de Lignan de Bordeaux et du Canton de Créon* qui consacre de nombreux articles à la période révolutionnaire dans les différentes communes du canton.

L'agglomération bordelaise

GAIDON-BUNUEL (M.-A.), BIZOT (B.) et SIREIX (C.), «Chronique d'archéologie bordelaise, année 1988», *Revue Archéologique de Bordeaux*, tome LXXIX, 1988, p. 5-15.

Le point sur les fouilles de sauvetage menées au cœur de Bordeaux en 1988, avec trois opérations : Place Saint-Michel, avec la mise au jour d'une construction domestique ou artisanale de l'époque gallo-romaine sous l'actuelle place Canteloup, et la fouille d'un cimetière de la période pré-romane (B. BIZOT) ;

Marché des Grands Hommes, où l'on a découvert un habitat du Ier siècle avant J.-C., remplacé au début du siècle suivant par de nouvelles habitations organisées autour du *decumanus*, puis détruites par le feu dans le troisième quart du Ier siècle après J.-C. (C. SIREIX) ; Rue Causserouge, des structures d'habitat sur solin de

1. Archéologue départementale de la Gironde.

2. Leurs travaux ont porté sur les cahiers de doléances et la vie quotidienne avant la Révolution ; les conséquences sociales, économiques et politiques de la Révolution dans le canton ; les aspects post-révolutionnaires, avec la Contre Révolution et la Terreur.

3. Ce deuxième volet est en fait paru en 1990.

Pierre, murs en bois et torchis du XIII^e, sont remplacées au siècle suivant par une habitation en pierre, détruite par un incendie, à la fin du XIV^e. Les premières traces d'un

BARRAUD (D.) et alii, «Les fouilles archéologiques de la Place de la Victoire à Bordeaux», *Revue Archéologique de Bordeaux*, tome LXXIX, 1988, p. 63-88

La fouille de sauvetage menée Place de la Victoire, préalablement à la construction d'un parking souterrain, en 1982, a permis de préciser l'évolution historique d'un quartier, jusqu'alors connu par les textes et quelques découvertes archéologiques faites au début de ce siècle.

Les structures archéologiques dégagées concernent deux périodes : le XVIII^e siècle et l'époque médiévale. Contrairement à toute attente, aucun vestige gallo-romain n'a été découvert. Pour le XVIII^e siècle, les structures découvertes sont banales (un égout et des bâtiments modernes). Pour la période médiévale (XIV^e - XV^e siècle), la fouille a porté sur le troisième rempart de la ville et son système de défense : la porte Saint-Julien, avec sa barbacane et un fossé défensif comblé au XVI^e siècle. Une voie médiévale,

parcellaire ont été relevées, dans le deuxième tiers du XIII^e siècle (M.-A. GAIDON-BUNUEL).

orientée nord-sud dans l'axe de la rue Sainte-Catherine, et des bâtiments du XIV^e siècle, situés dans l'angle sud-est de la barbacane, ont également été mis au jour.

Une étude pétrographique des matériaux composant la barbacane a été faite par N. GOURDON-PLATEL et L. JATOY DONCEL, et publiée dès 1983. Ses conclusions, prouvant une provenance éloignée des matériaux, en relation avec le délestage des bateaux faisant le commerce du vin, sont reprises à la suite de cet article. L'étude du matériel céramique provenant du fossé a été confiée à P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD. Il s'agit d'une céramique domestique ; la plupart des vases proviennent de la région bordelaise et forment un ensemble assez homogène que l'on peut dater du XVI^e siècle à partir des pièces d'origine sadiracaise.

SAUTREAU (J.), «A Mérignac : la tour de Veyrines et ses peintures murales», *Revue Archéologique de Bordeaux*, tome LXXIX, 1988, p. 89-96

Etude historique et architecturale de la Tour de Veyrines, seul vestige encore apparent de la place forte qui fut le chef-lieu de la seigneurie du même nom. Par leur facture et leurs détails, les peintures murales qui figurent sur les parois et la voûte du couloir de la porte-donjon, sont attribuables à l'époque anglaise (entre 1380 et 1420).

BARRAUD (D.), «Le site de «La France» : origine et évolution urbaine de Bordeaux antique», *Aquitania*, tome 6, 1988, p. 3-60

La publication des fouilles de sauvetage sur le site de «La France», au cœur de Bordeaux, est aussi l'occasion de faire le point sur l'évolution historique et topographique de la ville.

Bien que la fouille n'ait porté que sur une petite zone, elle se révèle riche en enseignements. Six séquences stratigraphiques ont été identifiées : cinq pour les niveaux anciens et une pour la période moderne, la construction des caves ayant détruit les niveaux intermédiaires. La première occupation humaine du site remonte à l'époque protohistorique habitat et vraisemblablement un aménagement de voirie, datant de l'Age du Fer. A l'époque augustéenne, un habitat rudimentaire est remplacé par une maison privée, construite en bordure de la rue Porte-Dijéaux, ce qui confirme que cette rue est un des axes de l'urbanisme antique. Dans la seconde moitié du I^{er} siècle de notre ère, l'habitation est à son tour détruite pour faire place à un

grand bâtiment public, dont on sait peu de choses, les niveaux d'occupation n'étant pas conservés.

La publication du matériel archéologique, provenant essentiellement des niveaux protohistoriques et du dépotoir gallo-romain apporte quelques faits nouveaux et contribue à une meilleure connaissance des échanges commerciaux.

La céramique du Premier Age du Fer (C. SIREIX) témoigne de relations avec les cultures de l'Ouest de Massif Central ; par ailleurs il a été retrouvé, en contexte d'habitat, certaines urnes caractéristiques des nécropoles arcachonnaises. L'étude des amphores (F. BERTHAULT) laisse envisager un commerce avec l'Italie Centro-méridionale dès le II^e siècle avant J.-C. ; des échanges commerciaux avec la Catalogne sont attestés dans le deuxième tiers du I^{er} siècle avant J.-C. Les sigillées proviennent, comme on pouvait s'y attendre, des ateliers de Montans (J.-L. TILHARD) ; quant à la céramique commune, elle est assez mal

représentée (D. BARRAUD). A signaler, la découverte d'un antéfixe à tête féminine, dont un exemplaire était déjà connu à Bordeaux. Enfin, des fragments de céramique estampée tardive (D. BARRAUD) ont été mis au jour dans une tranchée d'épierrement du mur du grand bâtiment public (Ve-VI^e siècle).

En ce qui concerne l'apport à la numismatique, le site a surtout enrichi la collection de monnaies gauloises (D. NONY). L'étude de la faune (P. CAILLAT), révèle à la fois des constantes dans l'alimentation (prédominance des suidés dans l'alimentation carnée), mais aussi des évolutions et des modifications dans les modes alimentaires (telle l'augmentation très nette de l'avifaune dans les goûts alimentaires au I^{er} siècle après J.-C.).

La dernière partie reprend, à partir des fouilles antérieures (les Dames de France en 1905 et les Allées de Tourny en 1972-1973) et des sondages plus récents, les grandes lignes de l'évolution topographique de Bordeaux.

Le site naturel de Bordeaux présente un environnement contraignant. L'*emporium* protohistorique s'est établi sur

le dernier promontoire de terre ferme avant la zone de confluence Garonne-Dordogne, dominant au sud la vallée de la Devèze, au nord les marais de Bruges et les palus des Chartrons.

La ville augustéenne s'est développée à partir de ce noyau en s'étendant au nord, vers le Cours de Verdun et les Allées de Tourny, et à l'ouest, vers la Place Gambetta. Ce n'est, semble-t-il, que dans le deuxième quart du I^{er} siècle après J.-C. que l'on voit apparaître un réseau urbain orthonormé et des structures d'habitat typiquement romaines.

Au Haut Empire, l'expansion de la ville se poursuit, de part et d'autre de la Devèze, et atteint à la fin du II^e siècle son extension maximale. Les quartiers actuels de Saint-Seurin à l'ouest, Saint-Michel au sud, et la rue Fondaudège au nord, sont englobés.

La fouille de «La France» a également fourni de nouvelles indications sur la trame urbaine de *Burdigala*. Quatre *decumani* et deux *cardines* sont aujourd'hui connus. Mais on ignore encore si une trame urbaine comparable fonctionnait sur la rive droite de la Devèze.

Le département dans son ensemble

Collectif, «Fouilles, sondages et prospections réalisées en 1988 en Gironde», *Archéologie en Aquitaine*, n° 7, 1989, p. 23-61.

Publiée par l'Association des Archéologues d'Aquitaine, cette revue offre rapidement un premier compte-rendu des opérations de terrain pour l'archéologie historique. Sans que nous revenions sur les fouilles publiées par ailleurs⁴, certaines opérations méritent néanmoins un bref rappel.

Ainsi les sauvetages urgents, à Léogats, ont mis au jour une partie d'une mosaïque gallo-romaine du II^e siècle après J.-C. (J.-F. PICHONNEAU) ; et à Sadirac, la fouille d'un four de potier du XIX^e a mis en lumière une mutation industrielle importante, à travers l'adoption progressive d'un nouveau modèle de four à plan carré (P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD). A Saint-Etienne de Lisse, un sondage sur un éperon protohistorique révèle un habitat en bois et torchis, du milieu du Second Age du Fer (J.-C. HUGUET) ; tandis qu'à Saint-Emilion, la dépose des mosaïques de la villa du Palat a permis de réaliser des sondages dans les niveaux antérieurs (C. BALMELLE).

A Saint-Germain d'Esteuil, la campagne 1988 a été marquée par la mise au jour d'un grand bâtiment qui, par son plan et son décor architectural, évoque un *fanum*

(P. GARMY). En ce qui concerne l'occupation médiévale du site, la chronologie du corps de logis et de la tour est précisée. La construction se situe dans le deuxième tiers du XIV^e siècle, et l'abandon, assez rapide, date de la fin XIV^e ou du début XV^e siècle (S. FARAVEL).

Signalons enfin, deux interventions moins concluantes : à Mios, la surveillance d'un tumulus supposé, qui s'est révélé être une formation géologique (J.-F. PICHONNEAU) et à Saint-Emilion, Place du Marché au Bois, la mise au jour d'une structure mi-bâtie, mi-taillée qui pourrait être une latrine du XVI^e siècle (F. BERTHAULT).

Une seconde partie concerne les interventions sur les églises paroissiales de Gironde. En 1988, des travaux ont été réalisés dans huit communes : Baurech, Daubèze, Espiet, Faleyras, Frontenac, Gornac, Izon, Le Pout, Parsac, Rions, Vertheuil (M.-N. NACFER, B. BIZOT et F. BERTHAULT). Les sondages réalisés à Vertheuil ont permis de dégager ponctuellement les parties architecturales occultées par les remblais et de préciser la topographie du site.

4. Bazas, par J.-F. PICHONNEAU ; Bordeaux, par M.-A. GAIDON-BUNUEL et alii, Daubèze, par B. BIZOT ; et Rions, par M.-N. NACFER.

Collectif, sous la direction de P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD, *Archéologie des Eglises et des Cimetières en Gironde*, collection *Mémoires*, volume n°1, Société Archéologique de Bordeaux, 1989, 173 p.

Cette première publication des travaux archéologiques, historiques, architecturaux et anthropologiques menés sur des ensembles paroissiaux de Gironde, préalablement à des interventions d'assainissement, est aussi l'aboutissement d'une expérience pilote ; fruit de la collaboration entre les différents services du patrimoine Service Départemental de l'Architecture et Direction des Antiquités Historiques et du soutien des collectivités locales, Communes et Conseil Général.

Conçu en deux parties, cet ouvrage présente les résultats des recherches, commune par commune ; et offre une série d'articles de réflexion et de synthèse. En effet, l'analyse des données recueillies sur ce type de gisement permet de faire progresser la recherche historique dans des domaines aussi variés que l'origine et la formation des paroisses, l'évolution architecturale des édifices religieux, les modifications des rites funéraires sur plus d'un millénaire, l'histoire de l'occupation du sol. Ces fouilles sont aussi à la base de la constitution d'un corpus ostéologique de référence, sans doute unique au monde pour certaines séries osseuses (os hyoïde, en particulier).

Parmi de nombreux résultats, on peut souligner qu'à Bassens, la fouille a permis de définir l'évolution d'une partie architecturale de l'église et de la corréler à l'évolution des pratiques funéraires.

A Daubèze, trois faits sont à retenir : d'une part, la présence d'aménagements domestiques antérieurs à la construction de l'église au XIIe siècle montre qu'elle n'a pas été bâtie sur un espace déjà consacré au culte ou aux morts ; d'autre part, l'étude architecturale a établi que le plan de l'église actuelle n'était que la conjonction de deux

programmes architecturaux romans, successifs et en partie inachevés ; enfin, la fouille a porté sur la partie du cimetière réservée aux inhumations d'enfants, opportunité relativement rare.

A l'inverse, la fouille et l'analyse architecturale de l'église de Lignan-de-Bordeaux ont révélé que le site était déjà occupé par un édifice religieux lorsque l'on a décidé au XIIe siècle la construction d'une église à trois absides et à trois nefs ; mais le programme inachevé a laissé une église à trois absides et nef unique.

A Rions, malgré la faible extension du sondage, des données historiques importantes se sont fait jour. D'une part, la présence d'une occupation très ancienne du site, et continue depuis le Premier Age du Fer ; ensuite, l'existence d'une véritable organisation urbaine dès l'époque gallo-romaine ; enfin, la fouille du cimetière a fait apparaître des regroupements familiaux, notamment de quatre individus porteurs d'une perforation sternale, un des caractères discrets dont le déterminisme génétique est le mieux établi.

A Sainte-Colombe, comme dans un certain nombre d'autres paroisses de l'Entre-deux-Mers, l'église a été fondée sur les substructions d'une villa gallo-romaine, avec une continuité de l'occupation entre l'abandon de la villa et la construction de l'église, à travers son utilisation à des fins funéraires dès l'époque mérovingienne.

A Saint-Vincent de Pertignas, la longue séquence d'utilisation du cimetière a fourni une série de types de sépultures très différents, permettant ainsi de compléter les données connues sur les divers modes d'inhumation pratiqués, en Gironde, depuis la fin de l'Antiquité.

sporadique d'outils lithiques. La période néolithique semble mieux représentée à travers des microlithes et des fragments de céramique attribuables aux cultures de Peu Richard et d'Artenac.

particulier trois variétés de mortiers, dont deux à décor anthropomorphe, datables des XIVe et XVe siècles).

La Gironde, site par site

MARTIN (Ch. et B.), «Les origines préhistoriques de Saint-Seurin de Cursac : le site de la Garde à Roland», *Cahiers du Vitrezaïs*, n° 69, février 1989, p.14-20.

Cet article tend à resituer dans le contexte général de la Préhistoire, le matériel récolté à l'occasion d'une prospection systématique, sur le site de la Garde, à Roland. Le Paléolithique Moyen et Supérieur est attesté par la présence

GRANCOIN (J.-L.) et LABORIE (Y.), «A la recherche d'un habitat préféodal au lieu-dit "Le Palast" à Castillon», *Revue Historique et Archéologique du Libournais*, n°214, 4ème trimestre 1989, p. 149-153

Publication d'un sondage réalisé en 1976, au lieu-dit «Le Palast», dans lequel a été retrouvée de la céramique médiévale en provenance des ateliers bergeracois (en

PICHONNEAU (J.-F.), «Du nouveau sur le sous-sol de Bazas», *Les Cahiers du Bazadais*, n° 87, 4ème trimestre 1989, p. 3-24

Les sondages réalisés en 1987 et 1988, place du Petit Cimetière et dans les jardins de l'ancien Couvent des Ursulines à Bazas, à l'occasion de travaux d'aménagement et de réfection, sont ici intégralement publiés.

Ces fouilles ont, pour la première fois, mis en évidence une séquence d'occupation humaine attribuable au Premier Age du Fer. Par ailleurs, la surveillance archéologique

menée à Bazas tend à prouver que l'ensemble du plateau est resté partiellement inoccupé du Second Age du Fer au Bas Empire.

Cela semble confirmer l'hypothèse que Cossio, la cité des Vasates, n'était qu'un petit vicus au Haut Empire, et que la construction de son rempart ne saurait être antérieure au Bas Empire.

ROUSSOT-LARROQUE (J.) et VILLES (A.), «Fouilles pré- et protohistoriques à la Lède du Gulp (Grayan et l'Hopital, Gironde)», *Revue Archéologique de Bordeaux*, tome LXXIX, 1988, p. 19-60

Importante publication des recherches archéologiques menées depuis 1984 à la Lède du Gulp, sur un site très particulier, puisque situé dans le secteur de la côte médocaine en cours de destruction par l'avancée rapide de l'Océan.

La Lède du Gulp est un site exceptionnel à plus d'un titre. D'une part, pour sa très longue séquence stratigraphique qui couvre de manière quasi ininterrompue plus de huit millénaires d'activités humaines du Mésolithique à la conquête romaine. La fréquentation répétée de ce lieu par l'Homme tient à sa situation privilégiée au carrefour de plusieurs milieux et à la présence d'une source d'eau douce et pérenne.

D'autre part, parce que l'environnement marécageux a favorisé la conservation des végétaux ; ce qui autorise aujourd'hui des études très fines sur le paléoenvironnement. La contribution de ce site pour la restitution de l'évolution des paysages anciens et des variations du littoral atlantique est capitale.

L'étude des pollens (L.MARAMBAT), bien conservés dans tous les niveaux archéologiques, permet de restituer un paysage faiblement boisé (bouleau et pin sylvestre), à l'Epipaléolithique ; un paysage densément boisé, avec prédominance des chênes, au Mésolithique. A partir du Néolithique Moyen, la forêt perd de son importance sans doute en relation avec le développement de l'élevage dont témoignent les aires de piétinement. Au Premier Age du Fer, le saule connaît une poussée spectaculaire, et le pin maritime, jusqu'alors peu représenté, se développe brusquement.

DEVIGNES (M.) : «Hache perforée d'Andernos», *Revue Archéologique de Bordeaux*, tome LXXIX, 1988, p. 61-62

Publication d'une hache perforée découverte fortuitement sur la plage du Bétay, à Andernos, en 1987.

Cette évolution de la végétation est en partie due aux facteurs climatiques : la remontée du niveau de la mer de la fin des temps glaciaires à l'ère chrétienne, a eu des conséquences considérables : fermeture des chenaux, rattachement des îlots au continent, édification du système dunaire, formation des marais littoraux. Mais les activités humaines déboisement, élevage sont également responsables des modifications de l'écosystème.

L'étonnante conservation des pistes d'empreintes animales permet de retracer l'histoire de l'élevage chez ces populations médocaines, depuis le Néolithique Ancien. En effet, des traces de ce type ont été relevées autour du point d'eau, pour chacune des périodes chronologiques. Elles constituent des témoins d'autant plus précieux que les ossements animaux sont mal conservés dans des sédiments acides.

Des activités artisanales sont également attestées : une industrie saunière semble prospérer à l'Age du Fer, car à partir du VIe siècle avant J.-C., l'essentiel des installations reconnues est axé sur l'exploitation du sel. Au Bronze Moyen, la découverte de deux moules à bronze pour hache médocaine confirme une activité métallurgique. La présence de vases à pastillage, dont l'aire de diffusion dépasse largement le cadre local, pose le problème de leur fonction : industrie métallurgique ou saunière ?

La publication, niveau par niveau, des fouilles de la Lède du Gulp dépasse très largement la présentation qui en est faite ici. Plus qu'un premier bilan, elle s'attache à dégager les originalités de ce site et ses apports aux recherches en cours sur la protohistoire.

RÉGALDO-SAINT BLANCARD (P.), «Fours de tuiliers à Langoiran, Gironde»,
Revue Archéologique de Bordeaux, tome LXXIX, 1988, p. 97-104

A l'occasion de deux interventions archéologiques sur des fours de tuiliers à Langoiran (aux lieux-dits Chauvin et Saint-Ourens), des différences typologiques et chronologiques entre ces fours et ceux de Sadirac, distants de

10 km, sont apparues. La spécialisation des deux centres l'un vers la poterie, l'autre vers la tuilerie pourrait expliquer ces évolutions divergentes.

BERTHAULT (F.) et † WATIER (B.), «Les amphores romaines du musée de Libourne»,
Aquitania, tome 6, 1988, p. 191-196.

L'étude des amphores conservées au musée de Libourne a permis, à partir de comparaisons stylistiques (la plupart de ces objets sont hors contexte), de formuler observations

sur les échanges avec le monde méditerranéen. A signaler en fin d'article, un catalogue des marques et graffites.

Archéologie générale

Nos dolmens étaient-ils peints ?

par Marc Devignes¹

Ces dernières années, mettant à profit la remarquable infrastructure documentaire sur la Péninsule ibérique du centre Pierre Paris, nous avons repris l'étude des dolmens peints d'Espagne et du Portugal, que nous avons visité systématiquement au cours de plusieurs voyages d'études. Lors de ceux-ci, il nous a notamment été possible d'effectuer de très nombreux relevés photographiques des peintures encore existantes, ce qui n'était pas dénué d'intérêt étant donné l'extrême rareté des documents quadrichromiques relatifs à ces fragiles décors picturaux.

Les dolmens peints de la Péninsule ibérique, tous situés dans l'Ouest de celle-ci (Asturies, Galice, Portugal), constituent une grande rareté puisqu'on ne connaît pratiquement pas, dans les autres parties de l'Europe, de cas comparables.

Les premiers furent signalés vers la fin du siècle dernier². Depuis, régulièrement, des découvertes de peintures

dolméniques ont été effectuées dans une zone allant de l'Alentejo aux limites Est de la province des Asturies. Certaines trouvailles furent tout à fait exceptionnelles en raison de la richesse de l'ornementation pariétale : dolmen de Padrão, Porto, Portugal³ ; dolmen de Pedra Coberta, La Corogne, Espagne⁴ ; dolmen d'Antelas, Viseu, Portugal⁵. En 1981, E. Shee Twohig, dans sa thèse sur l'art mégalithique de l'Europe de l'Ouest⁶, dressa une liste pratiquement complète des dolmens peints ibériques connus à son époque, ce qui l'amena à un total de 76 dalles peintes. Mais, ces derniers temps, de nouvelles découvertes ont eu lieu, soit sur des monuments déjà connus (*Aliviada 1, Aveiro, Portugal ; Fontão, Guarda, Portugal, etc.*), soit sur de nouveaux sites (*Chã dos Cabanos 1, Viana do Castelo, Portugal ; Penausen 1, Asturies, Espagne, etc.*) ce qui nous donne un total actuel d'une centaine de dalles peintes.

1. Centre Pierre Paris, Université Bordeaux III.

Nous tenons à remercier très sincèrement le Conseil de notre Société, et notamment son Président, M. Sautreau, pour l'autorisation qui nous a été accordée d'accompagner notre article d'une illustration en couleur.

Nous tenons aussi à exprimer notre gratitude aux chercheurs Portugais qui ont bien voulu nous informer et conseiller dans nos recherches : M. le Professeur V. Oliveira Jorge, de la Faculté des Lettres de Porto ; M. A. Huet de Bacelar Gonçalves, Conservateur du Musée de l'Institut d'Anthropologie de la Faculté des Sciences de Porto ; M. F.A.P. da Silva, archéologue au Centre d'Archéologie d'Arouca.

Enfin, nous ne saurions trop remercier A. Couloumère pour son aide efficace sur le terrain.

2. Dolmens de la région de Sátão, Portugal : Leite de Vasconcelos, 1897 ; etc.

3. Mendes Corrêa, 1929.

4. Leisner, 1934.

5. Albuquerque e Castro, Veiga Ferreira, Viana, 1957.

6. Shee Twohig, 1981

Cet art pictural dolménique a recours à 3 couleurs — le blanc, le rouge et le noir — qui ont fait l'objet d'analyses, surtout à Pedra Coberta⁷. Dans ce dernier dolmen, le rouge s'est révélé être de l'ocre rouge, le blanc un mélange de kaolin et d'albumine d'oeuf, enfin le noir du noir de fumée. La règle générale d'utilisation de ces teintes était la suivante : on appliquait d'abord, sur la surface à décorer de l'orthostate, une couche assez épaisse de peinture blanche, ensuite, par dessus celle-ci, on peignait, en rouge ou en noir, les différents motifs ornementaux. Parfois, la décoration picturale, effectuée — semble-t-il — à l'aide de pinceaux, était précédée ou suivie d'une autre technique ornementale, la gravure.

La thématique de ces peintures dolméniques fait la part belle aux figurations abstraites (tracés serpentiformes, linéaires, curvilignes, etc.) au détriment des zoomorphes et des anthropomorphes, peu nombreux, et des scènes réalistes, encore plus rares.

De ce côté-ci des Pyrénées, les dolmens peints ibériques sont finalement fort peu connus, situation tenant à diverses raisons : l'éloignement et la souvent très grande difficulté d'accès à ces monuments ; la très faible publicité faite autour d'eux à des fins évidentes de conservation ; la difficulté pour se procurer, ici, les publications qui leur ont été consacrées, etc. Il n'en demeure pas moins que ces dolmens ont une grande importance au sein du phénomène mégalithique de l'Europe de l'Ouest car ils sont en rupture avec ce qui constitue encore l'image d'Epinal du dolmen, à savoir celle d'un monument assez fruste en pierres brutes, dépourvu de décoration picturale.

Indépendamment de l'analyse globale du phénomène des dolmens peints ibériques, qui dépassait le cadre de notre *Revue* et fera donc l'objet d'une autre publication, il nous a paru intéressant, ici, de poser le problème de l'existence passée (ou même présente) de décors picturaux sur les parois de nos sépultures mégalithiques du grand Sud-Ouest, notre région n'étant guère éloignée, en fait, des premiers mégalithes à peintures de la Péninsule. Mais, avant d'aborder cette question, il est indispensable de dire quelques mots sur la place occupée par la décoration picturale au sein de l'art mégalithique européen.

Décoration picturale et art mégalithique européen

Il n'existe pas d'ouvrage de synthèse traitant de l'ensemble de l'art mégalithique européen. La thèse remarquable d'E. Shee Twohig⁸, se limite à l'art mégalithique de la seule

Europe de l'Ouest, dont le panorama, du point de vue des techniques décoratives employées, est le suivant :

- groupe irlandais : gravure ;
- groupe breton : gravure ;
- groupe du Bassin parisien : gravure sur les dolmens ; gravure et peinture pour les hypogées ;
- groupe du Centre-Ouest français : gravure ;
- groupe de la Péninsule ibérique : gravure et peinture.

Comme on le constate, hormis de faibles traces de peinture relevées ça et là sur les parois de quelques hypogées du Bassin parisien, il n'y a pour l'instant, qu'en Péninsule ibérique que la décoration picturale semble avoir eu les faveurs des constructeurs de mégalithes dans toute l'Europe de l'Ouest. Et encore ! Quand on regarde la quantité très importante de sépultures mégalithiques existant en Espagne et au Portugal (plusieurs milliers de monuments), on est frappé par le très faible nombre de sites peints : 39 au total peuvent être recensés dans un secteur finalement assez vaste allant d'Evora (*Alentejo*) à Cangas de Onís (*Asturies*), ces deux derniers sites étant distants d'environ 600 km (fig. 1).

Pourtant, ce constat actuel nous semble éloigné de ce que devait être la réalité néolithique. En effet, il faut bien sûr tenir compte ici des conditions locales de conservation des peintures dolméniques qui font intervenir 3 paramètres principaux : les conditions climatiques ; l'exposition des montants aux intempéries ; la qualité de la roche-support.

Les conditions climatiques jouent évidemment un grand rôle. Il est sûr que les régions à forte pluviosité ou connaissant, l'hiver, de fortes gelées sont beaucoup moins favorisées que celles à climat doux et pluviosité modérée.

L'exposition des montants aux intempéries est non moins déterminante. E. Shee Twohig a fait remarquer que les dolmens peints ibériques ayant gardé leurs tables présentent des peintures en bon état de conservation. C'est le cas, par exemple, à Orca do Tanque (*Queiriga, Viseu, Portugal*) où plusieurs orthostates de la chambre de ce dolmen à couloir, bien protégés par une grande table, conservent de remarquables vestiges picturaux. Ainsi, la pierre formant la dalle de fond de la crypte (montant C 5) présente encore de beaux fragments de l'ornementation picturale géométrique qui devait la décorer entièrement à l'origine (fig. 2). Un autre exemple du rôle joué par les tables dans la protection des peintures est celui de Pedra Coberta (*Vimianzo, La Corogne, Espagne*). ce cas est d'ailleurs très probant car, habituellement, les dolmens peints de la Péninsule ibérique ne présentent pas de traces de décoration picturale au niveau de leur structure d'accès, qui a

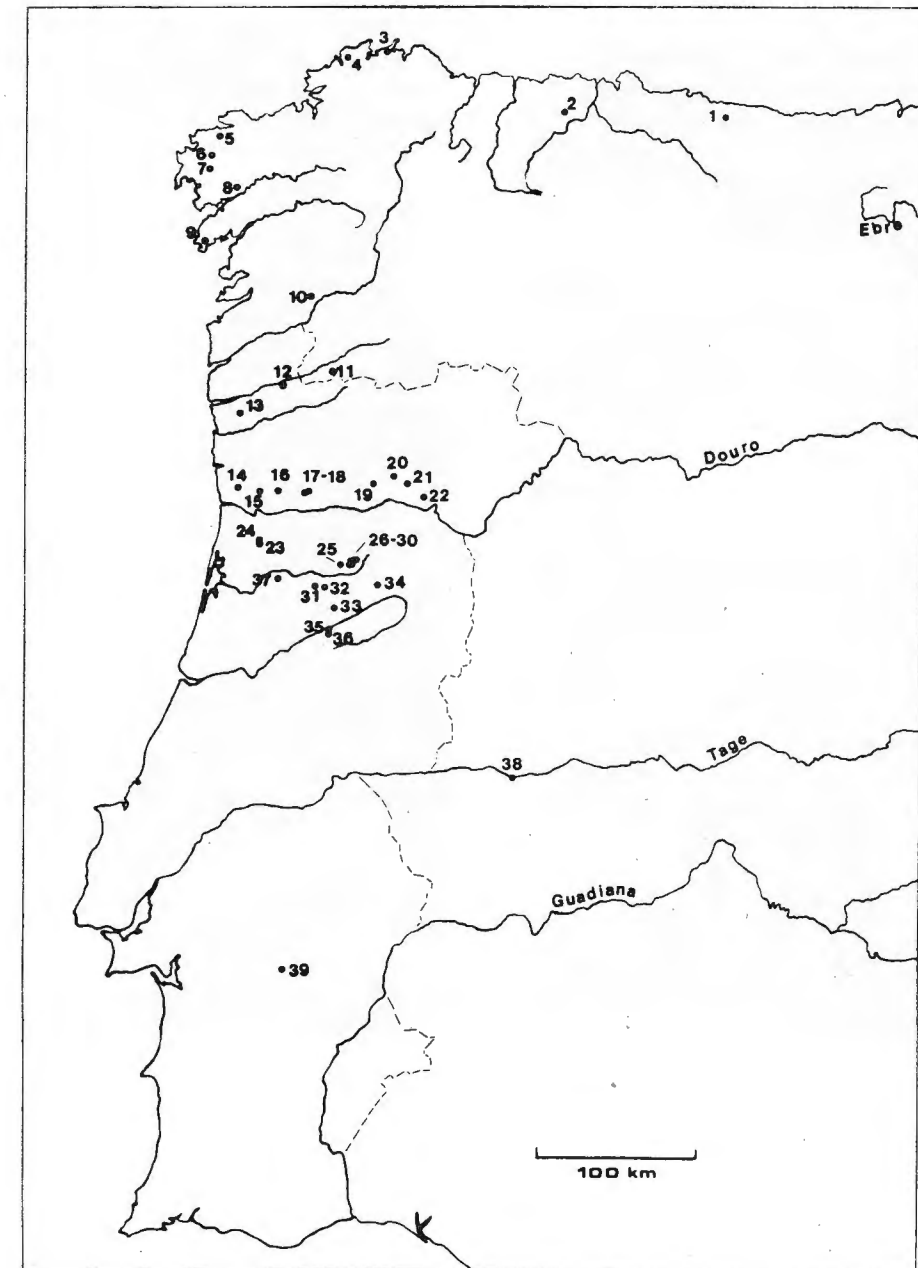


Fig. 1. — Carte de répartition des dolmens peints ibériques.

1-11 et 38 : Espagne
12-37 et 39 : Portugal.

- | | | | |
|----------------------|-------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 1— Santa Cruz ; | 10— Codesás ; | 20— Fonte Coberta ; | 30— Forles ; |
| 2— Penausen 1 ; | 11— Maus de Salas ; | 21— Zedes ; | 31— Fojo ; |
| 3— Faladoira 72 ; | 12— Chã dos Cabanos 1 ; | 22— Vilarinho de Castanheira ; | 32— Vale de Fachas ; |
| 4— Pena de Aguiá ; | 13— Freixo ; | 23— Aliviada 1 ; | 33— Cunha Baixa ; |
| 5— Dombate ; | 14— Arcos ; | 24— Alagoa 1 ; | 34— Cortiço de Algodres ; |
| 6— Pedra Coberta ; | 15— Pradão ; | 25— Pedralta ; | 35— Fontão ; |
| 7— Casa dos Mouros ; | 16— Portela ; | 26— Fojinho ; | 36— Sobreda ; |
| 8— Espiñaredo 11 ; | 17— Chã de Parada 1 ; | 27— Juncaes ; | 37— Antelas ; |
| 9— Lixó ; | 18— Chã de Parada 3 ; | 28— Bouza ; | 38— Vega del Guadancil 1 ; |
| | 19— Madorras 1 ; | 29— Tanque ; | 39— Zambujeiro. |

7. Leisner, 1934.

8. Shee Twohig, 1981.

généralement perdu son recouvrement lithique. Or, à Pedra Coberta, c'est la chambre funéraire qui est à découvert tandis que le court couloir qui la précède possède toujours sa dalle de couverture ; et c'est précisément au niveau des orthostates formant l'accès à la chambre que l'on peut encore voir aujourd'hui de nettes traces de peintures alors que les dalles de la crypte n'en montrent plus, du moins sur leur partie visible (fig. 3).

Un deuxième élément de protection contre les intempéries est constitué par la présence d'une couche de terre à l'intérieur des tombes. Ainsi, à Fojo (*Couto de Cima, Viseu, Portugal*) E. Shee Twohig a fort justement fait remarquer que la présence d'un important remplissage de terre à l'intérieur du dolmen a permis la conservation, sur les parties donc recouvertes, de la peinture blanche, pourtant très fragile et ordinairement disparue sur les sites peints⁹. A Antelas (*Pinheiro de Lafões, Viseu, Portugal*), le dolmen, au moment des fouilles, avait perdu sa dalle de couverture mais était pourvu d'un important remplissage de terre et de pierres à l'intérieur de sa chambre et de son couloir. Or, les peintures qui ornaient les faces internes des montants de la crypte étaient parfaitement conservées sur toutes les parties recouvertes initialement par le remplissage. C'est sans doute cette observation qui incita les fouilleurs, leur recherche terminée, à enfouir à nouveau la tombe pour protéger la décoration picturale exceptionnelle qu'ils avaient découverte¹⁰.

D'autres éléments sont à prendre en considération au niveau de la protection contre les intempéries :

— la présence d'un tumulus intervient très probablement dans le sens d'une meilleure protection (*Juncaes, Tanque, Fojo, Antelas, etc.*) ;

— la présence de montants très jointifs aussi ; on notera ici que bon nombre de dolmens peints ibériques ont leurs orthostates soigneusement «imbriqués», ce qui assure très certainement une meilleure étanchéité à la tombe (fig. 4).

La qualité de la roche-support, enfin, est bien sûr d'une grande importance au niveau de la conservation des peintures dolméniques. Le granit des dolmens portugais est beaucoup plus résistant que le calcaire utilisé en de multiples autres endroits, cette roche étant susceptible de s'altérer très facilement en raison de son caractère gélif.

Comme on le voit, ce n'est pas partout que les conditions favorables à la conservation de peintures dolméniques sont réunies. Au contraire, il nous semble que bien peu de régions, au Nord des Pyrénées, présentent des possibilités intéressantes.

Donc finalement, on ne peut qu'avoir une idée faussée de ce qu'était la réalité néolithique et il est bien probable, comme l'a déjà indiqué R. Joussaume¹¹, que des peintures aient existé sur des dolmens en dehors de la Péninsule ibérique, peintures qui auront progressivement disparu au fil des millénaires en raison de conditions de conservation défavorables. De cela, en réalité, nous en avons une preuve avec les rares cas de dolmens peints connus ailleurs en Europe et plus précisément en R.D.A. (Saxe, Brandebourg). A Seddin (Brandebourg), une chambre mégalithique sous tumulus était décorée avec de la peinture blanche et de la peinture rouge¹². A Göhlitzsch, près de Merseburg (Saxe), ce sont des peintures en rouge et noir qui ont été utilisées, avec aussi la technique de la gravure, pour une riche ornementation pariétale. Or, fait intéressant, celle-ci n'est pas sans rapport avec celle des dolmens peints ibériques. On y retrouve en effet des géométriques et des représentations d'objets de chasse (arc et carquois rempli de flèches), autant de motifs répertoriés en Espagne et au Portugal¹³. Cela ne signifie pas naturellement qu'il y ait eu synchronisme et relation directe entre le groupe des dolmens peints ibériques, et ces manifestations artistiques du mégalithisme allemand. Néanmoins, il n'est pas sûr qu'il s'agisse d'un simple phénomène de convergence et une relation plus ou moins lointaine, par le biais de provinces mégalithiques intermédiaires, est peut-être à envisager.

Une décoration picturale a-t-elle existé sur les dolmens du grand Sud-Ouest ?

Il n'a jamais été signalé à ce jour, de décoration picturale sur les dolmens, assez nombreux, de ce que nous nommons le grand Sud-Ouest, c'est à dire les régions allant du Poitou-Charentes au Pays basque. Il faut dire que, dans cette vaste aire géographique, le recours hyper-fréquent à la roche calcaire pour construire les sépultures mégalithiques ne permettait guère la conservation d'éventuelles peintures. Donc, ce grand Sud-Ouest est, somme toute, l'une de ces régions à mégalithes où il a pu y avoir originellement une décoration picturale dolménique mais où les conditions de conservation étaient d'emblée très défavorables.

Néanmoins, au-delà de ce constat, existe-t-il des indices de la présence passée de peintures sur les parois de nos dolmens ? Nous pensons que oui et nous voudrions donner, ici, quelques exemples.



Fig. 3. — Dolmen de Pedra Coberta (Vimianzo, La Corogne, Esp.). Peintures de la partie supérieure du montant R 2 : serpentiformes verticaux. Photographie : M. Devignes.

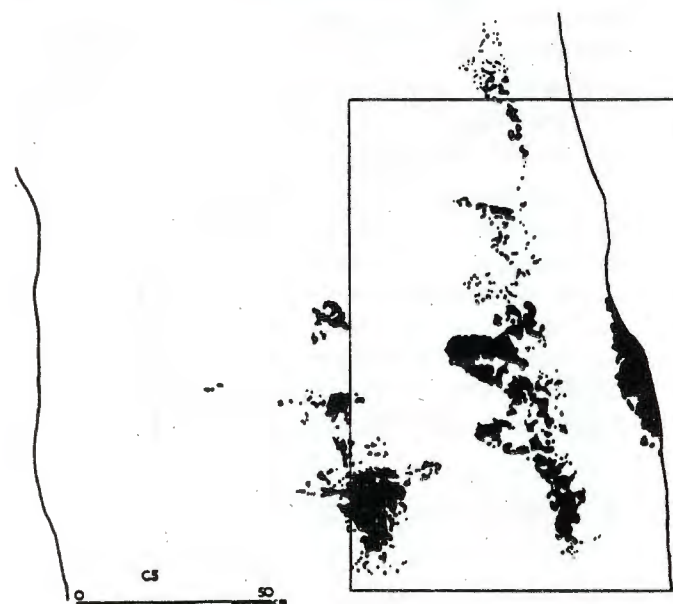


Fig. 2. — Orca do Tanque (Queiriga, Viseu, Port.), peintures de la dalle C 5. Relevé : Shee Twohig (d'après Leisner, 1934). Photographie de la partie encadrée du relevé : M. Devignes.

9. Shee, 1974 ; E. Shee Twohig, 1984.

10. Albuquerque e Castro, Veiga Ferreira et Viana, 1957.

11. Joussaume, 1985.

12. Albuquerque e Castro, Veiga Ferreira et Viana, 1957.

13. Blas Cortina, 1983.

Le premier indice est constitué par la présence, ça et là, de montants ayant subi un travail de bouchardage mais complètement dépourvus d'ornementation pariétale. Il est bien possible que ces orthostates aient eu autrefois une décoration picturale qui se sera évanouie avec le temps.

C'est sur les dolmens à couloir angoumoisins que nous trouvons le plus grand nombre de cas de ce genre. En effet, de multiples tombes à couloir de la région Charentes-Poitou offrent la particularité d'avoir des montants bien bouchardés, c'est-à-dire dont la surface a été très nettement régularisée à l'aide de maillets en pierre. Souvent, ces dalles bouchardées portent des gravures ou des sculptures : haches (*dolmen de la Pierre-Levée à Poitiers, Vienne* ; *dolmen de la Grosse Perrotte à Fontenille, Charente*) ; crosses (*dolmen de la Pierre-Levée à Ardillères, Charente-Maritime* ; *dolmen A de la forêt de la Boixe à Vervant, Charente*) ; « crochets » (*dolmen de la Grosse Perrotte, déjà cité* ; *dolmens C1 ou F2 de Bougon, Deux-Sèvres*). Il paraît donc bien possible que pour les dalles travaillées mais non gravées de ces dolmens, il y ait eu autrefois une ornementation peinte, hypothèse d'ailleurs déjà retenue par R. Joussaume¹⁴. Cette solution semble d'autant plus satisfaisante qu'elle corrobore certaines observations faites en Péninsule ibérique. Ainsi, à Antelas, les fouilleurs de ce remarquable dolmen peint, dont nous avons déjà parlé, ont noté que certaines dalles à décoration picturale avaient été en quelque sorte « lissées » avant d'être peintes¹⁵. Nous avons pu nous même constater un phénomène identique pour les orthostates de différents dolmens peints (*Orca dos Juncaes, Orca de Forles, Orca do Tanque, etc.*).

Dans ce contexte, il est intéressant de noter au passage le synchronisme apparent des dolmens à couloir angoumoisins et d'une partie, au moins, du phénomène des dolmens peints ibériques. Il est bien sûr difficile de dater des manifestations picturales. Néanmoins, dans le cas qui nous occupe, pour diverses raisons, on est largement en droit de penser qu'elles sont en grande partie contemporaines des monuments qui les portent. Or, le type architectural le plus répandu au niveau des dolmens peints, c'est-à-dire la tombe à chambre polygonale et couloir d'accès, se situe chronologiquement autour de 3000 BC, en date radio-carbone non calibrée. Diverses mesures d'âge viennent étayer cette estimation : Carapito 1, 2900 +/- 40 BC pour la couche profonde (GrN 5110) ; Seixas, 2950 +/- 40 BC (GrN 5734) ; Castaneiros, 3110 +/- 50 BC pour la couche profonde (GrN 4924) ; Chã de Parada 1, 2950 +/- 260 BC (ICEN 172) et 2660 +/- 45 (ICEN 173). Les deux dernières dates citées sont relatives à un dolmen peint. Les autres

mesures d'âge s'appliquent à des tombes à chambre polygonale et couloir d'accès mais dépourvues de décoration picturale (Carapito 1, toutefois, possède des gravures). Face à cela, les dolmens à couloir angoumoisins sont attribués classiquement, en fonction de ce qui est considéré comme étant leur mobilier primaire, au Chasséen de type Bougon-Luxé, culture du néolithique moyen devant se situer, au moins partiellement, autour de 3000 BC, toujours en datation C 14 non calibrée. On a, par conséquent, une certaine contemporanéité avec le phénomène des dolmens peints ibériques, ce qui renforce la valeur des observations faites à propos de ces tombes à couloir angoumoises.

Toujours au chapitre des montants bouchardés et non gravés, il nous faut signaler la présence d'un cas de ce genre en Médoc, sur une allée d'Aquitaine, en l'occurrence celle de Barbehère à Saint-Germain-d'Esteuil que nous fouillons avec A. Coffyn depuis 1987. Sur ce monument, ce sont les deux dalles de fond juxtaposées qui ont été régularisées par bouchardage¹⁶ (fig. 5). Aucun décor décor gravé n'est apparent et il a donc pu y avoir là, jadis, de la peinture qui aura disparu au fil des siècles, le dolmen étant fait de dalles de calcaire et ayant perdu sa couverture lithique, si tant est qu'il en ait possédé une un jour. Ce qu'il faut souligner ici, c'est que ce façonnage affecte les pierres formant le chevet de la chambre. En effet, en Péninsule ibérique, la dalle constituant le fond du dolmen peint est fréquemment ornée et c'est souvent aussi celle qui est dotée de la décoration la plus riche.

Sur un autre dolmen girondin, celui de Curton à Jugazan, on constate là encore que la face interne de la dalle de fond a bien été régularisée. Cette fois, par contre, on y observe un décor obtenu par gravure : cercle, fer à cheval, cercle surmonté de six traits grossièrement parallèles (fig. 6).

Un autre indice de la présence passée de peintures dolméniques dans nos régions est celui du recours, parfois, à des techniques architecturales originales, au rôle incertain mais peut-être bien lié à la volonté des constructeurs de protéger une ornementation picturale.

Nous avons déjà indiqué qu'en Péninsule ibérique, la technique des montants imbriqués a été fréquemment employée par les constructeurs de dolmens où ont été relevés des peintures et que cette technique a, à l'évidence, joué un rôle positif quant à la protection des décors picturaux. Dans ces conditions, il est bien possible que ce choix technologique original procède de la volonté des populations mégalithiques de sauvegarder au mieux les

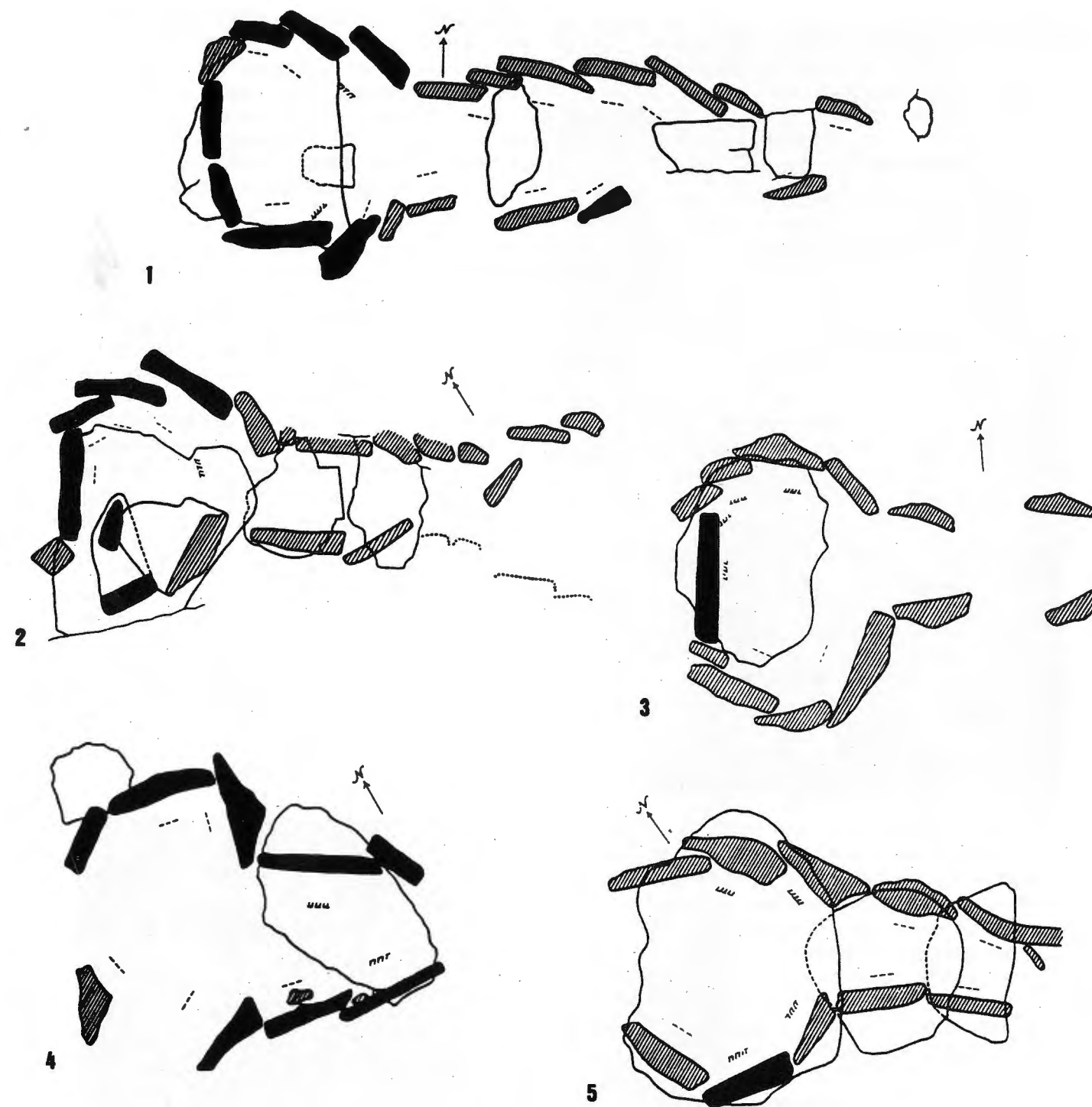


Fig. 4. — Dolmen peints à montants imbriqués.

En noir, les dalles peintes. Plans : G. et V. Leisner. Echelle : 1/100e

- 1— Orca dos Juncaes (Queiriga, Viseu, Port.) ;
2— Orca do Tanque (Queiriga, Viseu, Port.) ;
3— Chã de Parada 1 (Ovil, Porto, Port.) ;

- 4— Pedra Coberta (Vimianzo, La Corogne, Esp.) ;
5— Casa dos Mouros (Dumbria, La Corogne, Esp.).

14. Joussaume, 1985.

15. Albuquerque e Castro, Veiga Ferreira, Viana, 1957.

16. Examen et diagnostic R. Séronie-Vivien.

ornementations peintes de leurs tombes. En tout cas, il faut bien constater que la technique des montants imbriqués est omniprésente là où les dolmens peints connaissent leur densité maximum (*Galice, Nord du Portugal*) mais que, par contre, elle tend à disparaître en allant vers le Sud de la Péninsule ibérique (*Alentejo, Algarve, Andalousie*), de pair avec l'ornementation picturale.

Dans ce contexte, on notera avec intérêt que cette technique bien particulière des montants imbriqués existe dans la partie méridionale de notre grand Sud-Ouest, à savoir la montagne basque dont les dolmens les plus occidentaux sont à seulement 150 km du premier dolmen peint asturien, celui de Cangas de Onís. Les cas les plus remarquables nous semblent fournis par les dolmens à couloir situés dans la région de Laguardia-Elvillar¹⁷. Certaines de ces tombes (*El Encinal, El Sotillo, etc.*) sont, en effet, d'un type proche de celui de nombreux dolmens peints (*Dombate, Pedra Coberta, Châ de Parada 1, etc.*) : chambre plus ou moins polygonale, *backstone* assez grande sur laquelle les autres montants de la chambre semblent venir prendre appui, courte structure d'accès.

Dans les Charentes, nous retrouvons à présent les dolmens à couloir angoumoisins, qui ne connaissent pas la technique des montants imbriqués mais, par contre, une autre pratique architecturale, très comparable, celle de l'ajustement des montants à l'aide de rainures d'encastrement. De nombreux sites témoignent de l'emploi de cette technique : dolmen F2 de la grande nécropole de Bougon dans les Deux-Sèvres ; dolmens de la nécropole de la Sauzaie à Soubise en Charente-Maritime, etc. De quoi s'agit-il ? Simplement de la taille, sur l'une des tranches des orthostates, d'une rigole semi-circulaire dans laquelle viendra s'ajuster parfaitement la tranche légèrement bombée du montant voisin. Au final, on obtient une chambre dolménique délimitée par une succession de montants parfaitement emboîtés les uns dans les autres et donc un effet de calfeutrage étonnamment similaire à celui produit par la technique des montants imbriqués. Comme pour cette dernière, on peut s'interroger sur le pourquoi d'un tel choix technologique et, là encore, l'hypothèse d'une volonté des constructeurs de protéger un décor peint nous semble devoir être prise au sérieux, d'autant que ce sont les mêmes dolmens angoumoisins qui possèdent ces orthostates bouchardés et non gravés dont il a été question plus haut.

Un troisième indice de la présence passée de peinture dolménique dans nos régions est constitué par la trouvaille d'ocre dans les dépôts funéraires de certaines de nos sépultures mégalithiques.

En Péninsule ibérique, dans la zone des dolmens peints, il a été fréquemment trouvé de l'ocre dans les mobiliers funéraires mégalithiques¹⁸. Dans un cas au moins, celui de Penausen 1 (*Salas, Asturies*), il a été récolté de l'ocre dans un dolmen peint. Mais sur d'autres sites mégalithiques à peintures, et non des moindres (*Juncaes, Antelas, Cunha Baixa*), on a signalé la présence de matières colorantes plus ou moins bien déterminées au sein des dépôts funéraires¹⁹.

Quoiqu'il en soit pour ces derniers cas, on rappellera que les motifs en rouge ont été peints, au vu des analyses disponibles, avec de l'ocre rouge. Il est donc possible que les trouvailles d'ocre faites dans les dépôts funéraires de mégalithes se situant dans la zone des dolmens peints soient, au moins partiellement, liées à une ancienne décoration picturale. Et, par contre-coup, il est possible qu'il en soit de même pour les découvertes similaires effectuées dans les tombes du grand Sud-Ouest. Les cas, à vrai dire, ne sont pas très nombreux. On en signalé quelques uns en Pays Basque méridional, notamment dans les secteurs de Huarte-Araquil et El Realengo²⁰. Au dolmen à couloir de San Martín (*Laguardia*), c'est une barre d'ocre, de forme conique, paraissant utilisée, qui fut récoltée autrefois²¹. En Aquitaine, les fouilles effectuées au siècle dernier, de l'allée couverte classique dite Lit de Gargantua à Fargues-sur-Ourbise dans le Lot-et-Garonne amenèrent la découverte de deux fragments de colorants, l'un rouge et l'autre bleu, interprétés alors comme des couleurs pour tatouage²². Comme on le voit, cette liste est un peu maigre mais il est bien possible que certains fragments d'ocre, ou d'autres colorants, aient échappé à la sagacité des anciens fouilleurs de nos mégalithes régionaux !

Conclusion

Finalement, nous avons vu qu'il existe quelques indices, ténus mais réels, montrant qu'il a pu y avoir, autrefois, sur les parois de certains dolmens du grand Sud-Ouest, une décoration picturale.

Géographiquement, ces indices se localisent plutôt dans la région des Charentes et dans la montagne basque (notamment l'extrême sud de celle-ci). Typologiquement, ils concernent en priorité des tombes à couloir, ce qui n'est pas pour nous surprendre pour deux raisons : d'abord, on sait qu'en Europe de l'ouest, ce sont, de loin, les dolmens à couloir qui possèdent la plus riche décoration pariétale²³ ; ensuite, la grande majorité des dolmens peints ibériques est précisément constituée par des tombes à couloir.

Fig. 5. — Une des deux dalles de fond bouchardées et non gravées du dolmen de Barbehère à Saint-Germain-d'Esteuil (Gironde).
Photographie : M. Devignes.



Fig. 6. — Dalle de fond bouchardée et gravée du dolmen de Curton à Jugazan (Gironde).
Photographie : M. Devignes.

17. Apellaniz, 1973.

18. Vasquez Verela, 1988.

19. Shee Twohig, 1981.

20. Apellaniz, 1973.

21. Apellaniz, 1973.

22. Fabre, 1952.

23. Shee Twohig, 1981.

Dans ce contexte, il ne nous étonnerait pas qu'on retrouve prochainement, ça et là, quelques faibles traces picturales sur certains de nos dolmens. Cela pourrait avoir lieu soit à l'occasion de fouilles, soit simplement en conduisant un examen attentif de certaines dalles, notamment celles qui sont bouchardées et non gravées. En effet, notre expérience des dolmens peints ibériques nous met en mesure d'affirmer que de très faibles traces de peintures préhistoriques peuvent facilement passer inaperçues ou être confondues avec autre chose (*dépôts naturels d'oxyde de fer, par exemple*). Ceci est d'autant plus vrai dans des régions où on ne s'attend pas à retrouver ce type de stigmates, ce qui est le cas chez nous.

Au passage, il nous paraît important de mettre en garde contre tout nettoyage trop brutal d'orthostates. Ainsi par exemple, il n'est pas très judicieux de procéder à des arrachages violents des plantes et des mousses accrochées aux parois des montants. De la même façon, tout nettoyage à l'aide d'instruments métalliques (truelle...) est à proscrire.

Au niveau de la fouille, le mieux serait d'appliquer la méthode suivie par notre collègue et ami, F.A.P. da Silva,

qui a fouillé ces dernières années deux dolmens peints. Voici ce qu'il nous a dit à propos de l'un d'entre eux, Aliviada 1 à Escariz (Portugal) :

«Tendo-se deixado previamente secar, ao ar, as faces decoradas dos esteios, foram de seguida limpos cuidadosamente com pequenos pinceis macios, de modo a lhes retirar a camada de pó resultante da secagem das terras húmidas que apresentavam, sendo as manchas de terra mais espessas, retiradas com estiletes de madeira de forma a não causar dano algum aos motivos decorativos» («Ayant, au préalable, laissé sécher, à l'air libre, les faces décorées des montants, celles-ci furent ensuite nettoyées soigneusement avec de petits pinceaux doux, de façon à leur retirer la couche de poussière résultant du séchage des terres humides qu'elle présentaient, les plaques de terre plus épaisses étant retirées avec des stylets de bois de façon à ne causer aucun dommage aux motifs décoratifs»²⁴).

Indiquons tout de suite qu'avant la fouille, seules 3 dalles peintes avaient été enregistrées par Elisabeth Shee²⁵. Après ces recherches consciencieuses, et la mise en évidence, sur certaines dalles, de faibles traces picturales, on est arrivé à un total final de 6 orthostates peints.

24. Silva, 1984, p. 39-40.

25. Shee, 1974.

Bibliographie

- L. de Albuquerque e Castro, O. da Veiga Ferreira, A. Viana, O dólmen pintado de Antelas (Oliveira de Frades), *Com. dos Serv. Geo. de port.*, 1957, vol. XXXVIII, p. 325-346, 2 fig., XI pl.
- J.-M. Apellaniz, Corpus de Materiales de las Culturas prehistoricas con ceramica de la poblacion de cavernas del pais vasco meridional, *Munibe*, 1973, s° n° 1, 366 p., 271 fig.
- M.-A. de Blas Cortina, El megalito de Penausen 1 (Salas, Asturias), *Not. Arq. Hisp.*, 1980, 9, p. 65-88, 13 fig., 4 phot.
- M.-A. de Blas Cortina, *La Prehistorica reciente en Asturias*, Est. de Arqueo. Ast. n° 1, Fund. Pub. de Cuevas y Yacimientos de Ast., 278 p., 70 fig., photo.
- G. Fabre, *Les civilisations protohistoriques de l'Aquitaine*, 1952, Paris, Picard, 182-CIL p., 22 fig., XI pl., 6 cartes.
- R. Joussaume, *Des dolmens pour les morts. Les mégalithismes à travers le monde*, 1985, Hachette littérature, 398 p., 65 fig., 26 photo.
- G. Leisner, Die Malereien des Dolmen Pedra Coberta, *Jahr. Prah. Eth. Kunst*, 1934, IX, p. 23-44, 14 pl.
- J. Leite de Vasconcelos, *Religiões da Lusitânia*, 1897, I, Lisboa, Imprensa Nacional, 440 p., 112 fig.
- A. A. Mendes Corrêa, As pinturas do dólmen do Padrão (Vandoma), *O Arq. Port.*, 1929, vol. XXVII, p. 128-136, 8 fig.
- E. Shee, Painted Megalithic Art in Western Iberia, *Actas do III Cong. Nac. de Arqueo.*, 1974, Porto, Min. da Ed. Nac., p. 105-123, 8 fig.
- E. Shee Twohig, *The Megalithic Art of Western Europe*, 1981, Oxford, Clarendon Press, 259 p., 290 fig., 41 pl.
- F.A.P. da Silva, A arte parietal do Dolmen da Aliviada - Escariz, *Aveiro e o seu distrito*, 1984, n° 33, p. 37-45, 8 fig.
- J.-M. Vasquez Verela, El ocre en el megalitismo de Galicia, *Trab. de Antr. e Etn.*, 1988, vol. XXVIII (fasc. 1-2), p. 171-172.

L'épée de bronze à pommeau ajouré draguée dans la Garonne à Cambes (Gironde) et les épées occidentales à manche métallique

par Julia Roussot-Larroque

Il y a quelques années, Pierre Vivez nous apprit l'existence, dans une collection privée, d'une épée en bronze provenant de dragages dans la Garonne entre Langoiran et Bordeaux, plus précisément à hauteur de Cambes. Après de longs et difficiles travaux d'approche, il parvint à obtenir du détenteur de cette épée, ancien dragueur, le prêt de cette arme pour quelques heures seulement, à la condition expresse qu'elle ne quitterait pas son domicile. L'aimable hospitalité de P. et J. Vivez nous permit d'examiner et de dessiner cette pièce exceptionnelle qui semble avoir disparu depuis le décès de son possesseur en 1987. Les circonstances ne nous ont pas permis d'en prendre de bonnes photographies, encore moins d'envisager une analyse du métal et une radiographie du manche. On ne peut que déplorer une telle méfiance, qui ne facilite pas la tâche des chercheurs. Les regrettables erreurs psychologiques commises à l'égard des dragueurs par certains responsables régionaux, dans un passé pas si lointain, expliquent peut-être cette attitude. Les fleuves et rivières de notre région ont livré des bronzes, plus nombreux qu'on ne le croirait à lire les publications. Trop souvent, ces objets disparaissent aujourd'hui dans des circuits commerciaux où ils perdent le plus souvent leur provenance. Nous n'en devons que plus de reconnaissance à P. Vivez pour nous avoir permis l'étude de l'épée de Cambes avant sa disparition, et nous espérons que cette publication l'empêchera de rejoindre le groupe, déjà trop nombreux, des bronzes de provenance inconnue.

1 Roussot-Larroque, 1981.

2. Roussot, 1972.

3. Roussot-Larroque, communication à la S.A.B., 1989.

4. Musée d'Aquitaine.

Situation de la découverte

De ce secteur de la Garonne, en amont de Bordeaux, à hauteur des communes de Cambes, Langoiran, Rions ont été retirés depuis un siècle plusieurs objets de bronze, en particulier une épée de Rixheim (?) de Rions¹, une épée en langue de carpe de Cambes² et une série d'épées encore inédites du même secteur³. Des vestiges plus anciens ont également été recueillis dans ces dragages, comme les deux haches bipennes en pierre polie de Langoiran⁴, celle de l'Isle-Saint-Georges⁵ ou la hache-marteau en bois de cerf de Langoiran⁶. Les indications de provenance sont d'ordinaire assez approximatives ; à l'époque où l'on draguait encore en rivière, les barges recueillaient la grave provenant d'un secteur assez large et le tri s'opérait à terre. De toutes manières, les objets ont pu se déplacer quelque peu au gré des courants avant leur remise au jour. En amont, dans le secteur de La Réole, une série d'épées du Bronze final, de type pistilliforme «atlantique» a été publiée. Un peu en aval, à Bordeaux même, la Garonne a livré d'autres objets de l'âge du Bronze, dont une hache à bords droits⁷ et une épée «hallstättienne» en bronze⁸.

S'agit-il d'objets perdus ? C'est peu vraisemblable en tout cas pour des armes de prestige comme les épées de bronze. Ces trouvailles proviennent-elles d'anciens habitats de berge érodés par la Garonne ? On connaît en effet des villages de l'âge du Bronze établis sur des berges de

5. Roussot, 1978-79.

6. Roussot-Larroque, 1976.

7. Musée de Libourne.

8. Ancienne collection Coudol.

fleuves, par exemple au bord de la Saône près de Chalon, mais leur fouille livre souvent peu d'armes ou d'objets de bronze, sauf quand des événements imprévus, incendie, inondation brusque, n'ont pas permis à leurs habitants de récupérer leurs biens les plus précieux. S'agit-il plutôt d'objets rituellement jetés dans la Garonne ? Pour des épées de bronze, cette hypothèse d'offrandes sacrificielles semble la plus vraisemblable. Dans toute l'Europe, des épées entières ont été retirées de fleuves, de lacs ou de marais. L'hypothèse d'un culte des eaux a été avancée ; on évoque parfois à ce propos les pratiques superstitieuses, encore en usage récemment, consistant à jeter certains objets métalliques (épingles, pièces de monnaie, anneaux) dans des sources ou des fontaines pour obtenir la réalisation d'un vœu. On cite aussi parfois les récits héroïques irlandais — postérieurs toutefois à l'âge du Bronze — qui parlent de combats singuliers de guerriers au bord de fleuves, et de l'épée du vaincu jetée à l'eau à l'issue de l'épreuve.

Description

L'épée de Cambes est pratiquement intacte ; seule manque l'extrême pointe de la lame. Elle possède un manche de bronze à pommeau creux, décoré d'ajours et de pointillés, et fusée à deux bourrelets, également décorée de pointillés, et une lame à bords subparallèles décorée de filets se terminant en crosse sous le talon.

Dimensions

Longueur totale : 683 mm actuellement (5 mm environ de plus avant la brisure de la pointe). Manche : longueur, 100 mm du sommet du pommeau au creux de la garde, 113 du sommet aux angles de la garde. Diamètres du pommeau : 47/45. Largeur de la garde : 47. Lame : largeur sous la garde : 41. Longueur du ricasso : 31. Largeur maximum de la lame : 39 ; largeur minimum : 32. Épaisseur maximum : 8. Poids : 1030 grammes.

Cette épée ne porte aucune patine ; peut-être a-t-elle été nettoyée, mais peut-être aussi est-elle sortie de l'eau dans cet état, fréquent pour les bronzes de Garonne. On peut ainsi constater que le métal de la lame n'est pas identique à celui du manche : d'un beau jaune d'or pour la lame, il est plus foncé et plus rougeâtre pour la poignée. De légères stries obliques, surtout vers la pointe, peuvent être dues à des actions mécaniques postérieures au dépôt.

Le manche

Le *pommeau*, de contour presque circulaire, est bombé et légèrement conique au sommet. Creux, il est décoré de quatre doubles arceaux à jour, opposés par le sommet et soulignés de lignes pointillées.

L'exécution est peu soignée dans le détail : les arceaux ne sont pas très réguliers et le tracé des lignes pointillées semble un peu hésitant. Tantôt une, tantôt deux lignes de points cernent ce décor du pommeau. Les ajours laissent entrevoir à l'intérieur un dépôt terreux jaunâtre dont nous n'avons pu déterminer s'il s'agissait des restes d'un noyau d'argile ayant subsisté après la coulée, ou simplement de vase de Garonne.

La *fusée*, à peu près cylindrique, plutôt grêle, s'orne de deux bourrelets de coupe subtriangulaire, l'un à la naissance de la garde, l'autre vers le tiers supérieur de la fusée. Celle-ci porte un décor linéaire formé de très fines et courtes hachures juxtaposées. Sur le champ supérieur, entre le pommeau et le premier bourrelet, une ligne hachurée fait le tour de la fusée ; une autre ligne semblable entoure le bourrelet supérieur. Le champ médian est décoré, sur une face, d'un X légèrement curviligne et décentré, encadré par deux lignes horizontales ; sur l'autre face, un X semblable, mais encore plus décentré, est accosté d'un arc de cercle coupé d'une ligne verticale hachurée. A la partie supérieure du champ médian, sous le premier bourrelet, on note un léger relief à peu près perpendiculaire à l'axe longitudinal de la fusée, trace probable de coulée de jonction.

La *garde* est étroite, en V. Elle ne montre aucun rivet, vrai ou simulé, la poignée semblant coulée directement sur la lame. Son échancrure en arc très ouvert est soulignée d'une ligne de hachures obliques, comme l'un de ses bords. Tous ces décors du manche de l'épée, très fins, sont par endroits effacés et difficilement lisibles.

La lame

Le *talon*, ni rétréci, ni élargi, est émoussé sur la tranche par de fines stries transversales parallèles, déterminant un ricasso sans cran ni modification du tracé des bords. De section lenticulaire, sans renflement axial, il ne porte pas de décor visible sur les plats.

Les *bords* sont presque parallèles, avec une très légère tendance pistilliforme (32 mm de largeur minimum vers le tiers supérieur ; 39 mm de largeur maximum vers le tiers inférieur) et se terminent en pointe ogivale.

La *section* de la lame est lenticulaire, à faible bombement axial, sans renflement médian sur toute la longueur de la lame.

Le *décor* est fait de trois filets gravés courant parallèlement aux tranchants de chaque côté, et terminés en cosses quelque peu anguleuses et irrégulières vers la base du ricasso.

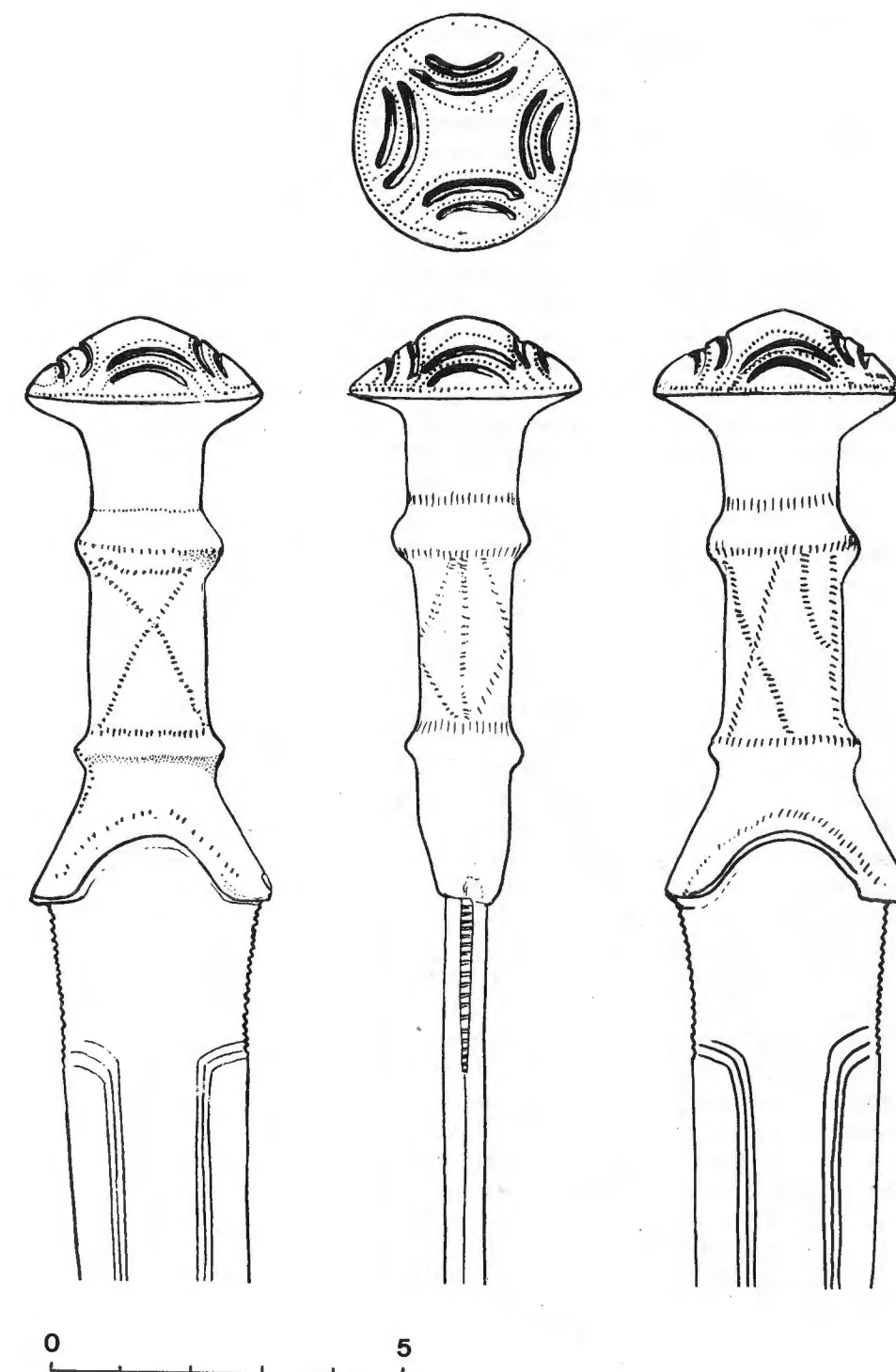
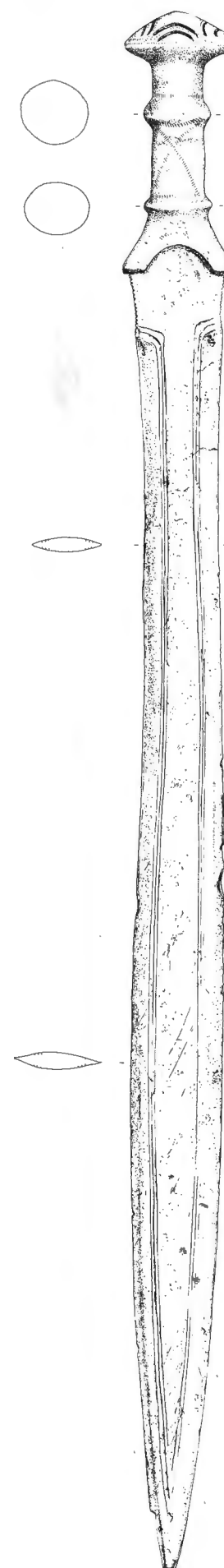


Fig. 2. — Épée de Cambes, détail de la poignée et du pommeau ajouré.

Fig. 1. — Épée de bronze à manche métallique draguée dans la Garonne à Cambes (Gironde).

Comparaisons

Les épées à poignée métallique de l'âge du Bronze sont des raretés : le plus souvent, les poignées devaient être en matériaux organiques : bois, corne, os... aujourd'hui disparus. La réalisation d'une poignée de bronze suppose une appréciable maîtrise des techniques métallurgiques. Dès le Bronze ancien, quelques maîtres-fondeurs ont su couler à la cire perdue des poignées creuses sur noyau d'argile, parfois armé de bois, dont tout ou partie pouvait être éliminé après la fonte. Ces poignées étaient tantôt coulées à part, puis rivetées sur la lame, tantôt coulées directement sur une lame préexistante. Dans le dernier cas, les rivets inutiles étaient parfois simulés par des cabochons, venus à la fonte ou incrustés, à la garde ou sur la fusée. Fréquemment, ces poignées en forme de douille étaient complétées par un pommeau fabriqué à part.

Au Bronze moyen, les épées à poignée métallique ne représentent qu'un petit nombre d'armes de prestige, comme celles du groupe de Tréboul en Bretagne. Vers la même époque, les épées du type Le Cheylounet, peut-être fabriquées en France centrale, circulent dans le Sud-Ouest, comme celle de Saint-Paul-Lizonne (alias Bouteille-Saint-Sébastien) en Dordogne et ses homologues du bassin de la Garonne, de l'Auvergne et du Languedoc. Elles ont généralement des poignées creuses coulées d'un bloc, pommeau, fusée et garde ; ces armes demeurent cependant rares : même en y ajoutant des formes apparentées, comme celle de Reugney (Doubs), on n'atteint pas une dizaine d'exemplaires pour la France entière. Elles révèlent l'excellent niveau technique atteint par des ateliers occidentaux du début du Bronze moyen, comparable à celui des ateliers de l'Europe centrale et orientale qui fabriquent alors de magnifiques armes à manche de bronze décoré. Vers la même époque également, le monde nordique réalise de splendides épées à manche de bronze ajouré, décoré de spirales compliquées. Très rares sont en France les épées semblables ; celle de Villoncourt, dans les Vosges, est une des seules pièces de comparaison possible⁹. Ces épées nordiques ont pu cependant inspirer des ateliers occidentaux qui ont peut-être cherché plus tard à les imiter en réalisant des poignées ajourées comme celle de Cambes. Leurs réalisations — lames et poignées — sont cependant très différentes.

Tout au long du Bronze final, enfin, des types variés d'épées reçoivent à l'occasion des poignées métalliques. C'est seulement vers la fin que ces poignées deviennent plus fréquentes et qu'apparaissent des types mieux définis, associant régulièrement un type précis de lame et de

manche (types de Möriegen, d'Auvernier, de Tachlovice, par exemple)... Avant ce stade terminal, les manches métalliques semblent dans quelques cas des «bricolages», peut-être pour sauver des armes dont la languette cassée ne pouvait plus recevoir l'habituelle garniture de bois, d'os ou de corne. La radiographie peut seule détecter ces réparations : languettes cassées puis retaillées, insertion de pièces intermédiaires, etc.¹⁰. On ne s'étonnera donc pas que ces manches métalliques soient des pièces uniques, fabriquées à la demande et pratiquement toutes différentes. C'est aussi, il est vrai (quoique dans une moindre mesure) le cas des lames d'épées, même si, à travers leur diversité, des familles et des types peuvent être définis.

Il n'est donc pas étonnant que les comparaisons soient rarement satisfaisantes : à l'intérieur d'écoles régionales, chaque atelier devait avoir son style et ses tours de main ; chaque épée, ou presque, représente une combinaison individuelle de caractères disparates.

Quelles peuvent être, par ailleurs, les relations, chronologiques et typologiques, entre ces poignées métalliques et les lames qui les portent ? Les «bricolages» révélés par l'analyse radiographique ne servaient-ils qu'à réparer des armes brisées ? N'a-t-on pas quelquefois tenté de moderniser une épée passée de mode ? On connaît mal la durée de vie des épées de bronze et «la vie étrange des objets». Combien de temps servaient-elles après leur fabrication ? Refondait-on, ou jetait-on en *ex voto* les armes passées de mode ? Les conservait-on ou les transmettait-on au contraire, au besoin après remise au goût du jour ? Un certain décalage chronologique pourrait ainsi exister entre la lame et la poignée métallique d'une même épée.

D'autres décalages ont pu se produire, dans le domaine de la géographie culturelle cette fois : quand des échanges à distance apportaient jusqu'aux rivages atlantiques des types de lames d'épées originaires de France orientale ou d'Europe centrale, ou inversement des types occidentaux dans les régions de l'Est, des fondeurs locaux ont pu ajuster à ces lames étrangères des manches obéissant aux normes technologiques et stylistiques de leur propre région. On peut alors envisager des associations paradoxales lame-poignée. Une épée produite en série dans un atelier lointain recevra une poignée de fabrication artisanale locale. C'est du moins ce que suggérerait H.J. Hundt dans son analyse récente de l'épée de Hitzkirch (canton de Lucerne, en Suisse) : «de grands ateliers de haut niveau d'organisation, avec des types de production standard et un rendement élevé», en Suisse et dans l'Est de la France produisaient en série des épées à manche métallique ; plus à l'Ouest au

contraire l'auteur suppose «un grand nombre d'ateliers de fonderie, où des artisans travaillent individuellement»¹¹. En tout cas, si les épées comportent un grand nombre de variantes, les poignées, pourtant bien moins nombreuses, sont encore plus diverses.

Pour tenir compte de ces possibles distorsions, nous chercherons d'abord à comparer la lame de l'épée de Cambes à d'autres lames de provenance proche ou plus lointaine. Ensuite seulement nous chercherons des points de comparaison pour sa poignée. Enfin, nous essaierons de voir si d'autres épées à poignées métalliques ont assez de traits communs avec la nôtre pour qu'on envisage l'existence d'un groupe particulier.

La lame

Pour la définition des types d'épées, la forme de la partie proximale, soie ou languette, est en général déterminante. Ici cachée par la poignée, celle de Cambes n'apporte aucun renseignement.

L'allongement relatif du talon et les ricassos inapparents, sans cran, striés sur la tranche, sont des caractères généralement anciens sur les lames du Bronze final. La terminaison en crosse anguleuse des filets décoratifs apparaît, dès le début du Bronze final, sur les lames des types de Rixheim ou de Monza, qui comptent de nombreuses variantes. Ces types, dont le centre de densité maximum englobe l'Alsace, la zone ouest-alpine, la Suisse et la région du lac de Constance, ont atteint la zone occidentale. Une épée de Rixheim a été draguée dans la Dordogne à Port-Sainte-Foy, aux limites de la Gironde¹² ; d'après un dessin ancien, un peu ambigu, une autre aurait été draguée dans la Garonne à Rions¹³, c'est-à-dire dans la même zone que l'épée de Cambes ; enfin, un fragment encore inédit dragué dans ce secteur provient aussi d'une arme de ce type. L'Aquitaine septentrionale a donc connu les premières épées du Bronze final 1/2a, qu'utilisaient aussi des régions plus orientales. Certaines variantes de l'épée de Rixheim possèdent un long talon, éventuellement pourvu de ricassos striés, et des filets gravés, souvent triples et terminés en crosse.

En règle générale, cependant, les épées de Rixheim ont une lame à bords parallèles, de section losangique, et les filets gravés y sont en position médiane de part et d'autre du renflement axial, ce qui n'est pas le cas ici. En outre,

quand ces filets se terminent en V ou en crosse vers les tranchants, c'est généralement à hauteur des rivets inférieurs et non, comme ici, sous le talon. Des lames à section lenticulaire peuvent exister, en revanche, sur d'autres types apparentés, comme ceux de Mantoche, Monza, etc. (épée de la Saône entre Macon et Tournus)¹⁴. C'est à cette catégorie qu'appartient vraisemblablement l'épée draguée dans les graviers de l'Adour près de Saint-Sever (Landes), connue seulement par un moulage. Dans la Péninsule ibérique, quelques épées (La Llacuna) se rapprochent également du type de Monza. Par ailleurs, une épée apparentée à ce type et provenant du Lac du Bourget¹⁵ présente, sous une languette à quatre rivets disposés en rectangle, un talon allongé séparé de la languette par une angulation ; un double filet borde les tranchants et se termine en crosse sous ce talon.

Ces mêmes caractères, accompagnés parfois d'un élargissement discret de la lame au tiers inférieurs, apparaissent sur des épées à soie, à peu près synchrones des précédentes, en particulier celles du type de Grigny : l'épée éponyme provenant d'un dragage à Grigny (Rhône)¹⁶ présente, comme celle de Cambes, un talon allongé, la trace d'une échancrure de la garde en arc très ouvert et des filets recourbés en crosse sous le talon¹⁷. Dans le bassin de la Garonne, deux de ces épées à soie ont été récemment étudiées : l'une provient de la Garonne à Gagnac (Haute-Garonne)¹⁸, l'autre de la grotte de Pène Blanque à Herran, dans le même département¹⁹. Elles ont en commun un long talon qui, à Herran, porte en outre des ricassos striés, comme à Cambes. A Herran encore, comme à Cambes, l'échancrure de la garde est en arc très ouvert, et les «épaules» de la garde en V sont très fuyantes. Ces deux armes de la région toulousaine possèdent une soie étroite, encochée à Gagnac, légèrement élargie à Herran. Faute de radiographie, il est impossible de savoir si l'épée de Cambes en possédait également une ; la forme de sa poignée ne serait en tout cas pas incompatible avec une telle soie, qui expliquerait peut-être l'absence de rivets et l'aspect grêle de la fusée. En outre, les épées de Gagnac et Herran ont des lames de section lenticulaire. Elles ne possèdent pas de filets décoratifs, mais «les tranchants sont limités par de faibles ressauts qui se terminent par deux rainures courtes à l'amorce des ricassos»²⁰. L'effet obtenu diffère peu des «crosses» notées sous les ricassos de la lame de Cambes.

11. Hundt, 1984.

12. Coffyn, 1979.

13. Roussot-Larroque, 1981.

14. Reim, 1974, n° 41.

15. Musée d'Aix-les-Bains, don du vicomte Lepic.

16. Chapotat, 1973.

17. Reim, 1974, n° 47.

18. Clottes, 1976.

19. Giraud, 1986.

20. Giraud, l.c.

9. Millotte, 1981.

10. Hundt, 1963, 1965, 1984 ; Mohen, 1971.

Les comparaisons possibles se bornent-elles à ces types de lames à languette plate ou à soie ? D'autres peuvent être envisagées, mais toujours dans un créneau relativement ancien du Bronze final. Des lames à section lenticulaire existent dans le Bronze final Id'Armorique (type Rosnoën), mais plus courtes et dépourvues de filets. La garde fuyante, en V, la longueur du talon, les ricassos inapparents, les bords subparallèles de la lame girondine caractérisent aussi certaines formes archaïques d'épées à languette tripartite dont le talon demeure très étroit, comme celles du groupe de Buchloe/Greffern ou du type de Riedheim²¹, rares au demeurant. Quant aux types classiques d'épées à la languette tripartite, comme ceux de Reutlingen²² ou de Nenzingen²³ et Krautergersheim²⁴, leur garde est normalement élargie et leur talon, parfois allongé, possède souvent un renflement axial. De même, l'épée d'Hemigkofen, assez largement répandue dans l'Ouest, possède normalement une lame à section lenticulaire parfois soulignée de filets gravés, mais sa lame est d'ordinaire foliacée, étranglée au talon et nettement élargie vers le tiers inférieur, et ce talon possède souvent un renflement axial marqué, caractères qui ne sont pas présents sur l'épée de Cambes. Quelques épées d'Hemigkofen²⁵ présentent, il est vrai, des caractères très atténués, avec des lames peu élargies : c'est le cas, par exemple, de l'épée n° 1 de la Loire à Bellevue en Sainte-Luce-sur-Loire (Loire-Atlantique)²⁶ qui demeure cependant plus pistilliforme que notre épée de Garonne. A noter aussi les filets recourbés en crosse d'une épée draguée dans le Tarn à Lasbordes (Albi, Tarn), à lame peu pistilliforme, attribuée à cette même variante Uffhofen²⁷. On serait ici en droit de se demander si des ateliers occidentaux n'ont pas mis en circulation, vers la même époque, une série d'épées à lames peu pistilliformes, de section lenticulaire, à longs ricassos non crantés. Cette série d'épées, peut-être parallèle chronologiquement aux premières épées d'Hemigkofen, serait encore sous l'influence de types archaïques.

En tout cas, les meilleurs points de comparaison pour la lame de Cambes sont — ce n'est pas une surprise — deux autres épées de l'Ouest munies comme elle d'un manche métallique : l'une draguée dans la Dordogne à Port-Sainte-Foy (Dordogne)²⁸, l'autre dans la Loire à Salorges-en-Rézé (Loire-Atlantique)²⁹. Si l'on fait abstraction, pour le moment, des caractères de leur poignée pour ne considérer que leurs lames, elles ont en commun un ensemble de traits :

- lames à bords presque parallèles ou à peine élargies de quelques millimètres seulement au tiers inférieur (celle de Salorges-en-Rézé semble toutefois un peu plus pistilliforme) ;
- section lenticulaire (à tendance losangique à Port-Sainte-Foy) ;
- filets gravés parallèles aux tranchants et se terminant en crosse sous le talon (deux filets à Port-Sainte-Foy et Salorges-en-Rézé, trois à Cambes) ;
- long talon plat, de largeur identique ou à peine inférieure à celle de la lame, particulièrement allongé à Port-Sainte-Foy ;
- ricassos inapparents (très légère courbe à ce niveau à Salorges-en-Rézé) ;
- garde fuyante en V, à échancrure en arc très ouvert.

En outre, les talons des épées de Salorges et de Port-Sainte-Foy portent un fin décor qui n'apparaît pas à Cambes : à Salorges, des motifs gravés en V juxtaposés au talon et des pointillés en ligne soulignant les «crosses» ; à Port-Sainte-Foy, un décor assez particulier, lignes verticales de fin pointillé sur une face, motifs plus complexes et désordonnés sur l'autre, de lignes serpentiformes subverticales aux ondulations plus ou moins serrées. Ce décor diffère de celui des «premières épées décorées» de la zone orientale, définies par J.D. Cowen (1955), par exemple du type de Forel dont un exemplaire encore inédit a été découvert à Bordeaux même³⁰ et qui doit être un peu plus récent.

Le manche

Les manches d'épée au pommeau à sommet arrondi, subconique ou mamelonné, en champignon, sont fort rares dans notre pays. Par leur forme générale, ils rappellent ceux d'épées à lame effilée du Bronze moyen, du type Le Cheylounet, déjà mentionné, d'où ils pourraient lointainement dériver. C'est là en tout cas un caractère occidental, contrastant avec les pommeaux à disque plat ou concave sommé d'un bouton, caractéristiques d'un domaine oriental qui englobe à cet égard l'Europe du sud-est, du centre et du nord.

Ce petit ensemble occidental ne saurait être assimilé aux épées à pommeau globuleux et subphérique d'Europe nordique ou d'Allemagne, parfois confondues, sous le nom d'épées à pommeau rond (*Rundknaufschwertern*) avec d'autres variétés d'époques diverses³¹. Quelques

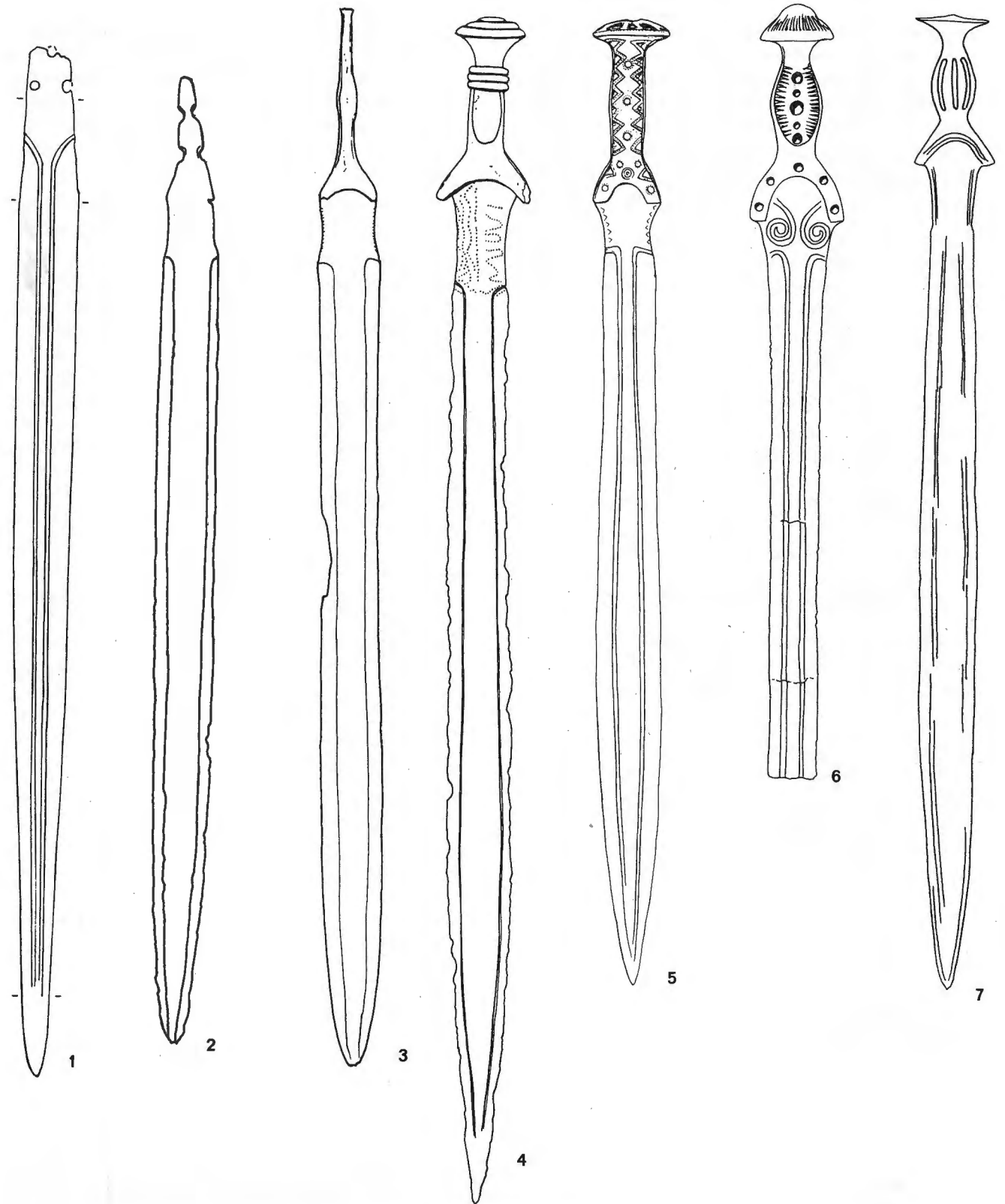


Fig. 3. — Quelques épées comparables :

- 1- Épée de bronze de type Rixheim, dragage de la Dordogne à Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt (Dordogne). D'après Coffyn (1979).
- 2- Épée de bronze apparentée au type Monza, dragage de la Dordogne à Gagnac (Haute-Garonne). D'après Clottes (1976).
- 3- Épée de bronze à soie apparentée au type Monza, grotte de Pène Blanche à Herran (Haute-Garonne). D'après Giraud (1986).
- 4- Épée à manche de bronze, dragage de la Dordogne à Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt (Dordogne). D'après Coffyn (1979).
- 5- Épée à manche de bronze ajouré, dragage de la Loire à Salorges, Rézé (Loire-Atlantique). D'après Briard (1965).
- 6- Épée à manche de bronze ajouré, Les Rivières à Forges d'Aunis (Charente-Maritime). D'après Gomez, Gachina et Coffyn (1981).
- 7- Épée à manche de bronze ajouré, dragage de la Saône au Port Perrier, Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). D'après Bonnamour et Mordant (1988).

21. Schauer, 1971.

22. Schauer, 1971.

23. Cowen, 1955.

24. Gaucher et Mohen, 1972.

25. Variante Uffhofen de P. Schauer, 1971.

26. Briard, 1965.

27. Schauer, l.c.

28. Coffyn, 1979.

29. Briard, 1965.

30. Roussot-Larroque, à paraître.

31. Müller-Karpe, 1961.

exemples seulement de ces dernières sont connus en France : pommeau « en rognon » d'une épée du dépôt de Petit-Villatte à Neuvy-sur-Barangeon (Cher), pommeau globuleux subphérique d'épées de la Loire à Orléans ou de la Saône entre Tournus et Farges (Saône-et-Loire) ³². Ces dernières se rapprochent de types représentés, dans l'ouest de l'Allemagne, par des épées de la Moselle et du Rhin à Mayence ³³, mais ne ressemblent pas à celle de Cambes.

En revanche, des poignées proches de celle de Cambes par leur pommeau bombé et la présence fréquente de décors ajourés, existent sur plusieurs épées dont les lames ne sont cependant pas toutes du même type :

- épée de Salorges-en-Rézé (Loire-Atlantique) ³⁴ ;
- épée de Port-Sainte-Foy (Dordogne) ³⁵ ;
- épée de Forges-d'Aunis (Charente-Maritime) ³⁶ ;
- épée de Souillac (Lot) ³⁷ ;
- épée de Trèbes (Aude) ³⁸ ;
- épée (réduite à la poignée) du dépôt d'Octon (Hérault) ³⁹ ;
- épée de la Saône à Grigny (Rhône) ⁴⁰ ;
- épée de la Saône à Port-Ferrier, Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) ⁴¹ ;
- épée de la Saône à Jean de Saône, Montbellet (Saône-et-Loire) ;
- épée de Hitzkirch (Lucerne, Suisse) ⁴².

Une autre épée ⁴³ est signalée en outre par H.J. Hundt, mais sans détails précis, pour comparaison avec celle de Hitzkirch. Nous ignorons si elle appartient au même ensemble.

Les pommeaux se distinguent par des détails de forme et d'ornementation : léger mamelon central (Forges-d'Aunis, Hitzkirch) ou faible rayon de courbure (Chalon-sur-Saône, Salorges), contour subcirculaire (Cambes, Forges-d'Aunis, Chalon-sur-Saône, Hitzkirch) ou ovale (Souillac, Octon, Port-Sainte-Foy, Grigny). Souvent ces pommeaux ont un décor ajouré : fentes radiales (Forges-d'Aunis, Hitzkirch)

ou parallèles (Souillac), ouvertures triangulaires (Salorges-en-Rézé), circulaires (Trèbes, Souillac) ou en arceau (Cambes). Ces motifs ajourés pouvaient permettre l'incrustation d'éléments organiques contrastants avec le métal. A Grigny, le pommeau ovale est cannelé, à Port-Sainte-Foy, il est décoré d'incisions concentriques, à Octon, il paraît lisse.

Les fusées montrent une notable diversité dans la forme et le décor : elles peuvent être subcylindriques simples (Salorges-en-Rézé) ou à bourrelets (Cambes, Port-Sainte-Foy), ou le plus souvent renflées en leur milieu (Forges-d'Aunis, Souillac, Trèbes, Hitzkirch, Chalon-sur-Saône, Port-Sainte-Foy, Port-Ferrier...). A Octon, le renflement médian est bordé, en haut et en bas, de deux bourrelets juxtaposés. Ce caractère dépend normalement de la forme de la languette à laquelle s'adaptait la poignée : légèrement renflée pour les épées pistilliformes atlantiques comme à Souillac, Trèbes ou Montbellet, elle s'élargit davantage pour loger le renflement médian de la fusée des épées de Forel, comme à Chalon-Port-Ferrier... A Forges-d'Aunis, pourtant, sur une languette très courte, probablement retaillée, on a coulé une garde avec des «joutes» renflées, dont la poignée ajustée ensuite épouse la forme. Ici, le renflement médian de la fusée a donc été délibérément recherché. En revanche, à Port-Sainte-Foy, la poignée, coulée également en plusieurs opérations, tend plutôt vers la forme cylindrique. Cette forme subcylindrique des fusées des épées de Salorges, Cambes et Port-Sainte-Foy suggérerait l'existence, sous la poignée coulée, d'une languette plate bipartite ou d'une soie prolongeant la lame, plutôt que d'une languette tripartite.

Les décors des fusées sont pratiquement tous différents : deux bourrelets espacés à Cambes, deux groupes de deux bourrelets juxtaposés à Octon, trois bourrelets accolés au tiers supérieur à Port-Sainte-Foy. Ces reliefs n'évoquent

32. Mohen, 1971.

33. Hundt, 1965.

34. Briard, 1965.

35. Coffyn, 1979.

36. Gomez, Gachina, Coffyn, 1981.

37. Mohen, 1971.

38. Guilaïne, Vaquer, Rancoule, 1989.

39. Roudil, 1972.

40. Chapotat, 1973.

41. Bonnamour, Mordant, Nicolardot, 1976.

42. Hundt, 1984.

43. Corent, Puy-de-Dôme, Musée Bargouin à Clermont-Ferrand.

Fig. 4. — Poignées d'épées comparables :

1- Epée de bronze à longs ricassos crantés et filets gravés terminés en crosse, Lasbordes (Tarn). D'après Guilaïne (1972).

2- Epée à poignée métallique de Port-Sainte-Foy (Dordogne). D'après Coffyn (1979).

3- Epée à poignée métallique et pommeau ajouré de Rézé (Loire-Atlantique). D'après Briard (1965).

4- Epée à poignée métallique de Forges d'Aunis (Charente-Maritime), autopsie des étapes de fabrication du manche d'après la radiographie :

a- garde retaillée ; b- adjonction d'une pièce intermédiaire en bronze comportant la garde, l'âme de la fusée et un appendice pour la fixation du pommeau ;

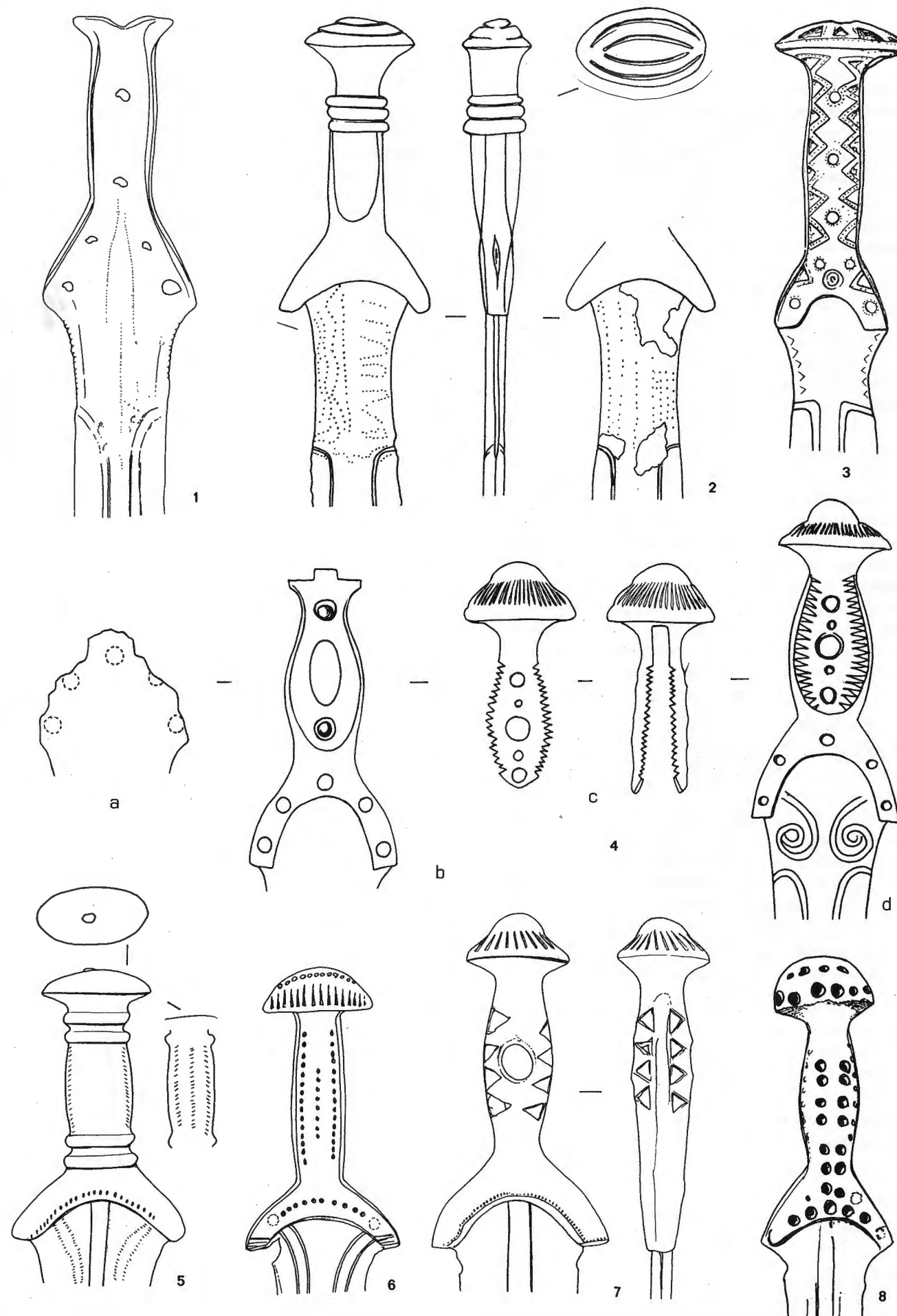
c- pièce comportant le pommeau et deux coques à fixer sur chaque face de la fusée ; d- le montage dans son état actuel. D'après Gomez, Gachina et Coffyn (1981).

5- Epée à poignée métallique d'Octon (Hérault). D'après Roudil (1972).

6- Epée à poignée métallique de Souillac (Lot). D'après Mohen (1971).

7- Epée à poignée métallique de Hitzkirch (canton de Lucerne, Suisse). D'après Hundt (1984).

8- Epée à poignée métallique de Trèbes (Aude). D'après Guilaïne, Vaquer et Rancoule (1989).



que de très loin les classiques poignées à trois bourrelets d'Europe centrale, tel le type d'Erlach, à pommeau à bouton, dont un exemple a été dragué dans la Maine à Angers. Deux bourrelets semblables décorent la bouterolle (?) de l'épée de Courtavant (Aube), du type de Rixheim⁴⁴, pièce incomplète qui d'ailleurs, par ses dimensions comme par son pommeau à sommet arrondi, ressemble étrangement aux pièces qui nous occupent.

Dans le groupe occidental, certaines fusées sont ajourées : découpes triangulaires le long des bords (comme au pommeau et à la garde) à Salorges-en-Rézé, jours triangulaires également à Hitzkirch, fentes longitudinales à Chalon-sur-Saône, courtes fentes transversales à Forges-d'Aunis, perforations circulaires à Souillac et à Trèbes. Ces jours ou cannelures pouvaient recevoir des incrustations de métal ou de divers matériaux organiques colorés. Un décor pointillé ou hachuré, comme à Cambes, s'observe parfois, par exemple à Octon (lignes verticales de fines hachures sur les côtés) ; à Chalon, c'est un X pointillé sur le haut de la fusée, comme sur l'épée de la Garonne. Enfin, sur la fusée de certaines poignées métalliques, on a voulu imiter le rivetage, nécessaire pour les poignées en matériau organique, mais inutile ici : ainsi, la fusée de l'épée de Salorges porte des cabochons simulant des têtes de rivets, celle d'Hitzkirch possède une large ouverture centrale circulaire, sans doute destinée à recevoir une incrustation ; même dispositif mais plus complexe à Forges-d'Aunis, avec cinq ouvertures de taille inégale sur la ligne médiane.

La garde étroite et courte de l'épée de Cambes, avec ses épaules fuyantes dont les angles débordent peu de la lame, est assez proche de celle de Salorges. Peu différente de forme, la garde de l'épée de Port-Sainte-Foy est un peu débordante sur les côtés. Celle des épées de Souillac, Trèbes, Chalon ou Hitzkirch, ajustées à des lames pistilliformes à large talon, sont plus larges et moins fuyantes que celle de Cambes, mais présentent invariablement une échancrure en arc très ouvert, de même que celle d'Octon. Seule l'épée de Forges-d'Aunis (dont la lame plus étroite, à bords parallèles, rappelle des types plus anciens) s'écarte des précédentes par sa garde arquée et enveloppante en U.

Ces gardes sont le plus souvent décorées : échancrures triangulaires à Salorges, ouvertures circulaires à Trèbes et Souillac, trous de rivets simulés à Forges-d'Aunis, fente arciforme et lignes pointillées à Chalon, ligne pointillée seule à Hitzkirch comme à Cambes et à Octon. Le décor souligne le plus souvent l'échancrure de la garde, mais il suit parfois aussi le contour des épaules (Cambes, Octon).

Datation de l'épée de Cambes

Au fil des comparaisons portant séparément sur la lame et le manche de l'exceptionnelle épée de Cambes, s'est progressivement dégagée la probabilité d'une attribution à la fin de la première phase du Bronze final (Bronze final 2a/Ha A1). On pourrai évidemment la rajeunir un peu, si l'on prenait en considération le décor d'arceaux bordés de pointillés du pommeau, qui n'est pas sans rappeler le décor de certaines têtes d'épingles du Ha A2/B1. Mais, compte-tenu de la majorité des caractères de la lame et de la poignée, l'arme girondine nous paraît quelque peu antérieure aux épées pistilliformes atlantiques et au type de Forel, et légèrement antérieure (ou à la rigueur parallèle) aux premières apparitions de l'épée d'Hemigkofen, que l'on situe à la transition Bronze final 2a/2b.

Technique de fabrication des poignées métalliques

L'étude technique n'a pu être systématiquement faite pour la totalité de ces épées. Seules quelques-unes ont été radiographiées : Forges-d'Aunis, Port-Sainte-Foy, Souillac, Grigny et Hitzkirch. On sait qu'elles ont été obtenues par coulée à la cire perdue sur noyau d'argile, technique connue dès la fin du Bronze ancien, mais perfectionnée par la suite. Pour les poignées à pommeau plein, ; l'évent permettant le dégazage à la coulée était ensuite dissimulé par divers procédés ; à Octon, il semble avoir été bouché par insertion d'une tige métallique. Pour d'autres épées, les motifs ajourés au pommeau, à la fusée ou à la garde, ajoutaient vraisemblablement à leur valeur décorative une fonction utilitaire pour le dégazage. L'élimination des restes du noyau central pouvait également être facilitée par l'existence d'ouvertures à jour ménagées dans la fusée. Dans certains cas, il est établi que la poignée a été coulée directement par coulée secondaire sur la lame (Hitzkirch, Grigny)⁴⁵.

Dans d'autres cas, une suite d'opérations plus compliquées a été nécessaire. Une pièce représentant la poignée, ou une partie de celle-ci, a été fondue séparément. Dans l'un des cas étudiés (Souillac) cette pièce comportait le pommeau et une partie fourchue formant deux coques, correspondant aux deux faces de la fusée et de la garde : la languette de l'épée a alors été insérée entre ces deux coques réunies par le pommeau, et le tout a ensuite été martelé pour ajustage, puis riveté pour assurer une fixation solide du manche à la lame⁴⁶. A Port-Sainte-Foy, la chaîne opératoire semble avoir été encore plus complexe. Dans un premier temps, le

fondeur aurait coulé sur la languette de l'épée une pièce comportant la garde, prolongée par deux montants latéraux formant les «joues» de la fusée. Dans un deuxième temps, aurait été coulée, sur cette première pièce, une seconde, comportant le pommeau et une partie fourchue qui vient s'insérer entre les montants latéraux⁴⁷. A Forges-d'Aunis, enfin, la radiographie a révélé une étonnante suite d'opérations ayant abouti à la poignée que l'on voit actuellement. Partis d'une lame à languette brisée, grossièrement retaillée, les bronziers l'ont d'abord pourvue, par coulée directe, d'une languette tripartite, à forts rebords, d'un type assez différent de celle qu'elle devait posséder à l'origine, avec une garde massive, le tout assujéti en outre à la lame par un rivet central. Là-dessus a été fixée ensuite une pièce coulée à part, formée comme dans l'exemple précédent d'un pommeau et d'une partie fourchue où vient s'insérer la fusée. La solidité de l'ensemble a été ensuite assurée par rivetage.

Pourquoi ces opérations complexes, alors qu'il semblerait plus simple de procéder par coulée directe en une seule fois, comme ce fut sans doute le cas à Cambes ? Faut-il penser, comme l'a suggéré H.J. Hundt⁴⁸, que les compétences techniques nécessaires à la fabrication des manches métalliques d'épées n'étaient pas, à une époque donnée, également répandues dans toutes les provinces métallurgiques ni tous les ateliers ? Au près de maîtres fondeurs dont il compare le génie à celui de Léonard de Vinci, devaient exister de petits artisans, bricoleurs astucieux travaillant individuellement et ne produisant pas en grande série. Pourtant, «la technique de coulée montre que ces petits artisans dominaient parfaitement tous les procédés connus à cette époque et qu'ils déployaient beaucoup d'imagination dans leur utilisation»⁴⁹. L'extrême variété de ces poignées métalliques d'origine occidentale contraste, effectivement, avec l'homogénéité plus marquée des types de manches de bronze des épées nordiques ou centre-européennes, produits en série dès la fin du Bronze moyen et le début du Bronze final.

Il est toutefois surprenant de constater, au-delà des variantes de forme et de décor de ces manches d'épées occidentales, des similitudes de conception et de réalisation. C'est sans doute avec l'épée de Salorges-en-Rézé que l'épée de

Cambes présente le plus de points communs, mais il existe un incontestable «air de famille» entre des poignées greffées pourtant sur des lames de types différents, issues d'ateliers vraisemblablement éloignés, et probablement échelonnées dans le temps. Des caractères stylistiques apparentés rapprochent ainsi les poignées ajustées tantôt à des types «orientaux» (épée de Forel de Chalon-sur-Saône), tantôt à des types «atlantiques» (épées pistilliformes de Souillac, Trèbes ou Montbellet ; épée en langue de carpe (?) de Grigny). Ainsi des styles et techniques apparentés gouvernent la production des manches métalliques assujétis à des lames à soie ou languette bipartite de la phase ancienne du Bronze final (peut-être Forges-d'Aunis, et sans doute Cambes et Port-Sainte-Foy), d'une période déjà avancée de la phase moyenne (Chalon-sur-Saône, Souillac, Trèbes, Montbellet) et même peut-être de la phase finale (Grigny).

Faudrait-il croire que des lames démodées étaient remises au goût du jour par l'adjonction de manches métalliques ? Quoi que l'exemple de Forges-d'Aunis semble suggérer, il semble peu probable que ç'ait été une règle générale. Ne faudra-t-il pas plutôt envisager l'existence d'une véritable école occidentale, encore méconnue ? Son origine se trouve-t-elle dans le groupe des épées du type Le Cheylounet, du début du Bronze moyen, comme le suggéreraient certaines particularités stylistiques (pommeau à sommet arrondi ou sub-conique) et technologiques (coulée directe en une seule pièce) voire même la répartition géographique des trouvailles ? En tout cas, les premières productions d'épées à manche métallique de cette école, dès le début du Bronze final, ont été à leur tour à l'origine d'une longue tradition stylistique et technologique.

Conclusion

Par cette autopsie de l'épée à manche de bronze de Cambes, nous avons tenté d'en montrer l'exceptionnel intérêt scientifique. Reste à espérer qu'elle n'ait pas disparu à tout jamais et qu'il soit enfin possible, dans un avenir pas trop lointain, d'en compléter l'étude par les analyses et les radiographies qui seules permettraient de reconstituer les gestes techniques de l'un de ces étonnants bronziers occidentaux.

44. Sandars, 1957.

45. Chapotat, 1973 ; Hundt, 1984.

46. Mohen, 1971.

47. Gomez, Gachina et Coffyn, 1981.

48. 1965-1984.

49. Hundt 1984.

Bibliographie

- L. Bonnamour, Les épées de Rixheim-Monza et leur répartition en France, *Rev. Arch. de l'Est et du Centre-Est*, 1966, p. 7-27.
- L. Bonnamour, Quelques trouvailles inédites de l'âge du Bronze dans la Saône et le Doubs, *Bull. Soc. Préhist. Franç.*, 64, 1967, p. 773-784.
- L. Bonnamour, Nouvelles épées protohistoriques en bronze, *Bull. Soc. Préhist. Franç.*, 69, 1972, p. 618-625.
- L. Bonnamour, C. Mordant, J.-P. Nicolardot, Les civilisations de l'âge du Bronze en Bourgogne, *La Préhist. Franç.*, II, 1976, p. 601-617.
- L. Bonnamour, C. Mordant, La phase moyenne du Bronze final (IIb-IIIa) en Bourgogne orientale, *Actes du Colloque de Nemours 1986 «Le groupe Rhin-Suisse-France-orientale et la notion de civilisation des Champs d'Urnes»*, p. 363-372.
- J. Briard, *Les dépôts bretons et l'âge du Bronze atlantique*, Rennes, Becdelièvre, 1965.
- G. Chapotat, Les dragages de Grigny (Rhône) : inventaire des trouvailles et études des épées de l'âge du bronze, *Rev. Arch. de l'Est*, 93-94, 1973, p. 341-359.
- J. Clottes, Trois nouvelles armes du Bronze final de la région toulousaine, *Bull. Soc. Préhist. Franç.*, 73, 1976, p. 116-120.
- A. Coffyn, Objets de bronze dragués dans la Dordogne à Port-Sainte-Foy (Dordogne), *Rev. Hist. et Arch. du Libournais*, 47, 1979, p. 3-16.
- J.-D. Cowen, Eine Einführung in die Geschichte der bronzenen Griffzungenschwerter in Süddeutschland und den angrenzenden Gebieten, 36. *Ber. Römisch-Germanisch. Kommission*, 1955, p. 52-155.
- J.-D. Cowen, The origins of the flange-hilted sword of bronze in continental Europe, *Proceedings of the Prehist. Soc.*, 32, 1966, p. 262-312.
- G. Gaucher, J.-P. Mohen, *Typologie des objets de l'âge du Bronze en France, 1. Epées*, Soc. Préhist. Franç., Commiss. du Bronze, Paris, 1972.
- J.-P. Giraud, Une épée de bronze découverte à Pène Blanque (commune de Herran, Haute-Garonne), *Bull. Soc. Préhist. Franç.*, 83, 1986, p. 221-224.
- J. Gomez, J. Gachina, A. Coffyn, *Nouvelles considérations sur l'épée du Bronze final de Forges-d'Aunis (Charente-Maritime)*, *Bull. Soc. Préhist. Franç.*, 78, 1981, p. 123-128.
- J. Guilaïne, *L'âge du Bronze en Languedoc occidental*, Roussillon, Ariège, Paris, Klincksieck, 1972.
- J. Guilaïne, J. Vaquer, G. Rancoule, *Carsac et les origines de Carcassonne*, Carcassonne, Gabelle, 1989.
- H. J. Hundt, Zu einigen westeuropäischen Vollgriff-schwertern, *Jahrbuch des Röm-German. Zentralmuseums Mainz*, 9, 1962, p. 20-57.
- H. J. Hundt, Produktionsgeschichtliche Untersuchungen über den bronzezeitlichen Schwertguss, *Jahrbuch des Röm-German. Zentralmuseums Mainz*, 12, 1965, p. 41-58.
- H. J. Hundt, Une épée en bronze du début de l'âge du Bronze. Une production de l'Est de la France, provenant de la Suisse occidentale, *Éléments de pré- et protohistoire européenne. Hommages à J.-P. Millotte*, Paris, Belles Lettres, 1984, p. 393-398.
- J.-P. Mohen, Quelques épées à poignée métallique de l'âge du Bronze conservées au Musée des Antiquités Nationales, *Antiquités Nationales*, 1971, p. 29-46.
- H. Müller-Karpe, *Beiträge zur Chronologie der Urnenfelderzeit nördlich und südlich der Alpen*, Berlin, De Gruyter, 1959.
- H. Müller-Karpe, *Die Vollgriffschwerter der Urnenfelderzeit aus Bayern*, München, 1961.
- H. Müller-Karpe, Zur spätbronzezeitlichen Bewaffnung in Mitteleuropa, *Germania* 40, 1962, p. 255-287.
- H. Reim, *Die spätbronzezeitlichen Griffplatten, Griffdorn und Griffangelschwerter in Ostfrankreich*, München, Beck, 1974 (PBF, IV, 3).
- J.-L. Roudil, *L'âge du Bronze en Languedoc oriental*, Paris, Klincksieck, 1972.
- A. Roussot, Trois épées du Bronze final d'Aquitaine, *Bull. Soc. Préhist. Franç.*, 69, 1972, p. 121-124.
- A. Roussot, Instruments perforés de la Gironde connus par des dessins anciens, *Rev. Hist. de Bordeaux et du départ. de la Gironde*, 14, 1978-79, p. 5-14.
- J. Roussot-Larroque, Hache-marteau en bois de cerf de Langoiran (Gironde), *Rev. Hist. et Arch. du Libournais*, 44, 1976, p. 20-25.
- J. Roussot-Larroque, Pour un Musée préhistorique imaginaire. Documents inédits des archives de la Société archéologique de Bordeaux, *Bull. Soc. Archéol. de Bordeaux*, 73, 1982, p. 23-49.
- N.-K. Sandars, *Bronze Age Cultures in France*, Cambridge, University Press, 1957.
- P. Schauer, *Die Schwerter in Süddeutschland, Österreich, und der Schweiz, I*, München, Beck, 1971 (PBF, IV, 2).
- E. Sprockhoff, *Die germanischen Griffzungenschwerter*, Röm. Germ. Forschungen, V, Berlin-Leipzig, 1931.

Les arcs polylobés dans l'art roman du Bordelais, de l'Angoumois et de la Saintonge

par Laurence Ricard¹

L'utilisation de l'arc polylobé dans l'architecture romane a été signalée par de nombreux auteurs comme faisant partie du répertoire décoratif sans qu'ils cherchent à approfondir les raisons de son emploi. On peut considérer son origine musulmane comme un fait acquis, mais il manque de reconnaître les étapes entre sa création et son implantation dans nos régions.

Le présent travail est centré sur trois provinces de l'Ouest de la France : la Saintonge, l'Angoumois et le Bordelais. Le choix du cadre géographique a été guidé par l'importance du patrimoine sculptural et architectural dans ce secteur. Or une conception purement décorative de l'arc polylobé paraît en contradiction avec la démarche esthétique des artistes romans.

Une enquête bibliographique et une prospection sur le terrain ont permis d'établir un catalogue des édifices décorés d'arcs polylobés. Cette étape a servi de support à une étude typologique. Après avoir identifié dans leur forme les modèles saintongeais, angoumois et bordelais, nous envisagerons une étude comparative avec les exemples qu'offrent l'art musulman et l'art roman.

Hypothèses sur les origines de l'arc polylobé

Plusieurs auteurs ont défini ce qu'était un arc polylobé. Georges Marçais, spécialiste d'art musulman, en donne une courte définition : «c'est un arc découpé en lobes circulaires». Henri Terrasse complète un peu la formule : «un arc se profilant en larges lobes que séparent de minces pointes» ; il fait ici allusion à une partie de l'arc polylobé qui aura pour nous une grande importance, le lambrequin.

L'origine de cette forme d'arc est un problème qui a toujours intéressé les spécialistes². De nombreuses hypothèses ont été proposées pour essayer de retracer son cheminement à travers les siècles.

L. Torres-Balbas nous propose une très intéressante démonstration³. Pour lui, l'arc polylobé, tel qu'on le rencontre dans l'art musulman, serait issu d'un motif décoratif romain : la coquille, qui tapissait le fond des niches, se serait transformée au cours des âges et des civilisations. On trouve de nombreux exemples de voûtes à coquille, en particulier sur des sarcophages byzantins du Ve siècle⁴ (fig. 1-2).

1. Ce sujet a fait l'objet d'un mémoire de maîtrise, sous la direction du Professeur Jacques Lacoste de l'Université Bordeaux III, qui nous a confié ce sujet et nous a prodigué de précieux conseils. Nous tenons tout particulièrement à remercier Pierre Régado-Saint Blancard pour son aide.
2. G. Marçais, *Manuel d'art musulman, architecture*, I, Paris, 1926, et *L'architecture musulmane d'Occident*, 1954. L. Torrès-Balbas, «Nichos y arcos lobulados», *Al Andalous*, 1956, p. 147-173. L. Golvin, *Essai sur l'architecture religieuse musulmane*, notamment tomes I et IV, 1970. H. Terrasse, *L'art hispano-mauresque des origines au XIIIe siècle*, Paris, 1932. E. Mâle, «Les influences arabes dans l'art roman», *Revue des deux mondes*, 1923, p. 311-343.
3. L. Torrès-Balbas, «Nichos y arcos lobulados», *art. cit.*, p. 147.
4. Par exemple sur celui de saint Barbaziano à Ravennes, cf L. Torrès Balbas, *ibid.*



Fig. 1. — Dessin d'après T. Balbas, sarcophage de San Barbaziano, Ravenne, Ve siècle.

Ce décor serait passé dans l'art wisigoth et se serait implanté en Espagne dont les plus beaux exemples se trouvent dans la région de Mérida. Dans le même temps, en Egypte, l'art copte héritait également de ce motif⁵. Il est donc logique de le retrouver dans le monde hispano-mauresque, le plus fréquemment pour marquer l'entrée du mihrab, l'endroit le plus important de l'édifice⁶.

Torrès-Balbas tente d'expliquer la transformation de la niche à coquille en arc polylobé. La niche ainsi voûtée, une fois plaquée sur le mur, aurait perdu de sa profondeur. Son profil serait issu de la rencontre de la bordure de la coquille avec le plan extérieur du mur, la partie antérieure de la niche délimitant ainsi un arc lobé. Puis les niches seraient devenues des embrasures. Le plus vieil exemple d'arc polylobé aurait été construit dans le palais de Taq-I-Kesra à Ctésiphon (fig. 3) pour le roi sassanide Sapur Ier⁷. On peut mentionner également l'arc polylobé du palais d'Ujaydir, daté de la seconde moitié du VIII^e siècle.

5. *Ibid.*, p. 155.

6. Le mot mihrab, au commencement de l'Islam, désignerait un palais ou une partie de celui-ci. D'après Sauvaget (*La mosquée omeyyade de Médine*, Paris, 1947) le mihrab serait une réplique réduite de l'abside palatine. Dans l'art religieux islamique, il y a interdiction de représenter des figures humaines, les niches sont donc vides.

7. 863-894. Tous les spécialistes de l'art musulman ne partagent cependant pas cette opinion.

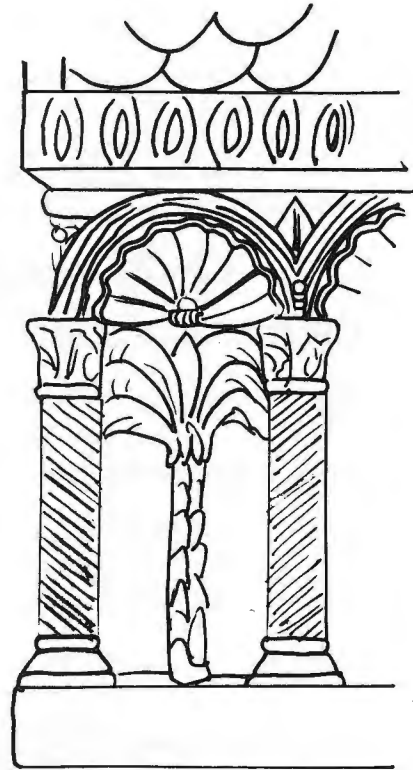


Fig. 2. — Dessin d'après T. Balbas, Saint Apollinaire, Ravenne.



Fig. 3. — Dessin d'après T. Balbas, arc de Ctésiphon.

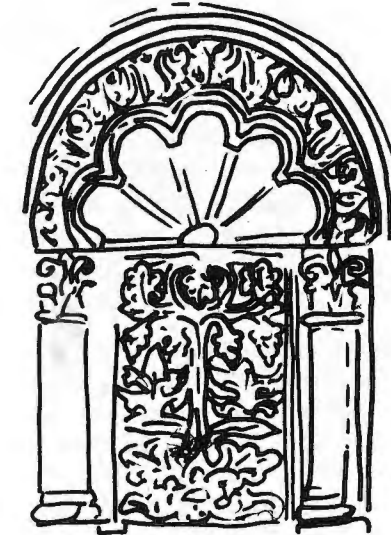


Fig. 4. — Dessin d'après T. Balbas, entrée du mihrab de la mosquée de Kairouan.

Les coupes à coquille ont également pu influencer le motif. Tous les spécialistes s'accordent à dire que la coupole de la grande mosquée tunisienne de Kairouan (fig. 4), datée de 863, a joué un rôle important dans la transformation du motif.

La thèse de L. Torrès-Balbas séduirait assez, sans pour autant être totalement satisfaisante. Lucien Golvin⁸ émet des doutes quant au passage de l'arc polylobé du palais de Ctésiphon par le stade de la coquille. Selon lui ce pourrait être une interprétation d'un motif géométrique tel que des triangles ou des demis cercles plaqués contre le mur.

Les deux thèses contiennent certainement des éléments de vérité. Il semblerait donc plausible que plusieurs origines soient à prendre en considération.

D'origine musulmane, ce motif prend son plein développement sur le sol espagnol : le premier spécimen d'arc polylobé apparaît dans l'agrandissement de la mosquée de Cordoue entrepris sous le règne d'Al Hakam II, au Xe siècle (fig. 5).

8. Lucien Golvin, *Essai sur l'architecture religieuse musulmane*, 1970, tome I, p. 97.

9. Cf H. Terrasse, *L'art hispano-mauresque*..., pl. XIV, XVI et XX.

10. Cf H. Terrasse, *L'art hispano-mauresque*..., pl. LXIV.

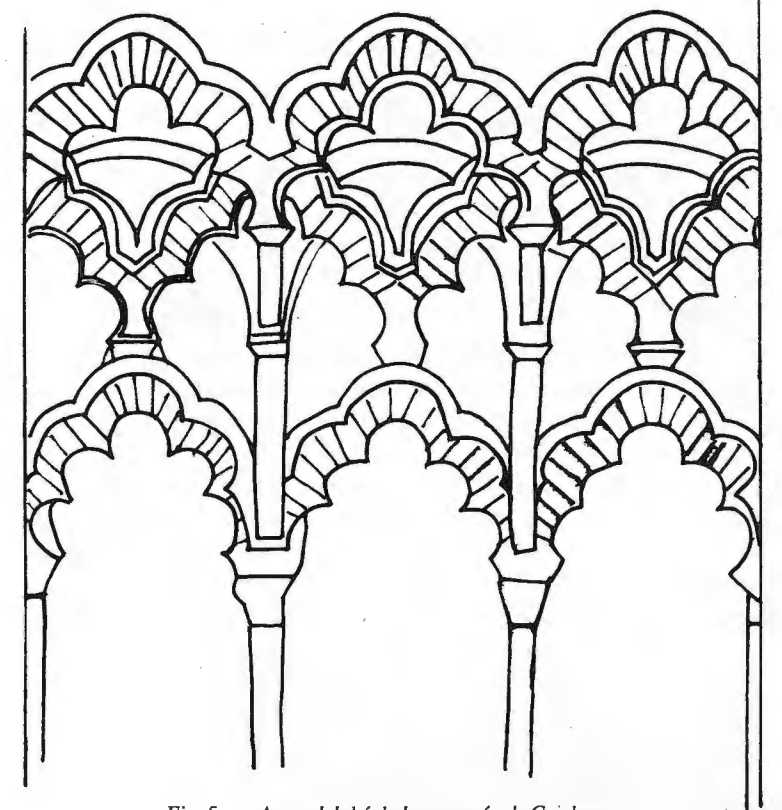


Fig. 5. — Arc polylobé de la mosquée de Cordoue.

Les arcs polylobés musulmans

Entre les différents lobes qui forment l'arc, se trouvent des « lambrequins », dont la forme semble être un bon marqueur typologique. Dans l'art musulman, trois types de lambrequins sont fréquemment utilisés.

Le premier est pointu ; on en trouve de nombreux exemples sur la façade et dans la nef principale de la grande mosquée de Cordoue⁹ (fig. 5), en particulier.

Le second type, très employé dans l'art almoravide puis dans l'art almohade, paraît spécifique du monde musulman. Il a une forme très étroite puis s'évase en une extrémité carrée. Les plus beaux exemples se trouvent dans les grandes mosquées de Tlemcen en Algérie (fig. 6) et de Tinmel au Maroc, ainsi que dans la Koutoubiya de Marrakech au Maroc. Dans une variante de ce type, l'extrémité forme deux petits enroulements : c'est le cas à l'entrée du mihrab de la mosquée de Tinmel¹⁰.

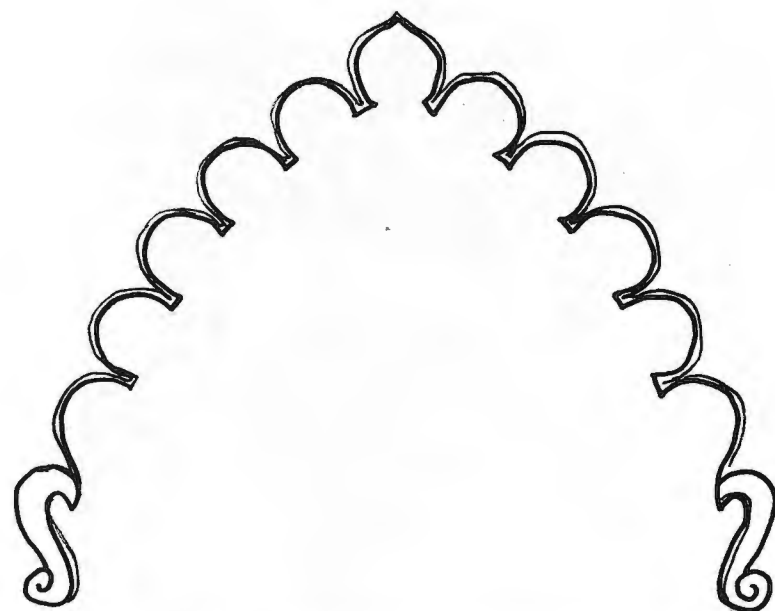


Fig. 6. — Arc polylobé de la mosquée de Tlemcen.

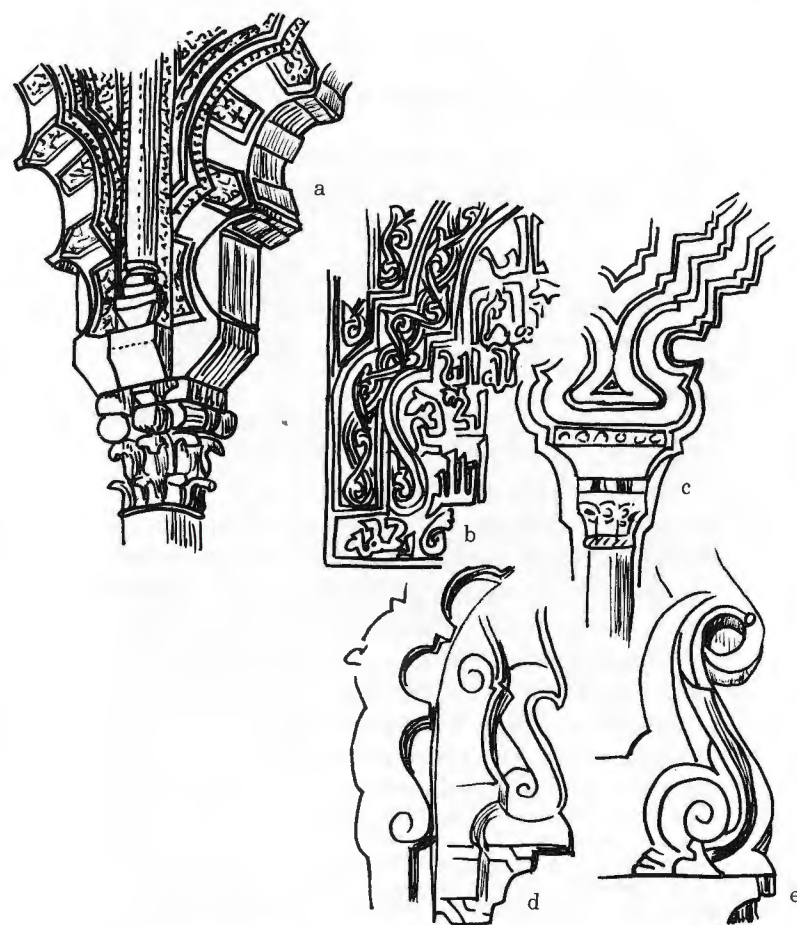


Fig. 8. — Dessin d'après G. Marçais, évolution du motif serpentiforme : a — Cordoue, b — Kairouan, c — Saragosse, d — Tlemcen, e — Rabat.

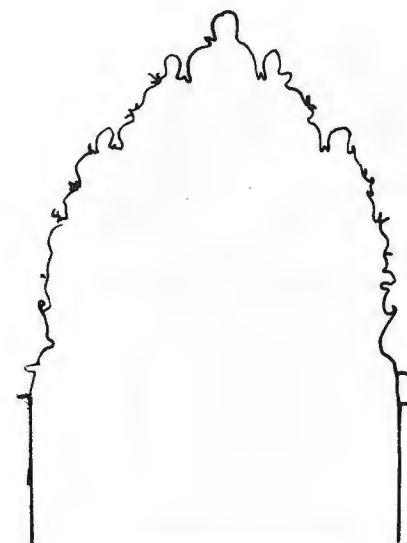


Fig. 7. — Arcade polylobée de la mosquée de Tinnel.

Le troisième type est très particulier. Il pourrait se comparer à une tige animée de loin en loin de petites feuilles et de « fleurs pendantes »¹¹ (fig. 7). Un des meilleurs exemples en est à la mosquée de Tinnel.

Le décor qui accompagne cette forme d'arc est très restreint. Il en est un lui-même du fait de l'entrecroisement, voire de l'enchevêtrement¹², de ses éléments constitutifs. La polychromie anime l'arc et fait donc partie intégrante du système ornemental. Seuls ceux du troisième type, par leur aspect sinueux, végétal et très fleuri, sont, à proprement parler, décorés.

Par la suite, l'art musulman continue d'employer l'arc polylobé tout en le transformant, non pas dans sa conception architecturale mais dans son rôle purement décoratif. Les artistes arabes, surtout hispano-mauresques, en grands ornemanistes qu'ils sont, ont donné à ce motif une légèreté incomparable, le fragmentant à l'extrême jusqu'à en faire une dentelle de pierre. Le plus bel exemple en est le Palais de l'Alhambra à Grenade, daté du XVe siècle, qui témoigne de la persistance du goût pour l'arc polylobé.

11. C'est ce que H. Terrasse appelle « arc à lambrequin ». Il qualifie le lambrequin de « fleur pendante » mais aussi de « stalactite ». cf *L'art hispano-mauresque...*, p. 330.

12. Comme dans l'Aljaferia de Saragosse, cf Terrasse, *L'art hispano-mauresque...*, pl. XXXIX. Là se crée, en particulier, le « motif serpentiforme » — « amortissement en forme de S » tel que le décrit L. Golvin (*Essai sur l'architecture religieuse musulmane*, Tome I, p. 98) — qui résout le problème de la retombée de l'arc sur l'abaque du chapiteau (Fig. 8).

Les arcs polylobés romans de l'Ouest de la France

Ont été recensés 36 édifices, au total une centaine d'arcs regroupés en 45 thèmes architecturaux¹³. Ce sont essentiellement des églises, à quatre exceptions près : deux cloîtres, ou plus spécifiquement deux salles capitulaires, un tombeau et la porte d'une demeure particulière. Liste de ces édifices, avec les éléments de datation connus et les références bibliographiques, est donnée en annexe 1.

Pour la grande majorité, l'arc polylobé est situé sur la façade occidentale, essentiellement au portail. C'est en effet le cas pour les églises d'Aubeterre, de Bassac, de Blanzac, de Chabrac, de Chalais, de Châtres, de Condéon, de Genouillé, de Grézac, de Lalande-de-Pomerol, de Montbron, de Montmoreau, de Neuillac, de Petit-Palais, de Puisseguin, de Queynac, de Saint-Clément-Cabariot, de Saint-Hippolyte-de-Biard et de Vandré. Cet ensemble compte 19 arcs polylobés (fig. 9).

Toujours en façade : 15 arcs décorent des baies ou des arcades de 8 édifices, aussi bien à l'étage qu'au rez-de-chaussée. Ce sont les arcades nord des églises d'Aulnay et de Vandré, les fenêtres d'Agudelle, d'Allas-Bocage et d'Echebrune, les trois baies et la fenêtre de Petit-Palais, les quatre arcatures aveugles et la fenêtre axiale de Plassac, l'oculus de Cressac.

Il arrive également que soit ainsi omée une autre porte de l'église : sur le flanc sud à Blanzac, à Villemartin et sur le flanc nord à Guîtres et à Villebois-Lavalette.

L'arc polylobé n'est pas un élément décoratif uniquement réservé aux murs extérieurs de l'édifice : à Condéon et à Blanzac, une série d'arcades polylobés tapisse le chœur ; à Léoville, le chœur prend le jour par trois baies à voussures polylobées.

L'oculus du mur sud d'Allas-Bocage, la fenêtre de la petite chapelle de l'église de Baignes, les arcades soutenant la tribune au revers de la façade occidentale de Condéon, la porte menant au premier étage de la maison Seguin à La Réole, la salle capitulaire de la collégiale de Saint-Emilion, le tombeau de Pranzac, le chevet de Rioux, le clocher de Saint-Estèphe et le cloître de Trizay ne sont en fait que des exemples ponctuels.

Il est également important de noter que sur 45 thèmes architecturaux, 31 situent les arcs polylobés sur la voussure interne et seulement 14 sur une des voussures supérieures.

13. Nous entendons par « thème architectural » une série cohérente d'arcades. Par exemple nous distinguons pour l'église de Blanzac trois thèmes : les cinq arcades du chœur, le portail occidental et la porte sud qui sont des ensembles autonomes.

Typologie des lambrequins

Pour faire une étude complète, il est nécessaire de prendre en compte un certain nombre de critères structurels (nombre de lobes, nombre et coupure des claveaux), morphologiques (forme du lambrequin, du lobe et de l'arc), mais également décoratifs. Ces éléments sont donnés dans l'annexe 2.

Mais ces différents critères n'ont pas tous le même poids : certains entretiennent des liens privilégiés avec d'autres, soit qu'ils en dépendent, soit qu'ils les causent. Le meilleur marqueur est la morphologie du lambrequin, dont dépend la plupart des critères structurels. La forme de l'arc et celle du lobe, qui en dépend au moins pour partie, paraissent d'un intérêt moindre. Enfin le décor, la sculpture qui anime l'arc, est un habillage qui, pour faire partie intégrante du thème, n'a pas d'effet sur une classification de nos exemples.



Fig. 9. — Petit-Palais, façade occidentale.



Type 1

Arcs polylobés dont le lambrequin est pointu, ce qui est normalement mentionné comme étant un feston. Cette forme de lambrequin résulte de la juxtaposition de deux claveaux contigus, chacun étant simplement évidé en demi cercle. Entre dans cette catégorie, l'oculus d'Allas-Bocage, la fenêtre de Baignes, le chœur de Blanzac, le portail de Grézac, le clocher de Saint-Estèphe et la porte de la Maison Seguin de La Réole (fig. 10).

Type 2

Arcs polylobés dont le lambrequin a une forme générale carrée. C'est, en quelque sorte, un lambrequin de type 1 tronqué et sans aucun décor. On en trouve aux fenêtres extérieures d'Agudelle et d'Allas-Bocage, aux fenêtres intérieures de Léoville, aux portails de Genouillé, de Saint-Clément-Cabariot et de Saint-Hippolyte-de-Biard (fig. 11).

Type 3

Il diffère des deux précédents parce qu'il amorce un système décoratif un peu plus complexe. Chaque lobe est bordé, sur toute sa longueur, d'un bourrelet. Le lambrequin juxtapose les bourrelets des deux lobes contigus. On l'observe aux portails sud de Blanzac et de Montbron, dans le chœur et sous la tribune occidentale de Condéon, sur la façade de Plassac et dans le cloître de Trizay (fig. 12).

Fig. 10. — La Réole, Maison Seguin, porte d'accès au premier étage.

Type 4

Arcs dont les lambrequins sont également à deux éléments, mais à l'extrémité beaucoup plus ouvragée. Le lobe est ceint d'un bandeau se terminant, de chaque côté, par un enroulement que l'on pourrait aussi appeler volute. Comme

précédemment, le lambrequin est formé de la juxtaposition de ces deux enroulements. On en trouve des exemples aux portails occidentaux Blanzac, de Montmoreau et de Vandré, ainsi qu'à la baie nord, et au portail sud de Villemartin (fig. 13).



Fig. 12. — Condéon, partie supérieure du portail ouest.

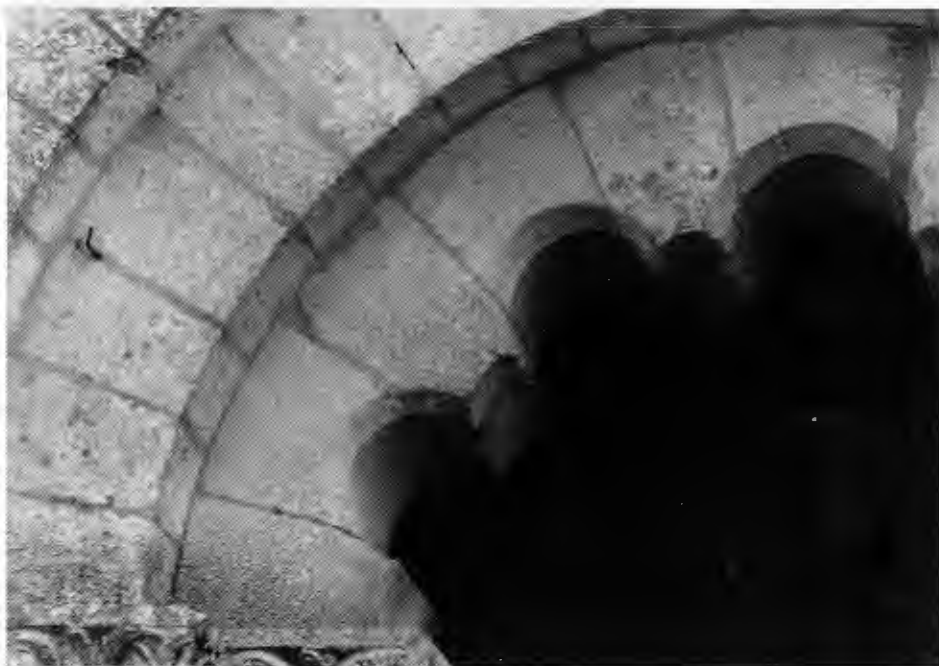


Fig. 11. — Saint-Clément-Cabariot, détail du portail ouest.



Fig. 13. — Villemartin, porte sud.



Fig. 14. — Lalande-Pomerol, partie supérieure du portail ouest.



Type 5

A la différence du type 4, entre les deux volutes s'insère une petite languette pointue. Le lambrequin prend alors l'allure d'un fleuron. Les portails d'Aubeterre, de Bassac, de Chalais, de Châtres, de Lalande-de-Pomerol, de Neuillac, de Petit-Palais, ainsi que les deux arcs latéraux de cette église, ceux de Puisseguin et de Vandr , une des portes nord de Guîtres, celle du transept sud de Villebois-Lavalette, le chevet de Rioux et la fenêtre d'Echebrune en sont des illustrations (fig. 14-15).

La grande majorité des arcs recensés entrent dans cette classification. Il y a pourtant quelques exemples qui lui échappent. La baie axiale et la baie latérale nord situées au premier étage de la façade de Petit-Palais sont décorées d'arcs polylobés aux lambrequins en forme de tête d'animal (fig. 16). Celui qui orne l'intrados du portail de Chabrac est

Fig. 15. — Petit-Palais, détail de l'arc polylobé du portail ouest.



Fig. 16. — Petit-Palais, fenêtre axiale de l'étage.



Fig. 17. — Montmoreau, portail, décor de l'arc polylobé.

très abîmé et, dans cette mesure, pourrait éventuellement être assimilé au type 4 ; cependant, il ressemblerait plus au style de lambrequin à copeaux fréquemment utilisé dans le Limousin, comme dans les  glises de Tulle, du Vig ois, de Saint-Yrieix et bien d'autres.

Les autres critères morphologiques des arcs

Cette classification est à mettre en relation avec le mode de découpe de l'arc en claveaux ¹⁴. En Saintonge, en Angoumois et en Bordelais, dans 70% des  glises, les lambrequins ne sont pas coupés : cela correspond aux 70% des arcs dont les lambrequins sont les plus ouvragés (types 3, 4 et 5). Cette démarche est logique, car, lorsque le lambrequin est très bien travaillé, lorsqu'il est sculpté avec soin, il est préférable de le tailler d'un seul tenant. Il est alors traité comme une sculpture à part entière : c'est en définitive l'élément sculpté le plus important de l'arc. Les  glises de l'Ouest de la France et plus particulièrement celles de Saintonge sont réputées pour leur sculpture ; on comprend pourquoi, même sur des édifices généralement peu décorés, les artistes médiévaux n'ont pas pu laisser passer l'occasion de montrer leur habileté et leur savoir-faire.

Aux lambrequins de type 1, correspondent généralement des arcs présentant autant de lobes que de claveaux ; ils sont pratiquement toujours entiers. Au type 2, s'associent des arcs aux lobes formés d'un seul claveau ; le nombre de

lobes est souvent supérieur à la moyenne (6) ; les lambrequins sont généralement coupés. A ceux de type 3, indifféremment coupés ou entiers, correspondent des arcs dont le nombre de lobes, très variable, est presque toujours égal à celui des claveaux. A ceux du type 4, dans la très grande majorité des cas entiers, s'associent des arcs à 6 ou 7 lobes, dans la plupart des exemples constitués chacun de 2 ou 4 claveaux. Enfin à ceux du type 5, presque toujours entier, se rapportent des arcs composés de 5, 6 ou 7 lobes formés chacun de 4 claveaux.

Presque tous les arcs polylobés présentent une forme cintrée, trois seulement sont brisés : le portail occidental de Blanzac ; la baie nord de la façade ouest d'Aulnay ; l'arcade latérale nord de la façade de Vandr . L'emploi de l'arc en plein cintre est fréquent en Saintonge, mais le polylobe brisé n'est pas moins bien réussi. L'exemple de Blanzac en est la preuve : l'équilibre reste parfait, malgré la déformation du lobe placé à la clef de l'arc.

La forme du lobe est quant à elle très variable. Elle dépend en fait de plusieurs paramètres : la largeur de l'arc, le nombre de lobes et la forme du lambrequin. Le lobe «idéal», c'est-à-dire se rapprochant le plus des modèles musulmans, devrait avoir un aspect légèrement outrepassé. Les exemples de Blanzac et de Montmoreau sont de ce style. Les autres arcs polylobés sont composés de lobes soit en demi cercle, soit nettement ouverts ou bien au contraire très étroits comme à Léoville.

14. Cf l'article d'Eliane Vergnolle : «Les arcs polylobés dans le centre-ouest de la France», *Information de l'histoire de l'art*, 1969, p. 217-223.



Fig. 18. — Aubeterre, détail du décor, chapiteau du portail ouest.

Le décor des arcs polylobés

L'arc polylobé est souvent peu décoré, l'ornementation se limitant au lambrequin. Le lobe reçoit une légère touche de sculpture, simple et toujours géométrique ou végétale (fig. 17). Le renvoi du décor sur les autres voussures, d'autant plus net quand l'arc est nu, est le cas général. Le polylobe est un décor se suffisant en lui-même. Il reste sobre, même dans le cas d'un art très chargé : l'exemple le plus typique en est à l'église de Rioux. Aulnay est à l'exact opposé : son décor, que l'on pourrait presque qualifier de baroque, noie le polylobe dans une jungle de rinceaux qui lui ôte tout son sens. C'est l'exception.

Le décor environnant n'est pas sans intérêt, ne fût-ce que pour replacer ces édifices dans un cadre chronologique précis. A la différence de celui des arcs eux-mêmes, il peut prendre une forme animale ou humaine (fig. 18). Dans leur ensemble cependant, les décors de ces édifices sont essentiellement ornementaux. Nous ne trouvons pas ici les grandes pages de sculpture aux programmes moralisateurs que l'on rencontre sur un bon nombre de façades saintongeaises. D'ailleurs la structure même de l'arc polylobé interdit pratiquement la présence d'un tympan où de tels programmes peuvent se déployer et ont leur raison d'être.



Fig. 19. — Chalais, portail occidental avec voussures très décorées.



Fig. 20. — Genouillé, détail d'un chapiteau du portail ouest.

Ces éléments décoratifs font remarquer deux grandes périodes.

La première se situe aux alentours de 1150-1160 et correspond à un moment où les sculpteurs recherchent la difficulté : pour certains édifices on peut aller jusqu'à parler de « baroque ». Leur ornementation se caractérise essentiellement par le mélange systématique de tous les genres décoratifs : la présence d'animaux et de personnages, la minutie du rendu rappelle encore le travail des débuts du XII^e siècle. De cette période sont datées par exemple, les églises de Chalais, d'Aubeterre, de Montmoreau et d'Aulnay (fig. 19).

La décoration des autres églises a une gamme moins large, plus simple, où la présence humaine et animale se raréfie ; les rendus en sont moins précis. Ces traits rapprochent ces édifices du « roman fleuri » qui commence à se développer : cette deuxième période se laisserait fixer aux environs de 1180-1200. Ainsi sont les églises de Guîtres, de Saint-Clément-Cabariot, d'Agudelle, d'Allas-Bocage, etc (fig. 20).

Répartition géographique

Les édifices recensés se regroupent en trois secteurs : le premier sur une bande allant d'Angoulême à Bordeaux, le second autour des villes de Saintes et de Cognac, enfin le troisième autour de Rochefort. Dans le premier groupe sont réunis 15 des 36 édifices qui présentent les arcs

polylobés les plus travaillés et les mieux finis ; c'est dans ce secteur qu'on trouve la grande majorité des lambrequins en forme de fleuron, de type 5 ; le décor qui accompagne l'arc est très foumi et très bien traité. Dans le second secteur, on retrouve à peu près les mêmes observations ; le nombre des édifices concernés est cependant plus réduit. Enfin autour de Rochefort, les arcs paraissent être de moins bonne qualité : les lambrequins sont simples, de type 1 ou 2, le nombre et la forme des lobes irréguliers, le décor réduit et en général assez sommaire.

Par le nombre des exemples, par le traitement et par la qualité du motif, on pourrait envisager un courant venant de l'est de la Saintonge et se dirigeant vers le nord-ouest. Doit-on alors songer à une possible influence venant du centre de la France ou bien y voir le fruit du hasard ? Dans cet ordre d'idées, on ne peut que constater la prépondérance du Centre de la France, aussi bien en nombre d'exemples que, souvent, par leur antériorité.

On peut en particulier mener des comparaisons avec le Limousin. On y note trois types de lambrequins. Le premier, simple juxtaposition de deux lobes, est de forme rectangulaire et constitué de deux bourrelets juxtaposés ; exemples : en Corrèze à Saint Chamant, dans la Creuse à Cheniers, La Celle-Dunoise et à Poussanges. Le plus fréquent est appelé « lambrequin à copeaux » : « les redents s'incurvent et se développent comme des feuilles de parchemin ou comme des copeaux de bois »¹⁵ ; on le trouve aux portails des églises corréziennes d'Allasac, de Chamberet, de la Palisse,

15. A. de Laborderie « Les arcs festonnés et polylobés dans l'architecture romane limousine », *Bull. Soc. hist. et archéol. Corrèze*, 1938, p. 30.

de Tulle et dans la Creuse à Bénévent-l'Abbaye. Le troisième est composé d'un motif à copeau sur l'extrémité duquel serait greffée une sculpture, oiseau, petit personnage. On en trouve des exemples en Corrèze à Lubersac et au Vigeois.

Les liens avec nos exemples charentais et girondins paraissent flagrants. Ainsi, le premier type limousin est tout à fait comparable à notre type 3.

Par ailleurs, A. de Laborderie¹⁶ voit une variante du deuxième type limousin dans l'arc de l'église de Collonges en Corrèze, avec l'adjonction entre les deux copeaux d'une arête vive, motif comparable à celui de l'église charentaise de Chalais. Si la forme générale est la même, on note cependant quelques différences dans le traitement : au portail de l'église de Collonges, le lambrequin semble être composé de deux boules entre lesquelles aurait été insérée une languette, tandis qu'à Chalais on a des enroulements au lieu des boules. Des ressemblances plus flagrantes sont à noter entre les lambrequins à copeaux limousins et ceux de l'arc polylobé de l'église angoumoise de Chabrac : dans les deux cas, le lambrequin est bifide.

Autre lien à souligner : les lambrequins à extrémité sculptée. Le motif figuré paraît comme greffé sur les exemples limousins alors qu'il s'intègre totalement aux lambrequins angoumois tels qu'ils apparaissent à Montmoreau (fig. 17) et Blanzac. On a, dans ces deux derniers cas, le sentiment d'une meilleure finition, d'un ensemble mieux pensé, oserait-on dire plus évolué ?

Un peu plus loin encore de nos régions, dans le Velay, le traitement et l'utilisation de l'arc polylobé diffèrent de ce que nous avons rencontré jusqu'à présent. Les arcs sont souvent plaqués sur le mur et les lobes ne sont pas évidés : citons en exemple la façade de l'église du Puy. Ce pourrait passer pour un trait d'archaïsme. Or justement, bien qu'inachevée, l'étude de ces exemples semble montrer leur antériorité assez marquée : l'église Notre Dame du Puy serait de la fin du XI^e siècle ou du début du XII^e, soit presque cinquante ans d'écart avec les plus anciens témoignages charentais.

Tout se présente comme si la typologie des lambrequins comme l'aisance de la sculpture traçaient le cheminement d'une influence du Velay au Limousin puis en Charente et en Gironde. Dans le Bourbonnais, appartenant pourtant aussi au Centre de la France, les arcs polylobés sont essentiellement datés du XIII^e¹⁷. On aurait ici un autre axe de diffusion, une autre chronologie (fig. 21).

16. Art. cité, p. 32.

17. Cf. A. Guy, «Le portail de l'église Saint-Nicolas de Montluçon et les portails polylobés en Bourbonnais», *Bull. des Amis de Montluçon*, planche p. 23.

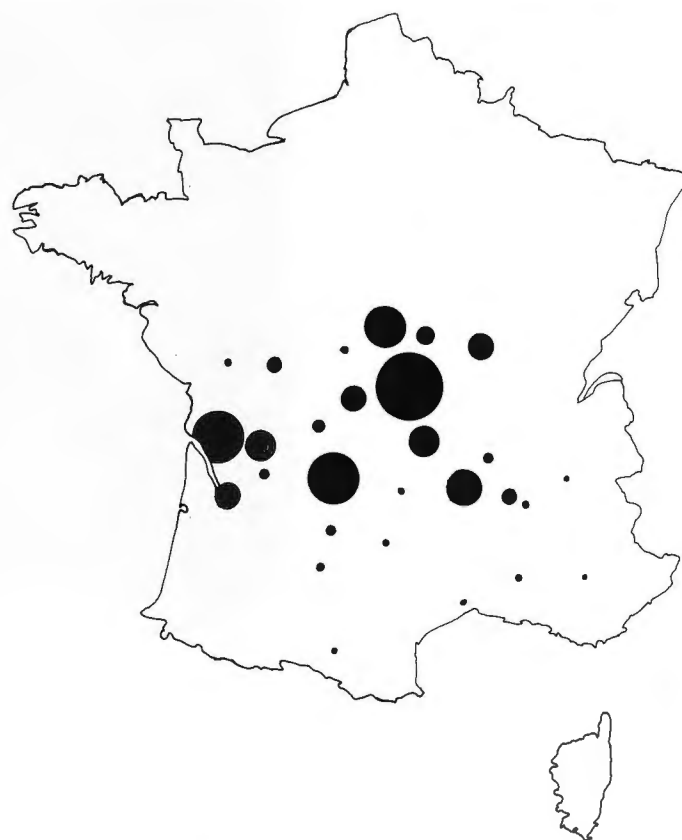


Fig. 21. — Proportion par département d'églises avec décor d'arc polylobé.

Le problème des origines

L'origine musulmane du polylobe étant incontestée, on doit cependant constater certaines divergences entre les modèles hispano-mauresques et les nôtres.

Chez nous, les arcs lobés ornent le plus souvent l'intrados d'un portail ou d'une fenêtre. Dans l'art des mosquées, en revanche, les lobes évalent de grands arcs souvent lancés au dessus d'une nef, ou plus fréquemment encore, sont plaqués directement sur le mur, au dessus de l'entrée des mihrabs : dans la Grande Mosquée de Cordoue, les deux systèmes sont employés.

Une autre différence réside dans le nombre des lobes. Celui-ci, dans l'art hispano-mauresque, peut varier de 3 à 33 selon la largeur de l'arc. Dans les trois régions de France étudiées, ce nombre est plus constant : la majorité des arcs se composent de 5, 6 ou 7 lobes.

La forme de l'arc dans laquelle on creuse les lobes paraît de moindre importance. L'arc polylobé s'adapte aussi bien à l'arc en plein cintre qu'à l'arc brisé, il s'agit, en fait, d'une question de mode et d'époque. Dans l'art musulman, les constructeurs utilisaient beaucoup l'arc brisé, au contraire des maîtres maçons romans. Sur 36 édifices recensés dans les Charentes et en Bordelais, seulement 3 sont décorés d'un arc polylobé brisé : les portails de Blanzac et de Genouillé, et la baie latérale nord de la façade de l'église de Vandrè.

La forme des lobes peut également présenter un certain nombre de variantes. Dans l'art musulman, ils sont presque toujours outrepassés. Lorsque le décor est un peu plus complexe, lorsque on entrecroise plusieurs arcs polylobés, il arrive alors que les lobes soient un peu moins fermés : citons par exemple, le minaret de la Koutoubiya de Marrakech. Dans nos régions, on note une gamme de formes assez importante. Les lobes sont dans plusieurs cas bien ronds et outrepassés, dans d'autres ronds et ouverts ou enfin aplatis, voire même angulaires. Les exemples ayant le plus de ressemblance avec les polylobes musulmans sont ceux de Montmoreau, de Blanzac, d'Aubeterre et de Chalais.

Dans la morphologie des lambrequins, pour les exemples compliqués, il n'y a pas vraiment de similitudes. Seul notre type 1 trouve des homologues, également pointus et sans décor particulier. Cette ressemblance est, somme toute, logique dans la mesure où ce modèle est d'une grande simplicité, se formant naturellement lorsque l'on juxtapose deux lobes. Une similitude technique doit toutefois être signalée : les arcs présentant ce type de lambrequin, sont composés d'un grand nombre de claveaux dont les joints se situent toujours sur la portion arrondie du lobe. La simplicité du motif a favorisé son utilisation : il a été directement assimilé par l'art roman, sans aucune modification.

Au delà de la stricte origine du motif, force est de constater l'évolution autonome, indépendante, de chacune des deux aires culturelles.

Perspectives de recherche

D'après Emile Mâle¹⁸, l'arc polylobé n'est pas le seul emprunt que les décorateurs français ont fait à l'art musulman. Il fait partie de tout un répertoire décoratif, au même titre que les modillons à copeaux, les mosaïques, comme au chevet de la cathédrale Notre Dame de Clermont-Ferrand, ou la polychromie, comme dans la cathédrale du Puy et l'église de Vézelay¹⁹. Il défend une idée selon laquelle, les sculpteurs français et plus généralement chrétiens n'auraient pas hésité à emprunter à un art païen des éléments de décor pour parer leurs églises. En effet, cependant que les croisés combattent le paganisme musulman, les églises s'inspirent de la décoration des mosquées.

De nombreux auteurs s'accordent à dire que les routes de pèlerinage ont favorisé la diffusion des motifs décoratifs musulmans²⁰ parmi lesquels figuraient les arcs polylobés. Cette affirmation est à nuancer. Ce n'est de toute façon qu'un des cas de contacts entre les deux civilisations, et peut-être pas le plus décisif. On pourrait également envisager que très peu d'architectes ont vu les modèles musulmans, et ce serait par l'intermédiaire de relevés ou de manuscrits²¹ qu'ils en auraient pris connaissance. Ne négligeons pas non plus le rôle des autres arts mineurs, orfèvrerie, ivoirerie et émaillerie en particulier.

Les artistes saintongeais, angoumois et bordelais ont donc emprunté à l'art hispano-mauresque des motifs décoratifs pour enrichir et renouveler leur répertoire pourtant déjà très fourni. La manière par laquelle ils ont pris connaissance de ces motifs reste incertaine. Il manque encore de nombreuses étapes pour établir de réelles correspondances avec les modèles d'origine ; tous ces vecteurs hypothétiques demandent encore à être prouvés.

La base de tout devrait être une enquête plus exhaustive, aussi bien élargie géographiquement à toute l'Europe qu'élargie historiquement à d'autres arts et à d'autres témoignages.

18. Cf. E. Mâle, «Les influences arabes dans l'art roman», *Revue des Deux Mondes*, 1923, p. 322.

19. A la cathédrale du Puy, l'emprunt de la polychromie à l'art musulman paraît plus plausible qu'à Vézelay, puisqu'elle s'accompagne sur la façade d'une série d'arcs polylobés. A Vézelay, le simple emploi de pierres de différentes couleurs pourrait tout aussi bien trouver son origine dans l'art antique.

20. Cf. E. Mâle, *ibid.*, p. 313. cf. A. de Laborderie, p. 14.

21. Ainsi, sur une enluminure, datée du XII^e siècle, des personnages sont représentés dans un cadre architectural constitué d'une série d'arcades polylobées. La scène représente «Ramon de Caldes procédant à la révision de Liber Feudorum Maior en présence du roi Alphonse I^{er}». Dans cette image, l'arc est particulier, 5 petites arcades composent un grand arc cintré ; on pourrait donc assimiler cette forme à un arc polylobé. On observe cependant une nette différence : chaque lambrequin serait soutenu par une colonne ce qui est tout à fait contraire à la conception de l'arc polylobé. D'autres exemples doivent exister.

Annexe 1

Liste des églises possédant des arcs polylobés

Agudelle¹

Arr. de Jonzac, canton de Mirambeau, à 8 km au sud de Jonzac. L'église, placée sous le vocable de Saint-Eutrope, est un ancien prieuré fontevriste fondé en 1115

Allas-Bocage²

Arr. de Jonzac, canton de Mirambeau, à 7 km à l'est de Mirambeau et à 8 km au sud-ouest de Jonzac. L'église, placée sous le vocable de Saint-Martin, fut construite au XIIe siècle.

Aubeterre³

Arr. d'Angoulême, à 12 km à l'est de Chalais. Eglise paroissiale Saint-Jacques, ancienne collégiale, datée du XIIe siècle. Le portail, d'une grande richesse sculpturale, est classée parmi les Monuments Historiques depuis 1862.

Aulnay⁴

Arr. de Saint-Jean d'Angély, à 17 km au nord-est de Saint-Jean d'Angély et à 47 km au nord de Cognac. La date de construction de cette église, dédiée à saint Pierre, n'est pas connue. On sait seulement qu'elle date de la seconde moitié du XIIe siècle.

Baignes⁵

Arr. de Cognac, commune de Baignes-Sainte-Radegonde, à 12 km au sud-ouest de Barbezieux. L'église de Baignes est une ancienne église abbatiale qui faisait autrefois partie du diocèse de Saintes. Consacrée entre 1060 et 1066, il ne reste rien des bâtiments qui constituaient cette abbaye.

Bassac⁶

Arr. Cognac, Canton de Jarnac, 9 km au nord-ouest de Châteauneuf et 20 km à l'est de Cognac. Abbaye Saint-Etienne, fondée en 1009 par Wardrade (ou Gardrade), comte de Jarnac et par son épouse Rixendis.

Blanzac⁷

Arr. Angoulême, à 15 km à l'est de Barbezieux. Collégiale Saint-Arthémy, évêque des Avernes et martyr au IVe siècle. L'origine de cette église reste assez obscure : elle aurait été fondée par les moines de Puypéroux ; on sait qu'en 1120, Guillaume de Nersac était abbé de Blanzac. Du premier quart du XIIe siècle datent la coupole de la croisée du transept et la base du clocher. Le chœur et l'abside ont été construits au troisième tiers du XIIe siècle. Les croisillons nord et sud remontent aux premières années du XIIIe siècle alors que la nef date de la fin de ce siècle.

Chabrac⁸

Arr. Confolens, canton de Chabanais, au nord-est d'Angoulême. L'église de Chabrac, dédiée à la Vierge, est un prieuré cure de l'ancien diocèse de Limoges daté de la fin du XIIe siècle.

Chalais⁹

Arr. Barbezieux, à 28 km au sud-est de Barbezieux. L'église paroissiale, dédiée à saint Martial, est un ancien prieuré qui faisait autrefois partie du diocèse de Saintes. Elle fut construite durant la deuxième moitié du XIIe siècle. La façade, seul vestige de cette époque, fut classée Monument Historique par un arrêté du 10 février 1902.

Châtres¹⁰

Abbaye Notre Dame de Châtres, Arr. et canton de Cognac, Commune de Saint-Brice, 5 km à l'est de Cognac, à 31 km de Saintes. L'abbaye, de l'ordre de saint Augustin, fut fondée entre 1074 et 1077 par un seigneur de Bourg-sur-Charente. Elle fut reconstruite à la fin du XIIe siècle, sinon au début du XIIIe. Le style du bâtiment confirme cette date.

Condéon¹¹

Arr. de Cognac, canton de Baignes, commune de Condéon, à 7 km au sud de Barbezieux. Eglise Saint-Marien, vicairie perpétuelle de l'ancien diocèse de Saintes, ayant appartenu à l'abbaye de Baignes. La première église fut consacrée entre 1075 et 1078. Au XIIe siècle, elle a été reconstruite, puis elle fut retouchée une première fois au XIIIe siècle puis au XIVe siècle, puis restaurée en 1701 et de 1854 à 1860. La façade qui reste l'élément le plus remarquable de l'édifice, tant par sa composition que par sa décoration sculptée, a été classée parmi les Monuments Historiques par un arrêté du 10 février 1913.

Cressac¹²

Arr. d'Angoulême, canton de Blanzac, à 5 km au sud de Blanzac. Cette église fut construite au XIIe siècle par les Templiers et classée Monument Historique par un arrêté du 9 mai 1914.

Echebrune¹³

Arr. de Cognac, canton de Pons, à 7,5 km à l'est de Pons et à 18 km au sud-ouest de Cognac. L'église paroissiale d'Echebrune, dédiée à saint Pierre, fut fondée à l'époque romane mais subit des transformations à l'époque gothique et pendant la Renaissance.

Genouillé¹⁴

Arr. de Rochefort, canton de Tonnay-Charente, à 19 km au nord-est de Tonnay-Charente, à 8 km au nord-ouest de Tonnay-Boutonne et à 35 km au nord de Saintes. L'église Notre Dame de l'Assomption de Genouillé fut construite au début du XIIIe. Elle a été classée Monument Historique par un arrêté du 30 mai 1913

Grézac¹⁵

Arr. de Saintes, canton de Cozes, à 3 km au nord de Cozes et à 24 km au sud-est de Saintes. L'église dédiée à Saint-Symphorien, fut fondée au XIIe siècle. Au cours des siècles, cet édifice fut maintes fois remanié, une première fois au XIVe siècle puis une deuxième fois au XVIe siècle.

Guîtres¹⁶

Arr. de Libourne, à 16 km au nord-est de Libourne, à 5 km à l'ouest de Coutras et à 46 km au nord-est de Bordeaux. L'abbatiale bénédictine de Guîtres fut fondée au XIe siècle. On observe cependant plusieurs campagnes de construction : une au XIIe siècle et une autre au XIIIe siècle.

Lalande-de-Pomerol¹⁷

Arr. de Libourne, canton de Guîtres, à 5,5 km au nord de Libourne et à 5 km au sud de Guîtres. L'église, dédiée à saint Jean, fut fondée au XIIe siècle par les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Le plan de l'édifice a été quelque peu modifié au XVIIIe siècle et la façade a été très restaurée.

La Réole¹⁸

Arr. de Bordeaux, à 53 km au sud-est de Bordeaux et à 14 km au sud de Sauveterre de Guyenne. Dans le *Nobiliaire de Guienne et de Gascogne* on trouve une page attestant de la présence, à La Réole, de certains membres de cette famille entre les années 1338 et 1549 (mais sans doute étaient ils là avant).

Léoville¹⁹

Arr. et canton de Jonzac, à 10 km au sud-est de Jonzac. Eglise paroissiale, dédiée à saint Christophe, construite à l'époque romane puis agrandie et transformée au cours des siècles.

Montbron²⁰

Arr. d'Angoulême, à 14 km au sud-est de la Rochefoucault et à 30 km à l'ouest d'Angoulême. Ancienne priorale, dédiée à saint Maurice, fondée au XIe siècle, rattachée à l'abbaye de Cluny au XIIe siècle. L'église, dans son ensemble, date de la fin du XIIe siècle, mais à différentes époques y furent greffées des constructions annexes comme, par exemple, une chapelle ajoutée au XVe siècle, au nord. De 1859 à 1880, puis en 1887, Abadie a entrepris de faire des restaurations jugées trop radicales.

1. *Dictionnaire des églises de France* (= *Dictionnaire*), T. IIIc. C.H. Connoué, *Les églises de Saintonge*, 1958 (= Connoué), livre 5, p. 33.
 2. Connoué, livre 5, p. 35.
 3. *Bull. Soc. Archéo. Charente*, 1862, p. 255. J. Georges, *Les églises de France : la Charente*, 1933 (= Georges), p. 20. R. Crozet, *L'art roman en Saintonge*, 1971 (= Crozet), p. 108.
 4. *Haut-Poitou roman*, collection Zodiaque, p. 305-330. Crozet, p. 158-160.
 5. Georges, p. 23. Connoué, livre 4, p. 29. Nanglard, *Pouilli historique du diocèse d'Angoulême*, 1894-1903 (= Nanglard), III, p. 300-463, IV, p. 367.
 6. *Bull. Soc. Archéo. Charente*, 1880-81, p. 3. A. Rhein, *Congrès Archéologique d'Angoulême*, 1912, p. 398. *Dictionnaire*, p. IIIc-20. Georges, p. 27.
 7. M.-F. Marvaud, *Bull. Soc. Archéo. Charente*, 1863, p. 41. L. Serbat, *Congrès Archéologique d'Angoulême*, 1912, p. 99. J. Georges et Guérin-Boutaud, *Les églises romanes de l'ancien diocèse d'Angoulême*, 1915-17 (= Georges et Guérin-Boutaud), p. 335. J.-M. Michon, *Statistiques monumentales de la Charente*, 1844 (= Michon), p. 293. Georges, p. 36.
 8. Georges, p. 53. Nanglard, III, p. 115, IV, p. 506.
 9. *Bull. Soc. Archéo. Charente*, 1862, p. 262. Michon, p. 299. Georges, p. 56. Crozet, p. 108.
 10. M.-F. Marvaud, *Répertoire archéologique de la Charente*, 1862, p. 284. Bardaud, *Notice archéologique sur l'abbatiale Notre-Dame de Châtres*, 1897. A. Rhein, *Congrès Archéologique d'Angoulême*, 1912, p. 409. *Dictionnaire*, p. IIIc 169.

11. Georges, p. 84. Michon. Crozet, p. 108, 122, 147. Connoué, livre 4, p. 68.
 12. *Dictionnaire*, p. IIIc 59. Georges, p. 97. Michon. Crozet, p. 108.
 13. *Dictionnaire*, p. IIIc 63. *Saintonge romane*, p. 307.
 14. Connoué, livre 1, p. 112. Crozet, p. 52, 108, 109.
 15. *Dictionnaire*, p. IIIc 74. Connoué, p. 182.
 16. Dom R. Biron, *Guide archéologique illustré du touriste en Gironde*, 1928 (= Biron), p. 87. Godin, *Histoire de la ville et du canton de Guîtres*, 1889. P. Brun, *Les églises de la Gironde*, 1957 (= Brun). P. Dubourg-Noves, *Guyenne romane*, collection Zodiaque, p. 7. Guinodie, *Histoire de Libourne et des autres villes et bourgs de son arrondissement*, 1979 (= Guinodie), t. III, p. 344. J.-A. Brutails, *Les vieilles églises de la Gironde*, 1912 (= Brutails), p. 52.
 17. Brutails, p. 56. Brun, p. 163. A. de Marquessac, *Hospitaliers de Saint Jean en Guyenne*, 1979 (= Marquessac), p. 264-265.
 18. L. Drouyn, *Guienne militaire*, 1885, p. 160 et suivantes.
 19. *Dictionnaire*, p. IIIc 83.
 20. *Bull. Soc. Archéo. Charente*, 1863, p. L III. *Congrès Archéologique d'Angoulême*, 1912, T. II, p. 270. Mallat, «Les églises de Montbron», *Revue de l'art chrétien*, 1881. Georges, p. 164. *Dictionnaire*, p. IIIc 105.

Montmoreau²¹

Arr. de Barbezieux, 26 km au sud-est de Barbezieux. Eglise Saint-Denis, ancien prieuré bénédictin qui dépendait de l'abbaye poitevine de Nanteuil en Vallée. Cet édifice est signalé dès 1089. L'église fut totalement reconstruite au XIIe siècle, et nous n'avons aujourd'hui aucun vestige du XIe siècle. L'étude des colonnes et des contreforts annoncent le troisième quart du XIIe siècle comme date de la seconde église.

Neuillac²²

Arr. de Jonzac, canton de Archiac, à 10 km au nord de Jonzac et à 15 km au sud-est de Pons. Eglise placée sous le patronnage de saint Pierre. L'édifice est roman mais il a été restauré à différentes époques.

Petit-Palais²³

Arr. de Libourne, canton de Lussac, à 16 km au nord-est de Libourne et à 17 km au nord de Castillon la Bataille. L'église paroissiale de Petit-Palais, dédiée à saint Pierre, est un ancien prieuré fondé au XIe siècle. Au XIIe siècle, les murs latéraux de la nef, alors construits en blocage, ont reçus un revêtement en petit appareil. Façade romane.

Plassac²⁴

Arr. de Jonzac, canton de Saint-Genis-de-Saintonge, à 2 km au sud de Saint-Genis, à 12 km à l'ouest de Jonzac et à 10 km au nord de Mirambeau. Eglise, dédiée à saint Laurent, inscrite aux Monuments Historiques depuis 1910.

Pranzac²⁵

Arr. d'Angoulême, canton de la Rochefoucault, à 8 km au Sud de la Rochefoucault et à 15 km à l'Est d'Angoulême. A l'une des extrémités de la tombe, du côté des pieds, on distingue un petit personnage placé sous un arc polylobé. Il s'agirait sans nul doute d'un évêque reconnaissable à la mitre qu'il porte, sur la tête et à la crosse à volute en dehors qu'il tient dans la main gauche. La main droite est posée sur la poitrine; il est vêtu d'une longue tunique serrée à la taille et d'un manteau ou d'une chape. La forme de la crosse permettrait, d'après Ch. Daras, de dater cette sépulture de la fin du XIIIe siècle, tout au plus du début du XIVe siècle.

Cette datation est la même que celle avancée par A. Trémeau de Rochebrune qui compare la tombe de Pranzac avec celles datées et publiées dans l'*Abécédaire* de M. Caumont.

Puisseguin²⁶

Arr. de Libourne, canton de Lussac, à 10,5 km au nord de Castillon-la-Bataille et à 3 km au sud de Lussac. L'église de Puisseguin, dédiée à saint Pierre, fut construite entre la fin du XIIe siècle et le début du XIIIe siècle.

Queynac²⁷

Arr. de Libourne, canton de Fronsac, commune de Galgon et Queynac, à 6,5 km au nord ouest de Libourne. L'édifice, appartenant aux Templiers puis à l'ordre de Malte, fut construit pendant la deuxième moitié du XIIe siècle ou au début du XIIIe siècle.

Rioux²⁸

Arr. de Saintes, canton de Gémovac, à 8 km au nord-ouest de Gémovac et à 15 km au sud-est de Saintes. L'église de Rioux, placée sous le vocable de Notre Dame, fut construite durant le 3e tiers du XIIe siècle.

Saint-Clément-Cabariot²⁹

Arr. de Rochefort, canton de Tonnay-Charente, à 3 km à l'est de Tonnay-Charente. Eglise romane de la fin du XIIe siècle, dédiée à saint Clément.

Saint-Emilion³⁰

Arr. et canton de Libourne, à 8 km au sud-est de Libourne et à 13 km à l'ouest de Castillon-la-Bataille. L'église paroissiale de Saint-Emilion est une église collégiale qui fut autrefois une abbaye de chanoines réguliers de Saint-Augustin. Elle fut fondée en 1110. C'est en 1306 que l'abbaye est sécularisée par le pape Clément V. Entre le XIIe et le XIIIe siècle, l'édifice fut en partie transformé, puis au XVe et au XVIe.

Saint-Estèphe³¹

Arr. et canton d'Angoulême, à 17 km au sud-ouest d'Angoulême et à 21 km au nord-est de Barbezieux. L'église Saint-Estèphe, placée sous le patronnage de saint Etienne, a été

construite au XIe siècle. L'édifice, remanié à plusieurs époques, fut classé parmi les Monuments Historiques par un arrêté du 28 mars 1927.

Saint-Hippolyte-de-Biard³²

Arr. de Rochefort, canton de Tonnay-Charente, à 3 km au sud de Tonnay-Charente et à 29 km au nord-ouest de Saintes. L'église paroissiale de Saint-Hippolyte-de-Biard fut construite vers la fin du XIIe siècle, sur une ancienne voie gauloise qui longeait le cour de la Charente. Cet édifice fut à maintes occasions remanié.

Trizay³³

Arr. de Rochefort, canton de Saint-Porchaire, à 13 km au nord de Saint-Porchaire et à 27 km de Saintes. L'édifice est un ancien prieuré bénédictin relevant de la Chaise-Dieu. L'origine de cette bâtisse reste assez obscure. On sait qu'elle remonte au XIe siècle, mais les ruines imposantes que l'on peut encore aujourd'hui admirées, sont datées de la fin du XIIe siècle et du début du XIIIe siècle.

Vandré³⁴

Arr. de Rochefort, canton de Surgères, à 5 km au sud de Surgère et à 37 km au nord de Saintes. L'église Saint-Vivien de Vandré fut construite au XIIIe siècle.

Villebois-Lavalette³⁵

Arr. d'Angoulême, à 25 km au sud d'Angoulême et à 13 km au nord ouest de Montmoreau. Eglise placée sous le vocable de Saint-Romain. L'édifice primitif, en très mauvais état, a été complètement reconstruit à la fin du XIXe siècle, entre 1895 et 1896, dans le style roman de la région.

Villemartin³⁶

Arr. de Libourne, canton de Pujols, commune de Mouliets-et-Villemartin, à 3 km au sud de Castillon la Bataille et à 17 km au nord de Sauveterre de Guyenne. L'édifice a été fondé par les religieux de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. La date précise de la fondation n'est pas très bien fixée; un document écrit atteste de son existence en 1229.

21. *Bull. Soc. Archéo. Charente*, 1850, p. 149; 1899, p. 203. L. Serbat, *Congrès Archéologique d'Angoulême*, 1912, p. 149. Georges, p. 170.

22. *Dictionnaire*, p. IIIc 113. Connoué, livre 2, p. 77. Crozet, p. 108.

23. Guinodie, t. III, p. 252. Brun, p. 161. Brutails, p. 80. *Dictionnaire*, p. IIIb 120.

24. Connoué, livre 5, p. 113. Crozet, p. 103, 108, 109.

25. Ch. Daras, *L'orientalisme dans l'art roman en Angoumois*, 1937, p. 83. A. Trémeau de Rochebrune, *Bull. Soc. Archéo. Charente*, 1868, LXXX, p. 715.

26. Brun, p. 157. Brutails, p. 276. Biron, p. 130.

27. Marquessac, p. 264. Brutails, p. 165.

28. *Dictionnaire*, p. IIIc 150. Crozet, p. 119, 120, 122. R.-J. Martin-Demezil, «Les églises de Rioux et Rétaud», *Congrès archéologique de France*, 1956.

29. Connoué, livre 2, p. 93.

30. P. Dubourg-Noves, *Guyenne romane*, p. 31. J. Gardelles, «L'église haute de Saint-Emilion et les abbayes augustines d'Aquitaine au XIIe et au XIIIe siècle», *Annales du Midi*, T. LXX, 1958, p. 391-392.

31. Georges, p. 234. Georges et Guérin-Boutaud, p. 338. Connoué, livre 4, p. 128.

32. Connoué, livre 1, p. 104.

33. *Dictionnaire*, p. IIIc 199. Connoué, p. 103.

34. Connoué, livre 1, p. 113. *Saintonge romane*, p. 353-354.

35. Georges, p. 282. P. Dubourg-Noves, «Montbron et Villebois, ville-château-église», *Bull. Soc. Archéo. Charente*, 1986, T. I, p. 43.

36. L. Drouyn, *Guienne militaire*, 1885, T. III, p. 304. Marquessac, p. 162. J. Gardelles et Ch. Higounet, «L'architecture des ordres militaires dans le Sud-Ouest de la France», *Congrès National des Sociétés Savantes*, 1962, p. 173.

Annexe 2
Tableau récapitulatif des remarques typologiques

Commune	Dép.	Situation	Nb de lobes	Lambrequin		Décorde l'arc	Environnement Géométrique, Végétal, Animalier, Humain
				coupé oui / non	forme		G V A H
Agudelle	17	fenêtre façade	6	oui	2	moulure 1 sillon	X X
Allas-Bocage	17	fenêtre façade	8	oui	2	moulure 1 sillon	X X
Allas-Bocage	17	oculus côté sud	4	oui	1	sillon	X
Aubeterre	16	portail occidental	6	non	5	moulure 2 sillon	X X X
Aulnay	17	baie nord façade	9	non	1	foisonnant	X X X
Baignes	16	fenêtre int. abside	14	non	1		X X
Bassac	16	portail occidental	6	non	5	moulure 2	X X X
Blanzac	16	arcs du choeur	7	non	1	bourrelet 4	X X
Blanzac	16	portail occidental	7	non	4	bourrelet 4 sillon	X X X
Blanzac	16	portail sud	5	oui	3	lobe tréflé	X
Chabrac	16	portail occidental	9	non	3		X
Chalais	16	portail occidental	7	non	5	moulure 2 sillons	X X X
Châtres	16	portail occidental	7	non	5	moulure 3 sillon	X
Condéon	16	arcs du choeur	5	oui	3	bourrelets 5	X
Condéon	16	portail occidental	5	non	3	bourrelets 5	X X X
Condéon	16	arcs tribune	5	oui	3	bourrelets 5	X X
Cressac	17	oculus chevet	4	?	2	moulure 1 sillon	X
Echebrune	17	fenêtre façade	4	non	5	têtes de bovins	X X X
Genouillé	17	portail occidental	9	irrég.	2		X X X X
Grézac	17	portes occid.	5	non	1	moulure	X X X
Guîtres	33	portail nord	5	non	5 ?		X
Lalande-de-Pom.	33	portail occidental	5	non	5	moulure 1 sillon	X X
La Réole	33	maison porte étage	5	non	1	bourrelets 5 sillon	X X
Léoville	17	fenêtres abside	9	?	2		
Montbron	16	enfeu côté sud	14	non	2	moulure	X
Montbron	16	portail occidental	6	non	3	moulure 1 disques	X
Montbron	16	portail occidental	17	non	3	moulure 1 palmes	X
Montmoreau	16	portail occidental	6	non	4	bourrelet 4 feuillage	X X X
Neuillac	17	portail occidental	6	non	5		X X
Petit-Palais	33	fenêtre, baie étage	3 et 5	non	tête d'animal	bourrelet 4 sillons	X X
Petit-Palais	33	portail et baies r-c	5	non	5	moulure 2	X X X X
Plassac	17	baies façade	4	oui	3	moulure 1 sillon	X X
Pranzac	16	tombeau	3	?	1	moulure ?	X X
Puisseguin	33	portail occidental	5	non	5	moulure 2	X X
Queynac	33	portail occidental	—	—	—	Eglise détruite	— — — —
Rioux	17	fenêtres chevet	12	oui	5		X X X
St-Clément	17	portail occidental	5	non	2	moulure 2	X X
St-Emilion	33	salle capitulaire	7 ?	non	5	moulure 2	
St-Estèphe	16	arcs clocher	3	non	1	trompe-l'oeil	X
St-Hippolyte de B.	17	portail occidental	19	oui	2	série de bourrelets	X
Trizay	17	cloître	7, 8, 11	oui	3	moulure 3	X X
Vandré	17	baie nord façade	25	irrég.	3 ou 5	sillon	X X X
Vandré	17	portail occidental	24	irrég.	3 ou 5	sillon	X X X
Villebois-Lavalette	16	portail sud	5	non	5		X
Villemartin	33	portail sud	7	non	4	moulure 3 sillon	X X X X

Marchés couverts et halles de Gironde

par Bertrand Charneau ¹

Le plus souvent au centre du bourg, le marché couvert apparaît comme le lieu de convergence des activités, créant pour le village ou le secteur urbain, une indispensable force centripète.

Un recensement et une étude des halles et des marchés couverts de Gironde ² — il conviendra de définir les termes — a permis de montrer que sur 62 édifices étudiés, 35 sont encore existants et 27 ont été démolis. Grouper ces individus architecturaux par famille de proche parenté, autrement dit élaborer une typologie rigide s'est révélé complexe et peu démonstratif. Une démarche chronologique associée à des tentatives de rapprochement «généalogique» a semblé être une solution mieux adaptée pour renvoyer la conception architecturale des bâtiments, soit à une tradition pour les plus anciens, soit à un choix technologique nouveau pour les édifices les plus récents.

Quelques marchés couverts ou halles de Gironde serviront plus d'illustrations au propos, que de présentation de «modèles». Les halles de Sainte-Foy-la-Grande, Castelmoron-d'Albret, Cardan ont été construites avec une charpente en bois, traditionnelle ou moderne. Celles d'Ambarès, Cadillac, Saint-Loubès, figurent parmi les exemples de constructions en maçonnerie. Enfin, c'est pendant la deuxième moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle que la construction de halles avec une charpente

métallique est de loin dominante en Gironde, comme à Monségur, Cérons, Barsac, au marché des Douves et au marché des Capucins à Bordeaux.

La position centrale de ces édifices est un privilège qui d'un point de vue historique montre une volonté de la part des administrations communales de laïciser les bourgs ; cela est particulièrement remarquable pour le cas des bastides où l'église occupe un module latéral dans le dessin régulier du tissu urbain. Mais l'octroi de ce privilège, et cette fois d'un point de vue «architecturo-poétique», pourrait désigner la halle comme un monument élevé à l'histoire de l'architecture : pour les premières halles en bois, un souvenir de la cabane primitive évoquée par Vitruve au premier siècle de notre ère, et de nouveau sollicitée par l'abbé Laugier au XVIIIe siècle pour présenter le mythe des origines de l'architecture. Puis, en passant les siècles et en admettant que la symbolique des monuments évolue sans contradiction, on pourrait imaginer que les halles métalliques se dressent à la gloire de la modernité.

Jamais vraiment abandonnée, la construction des marchés couverts relève aujourd'hui de ce que l'on appellerait un «concept urbain». Cet édifice pourrait donc, en forçant un peu l'image, matérialiser une des muses de la science urbanistique et se présenter comme le monument à la gloire de la convivialité retrouvée !...

1. Chercheur à l'Inventaire Aquitaine.
2. Contrat d'étude Ministère de la Culture/Inventaire Aquitaine 1988/89.

Un marché polysémique

Les acceptations des termes de halle, halles, marché et marché couvert suscitent quelquefois des ambiguïtés. Le *Dictionnaire raisonné des sciences des arts et des métiers*... couramment appelé *l'Encyclopédie*³ souligne cette confusion : «Halle : place publique destinée dans les villages et bourgs un peu considérables à tenir les marchés de toutes sortes de marchandises et denrées particulièrement de celles qui servent à la vie, comme grains, farines, légumes, etc. On confond quelquefois le mot halle avec celui de marché, en les prenant l'un et l'autre pour la place dans laquelle les marchands forains viennent à certains jours de marché étaler et vendre leur marchandise. Il y a cependant quelques différences ; le nom de marché appartenant à toute place en général où se font ces assemblées de vendeurs et d'acheteurs et celui de halle ne signifiant que cette portion particulière de la place qui est couverte d'un appentis et quelquefois enfermée de murs pour la sécurité des marchandises et pour les garantir de la pluie et d'autres intempéries de l'air...»

Le *Dictionnaire universel du Commerce, d'Histoire naturelle et des arts et métiers*⁴ donne la même définition que *l'Encyclopédie* en ajoutant entre autres : «Il n'y a point en France une ville pour peu considérable qu'elle soit qui n'ait ses halles si on prend ce mot dans le sens qu'il signifie une place publique où se tiennent les marchés. Il n'y en a guère où se trouvent des lieux et bâtiments couverts destinés à certaines sortes de commerce particulièrement celui des manufactures de laineries, de toileries et autres semblables»

Pour le *Dictionnaire de la langue française XIXe-XXe siècles*⁵ une halle est un «vaste emplacement couvert où se tient un marché». Une nuance est apportée au terme de «halles» : «vaste emplacement où se tient le principal marché des denrées alimentaires d'une ville». Le «marché» est un : «lieu public, couvert ou en plein air, où se tiennent toutes sortes de marchands qui exposent et vendent des denrées alimentaires, des articles de bazar et des objets d'usage courant».

Le *Vocabulaire de l'Architecture*⁶ définit le marché comme un : «Lieu public ou édifice où l'on vend certaines marchandises. Le marché est habituellement formé d'une ou de plusieurs halles, vastes salles ou vaisseaux généralement ouverts».

Pour la présente étude, il ne s'agit pas en fait de restreindre un sens ou de «traquer» une signification, les habitudes locales du langage mettraient d'office cette opération en péril : les textes d'archives évoquent parfois la construction d'un «marché couvert» pour remplacer l'ancienne «halle» ruinée, ou le contraire.

Le seul véritable problème pour une étude historique et architecturale se pose lorsque dans un document le mot «marché» est employé seul, ou encore quand il est question de «place du marché», termes qui n'assurent pas l'existence d'une construction.

Des paradigmes artificiels

Puisque les halles ou les marchés couverts de Gironde ne se laissent pas facilement classer, puisqu'il existe une combinaison des matériaux et des techniques et parfois pour un même édifice, puisque la fonction prime sur les autres considérations, entraînant des invariants pour certains éléments architecturaux, ce qui met en péril un classement chronologique strict, l'étude devra donc s'attacher à démêler la complexité de la conjugaison des facteurs.

Plus que d'autres, un bâtiment utilitaire comme l'est une halle, très en vue par sa position, vit presque au quotidien la vie sociale, économique, culturelle de la cité. Il est donc plus que tout autre à la merci d'un remaniement, d'une reconstruction, d'une réhabilitation ou d'une démolition. Il y a encore quelques décennies, et suivant l'importance de la commune, cet édifice public pouvait avoir une sorte d'existence individuelle. Dans le cahier des charges, la notion de style, de goût, entrait pour une large part en ligne de compte. Désormais, avec en premier lieu de souci du coût, avec de plus le développement de la législation relative aux plans d'urbanisme, et depuis la deuxième partie du XXe siècle, la mise en pratique d'une politique nationale d'aménagement du territoire, la construction de ces édifices subit les controverses des décisions et des préoccupations des administrations municipales.

Actuellement pourtant, certains programmes révèlent de la part des architectes, un attrait nouveau pour le «style», se traduisant par des citations tirées d'une architecture régionale reconsidérée.



Castelmoron-d'Albret



Rions

3. *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences des arts et des métiers* par une société de gens de lettres, mis en ordre par Denis Diderot et Jean Le-Rond d'Alembert, Genève, Pellet, 1777.

4. *Dictionnaire universel du Commerce, d'Histoire naturelle et des arts et métiers*, à Copenhague, 1759.

5. Trésor de la langue française, *Dictionnaire de la langue française du XIXe et du XXe siècles*, éd. CNRS, Paris 1978.

6. J.-M. Pérouse de Monclos, *Vocabulaire de l'Architecture*, Paris, Imprimerie Nationale, 1972, 2e éd. 1988.

Le principe d'autonomie des programmes

Poser le problème de l'autonomie ou non des programmes revient à étudier la spécificité de l'architecture des marchés : a-t-on construit un marché conçu à partir des nécessités dues à sa fonction, ou utilise-t-on une forme architecturale propre à s'adapter à cette fonction de marché ? L'étude des édifices, de Gironde par exemple, montre que de nouveau la réponse à ce genre de question est un « amalgame » de facteurs faisant intervenir à la fois l'importance du programme, son coût, sa situation dans le temps — la tradition — sa situation géographique dans un territoire girondin étendu, ou encore la volonté des édiles.

Le système « en abri »

La tradition des halles en bois s'est perpétuée au cours des siècles avec cependant un passage, vers le milieu du XIXe, de la charpente traditionnelle à une charpente « moderne » qui a bénéficié du progrès des techniques. Tant qu'elle est commandée au charpentier ou à l'entrepreneur local la construction en charpente traditionnelle perdure ; avec l'intervention des architectes apparaît la construction plus savante, le calcul des résistances et des poussées, l'emploi du moilage.

Les halles avec charpente en bois traditionnelle — pour celles qui ont été étudiées — sont supportées soit par des poteaux en bois, soit par des colonnes en pierre de taille. Il semblerait qu'il y ait eu contemporanéité des options.

La halle de Castelmoron-d'Albret est un exemple de ces édifices dont la charpente en bois est portée par des poteaux en bois. A l'origine, cette halle a probablement été construite entre 1715 et 1723. Un document daté du 31 octobre fait mention des désastres qui ont miné la communauté : « n'y ayant nulle sorte de marché, la ville n'est composée que de 28 maisons ». Puis, le 27 juin 1723 il est donné « ordre de régler les mesures qui sont sous la halle »⁷. La charpente est réparée ou reconstruite vers 1820.

Pour un petit édifice comme celui-là, pour lequel est intervenu un artisan, la charpente ne différerait certainement pas de celles des fermes ou des granges alentours : pour les mêmes besoins, les mêmes solutions sont adoptées. A noter qu'ici les réparations du XIXe siècle ont occasionné l'emploi de structures, comme les entrails retroussés en moise, qui ont modifié le principe originel.

Au début du XIXe siècle, à Sainte-Foy-la-Grande, la halle du XVIIIe siècle (à l'est de la ville) était vétuste. En 1834, une délibération du conseil municipal décide sa reconstruction⁸. Cette nouvelle halle repose sur vingt colonnes galbées avec chapiteaux et bases moulurées et dés, l'ensemble en pierre de taille. Le fait que cette construction soit encore proche de l'image que l'on peut avoir d'une halle traditionnelle tient sans doute à la position géographique de Sainte-Foy-la-Grande située aux confins de la Gironde, si près de la Dordogne et du Lot-et-Garonne. A la fois près de départements dont le paysage urbain n'a pas été trop bouleversé au cours des siècles, et même actuellement préservé par une politique de protection, et loin de l'emprise de la grande capitale régionale qu'est Bordeaux.

Quand il s'est agit de construire un édifice pour abriter un grand nombre de personnes, le problème posé aux charpentiers puis aux architectes a toujours été celui de couvrir une grande surface sans diviser l'espace par une forêt de supports verticaux. Ce programme est plus que d'autre tributaire des techniques nouvelles.

L'architecte Savignac, qui a surveillé les travaux du marché couvert de Soulac-sur-Mer, a exploité pour la charpente des techniques modernes. Le marché est construit vers 1890, il est agrandi et les façades nord et sud sont reconstruites vers 1924. Cet édifice de grande dimension est de plan rectangulaire ; l'espace est divisé en trois vaisseaux. Deux rangées de piliers carrés en bois soutiennent les fermes moisées du vaisseau central ; des demi-fermes supportent les toitures en appentis des vaisseaux latéraux.

Le programme est ici d'une autre ampleur que les deux précédents. Des « hommes de l'art » sont intervenus, notamment pour l'agrandissement dirigé par l'architecte Marcel Picard. Le sculpteur ornementiste Edmond Tuffet a travaillé aux façades nord et sud.

Cette construction relève de « techniques savantes » qui substituent au savoir traditionnel du charpentier la connaissance de la statique et de la résistance des matériaux et entraînent l'adoption d'une technique spécifique associée à une économie de ces matériaux. La modernité passe par ce renouvellement des matériaux traditionnels qui sont les mêmes mais dont la mise en œuvre est différente.

Le principe d'autonomie est, semble-t-il doublement défini ici. D'une part le bâtiment a été « pensé » et construit en rapport avec les nécessités de sa fonction — vaste espace



Cadillac



Bazas

7. AD Gironde, série E, suppl., 3308, 1710-1718 ; 3309, 1708-1724.

8. AD Gironde, série O, Biens Communaux, délibérations du conseil municipal, 21 septembre 1834, 6 avril 1835.

intérieur, éclairage par la lumière naturelle, aération, ventilation — et d'autre part cet édifice annonce et magnifie sa fonction par l'intermédiaire des façades en pierre. L'utilisation de la pierre de taille n'a pas tant ici une raison architectonique qu'un effet symbolique. La pierre, matériau noble, fait de ces élévations des entrées monumentales en manière de propylées.

Le système abouti du type de charpente moderne en bois pourrait se trouver à Cardan. La halle-salle de spectacle a probablement été construite au début du XXe siècle. La taille et la forme des éléments sont donc désormais conditionnées par la nature et l'importance des forces en jeu, mieux connues ; les supports verticaux sont minces, les entrants en moise, donc doubles, sont boulonnés à une extrémité à l'arbalétrier, et à l'autre extrémité au support vertical. La polyvalence de la halle de Cardan évoque l'idée d'une certaine fragilité de l'identité des constructions modestes. Quand elles ne sont que des «parapluies», les halles n'ont de réelle existence que lors des marchés. Après avoir été le pôle d'attraction, elles reprennent avec discrétion l'allure d'un simple abri.

Pendant la deuxième partie du XIXe siècle et au début du XXe, la construction de halles avec charpente métallique est de loin dominante en Gironde. Le choix du bois ou du métal n'a pas vraiment été abordé dans les délibérations des conseils municipaux des communes étudiées. Il est parfois mentionné que la halle a été détruite par le feu, mais il n'est pas question de la fiabilité des matériaux en ce domaine. Le plus souvent c'est la vétusté qui a engagé la reconstruction. Le facteur décisif reste économique. La lecture des délibérations montre fréquemment le souci des communes d'encourager le commerce local, mais également le souci de gérer au mieux le budget communal. En ce sens, il faut noter que vers le milieu du XIXe siècle le prix de la fonte et du fer commence à concurrencer celui du bois. La question du coût — et c'est général pour toutes les constructions publiques de ce siècle — prend la première place et parfois relègue au second rang la notion de goût.

Avec l'architecture métallique, l'autonomie des grands programmes devient vraiment possible. La fabrication en série des pièces entraîne un moindre coût, et de plus, les possibilités du métal permettent encore plus que la légèreté et la solidité : l'esthétique intervient désormais grâce à la plasticité de la fonte.

Vers 1865, à Monséguir, le conseil municipal décide de démolir l'ancienne halle mais envisage au départ de ne reconstruire que des galeries périphériques. Les travaux

sont alors dirigés par l'architecte Faget. La décision de couvrir entièrement le marché n'est prise que vers 1892. L'architecte départemental Valleton est chargé de fournir les plans. Les travaux sont terminés en 1897. La halle de Monséguir offre un exemple du parti pris pour le métal dès le milieu du siècle.

Si une typologie n'est pas aisée, du moins peut-on observer une «généalogie» de ces édifices. Et, en l'occurrence voir dans la halle de Pellegrue la sœur de la halle de Monséguir reprenant en une seule entité et d'un coup les deux étapes de la gestation de son aînée. La nouvelle halle de Pellegrue est construite vers 1910, suivant les plans de l'architecte Bontemps. L'édifice est de plan carré, les colonnes en fonte du pourtour reposent sur un muret ouvert des quatre côtés par une entrée en pierre de taille surmontée d'un pignon triangulaire. Comme à Monséguir, la couverture comprend un lanterneau procurant espace et éclairage ; cette couverture se prolonge en appentis sur les quatre côtés.

L'aspect décoratif, évoqué plus haut, n'est pas absent de ces édifices ; chapiteaux ornés à Monséguir, tôles découpées à Pellegrue. La halle de Cérons construite par l'architecte Airolles vers 1880 montre comment une ornementation même modeste participe à un petit programme.

Il serait tentant de chercher la mère de ces sœurs et cousines à Bordeaux. L'influence de la grande ville est indiscutable. Généalogiquement ou hiérarchiquement le processus d'imitation de l'architecture est, pour ces exemples, passé par Bordeaux.

L'architecture métallique est véritablement introduite à Bordeaux par Charles Burguet, architecte de la ville de 1851 à 1879. Le mouvement des références n'est pas toujours facile à cerner et Robert Coustet montre bien que les dessins de Burguet pour le marché des Grands-Hommes datent d'avant la construction effective des Halles de Paris par Baltard⁹. Pourtant, en remontant dans la hiérarchie des influences, le modèle national reste bien souvent dans la Halle Baltard, auxquelles ressemblait entre autres le Grand-Marché de Bordeaux, de Burguet, autrefois à l'emplacement du marché Victor Hugo et du Palais des Sports.

Aux Capucins, les halles faisaient penser à un immense passage couvert, correspondant à l'idée que ce faisait l'Empereur pour les Halles de Paris, puisqu'il déclara en faisant arrêter les travaux commencés par Baltard : «Les Halles, tout comme la Gare de l'Est devraient être un vaste parapluie».



Saint-Loubès

9. R. Coustet, *Charles Burguet et l'architecture métallique à Bordeaux*, dans *Revue Historique de Bordeaux*, 1973, p. 69.

Les fermes «à la Polonceau» — structure légère composée de tirants pour les efforts de traction et de bielles pour ceux de compression — sont mises au point vers 1837. Elles peuvent couvrir de grandes portées, pour des gares, par exemple, mais aussi employées pour des petits programmes, comme à Bourg-sur-Gironde.

Un autre système est celui de la poutre à treillis en portique : indéformable, il ne nécessite pas de tirants. Cette structure en support/charpente soutient la halle de Barsac construite par l'architecte Flaudert vers 1895. Ceci donne encore un exemple de l'application d'un procédé à des programmes de toutes dimensions.

Les marchés de Libourne et d'Arcachon ont été construits au tournant du siècle. Leur parenté est due au fait qu'ils ont été commandés aux mêmes entrepreneurs libournais Richard et Peretti. L'architecte Pujibert a surveillé les travaux du marché d'Arcachon tandis que le marché de Libourne était réalisé sous la direction de l'architecte Dupuis. Le nouveau saut dans la modernité est irréversible : le métal s'impose. Composés d'une structure de fer et de fonte, les deux édifices présentaient des remplissages à effet de polychromie — briques vernissées — comme on pouvait en trouver à la même époque sur les autres programmes de prédilection de l'architecte rationaliste : écoles, hôpitaux ou habitations ouvrières.

Les halles de Libourne possédaient des entrées en pierre de taille qui, peut être plus qu'à Monségur ou à Pellegrue marquaient une volonté d'anoblir ces portes. L'utilisation de la pierre de taille, avec un emprunt à une stylistique classique paraît ici, d'une part signifier le désir de mieux intégrer l'édifice, et d'autre part marquer un certain refus de laisser construire un bâtiment public uniquement avec des matériaux nouveaux, industriels, sans affecter un matériau noble à l'élément principal qu'est l'entrée. Ce souci est également associé au goût pour la citation, l'évocation manifestée par les architectes, ici pour les entrées de marchés, mais aussi pour les gares dont les façades pouvaient être traitées comme des arcs de triomphe.

Le système «en dur»

La construction des halles en maçonnerie et des halles en bois est, pour les édifices étudiés en Gironde, à peu près contemporaine. Le fait même de construire un premier niveau d'élévation en maçonnerie, autorise l'édification d'un étage où peut se loger l'administration communale. Le type de la halle simple ou de la mairie-halle ne détermine pas son emplacement dans le tissu urbain. Le principe de la halle à arcades n'implique pas davantage la position centrale du bâtiment sur une place.

Une halle a été démolie à Ambarès vers 1835. Une nouvelle a été construite par l'architecte Auguste Bordes qui signale vers 1840 : «A côté de cette église et sur l'emplacement autrefois consacré au cimetière, j'ai fait construire une halle pour les marchés et les foires : elle était élevée sur ses quatre faces d'arcades archivoltées et de colonnes ; des profanes, pour lesquels les motifs d'art ont peu de valeur, l'ont appropriée à l'usage d'un bâtiment servant d'école et de mairie !» Après son intervention à l'église, qui possède un beau portail roman, Auguste Bordes ne pouvait projeter pour la halle qu'un «portique romain».

Le type des mairies-halles est autrement appelé «édifice mixte» dans la présentation du *Choix d'édifices publics...* publié de 1825 à 1836 par Gourlier, Biet, Grillon et Tardieu, architectes membres du Conseil des Bâtiments Civils qui cherchaient à montrer dans cette publication les meilleurs exemples du travail «normatif» exercé par le Conseil dans le premier quart du siècle pour l'ensemble des constructions publiques, contrôle qui n'est pas sans influences sur le corpus présenté ici. Les diverses fonctions réunies dans les édifices représentés dans l'ouvrage (marché-hôtel de ville-caserne de gendarmerie ou marché-école-caserne ou marché et salle de réunion) se résument ici le plus fréquemment aux seules fonctions de mairie-halle, avec de façon plus ou moins spécifique un lieu pour la justice de paix ou prétoire dans les chef-lieux de canton.

Le projet d'exhaussement de la halle de Cadillac est prévu dès la fin du XVIII^e siècle. L'architecte Richefort en propose un plan vers 1797 ; l'aspect de l'ensemble relève, sur le projet de l'élévation, d'un néo-classicisme pur. Par la suite, de multiples projets sont proposés. La construction ne se termine que vers le milieu du XIX^e siècle. Mairie et Justice de paix occupent l'étage. Seules les arcades cintrées ressemblent au dessin initial.

Les arcades de la mairie-halle de Saint-Loubès ne sont pas contemporaines de celles des couverts qui bordent la place. Une halle construite vers 1780 est remplacée vers 1850 par la mairie-halle édifiée suivant les plans de l'architecte Lasmolles. La culture classique qui avait guidée le concepteur de la halle de Cadillac n'est pas, il semble, la source qu'il faut évoquer en premier lieu pour Saint-Loubès. Le but était ici d'inscrire un bâtiment au centre d'une place à arcades et donc de continuer un programme en conservant l'élément essentiel de transparence.

Le goût pour la rationalité affirmée par bien des architectes du XIX^e siècle se conjugue à Gornac avec l'expression très atténuée d'un vocabulaire néo-médiéval. La mairie-halle est construite vers 1877 sous le contrôle d'un maître d'œuvre qui a dessiné un pignon découvert et des fenêtres



Arcachon



Monségur



Pellegrue

gémées encadrées par des pilastres rappelant l'idée des contreforts. Cet édifice montre de nouveau que loin des centres d'élaboration des mouvements architecturaux, et avec des maîtres d'œuvre locaux, le rattachement d'un petit programme à un grand courant architectural est problématique. Le vocabulaire architectural est parfois employé de façon si édulcorée qu'il en devient métaphorique. Et dans ce cas, prétendre remonter à un modèle entraînerait un parcours douteux dans la hiérarchie de l'imitation. A ce fait peut être ajouté que la manipulation des formes par les architectes, donne son originalité à l'architecture du XIXe siècle.

Les emprunts à une stylistique donnée, peuvent aussi être déterminés par une volonté, déjà évoquée, d'intégration de l'édifice dans le paysage urbain. A Coutras, par exemple, le maire soumet au conseil municipal l'avant-projet de halle de l'architecte Lamy le 10 janvier 1926. Le conseil considère que : «Le style des extrémités de la construction projetée est mis en harmonie avec celui des bâtiments voisins ; d'un côté la façade de l'hôtel de ville ; de l'autre l'ancien clocher de l'église» La construction est terminée en 1929.

Comme en opposition à ce principe, le marché de Grignols impose sa silhouette «1930» en béton armé au milieu de la place du village, exemple d'une attitude qui perdure jusqu'à la fin des années 1970, avant la réintroduction récente, par tel ou tel code et pour le meilleur ou pour le pire, d'une certaine dimension locale.

Avant l'intervention du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage, en l'occurrence l'administration municipale, est à l'origine de la décision de construire. Il n'est peut-être pas inutile d'étudier brièvement la genèse de la décision.

La procédure, avant 1982

Toutes les décisions concernant les constructions communales sont débattues en conseil municipal. Les registres de délibérations sont en ce domaine une source d'information essentielle tant pour la chronologie événementielle que pour l'indication du contexte social local dans lequel a été prise la décision.

Dans une première phase le maire et les conseillers conviennent de la nécessité impérieuse de construire ou de reconstruire une halle : à Lussac le conseil estime que «cet

établissement ne pourra manquer d'attirer les marchands qui eux-mêmes attireront un grand univers de monde» (8 août 1932)¹⁰. A Gornac, on pense que le marché sera une source d'avenir pour la commune, «le conseil est d'avis de supplier l'administration supérieure de bien vouloir autoriser la commune à faire construire une halle» (9 octobre 1873)¹¹. L'administration communale de Cérons considère que «le marché aux comestibles prend chaque année une plus grande importance» (9 novembre 1879)¹².

Les registres de délibérations montrent aussi comment les arguments évoqués pour démolir ou transformer un marché sont également convaincants : en 1954, le maire de Léognan et son conseil affirment que «le bâtiment de la halle n'a jamais servi à la fin à laquelle il était destiné et ne présente en cet endroit aucune utilité mais un danger public»¹³. A Rauzan, en 1861, on se demande si «vu l'état de vétusté et de dégradation complète de la halle, au lieu de faire des réparations qui pourraient n'être que très dispendieuses il n'y aurait pas avantage à la supprimer puisque les marchands refusent de se placer dans son enceinte»¹⁴. La halle de Sauveterre-de-Guyenne quant à elle a été démolie lors de l'aménagement de la place et jamais remplacée.

Police architecturale

La loi de 1982 sur la décentralisation a changé la procédure d'approbation pour les projets de construction des édifices publics. Cette loi donne aux régions des pouvoirs détenus, depuis le XVIe siècle pour la Voirie et la Surintendance des Bâtiments du roi, par une administration centrale.

Pourtant, avant 1791, «il n'existait aucune administration centrale qui embrassât l'ensemble des travaux des bâtiments civils et des édifices et monuments publics» précisent les auteurs de la *Notice historique sur le service des travaux et sur le Conseil Général des Bâtiments Civils* dans l'édition de 1886. La loi du 27 avril 1791 met sous la tutelle du ministère de l'Intérieur la direction des travaux pour la confection des routes, ponts et autres ouvrages publics et des bâtiments et édifices publics tels que prétoires, églises et presbytères, maisons d'arrêt, etc. La première organisation des Bâtiments Civils naît en 1795, fondée par l'Assemblée Constituante et par la Convention Nationale. L'histoire de ce service se complexifie principalement au cours du XIXe siècle durant lequel l'attribution précise à un ministère de tutelle est incertaine.

10. AD Gironde, dépôt des communes, Lussac.

11. AD Gironde, série O, Biens Communaux, Gornac, délibérations du conseil municipal.

12. AD Gironde, série O, Biens Communaux, Cérons, délibérations du conseil municipal.

13. AD Gironde, série O, Biens Communaux, Léognan, délibérations du conseil municipal.

14. AD Gironde, série O, Biens Communaux, Rauzan, délibérations du conseil municipal.



C'est donc en principe au ministère de l'Intérieur qu'une commune doit soumettre les projets et devis pour une construction, si son coût dépasse des sommes que l'on va indiquer plus bas. Sinon, à partir des années 1830, les travaux exécutés aux frais des départements et des communes ont lieu sous la direction immédiate des maires et des préfets. L'autorisation préalable des projets et devis par le préfet suffit lorsque les travaux ne doivent pas dépasser 1 000 francs en 1805, 3 000 puis 5 000 francs en 1806, 20 000 francs en 1821, 30 000 en 1837 pour les travaux communaux, et 50 000 quant aux travaux départementaux.

Il a été institué dans plusieurs départements des conseils, comités ou commissions des bâtiments civils pour examen préalable des projets et devis et particulièrement de ceux qui ne s'élèvent pas aux sommes qui viennent d'être indiquées. Mais même au-dessous de ces sommes les administrations départementales ou communales conservent la faculté de recourir à l'avis du ministère de l'Intérieur et du Conseil Général des Bâtiments Civils.

Le Conseil a toujours eu pour mission de donner son avis sur toutes les questions d'art, de contentieux, de construction, de pratique, de comptabilité, d'administration des travaux, de voirie urbaine et autres.

Deux cas peuvent illustrer le propos. Le 6 octobre 1885 Charles Garnier rapporteur au Conseil Général des

Bâtiments Civils, se plaint de la teneur du projet qu'il a à examiner pour la commune de Bazas : «Ainsi que cela arrive trop souvent dans les affaires soumises à l'examen du Conseil, aucun renseignement ne peut servir de guide et il faut étudier le projet sans connaître les données qui ont dû présider à sa composition»¹⁵.

Pour la halle de Cérons, le rapport de la Sous-Commission des Bâtiments Civils — commission locale donc, cette fois — est signé par Charles Durand en 1880. L'architecte Airolles, auteur des plans, estime en 1881 : «je ne crois pas que ces modifications soient suffisamment fondées pour entraîner une modification du plan»¹⁶.

Approfondir l'étude esquissée ici supposerait donc l'analyse poussée des moyens de «police architecturale» utilisé, l'intervention des commissions et sous-commissions des Bâtiments Civils étant pour beaucoup dans l'évolution des projets, leur analyse et leur compréhension permettant de façon plus large de cerner la nature et l'ampleur du projet normatif de l'Etat en la matière et de juger de son évolution en liaison avec celles des idées architecturales.

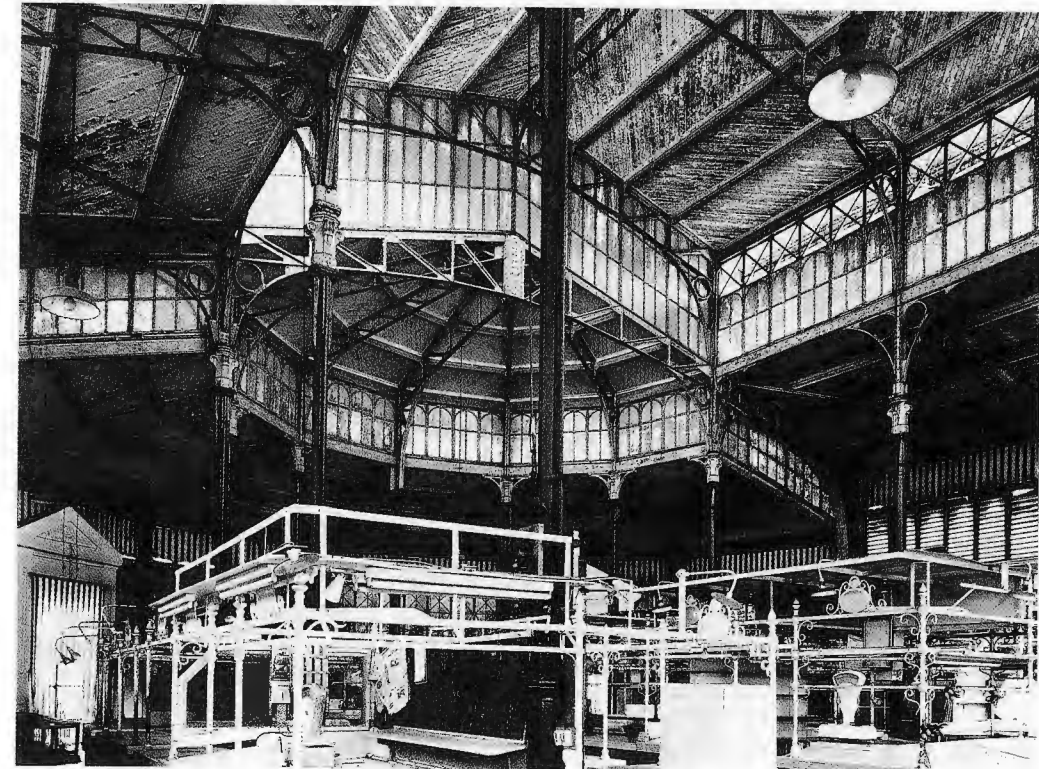
Les halles et marchés couverts sont des constructions qui *a priori* ne suscitent pas une grande émotion visuelle ou même intellectuelle. Pourtant, après étude, ces bâtiments se présentent comme exemplaires pour analyser la diffusion des normes, des techniques et des idées, loin des centres de réflexion et de pouvoir.

15. AD Gironde, série 2 O 771, Bazas.

16. AD Gironde, série O, Biens Communaux, Cérons.



Cérons



Bordeaux. Marché des Douves

COMMUNE	CONSTRUCTION	ARCHITECTES	MATÉRIAUX
Aillas			
Ambarès	v. 1836	*	Auguste Bordes
Andemos	v. 1966	*	Larcher et Peloux
Arcachon	1 v. 1885		Pujibert
	2 v. 1972	*	
Barsac	v. 1895	*	Flaudert
Bazas	v. 1890	*	Valleton
Bègles			
Blasimon	XIV/XVe ?		bois
Bourg	1 v. XVI/XVIIe		Héliot Escuyer
	2 XIXe	*	
Branne	1		
	2 XIXe	*	
Cadillac	1 XVe		
	2 XVIII-XIXe	*	Richefort ?
Cardan		*	
Castelmoron-d'Albret	XVIII/XIXe	*	
Castillon-la-Bataille	v. 1910	*	Francès
Castres-Gironde	v. 1929	*	
Caudrot	XXe		
Cenon	v. 1845		bois
Cérons	v. 1880	*	Airolles
Coutras	v. 1929	*	Lamy
Créon			
Etauliers	1 v. 1813		
	2 v. 1844	*	
Frontenac	XIXe	*	
Gensac	v. 1904		
Gomac	v. 1880	*	H. Maumelat
Grignols	v. 1925/30	*	Teulère
Guitres	v. 1890	*	
Lacanau-Médoc	v. 1982	*	Jean-Marius Faget
Langon	1 XVIII		
	2 v. 1970	*	
Lège-Cap-Ferret	v. 1978	*	fer
Claouay	v. 1960	*	
Piraillan	v. 1968	*	
Léognan	v. 1820		fer/fonte
Lesparre-Médoc			
Libourne	1 XV/XVIe		
	2 v. 1900		Dupuis
	v. 1973	*	
	v. 1835		fer/fonte
Lussac			brique
Margaux			
Monségur	v. 1871 et 1897		
Moulon	v. 1862	*	Faget/Valleton
Noaillan	v. 1928		
Paillet			fer
Pauillac	v. 1896	*	
Pellegrue	v. 1907	*	Bontemps
Pessac	v. 1927		Lamy
Pondaurat	v. 1930		
La Réole	1 XVIe		
	2 v. 1850	*	
Rions	XIXe	*	
St.-André-de-Cubzac	v. 1750		
St.-Ciers-sur-Gironde	v. 1882		Portier
St.-Emilion	1 XVe		Courau
	2 v. 1765	*	
Ste.-Foy-la-Grande	v. 1834		
St.-Germain-du-Puch	v. 1930		
St.-Loubès	1 v. 1780		
	2 v. 1854	*	Lasmolles
St.-Philippe-d'Aiguilhe			
St.-Savin	v. 1895/97	*	Albert Toumier
La Sauve	1 XVe		
	2 XIXe	*	
Sauveterre-de-Guyenne	XVIIe ?		
Soulac-sur-Mer	v. 1890 et 1923	*	Savignac/Marcel Picard
Targon	v. 1857 et 1922	*	
La Teste	v. 1845		
Vayres	XVIIIe ?		
Le Verdon	v. 1950	*	

* Halles ou marchés couverts existants



154 BORDEAUX Place des Capucins. En arrière-plan, les Halles

Bordeaux. Marché des Capucins



Coutras



Grignols



Lège-Cap-Ferret (Claouay)

La Gloire de Bordeaux : décors Bordelais de l'entre-deux-guerres

par Robert Coustet

L'architecture a toujours été à Bordeaux la manifestation privilégiée de l'art. Emportés par la « folie de bâtir », les Bordelais n'ont accordé qu'une place négligeable ou pour le moins secondaire à la peinture (sauf dans une certaine mesure à la peinture d'église soutenue par les institutions religieuses). Au même titre que le mobilier, portraits et paysages n'ont eu d'autre mission que de satisfaire aux convenances du luxe familial et bourgeois. Ni le XVIII^e, ni le XIX^e siècles n'ont laissé de grands cycles décoratifs peints comparables à ceux de Toulouse, par exemple.

Il est curieux, dans ces conditions, de constater que dans la période de l'entre-deux-guerres cette sorte de règle a connu une exception et que la fonction non seulement décorative mais surtout médiatique de la peinture a été reconnue et exploitée. Pour la première fois, peut-être, dans l'histoire bordelaise, elle a été chargée d'une valeur symbolique et allégorique destinée à promouvoir une certaine image de la cité.

L'exposition des Arts Décoratifs et l'Athénée Municipal

(fig. 1, 2, 3 et 4)

Les Bordelais prirent très à cœur, l'exposition internationale des Arts Décoratifs de 1925, un comité qui regroupait tous les grands noms du négoce des Chartrons décida de préparer la participation de la ville à cette manifestation.

On renonça à édifier un pavillon spécial comme Roubaix et Tourcoing, Mulhouse, Nancy et Lyon-Saint-Etienne. A l'instar de la Champagne et de l'Alsace, Bordeaux prit possession de l'une des quatre grandes tours construites par Charles Plumet, l'architecte en chef de l'exposition, et il fut décidé qu'elle serait consacrée à la promotion des vins, des cognacs et des liqueurs et apéritifs de la région. En somme, on privilégia les productions les plus prestigieuses mais aussi les plus traditionnelles¹.

Pierre Ferret, professeur d'architecture à l'école des Beaux-Arts de Bordeaux fut chargé des aménagements qui comprenaient, au rez-de-chaussée un grand hall et, tout en haut de la tour, un restaurant. Il choisit de faire du hall une sorte de « temple du vin ». Au centre, il fit dresser sur un socle de céramique bleue la statue polychromée de la Vigne, « idole païenne de ce temple », due au sculpteur Janniot. Autour, de vastes compositions décoratives (8,95 m de long sur 3,70 m de hauteur) célébraient les richesses de la région. Quatre prix de Rome, bordelais d'origine ou d'adoption, furent requis à cet effet : Jean Dupas pour *le Vin*, François Roganeau pour *La Forêt Landaise*, Jean Despujols pour *L'Agriculture* et Marius de Buzon pour *Les Colonies*. Pierre Ferret avait imposé « une discipline sévère... en vue de produire une œuvre d'une haute tenue d'ensemble et d'une grande noblesse ». Il exigea une palette sobre, des tons neutres et amortis pour ne pas rivaliser avec la statue de Janniot².

1. Exposition internationale des Arts Décoratifs et Industriels Modernes : Catalogue général officiel, Paris, 1925.

2. P. Ferret, Les arts décoratifs et leur naissance à Bordeaux, dans *Le Sud-Ouest de la France*, Bordeaux, 1925.

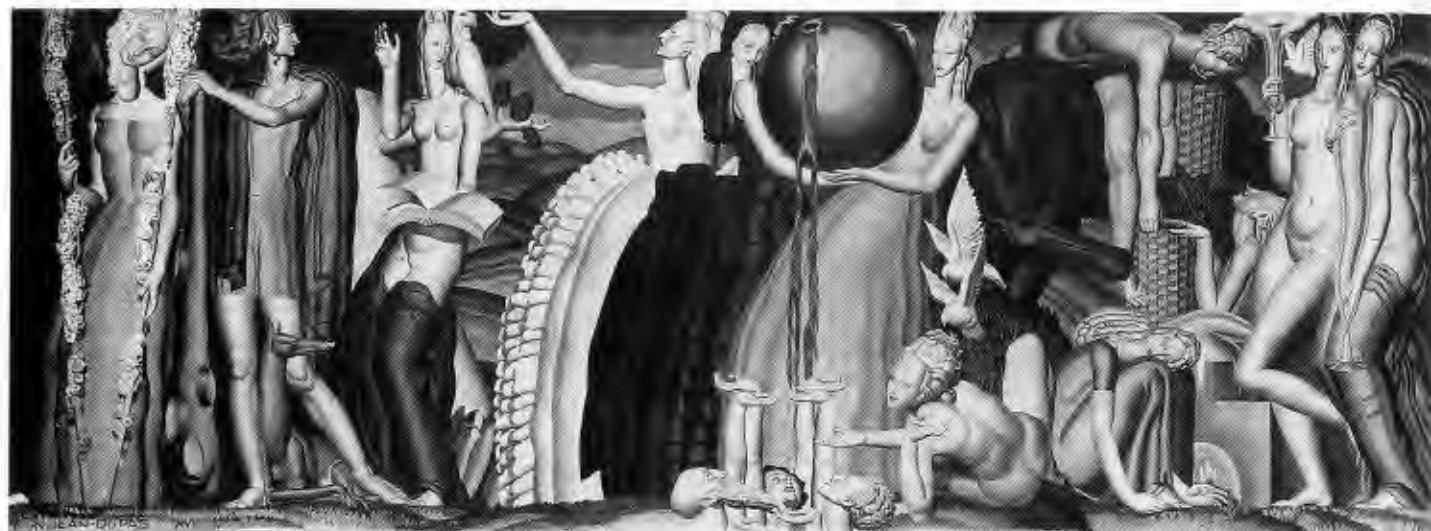


Fig. 1. — Jean Dupas, *La Vigne* (Musée d'Aquitaine), cliché Commission régionale d'Inventaire Aquitaine.



Fig. 2. — Marius de Buzon, *Les Colonies* (Musée d'Aquitaine), cliché Commission régionale d'Inventaire Aquitaine.

Ce parti ne fut que médiocrement apprécié par la critique. Le rapporteur général de l'exposition jugea que les peintres bordelais chantaient leur vin «en buveurs d'eau... dans un camaïeu un peu triste». Ces artistes se défendaient de tout académisme qui était selon eux, «l'asservissement à certaines conventions... une attitude scolaire qui respecte jusqu'aux verrues du modèle»³. Mais ils restaient fidèles au principe de composition classique fondée sur la symétrie des figures et sur la primauté du dessin et de la ligne. Dupas qui faisait figure de chef de file du groupe admirait les

maniéristes de la Renaissance Italienne et Ingres et il soutenait que la déformation était le moyen d'éviter toute vulgarité. Il donnait l'exemple en allongeant ses figures au-delà du vraisemblable, en gonflant leur cou, en cassant leurs articulations. Despujols multipliait les entrelacs et les sinuosités, cernant les musculatures au modelé accusé. Marius de Buzon, plus robuste, soulignait les formes d'un trait synthétique. L'élégance de Roganeau, plus laborieuse, réussit mieux à donner du caractère à ses bergers et à ses muletiers qu'à sa niaise allégorie de la forêt landaise.



Fig. 3. — Jean Despujols, *L'Agriculture* (Musée d'Aquitaine), cliché Commission régionale d'Inventaire Aquitaine.



Fig. 4. — François Roganeau, *La Forêt Landaise* (Musée d'Aquitaine), cliché Commission régionale d'Inventaire Aquitaine.

Le parti allégorique de toutes ces compositions avait conduit à multiplier les nudités : la *Forêt Landaise* de Roganeau, les bacchantes de Dupas, les négresses de Buzon étaient nues. Surtout, Despujols avait associés nus virils et féminins dans une vision arcadienne des activités agricoles et avait placé au centre de son panneau deux joveux tendrement enlacés et nus comme les vers de la terre dont ils avaient charge d'exprimer la fécondité. Ces images ne troublèrent pas les visiteurs de l'exposition parisienne.

En revanche de vives protestations éclatèrent lorsque les panneaux revinrent à Bordeaux. La Chambre de Commerce qui en étaient propriétaire les vendit à la ville qui les fit installer sur les murs de l'athénée municipal, centre très fréquenté où se déroulaient conférences et réunions populaires. Le maire, Adrien Marquet, dut affronter l'indignation de ceux qui crièrent à l'indécence. Un «comité de vigilance pour la protection morale de la jeunesse et la répression de la licence des rues» jugea toutes ces nudités «spécialement dangereuses pour les enfants». La presse se

3. Ministère du Commerce, de l'Industrie des Postes et Télégraphes, *Exposition internationale des Arts Décoratifs*, vol. II, Paris, 1928.

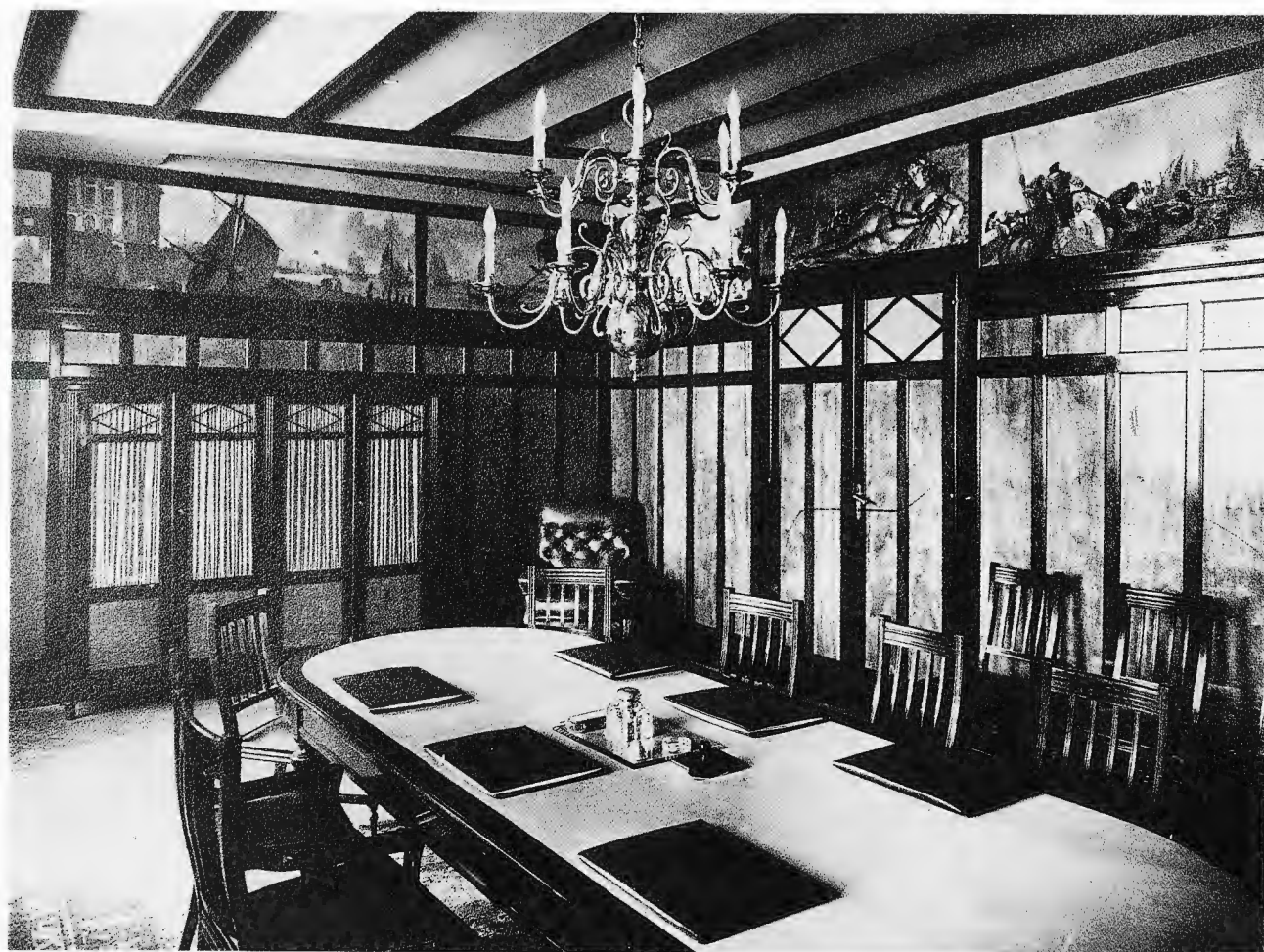


Fig. 5. — La salle de réunion de la Fédération maritime du port de Bordeaux (état ancien).

fit l'écho des inquiétudes d'un ouvrier typographe, père de trois enfants dont un garçon de quatorze ans, qui avait été gêné lors de la distribution des prix par la présence de ces représentations immorales. Le maire fit connaître qu'il jugeait les peintures ni licencieuses ni provoquantes et les laissa en place. L'anecdote montre, néanmoins le degré d'ignorance ou mieux d'inaccoutumance du grand public bordelais à l'égard des conventions les plus éculées de la tradition classique⁴.

La fédération maritime

(fig. 5, 6 et 7)

L'année même de l'exposition des Arts Déco, la Fédération maritime du port de Bordeaux quitta les bureaux qu'elle louait à la Chambre de Commerce et s'installa dans le

bâtiment neuf de la Bourse maritime. Le nouvel édifice implanté devant l'entrepôt Lainé était une reproduction fidèle du pavillon central de la place de la Bourse : véritable manifeste de fidélité de la bourgeoisie bordelaise au style du XVIII^e siècle. La Fédération profita de l'occasion pour se doter de bureaux dignes de l'importance que lui donnait l'activité du port autonome. Elle fit appel pour leur aménagement à l'architecte Raoul Jourde qui s'était fait connaître dans les milieux maritimes en réalisant, en 1923, les ateliers bordelais de la compagnie des Chargeurs Réunis qui l'avait chargé de la décoration de ses bâtiments. Pour la salle de réunion, Jourde s'inspira donc du style confortable des paquebots et dessina un lambris avec des panneaux de citronnier moulurés d'acajou. Au-dessus des portes, il fit placer deux trumeaux en plâtre doré représentant le *Garonne* et la *Navigation* et la *Pêche* qu'il demanda à son ami le



Fig. 6. — Louis Cazaubon, Le Port de Bordeaux, cliché Commission régionale d'Inventaire Aquitaine.



Fig. 7. — Albert Bégaud, Le Port de Bordeaux, cliché Commission régionale d'Inventaire Aquitaine.

sculpteur Cogné. Mais, surtout, il imagina de faire courir au ras du plafond, en guise de corniche, une longue frise peinte dont il confia l'exécution à Louis Cazaubon et à Albert Bégaud⁵. L'un et l'autre étaient bordelais. Cazaubon venait de dépasser la cinquantaine ; ancien élève de l'école des Beaux-Arts de Paris, il était depuis vingt ans sociétaire des Artistes Français. Il s'était spécialisé dans les peintures décoratives et pouvait se prévaloir de la protection d'Henry Frugès qui avait fait appel à lui pour la décoration de l'«Hôtel-musée» dans lequel il ambitionnait de regrouper

les artistes les plus représentatifs de sa génération. Pour la salle à manger de Frugès, Cazaubon avait peint un grand panneau représentant une *Fête des vendanges à Bordeaux au XVIII^e siècle* ; depuis, il s'était fait une véritable spécialité des représentations poétiques du port de Bordeaux. Bégaud, beaucoup plus jeune, commençait sa carrière. Il s'était formé à Paris chez Cormon puis chez Etcheverry l'un des plus brillants parmi ces peintres bayonnais qui à la suite d'Henry Zo allaient lancer la mode des sujets empruntés au folklore basque.

4. Bordeaux, Archives Municipales, 60 M 22. Les quatre œuvres font partie maintenant des collections du Musée d'Aquitaine.

5. J. Geffré, *Chronique de la Fédération maritime du port de Bordeaux*, Bordeaux, 1976.

Les deux peintres se répartirent le travail. Comme la frise était compartimentée de manière à correspondre aux divisions murales, Cazaubon reçut commande de sept panneaux et Bégau de cinq. Tous les panneaux avaient une même hauteur (60 cm) ; en revanche leur largeur était très différente ; deux étaient très étroits ; les autres variaient entre 80 cm et 2,20 m. Le thème retenu par les membres de la Fédération maritime était celui du port de Bordeaux à travers les âges. Mais le programme fut envisagé de façon très vague sans préoccupations historiques ni volonté de rappeler les grandes étapes du développement portuaire. Il est curieux de voir que l'Antiquité a été oubliée. Du Moyen Âge qui se prêtait pourtant à une évocation pittoresque des nefs anglaises venant charger les tonneaux de *claret*, n'a été retenu que le souvenir dramatique des drakkars normands remontant nuitamment la Garonne. Au contraire, le XVIII^e siècle qui n'a pas laissé le souvenir d'une époque prospère, fait l'objet des deux plus grands panneaux dans lesquels Cazaubon montre les navires du roi Soleil au mouillage dans la rade et une scène d'embarquement pour les îles où l'on voit un galant officier en rhingrave donnant la main à une coquette marquise au milieu d'une foule de gentilshommes enrubannés et de dames coiffées de fontanges. Pour le XVIII^e siècle, Bégau a choisi de montrer des barques accostant au quai monumental (aujourd'hui disparu) de la place Royale ; le cadrage au ras de l'eau, très piranésien, ne permet d'apercevoir que la base du palais de la Bourse. D'autres panneaux évoquent de façon très générale le temps glorieux de la marine en bois. En ce qui concerne le port moderne, Cazaubon reprend le thème qui faisait son succès des derniers voiliers ancrés au milieu de la rivière voisinant avec les modernes paquebots et il montre les élégantes promeneuses admirant la nouvelle Bourse maritime. Pour sa part, Bégau est surtout sensible au pittoresque de la vie des quais avec les ouvriers roulant des barriques ou les femmes du peuple avenantes rassemblées au marché aux pierres.

Les techniques sont sensiblement différentes. Cazaubon, avant tout coloriste, utilise une facture souple et moelleuse ; ses architectures s'estompent dans les lumières irisées ; les ciels sont fondus et les tons acides et légèrement désaccordés (bleu turquoise et rose vif avec quelques accents rouges et verts) prolongent une manière à la mode chez les symbolistes de la fin du XIX^e siècle. Bégau est plus dessinateur et, en cela proche des amis de Dupas ; ses nuages ont des formes graphiques, ses personnages des silhouettes fermes et synthétiques ; la luminosité est plus franche et la palette

aux accents vigoureux joue sur les bruns dorés et les gris ocrés. L'écart des générations se manifeste par des contrastes de style très nets.

Le Palais de la Bourse

(fig. 8 et 9)

Siège du tribunal et de la Chambre de Commerce, le palais de la Bourse est perçu comme un symbole de la tradition bordelaise : bastion des grandes familles de la bourgeoisie, il contribue par la splendeur de l'architecture de Gabriel et par le luxe de son décor intérieur à entretenir la nostalgie du siècle d'or. Or, à la fin de 1925, un incendie ravagea l'aile nord du bâtiment, détruisant en particulier les aménagements de l'architecte Burguet (1862). La nécessaire restauration fut l'occasion pour reconstituer le grand salon et le petit «salon Tourny» attenant, dans un style XVIII^e sans surcharge mais digne de la qualité de l'édifice. La Chambre de Commerce commanda à G. Larrée douze dessus de porte pour les enchasser dans les boiseries (six dans chaque salon)⁶. Bordelais et prix de Rome, le peintre imagina une série de paysages consacrés à la façade monumentale des quais dont la place de la Bourse constitue le point fort. Pour les accorder aux cadres rocailles, il s'en tint à l'état de la façade à la fin de l'Ancien Régime. La démarche est donc sensiblement différente de celle de Cazaubon et de Bégau à la Fédération maritime. Ici, la reconstitution se veut fidèle, par conséquent plus architecturale et moins anecdotique. Dès lors Larrée, comme Joseph Vernet avant lui, se trouva confronté au difficile problème du cadrage d'une longue séquence d'édifices de caractère identique ce qui oblige le peintre soit à multiplier les monotones perspectives obliques soit à prendre un fort recul qui nuit à la lisibilité d'un décor perdu entre ciel et eau. En s'inspirant de documents anciens (les gravures de Garneray aussi bien que les lithographies de Sewrin) il sélectionna les sujets suivants : *les chantiers du Roy, le quai de la Grave, le quai et la porte des Salinières, la porte Cailhau, le quai de Bourgogne, la rade, la place Royale et l'Hôtel des Fermes, la place Royale et l'Hôtel de la Bourse, le quai de la Bourse, le château Trompette, les Chartrons et les magasins des vivres de la Marine*.

Pour donner de l'animation, il inventa de charmantes figures de promeneurs et fit grande place aux navires, magnifique motif à la fois pittoresque et poétique. Mais l'idée la plus originale fut de multiplier les jeux de lumière.



Fig. 8. et 9. — G. Larrée, deux trumeaux de la Chambre de Commerce, cliché Commission régionale d'Inventaire Aquitaine.

Chaque trumeau est traité à un moment du jour ou à une saison différentes. Avec une grande sensibilité, Larrée sait représenter des ciels d'aurore rosés, des ciels d'orage, des ciels brumeux, perlés, azurés ou gris, doux ou menaçants. Ces effets atmosphériques sans cesse renouvelés s'ajoutent avec bonheur à la diversité des points de vue pour constituer

une suite de décors en fin de compte très variés. Le dessin précis, sans sécheresse cependant, ajoute à la qualité d'un ensemble qui va au-delà du pastiche. Larrée semble avoir retrouvé le secret des vedutistes et apparaît comme un lointain successeur de Joseph Vernet et d'Hubert Robert.

6. X. Védère, *Le palais de la Bourse de Bordeaux*, Bordeaux, 1955.

L'Exposition Internationale de 1937

(fig. 10 et 11)

L'Exposition Internationale des Arts et des Techniques dans la vie moderne de 1937 offrit une nouvelle occasion de réaliser un autre décor. Abandonnant l'idée d'un village folklorique «français», le Commissaire général de l'exposition imposa le principe d'un «centre régional». Au lieu de s'enfermer dans une architecture de pastiche, il s'agissait de défendre la cause d'un régionalisme architectural dynamique puisant ses sources dans la tradition mais capable d'évoluer et de s'adapter aux besoins de la société contemporaine. Face aux propositions du courant international et à celles de Le Corbusier et de ses «machines à habiter», le «centre régional» se proposait de trouver une réponse nationale et d'introduire dans l'art moderne un peu de souplesse, de variété, de chaleur⁷.

Cette option ne pouvait que convenir au maire de Bordeaux. Depuis son accession à la mairie, en 1925, Adrien Marquet s'efforçait de promouvoir une véritable politique architecturale fondée sur la volonté de préserver l'héritage du XVIII^e siècle et de le prolonger par des constructions «à la fois modernes et classiques»⁸. Sous la direction de Pierre Ferret, une équipe d'architectes mit au point l'ensemble destiné à représenter dignement la Guyenne et la Gascogne. Le pavillon spécial de la ville de Bordeaux fut conçu comme une sorte d'entrée triomphale dans un style discrètement néo-Louis XVI. A l'intérieur, le point fort de la décoration était un énorme panneau peint, dont l'exécution fut confiée aux Rigaud père et fils. Le premier, Pierre Gaston, ancien élève d'Albert Maignan et de Bonnat était sociétaire des Artistes Français, il exposait régulièrement à la Société des Amis des Arts, depuis 1898. Le second, Jean, avait été formé par son père et par André Devambez. En dépit de ses immenses dimensions (34 m de long sur 5 m de haut) ce décor a disparu et l'on ne peut s'en faire une idée qu'à travers les reproductions photographiques⁹.

Au centre de la composition, trois imposantes figures féminines représentaient la Guyenne unissant le Travail et l'Agriculture devant un fond d'architecture réunissant les plus beaux édifices de Bordeaux. Puis, entre les statues de Montaigne et de Montesquieu, se pressait un monde bigarré où se cotoyaient les Girondins et Victor Louis, des vignerons, des artistes, des savants et des sportifs (en particulier un rugbyman), des parqueurs d'huîtres, des Antillaises en boubous et des Arabes en burnous. De part et d'autre étaient évoquées les Landes avec les résiniers, saint Vincent de Paul et «l'oie qui si innocemment contribue à la réputation gastronomique de la région» et le Lot-et-Garonne et le Gers avec leurs fruits, le tabac et leurs monuments. Les artistes avaient recherché «de beaux volumes, une composition, bien équilibrée, de couleur sobre, des attitudes exactes, des types véridiques». Ils avaient travaillé «par plans dans une facture large et une harmonie puissante»¹⁰. Pour éviter tout incident et pour ne pas braver la morale, la nudité avait été systématiquement proscrite. Les trois figures allégoriques étaient pudiquement drapées à l'antique. Tout au plus, en cherchant bien, pouvait-on apercevoir le sein lourd d'une négresse (concession au naturalisme exotique) et un petit enfant en costume d'Adam (hommage à l'innocence).

L'Exposition de 1937 fut marquée par «la triomphale apparition des grandes fresques»¹¹ entendons par là des grandes décorations murales qui s'étalèrent tant à l'intérieur que sur les murs extérieurs des pavillons. Bordeaux a donc participé à ce phénomène, mais à côté des réalisations originales d'un Raoul Dufy (*La Fée Electricité*), d'un Robert Delaunay (pavillon des chemins de fer) ou même d'un Louis Jaulmes (palais de Chaillot) l'œuvre des Rigaud paraît singulièrement timide. Bien peinte, sans doute, elle reste platement conventionnelle et certainement en retrait par rapport aux panneaux bordelais de l'exposition des Arts Déco. Le respect de l'ordre moral avait conduit à renoncer aux audaces stylistiques pourtant bien sages de «l'école de Dupas»¹².



Fig. 10. — Exposition Internationale de 1937 : hall d'honneur du pavillon de Bordeaux (extrait d'Exposition Internationale Paris 1937 : Rapport général sur la participation de la région Guyenne et Gascogne).

7. J. Cl. Vigato, «Le centre régional, le centre artisanal et le centre rural» dans *Cinquantenaire de l'Exposition Internationale des Arts et des Techniques dans la vie moderne*, Paris, 1987.

8. R. Coustet, «Bordeaux en Aquitaine : entre la tradition et le modernisme» dans *Bordeaux et l'Aquitaine 1920-1940 : urbanisme et architecture*, Paris, 1988.

9. Exposition Internationale Paris 1937. Rapport général sur la participation de la région Guyenne et Gascogne, Paris, 1938. Photographie d'ensemble sur une feuille dépliant. On en trouvera aussi une évocation en couleurs dans *l'Illustration*, exposition Paris 1937, album hors-série.

10. Exposition Internationale..., o. c. supra p. 50.

11. J. Gallot, «La renaissance de la fresque», dans *l'Illustration*, o. c.

12. B. Chavanne et Ch. Guttinger, «La peinture décorative», dans *Cinquantenaire*, o. c.



Fig. 11. — Gaston et Jean Rigaud, panneau décoratif du pavillon de Bordeaux à l'exposition de 1937 (extrait d'Exposition Internationale Paris 1937 : Rapport général sur la participation de la région Guyenne et Gascogne).



Fig. 12. — François Roganeau, *La Vigne*, (bourse du Travail), cliché Commission régionale d'Inventaire Aquitaine.

La Bourse du Travail (fig. 12, 13, 14, 15, 16)

Le chantier décoratif de la bourse du Travail fournit une nouvelle occasion pour affirmer la vitalité des peintres bordelais. Le monument fut voulu par Adrien Marquet qui décida d'en faire un véritable manifeste de sa politique municipale. Elu par la gauche, en 1925, Marquet en faisant construire un «palais du Travail» payait sa dette à l'égard de son électorat, il démontrait le dynamisme de son administration, il offrait au peuple les fruits de la grande culture, il protégeait les arts et présidait à l'épanouissement d'une «école de Bordeaux». Jacques d'Welles, l'architecte de la ville chargé de la construction s'efforça d'utiliser le béton de façon artistique en l'ennoblissant par un ambitieux programme décoratif qui faisait une large place à la sculpture et à la peinture.

En février 1937, François Roganeau (Grand Prix de Rome de peinture et directeur de l'école municipale des Beaux-Arts), Camille de Buzon (frère de Marius), Albert Bégaud et André Caverne s'engagèrent par contrat à peindre sur mortier les murs des deux petits foyers publics. Dans celui de droite, Caverne célébrait l'*Architecture bordelaise* et Buzon le *Commerce de Bordeaux*, dans celui de gauche, Roganeau exalterait la *Vigne* et Bégaud le *Pin des Landes*.

Ces œuvres ont un air de famille, mais chaque artiste conserve, néanmoins, sa manière personnelle. Roganeau revient à la tradition du nu académique pour présenter une image de la vigne curieusement androgyne entourée par une foule populaire de vendangeurs et de buveurs d'un réalisme appuyé. A côté, le panneau de Bégaud s'impose par une composition claire et bien rythmée, par un dessin expressif et par une palette aux puissants accords verts et



Fig. 13. — Albert Bégaud, *Le Pin des Landes*, (bourse du Travail), cliché Commission régionale d'Inventaire Aquitaine.

pourpres. Pour illustrer l'architecture bordelaise, Caverne utilise une ligne aiguë et cassée, des déformations systématiques et des tons acides. Buzon, vigoureux et franc, modèle ses personnages dans des couleurs fraîches. Tous ont en commun le sens de la muralité et savent rendre significatives les allégories en les plaçant dans un décor évocateur de la vie familiale.

Le véritable chef de file du groupe, Jean Dupas, reçut la commande la plus importante, celle de la salle de conférences. Il s'agissait de couvrir de fresques une abside formant le fond de la salle ainsi que les deux panneaux rectangulaires en retour et un grand mur latéral faisant face aux vitrages. Le contrat prévoyait que l'ensemble serait achevé au 31 décembre 1938. Mais les retards s'accumulèrent et ce n'est qu'à la fin de 1939 que le décor de l'abside fut enfin achevé alors que le grand mur n'était pas encore commencé. Il est vrai que par suite de la guerre, le thème choisi pour ce mur avait dû être reconsidéré, le sujet initial ne correspondant plus à l'actualité. D'un point de vue esthétique, on jugea d'ailleurs que les couleurs auraient

lutté avec celle de l'abside. Il fut donc décidé de peindre des panneaux en grisailles dans des tons clairs sur des toiles argentées reprenant le rythme architectural de la verrière. Finalement, faute de pouvoir se procurer les précieuses toiles, les grisailles furent peintes directement sur le mur (1942). L'ensemble constitue une exceptionnelle réussite.

Le thème de l'abside illustre *la gloire de Bordeaux* cependant que les grisailles sont chargées d'évoquer la civilisation et la culture. Sur l'abside, les figures de la Garonne et de Neptune, de Bacchus et de Cérès, de l'Afrique et de Mercure, la muse des Arts et une Renommée entourent les grandes armes de la ville. Sur le mur, couvert de noms illustres d'hommes de lettres, de peintres, de musiciens, de médecins, de savants, etc. on peut voir des représentations allégoriques réparties en fonction du seul équilibre de la composition : l'Esprit soufflant sur les eaux, Hercule tuant l'Hydre de Lerne, Pégase, les mains créatrices, les masques de la Tragédie et de la Comédie, Euterpe tenant sa lyre, la balance de la Justice etc. Les harmonies

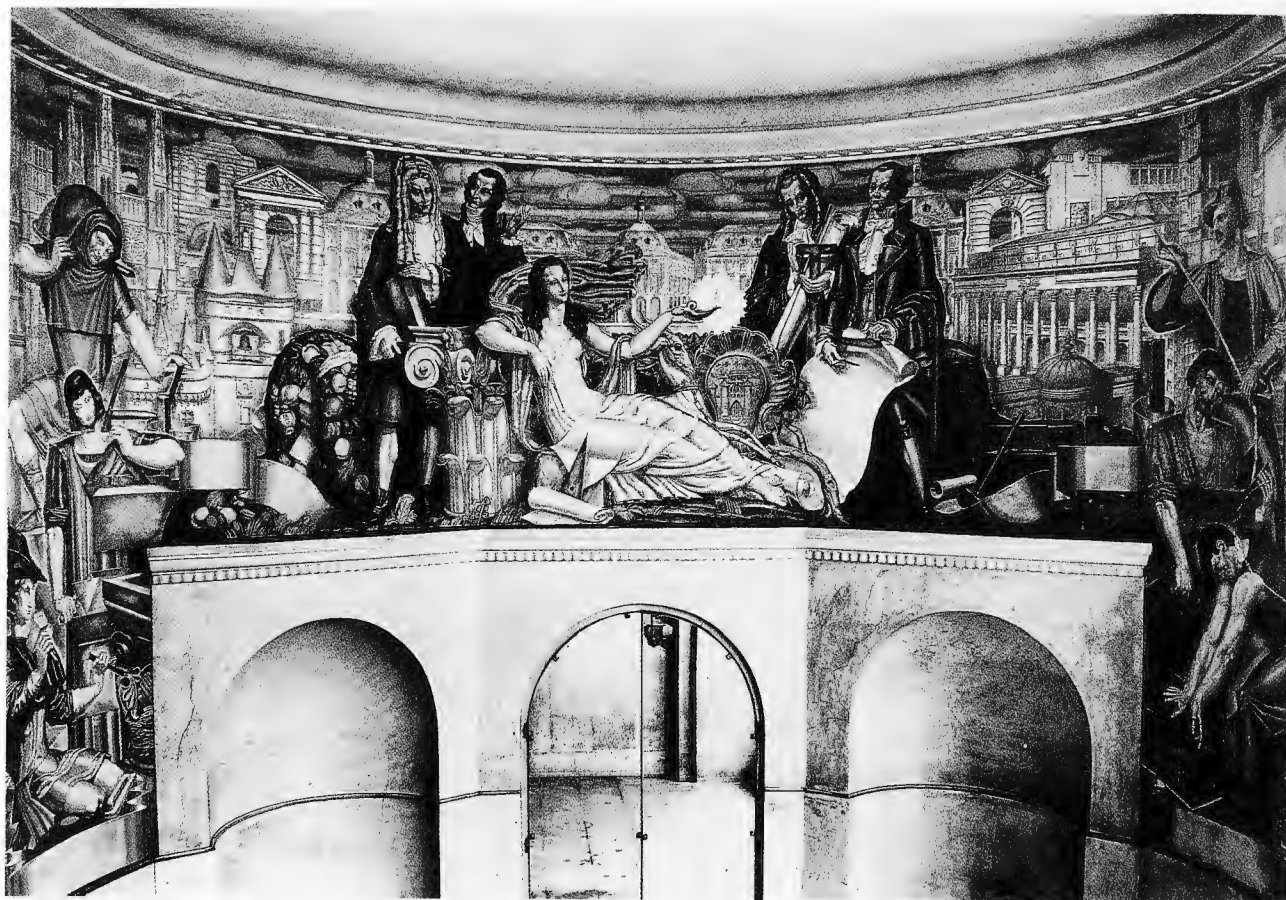


Fig. 14. — André Caverne, L'Architecture bordelaise, (bourse du Travail), cliché Commission régionale d'Inventaire Aquitaine.

argentées des gris sont d'une grande délicatesse et adoucissent la clarté de la salle tout en mettant en valeur le sombre éclat à dominante pourpre et vert de *la Gloire de Bordeaux*¹³.

La Gloire de Bordeaux

Toutes ces peintures ont des points communs. Réalisées durant les deux décennies de l'entre-deux-guerres par des artistes consacrés sur le plan local, elles sont de caractère décoratif et destinées à des édifices publics ou semi-publics. Toutes ont pour but de célébrer la beauté et la richesse de Bordeaux. Toutes, enfin, se rattachent par leur style à ce que faute d'autre mot (le terme académisme étant formellement récusé par Dupas et ses amis) on peut appeler la tradition. Leur intérêt réside dans leurs différences tant stylistiques qu'idéologique. Les panneaux de la Chambre

de Commerce et de la Fédération maritime, commandés par les notables bordelais sont certainement les moins audacieux. Prévus pour s'insérer dans des cadres historiques ou luxueux et confortables, destinés à une vie sociale restreinte et codifiée par les bons usages, ils sont de dimensions assez petites et adaptés au goût d'une élite bourgeoise qui fut de tous temps éprise de paysages et de scènes de genre. Larrée et Cazaubon, chacun avec leur personnalité — le premier dans la continuité de XVIII^e siècle, le second encore plus proche des symbolistes — restent fidèles à un beau métier, savoureux et sage. Albert Bégau réussit avec habileté à travailler à leur côté mais avec une discrète originalité qui dénonce son appartenance au second groupe.

Les décors peints pour les foules des expositions et pour des édifices publics, sont adaptés aux dimensions de grandes surfaces murales. Ils se réclament d'un classicisme



Fig. 15. — Camille de Buzon, Le Commerce de Bordeaux, (bourse du Travail), cliché Commission régionale d'Inventaire Aquitaine.

fondé sur la clarté d'une composition rigoureusement symétrique et sur la primauté de la ligne. Mais par l'arabesque qui déforme et donne du caractère aux figures, Dupas et son groupe pensent échapper à l'académisme et atteindre à une élégance expressive. Ils restituent ainsi au classicisme une qualité nouvelle et, à leurs yeux, moderne (il faut se souvenir que dans le cadre du Salon des Artistes Français, Jean Dupas fit, effectivement, figure d'artiste provocateur). Le message idéologique, enfin, est suggéré par des moyens proches mais néanmoins distincts. Larrée et Cazaubon ont recours au symbole. Au premier degré, ils se contentent de représenter le paysage du port de Bordeaux avec ses monuments et les variations sur le thème choisi invitent à prendre conscience de l'ancienneté de l'histoire bordelaise, à se convaincre de la beauté du site et de son architecture, à mesurer une activité maritime qui met Bordeaux en relation avec les pays d'Outremer. Ceux qui

travaillent dans les murs de la Chambre de Commerce et de la Fédération maritime sont les légitimes héritiers d'une longue et glorieuse aventure commerciale et les dépositaires d'un héritage artistique marqué au sceau du bon goût.

Dupas, Roganeau et leurs amis parlent le langage de l'allégorie, plus artificiel mais plus direct dès lors que le code est connu et facile à décrypter si l'on s'en tient à un sens élémentaire. Au centre de chaque composition trône donc le personnage allégorique nu ou noblement drapé : la *Vigne*, la *Forêt* ou le *Pin des Landes*, la *Garonne*, la *Ville de Bordeaux*, etc. L'identification est donnée par un environnement sans équivoque : vendangeurs et buveurs, résiniers et pins maritimes, marins et dockers, monuments clairement reconnaissables, etc. Le message choisi, dès 1925, par la bourgeoisie conservatrice puis repris à son compte et amplifié par le maire socialiste Adrien Marquet,

13. R. Coustet, «Bourse du Travail», dans *Bordeaux et l'Aquitaine*, o. c.

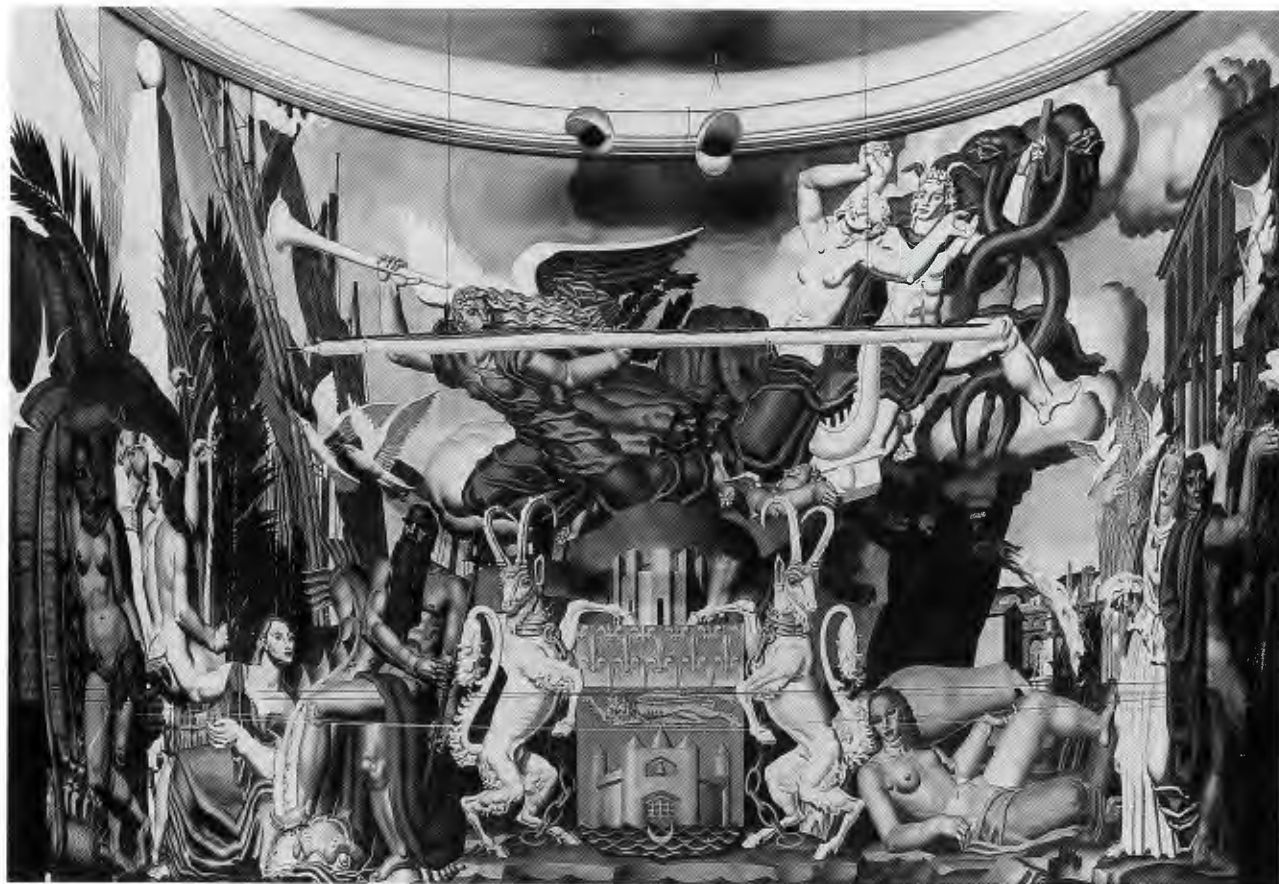


Fig. 16. — Jean Dupas, La Gloire de Bordeaux, (bourse du Travail), cliché Commission régionale d'Inventaire Aquitaine.

est celui d'une riche et belle cité qui tire son opulence de la mise en valeur d'un terroir agricole privilégié et de l'exploitation bienfaisante de lointaines et merveilleuses colonies. Cette vision rassurante met la ville hors d'atteinte du danger ouvrier et à l'abri des soubresauts sociaux.

Ainsi, il faut se garder de considérer la peinture bordelaise officielle comme un système figé. Elle est diverse, nuancée et combative. Elle s'oppose vigoureusement aux avant-gardes et en particulier, sur le plan local, aux peintres du

Salon des Indépendants bordelais. Ces derniers prétendaient tirer les leçons du cézannisme et du fauvisme et, au nom de la liberté, récusait les leçons de l'école des Beaux-Arts fermement dirigée par Roganeau¹⁴. Cependant que les élites se complaisaient dans la nostalgie du siècle d'or, les officiels chargés des grandes commandes municipales prônaient un retour à l'ordre par le biais d'un néo-classicisme expressif et populaire. Derrière les querelles plastiques se cachent les clivages sociaux et politiques. Mais, au total, la période a été, au point de vue artistique, d'une exceptionnelle vitalité.

14. On trouvera des éléments sur l'affrontement entre l'école des Beaux-Arts et les Indépendants dans le Catalogue *Georges de Sonnevill et Bordeaux (1889-1978)*, Musée d'Aquitaine, Bordeaux, 1990.

Etudes d'archives *Groupe Jules Delpit*

Une singulière opinion du Dr. B. Peyneau

par André Coffyn¹

En classant les archives de la Société, nous avons retrouvé diverses lettres et des photographies du Dr. Peyneau qui constituent actuellement un petit dossier sur la fouille des nécropoles du bassin d'Arcachon

Le docteur Peyneau, maire de Mios, a poursuivi depuis 1913 et durant de nombreuses années, des recherches sur l'antiquité de sa région. Il a découvert et fouillé les nécropoles en tombes plates ou sous tumulus de Biganos, Mios et Salles. Pris par sa clientèle et les obligations de la mairie, le Dr. Peyneau faisait pratiquer des fouilles par des ouvriers et venait chaque soir recueillir les trouvailles de la journée. La méthode utilisée consistait à faire effectuer une tranchée coupant le tumulus en passant souvent par le centre. Il semble donc que les fouilles n'aient pas un caractère scientifique, Peyneau ne disposant que des observations succinctes des ouvriers.

Ses recherches achevées, le Dr. Peyneau les publia en 1926 chez E. Féret sous le titre : *Découvertes archéologiques*

dans le pays de Buch². Il s'attache dans cet ouvrage à décrire et à dessiner le matériel découvert mais s'attarde surtout sur Lamothe, capitale des Boiens ainsi que sur ces derniers qui font l'objet d'un volume entier. Pour lui «l'arrivée de cette peuplade dans le Sud-Ouest coïncide avec l'apparition du rite de l'incinération et l'introduction de la civilisation hallstattienne. Je l'ai placée vers le milieu du VIIe siècle avant notre ère»³.

L'exactitude de cette chronologie ainsi que l'attribution des nécropoles au Premier âge du Fer nous paraissait fournir la preuve des connaissances du Dr. Peyneau en archéologie protohistorique. Nous l'avons ainsi souligné dans une nouvelle publication du matériel des nécropoles du Bassin d'Arcachon avec J. -P. Mohen⁴.

Aussi nous avons été surpris en trouvant des lettres qui relataient les premières découvertes à Mios en 1913. Elles sont adressées à C. de Mensignac, alors secrétaire général de la Société Archéologique de Bordeaux⁵.

1. Centre Pierre Paris, Université de Bordeaux III.

2. B. Peyneau, *Découvertes archéologiques dans le pays de Buch*, Féret, 1926, 3 volumes — I : *Depuis l'âge de la pierre jusqu'à la conquête romaine*, 207 p., 3 plans, XXV pl. — II : *Depuis la conquête romaine jusqu'à nos jours*, 235 p., 1 carte, XXXIV pl. — III : *Parenté des Boiens du Buch avec les Boiens de la Cisalpine et de Bohême*, 212 p. (= Peyneau, *Pays de Buch*).

3. B. Peyneau, *Pays de Buch*, p. 33-34.

4. J.-P. Mohen, A. Coffyn, *Les nécropoles hallstattiennes de la région d'Arcachon*, (*Biblioteca Prehistorica Hispana*, XI), Madrid, 1970, 141 p., XXIV pl., XXI pl. photographiques.

5. Lettres de B. Peyneau à C. de Mensignac, Archives de la Société Archéologique de Bordeaux, Dossier Nécropoles du Pays de Buch (= Dossier).

J'ai fait abandonner le travail,
j'attends à le reprendre quand nous
aurons fini si c'est nécessaire.
Je conclus que ces ~~monticules~~ ^{monticules}
~~monticules~~ ^{monticules} sont comme le ~~monticule~~
La forme a une distance de 20 à
30 mètres les uns des autres
l'indiquent des sépultures à n'en
pas douter; probablement il y a
eu là une bataille à la suite
de laquelle les Romains ont
enseveli leurs morts.

Fig. 1. — Lettre de Peyneau
à de Mensignac,
du 28 juillet 1913.

La première datée du 28 juillet 1913, relate les premières fouilles sur trois tertres du Pujaut, ensemble de six tumuli dont trois ont fait l'objet d'une fouille sommaire par une tranchée Nord-Sud les coupant par le centre. Les tombes à incinération se trouvaient souvent au centre mais parfois à la périphérie. L'alignement des monticules sur une ligne sinueuse fait dire à Peyneau : «Je conclus que ces monticules disposés à 20 ou 30 mètres de distance les uns des autres indiquent des sépultures; probablement il y a eu là une bataille à la suite de laquelle les Romains ont enseveli leurs morts». L'attribution aux Romains de ces tombes montre bien l'ignorance de Peyneau en ce domaine (Fig. 1).

Mais il y a mieux encore ! Dans une autre lettre du 20 novembre, toujours à de Mensignac, Peyneau avance une singulière détermination pour un objet trouvé dans le tumulus F (en 1926, ce tertre devient H car Peyneau en a découvert deux de plus). «J'ai dérouillé non sans peine le gros objet que nous prenions pour un os. C'est la pique d'un drapeau. En voici le dessin promis. Hauteur totale : 0,42 m ; hauteur de la pique : 0,12 m ; la plus grande largeur : 0,15 m. Cela est ouvragé et très en relief et représente des feuilles de chêne, je crois. L'objet très en saillie que je

J'ai dérouillé non sans peine
le gros objet que nous prenions pour
un os. C'est la pique d'un drapeau.
En voici le dessin promis.

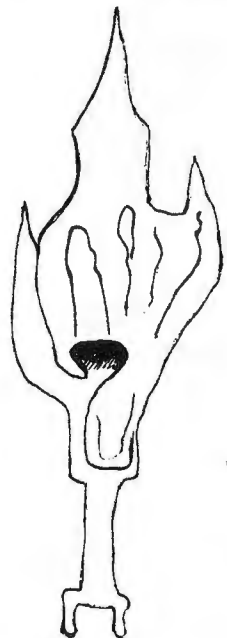


Fig. 2. — Lettre de Peyneau, du 20 novembre 1913, relative à la pique du drapeau.

Hauteur totale 0,42 m
hauteur de la pique 0,12 m
la plus grande largeur 0,15 m
Cela est ouvragé et très
en relief et représente
des feuilles de chêne
je crois. L'objet très en
saillie que je
ai déroulé a une forme
bizarre que je
ne puis décrire.



Fig. 3. — La pique du drapeau.
Photo B. Peyneau.



Fig. 4. — L'épée à antennes du tumulus H du Pujaut à Mios. Musée d'Arcachon. L : 459 mm.
La poignée de l'épée après restauration. Photo du Musée d'Arcachon.



figure à l'encre a une forme bizarre que je ne m'explique pas. A mon prochain voyage à Bordeaux je vais l'apporter. Je vais maintenant modifier mon mémoire de façon à le présenter à la prochaine réunion de la Société Archéologique» (Fig. 2 et 3).

Cette bizarre opinion reste bien dans l'optique de l'attribution de la nécropole aux romains. Mais de quoi s'agit-il en réalité ? cette pièce est une épée à antennes déformée et boursoufflée par le feu car les guerriers du Premier âge du fer étaient incinérés avec leurs armes et leurs bijoux. Cette arme très détériorée a été restaurée pour la partie supérieure au moment de la récente étude du matériel (fig. 4).

Enfin, dans une troisième lettre du 24 novembre, Peyneau annonce sa visite à de Mensignac avec des photographies d'une urne sous différents aspects, des bijoux, des plats

accollés trouvés dans le tumulus de la pique de l'étendard et l'étendard lui-même (fig. 3).

Il est donc indéniable qu'à la fin novembre 1913, le Dr. Peyneau ignore absolument ce qu'il a découvert. Mais il va rencontrer de Mensignac et examiner avec lui le matériel des tertres du Pujaut à Mios. Tout va alors changer et la vérité est rétablie comme on le voit dans la communication qu'ils feront ensemble le 12 décembre. Le texte non publié comprend 9 pages manuscrites de la main de C. de Mensignac qui replace immédiatement la découverte au Premier âge du fer : «les trouvailles déjà faites à Mios (pointes de flèches en silex, haches en bronze à bords droits, mosaïque gallo-romaine, sarcophage mérovingien) montrent que cette commune a été peuplée durant les âges robenhausien (néolithique) et morgien (âge du Bronze) et les époques gallo-romaine et mérovingienne, moyen-âge...

Une lacune existait encore dans la suite successive de ces âges préhistoriques, celui du Fer. Elle est aujourd'hui comblée grâce à l'importante découverte de M. B. Peyneau... de tumulus du Premier âge du fer... antique cimetière à incinération d'époque hallstatiennne comme le démontrent les objets découverts.»

De Mensignac explique ensuite pourquoi les *tribus celtiques* se sont installées à Mios, le long de l'Eyre, dans une région qui leur fournissait deux produits de première nécessité : le sel et le fer. Le sel des salines du Bassin faisait l'objet d'un important trafic qui suivait le *Camin de la Sau*, antique voie passant par Biganos, Mios, etc. Le minerai de fer était très abondant et riche dans la commune de Mios et alimentait jusqu'à ces derniers temps les hauts-fourneaux de Lugos et de Pont Nau (le texte est écrit en 1913).

Après ces explications tirées de l'archéologie comparée, de Mensignac, pour cette note servant de prise de date, énumère brièvement le matériel de la nécropole : urnes, couvercles, vases accessoires. Le mobilier métallique se compose de deux épées à antennes, de débris de fourreaux en fer et de bijoux. Il n'est plus question du drapeau ni de sa pique.

Ainsi le Dr. Peyneau est arrivé à l'aide de C. de Mensignac à rejeter ses interprétations erronées et à revenir à la réalité. Il était temps car il allait se trouver en séance de la Société Archéologique devant F. Daleau très au courant des récentes trouvailles de l'Age du Fer dans les Pyrénées et en Espagne avec son ami le Marquis de Cerralbo⁶.

Le dossier que nous avons constitué se complète d'un certain nombre de photographies, en général de bonne qualité, sur les diverses découvertes du Pujaut et d'ailleurs. Elles montrent d'abord certaines confusions de Peyneau lors de la modification de la numérotation des tertres après la fin de sa fouille (8 *tumulis* fouillés entre 1913 et 1926, soit deux de plus qu'à l'origine) (Fig. 8) mais permettent de redécouvrir des vases disparus depuis cette date.

D'abord l'urne du tumulus B du Pujaut dont il ne reste qu'un fragment de col et que Peyneau décrit ainsi : «Je dégageai l'urne de sa carapace. Elle était d'une jolie couleur rousse, et était couverte — ce qui est très rare — de deux chapeaux superposés, qui avaient protégé son contenu de toute altération. Quoique très molle, elle était intacte et je l'ai reproduite par le dessin ce qui me dispense de la décrire (3, p. 60 et Fig. 22, p. 29). Il s'agit d'un grand vase situliforme (310 mm de haut), à petit col souligné de six cannelures dont nous avons aussi une photo après



Fig. 5. — Urne du tumulus B du Pujaut. Photo B. Peyneau.

restauration (Fig. 5 et 6 à droite). Sur cette dernière, figure également la troisième urne du tumulus G qui faisait encore partie de la collection personnelle du Dr. Peyneau en 1970.

Enfin une autre photographie nous présente une série de vases accessoires de la nécropole du Pujaut dont un seul est inédit. Il s'agit du second à partir de la droite qui est celui provenant du tumulus B que Peyneau n'avait ni décrit ni figuré. Avec l'urne et ce vase, le matériel de ce tertre est maintenant entièrement connu (Fig. 7).

Le Dr. Peyneau va continuer à explorer les nécropoles du Pays de Buch durant une douzaine d'années. Il mettra à profit cette période pour perfectionner ses connaissances sur l'âge du fer et surtout consulter ses maîtres : S. Reinach, C. Jullian, M. Boule, H. Breuil, L. Capitan et A. Blanchet comme il l'écrit à Mensignac en octobre 1921⁷.

L'aboutissement en est sa publication, assez bien illustrée et remarquable malgré son ancienneté, qui reste encore un ouvrage de référence pour les chercheurs.



Fig. 6. — Urne du tumulus B (à droite : 310 mm) et du tumulus G (à gauche : 210 mm) après leur restauration. Photo B. Peyneau.



Fig. 7. — Vases accessoires du Pujaut. De droite à gauche : 3ème urne du tumulus A, tumulus B, tumulus F et tumulus H, 3ème urne (93 mm). Photo B. Peyneau.

6. B. Peyneau, C. de Mensignac, Les tumulus du Premier âge du fer à Mios (Gironde), *B.S.A. Bordeaux*, XXXV, 1913 ; C. de Mensignac, B. Peyneau, Les tumulus du Premier âge du fer à Mios, 9 p. manuscrites signées de Mensignac (= Dossier). Article de la *Petite Gironde* du 16-12-1913, relatant la séance de la Société Archéologique de Bordeaux (Dossier).

7. Fonds de la Société Archéologique de Bordeaux, Archives départementales, Liasse 53, n° 136.

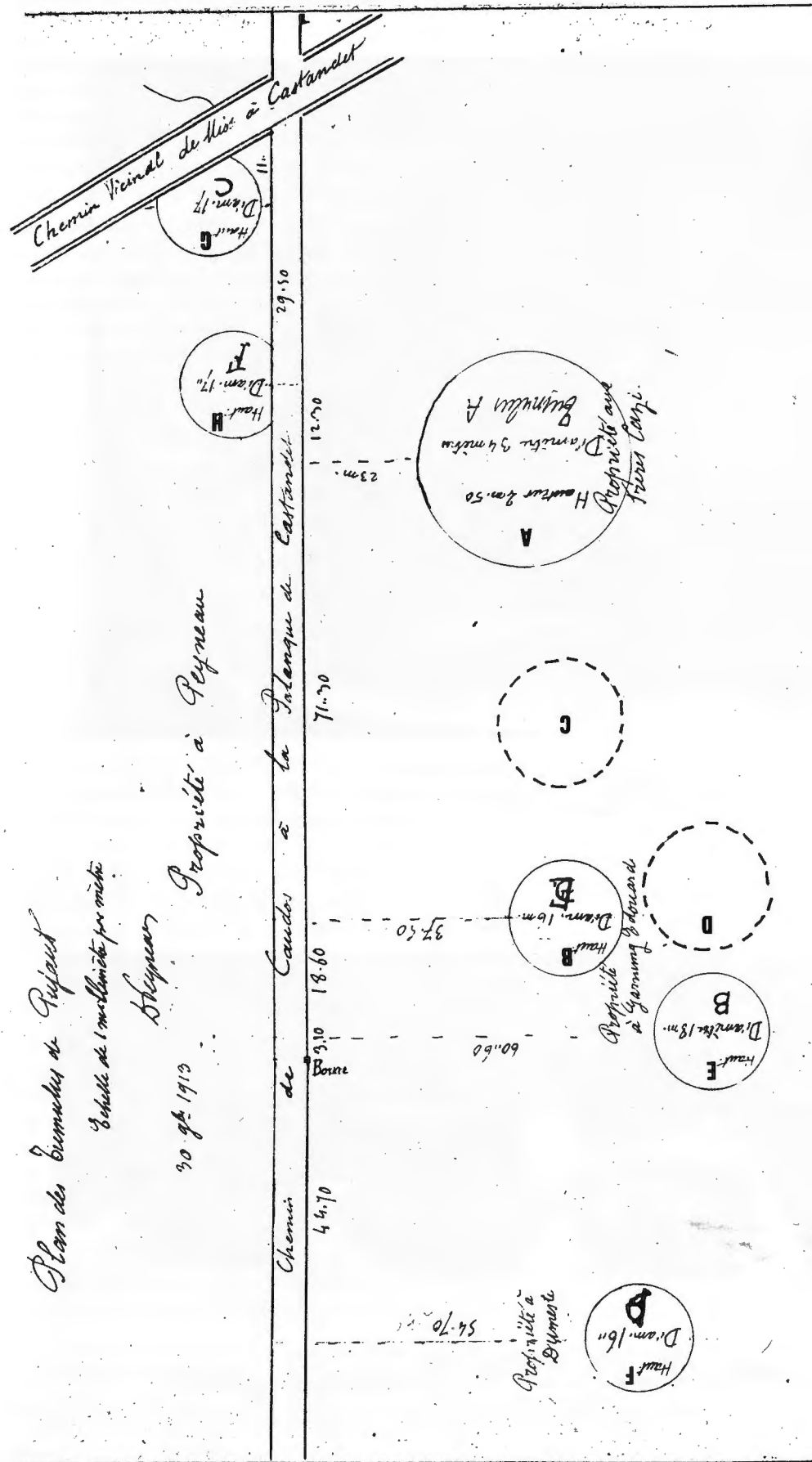


Fig. 8. — Plan de la nécropole du Pujaut à Mios dressé par Peyneau en 1916. En pointillés les tertres fouillés ensuite. En lettres grasses la dénomination de 1926.

De Saint-Sévère de la Taugère à Saint-Selve, notes d'archives sur l'histoire d'une paroisse du Cernès

par Guy Lacoste Lagrange

De nos jours, la commune de Saint-Selve, à 20 km au sud de Bordeaux, est une de ces multiples communautés dont le passé semble vierge de tout événement remarquable. Et pourtant on peut déjà citer des faits bien antérieurs à l'apparition de la paroisse.

La voie romaine de Bordeaux à Bazas, très visible sur le terrain à Ayguemorte et La Brède au nord, à Podensac au sud, se lit sur la carte de Belleyme et sur le cadastre où elle forme, encore de nos jours, la limite de multiples parcelles. On retrouve son passage à Saint-Selve au carrefour de Sarransot.

Il est difficile de se représenter à cette époque l'état de la région : très probablement bois et marais, mais moins de marais que dans la région de Saucats où régnait le paludisme jusqu'à ce que le ministre de Louis XVIII, Lainé, propriétaire à Saucats, organise un réseau de fossés. Il ne reste de ce passé que de très nombreux sureaux : la tisane qu'ils donnaient était le seul fébrifuge alors connu.

Non loin de cette voie, fut découvert en 1774 un pot contenant des pièces du IV^e siècle. La valeur en fut alors estimée à environ 10 000 livres.

Un trésor monétaire découvert en 1774

Vers le mois de mai, Jean Boyreau, vigneron, habitant la paroisse de Saint-Selve piochant la terre pour en sortir du sable dans un lieu écarté des maisons près de M. de Roussanes, écuyer¹ aurait heurté à un vase figurant un pot. L'ayant brisé avec sa pioche, il s'aperçut d'une quantité de petites pièces. En ayant ramassé plusieurs il les apporta à Jean Lafon, vigneron dudit St Selve propriétaire de l'endroit où elles s'étaient trouvées. Le dit Lafon les ayant prise et examinées les jette par terre en disant... que c'était des jetons qui ne valaient absolument rien. Jean Boyreau les ramasse et les remis à une personne de confiance qui en ayant connu le mérite et la valeur les porte à la Monnaie.

Ces pièces ayant été échangées Lafon en fut informé et ne s'occupe plus que de faire rentrer en ses mains la valeur des dites pièces. Et en effet ayant fait jouer plusieurs ressorts, il est parvenu à se faire remettre une somme de quatre mille livres et à arrêter une autre somme de deux mille livres qui est entre les mains de Mme de Sissable seigneuresse de St Selve, sans compter d'autres objets. tellement qu'il aura bien tout en main l'entier produit des dites espèces.

1. Château de Grenade.

Jean Boyreau, auteur de la découverte de cet argent aurait cru que Lafon lui en aurait fait part soit parce que ces pièces par leur ancienneté prouvaient qu'elles étaient enfouies sous terre depuis le quatrième siècle, soit parce qu'à cette époque l'endroit où elles ont été trouvées n'appartenait point à Lafon ni à ses auteurs. Mais Lafon se prévalant du peu d'expérience du comparant et de son état de terrassier refuse de le faire participer dans le produit de ces espèces.

Aussi Jean Boyreau fait don à Denis Rabat, marchand, son ami, habitant de Saint Selve de la part et portion qu'il peut avoir dans le produit de ces espèces à la charge par lui de payer annuellement et pendant sa vie l'intérêt de l'objet qu'il pourra en retirer se réservant seulement une somme de cent livres pour en disposer à sa volonté. Les parties ont évalué et apprécié ce qui compose et forme l'objet qui donne lieu à la présente donation à la somme de deux mille cinq cent livres.

Jean Boyreau ultérieurement ayant un intérêt sensible à soutenir qu'il lui appartient la moitié du provenu des espèces par lui découverte et trouvées désigne un procureur devant le sénéchal de Guienne qui doit juger cette affaire après ordonnance par le juge de Saint Selve.

On ne connaît pas la suite de cette affaire découverte dans les actes notariés provoqués par la trop grande avidité de Jean Lafon². Il n'est d'ailleurs pas possible de situer de façon précise l'emplacement de la découverte.

Naissance de la paroisse

La paroisse apparaît sous le nom de Saint-Sévère de la Taugère vers 1170, à l'occasion de défrichements. Certains ont pensé devoir lire Fougère ; mais la lecture du T est le plus souvent incontestable. S'agit-il d'un nom de lieu préexistant à la fondation de la paroisse ?

La première nomination d'habitants est du 21 mars 1274 : Guillaume Raymond des Bordes fait hommage au roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine, pour des biens qu'il détient à Saint-Selve, dans la terre de Bosiran³.

Encore au XIII^e siècle, un autre texte : Helias Rey, parroquant de St Seve en Cernes est témoin avec Aymar Sacc parropiant de Saint Miqueu de Beautiran à une sauvegarde accordée par le duc d'Aquitaine, roi d'Angleterre, pour des biens situés à Botaret.

Clément V (Bertrand de Goth) allant de Bordeaux à Villandraut s'arrêtait et célébrait la messe dans une chapelle dédiée à sainte Quitterie, probablement située à Maignan sur la commune de La Brède, mais pouvant éventuellement être au lieu-dit le Vatican, sur Saint-Selve.

Les documents de la paroisse sont rares jusqu'au XVI^e siècle.

Pendant la guerre de Cent Ans et à l'occasion de la peste, la région dut être dépeuplée. En 1338, Saint-Selve n'est pas noté sur les listes des paroisses de l'archiprêtré de Cernès⁴. Toutefois à cette époque la paroisse existait bien puisqu'on peut noter une donation de Bernard d'Escoussans le 3 juillet à l'hôpital de la Palomeyre, sis à Saint-Selve⁵.

Depuis le XVI^e siècle, la paroisse s'appelle Saint-Sève. Ce n'est qu'à partir de la fin du XVIII^e que l'on voit apparaître la dénomination actuelle, Saint-Selve, par rapprochement avec *silva*, la forêt, ou par dissimilation avec une autre paroisse de même nom, Saint-Sève, près de La Réole.

L'église Saint-Sévère

Les premiers documents concernant l'église et les habitants n'apparaissent qu'après l'édit de François I^{er} à Villers-Cotterets en 1549, créant l'état-civil et ordonnant la rédaction des actes en français.

A Saint-Selve, le premier registre est de 1589 et on peut constater que les manques signalés dans les comptes-rendus des visites épiscopales sont restés les mêmes.

La première visite, ordonnée par le cardinal de Sourdis est du 12 janvier 1617⁶ :

Le vicaire nous a dit ne savoir aucune des ordonnances et des réparations concernant la dite église. Pas de renseignement sur l'église mais il existe une petite custode d'argent dans son tabernacle assez proprement, un calice d'argent et autel bien garni. Les vêtements sacerdotaux semblent misérables. Il n'a pas de registre de baptême... a promis de faire registre des mariages et des trépassés à l'avenir. Il fait le catéchisme et dit vespres par occasion.

Un petit fait en 1645 les vicaires généraux de l'archevêché de Bordeaux, le siège vacant sanctionnent le curé à la suite d'une plainte par Guillaume de Guérin écuyer, seigneur haut justicier de la paroisse de Saint Seve⁷.



Saint-Selve : L'église Saint-Sévère.



Saint-Selve : chœur de l'église

2. Actes du 16 octobre 1774, 26 mars et 7 avril 1775. Crozilhat not. à Castres. A. D. Gironde.

3. *Hommages d'Aquitaine*, p. 18.

4. G 236.

5. Cf *infra*.

6. A. D. 33 G 637.

7. Droits et justice acquise de Mgr. de Sourdis depuis 1643 et confirmés seulement en 1669.

Nouvelle visite, ordonnée par Mgr Henri de Béthune, pour le 4 juin 1672 mais il n'en existe pas de compte-rendu.

La visite du 13 mai 1688 donne en revanche, quelques renseignements :

L'église a nef et une aile... La nef est lambrissée et carrelée. La chaire à prêcher indécrite doit être reformée avec un dais au dessus. Le grand autel est assez bien orné ; point de retable ; tableau vieil et rompu ; tabernacle assez proprement doré et étoffé. La sacristie est derrière le grand autel, petite et étroite. La grand autel pourrait être avancé vers la nef pour agrandir la sacristie. 460 communicants sont annoncés.

Par la suite, Mgr d'Anglure de Bourlemont ordonne la construction d'un beau retable au grand autel avec un tableau au milieu ; le grand autel sera avancé.

Nouvelle visite, le 9 septembre 1691. Le délégué épiscopal décrit le cérémonial d'accueil, le grand autel, l'autel de la Vierge, les ornements : *Il n'y a qu'une très petite sacristie au derrière du grand autel. Trois personnes s'y embarassent.. Le sanctuaire est vouté mais excavé d'une fente très notable prenant par le milieu du haut de la voûte le long du sanctuaire, passant dans la sacristie où elle finit aux fondements. Les anciens paroissiens ont néanmoins dit avoir toujours vu la fente et crevasse sans que pour cela la ruine ait augmenté à leurs yeux. Il y a chaire à prêcher entre le balustre du grand autel et l'autel de Notre Dame. Le toit de l'église est lambrissé, bien recouvert ; les murailles sont blanchies ; le pavé entier. L'église aurait besoin du jour de quelque nouveau vitrau singulier à l'entrée où elle est plus obscure. Environ 700 communicants.*

Le cimetière entoure l'église.

Dans son testament du 18 juin 1730, Jean Duver, curé de Saint-Selve lègue à son successeur grange et jardin joignant le cimetière qu'il a acheté depuis son installation à condition de *bailler annuellement et a perpétuité à la fabrique de l'église du dit St Seve, le nombre de vingt litres d'huile olif pour être employée à faire brusler la lampe du Saint Sacrement devant le maître autel de l'église. Le presbytère s'établira dans les bâtiments légués qui deviendront l'actuelle mairie.*

Une autre visite épiscopale a lieu en 1736 : *L'église est bénite. Le patron est St. Sévère. On en célèbre la fête le 1^{er} février... L'église est bâtie de pierre d'environ trente pieds de largeur, longueur et hauteur ; le sanctuaire vouté et le reste lambrissé, couverte à neuf, très mal pavée avec de la tuile ; les murailles assez bonnes qui ont besoin d'être blanchies et recrépies. L'église est trop petite, environnée*

du cimetière... la chapelle Notre Dame du côté de l'évangile... Il y a un clocher sur le pignon de l'église dont les murs ne sont pas trop bons avec un mauvais escalier ; il y a une cloche bénite qu'on entend dans toute la paroisse qu'on sonne exactement pour le service et pour l'angelus chaque soir et le matin, et une partie de l'année à midi. Point de chœur. Il y a cinq fenêtres les quatre vitrées et deux barrées en dehors. Il y a une sacristie du côté de l'évangile neuve... Il y a deux confréries du Saint-Sacrement et la Nativité de la Vierge. La première a été érigée en 1733 dans le cours de la mission et la seconde est très ancienne et érigée en vertu d'un titre accordé par feu mgr. le cardinal de Sourdis le 14 septembre 1618 et statuts par le dit cardinal approuvés...

Après la description des objets du culte, calice, ciboire, missels, vêtements sacerdotaux, l'état signale deux bancs l'un du Seigneur, l'autre à monsieur Dubrey, avocat en parlement... *Il n'y a que Barthélémy Demons de Civrac et Jean Demons aussi de Civrac qui aient droit de sépulture et ce par un même titre.*

Il y a un cimetière qui entoure l'église fermé de murailles avec une grille de pierre à l'entrée du côté du couchant : il en manque une au levant à cause des charrettes qui doivent y entrer pour porter les matériaux pour réparer l'église... Il y a au milieu un chemin pour aller à la fontaine.

Ce rapport parle brièvement des pères Feuillants et signale deux chapelles particulières au Puch et à Grenade. Il donne enfin des indications sur la paroisse et ses habitants : *Il y a environ 600 communicants... et environ 200 qui n'ont pas communie mais se sont présentés. Le lieu principal est un bourg ; il y a 19 feux.*

Dix hameaux, savoir sarransot, jeansotte, guirautet, brocas, lacanau, bigar, civrac, foncroise, pinchot, larnavey ; environ 30 métairies ou maisons séparées.

Ce long mémoire précise qu'il n'existe pas de municipalité mais les offices de justices sont tenus par le Seigneur.

De ce document, on peut conclure que la fente qui traversait la voûte du chœur en 1691 a été supprimée et qu'une sacristie a été construite sur le côté gauche du chœur en regardant l'autel. Une inscription sur une arcade du clocher indique 1738 : réparation ou érection ? En 1736, les travaux sont toujours en cours.

Le 16 décembre 1754, une délibération des habitants de la paroisse⁸ nous apprend que l'église paroissiale de Saint Seve qui a été commencée à rebâtir depuis plusieurs années et qu'elle aurait besoin d'y faire plusieurs ouvrages

et décide une imposition volontaire sur chacun des habitants relativement à leur faculté : Arnaud Hazera assisté de Jean Tandonnet, Arnaud Carros, André Subervie et Jean Bedouret, trésorier et syndics sont chargés de l'encaissement et du règlement des frais.

Mais le 27 octobre 1755⁹ une sommation est adressée au nommé Gaston, de Cérons, maître entrepreneur qui s'était chargé «de faire un sanctuaire de 21 pieds et demi de large et de 26 de long..., de la hauteur de 25 pieds depuis le rez-de-chaussée, dans lequel il serait fait deux vitraux en pierre de Bourg, deux demi-piliers pour supporter l'arceau de la voûte, deux vitraux dans l'église, et une sacristie semblable à celle qui existait alors...» *Il s'est écoulé huit mois sans que li dit ouvrage soit fait et parachevé. Y ayant encore une sacristie, un vitreau, le retable à faire induire recrépir et blanchir en dehors et en dedans et un entablement en tuile à faire au sanctuaire «pour parachever les vingt cinq pieds de hauteur que doit avoir le dit sanctuaire». Le chantier doit être repris sous trois jours, sinon les travaux seront faits par d'autres à ses frais.*

Malgré tout, Mgr. de Rohan, le 30 octobre 1776, menace d'interdire l'église si les travaux ne sont pas achevés avant les fêtes de Pâques.

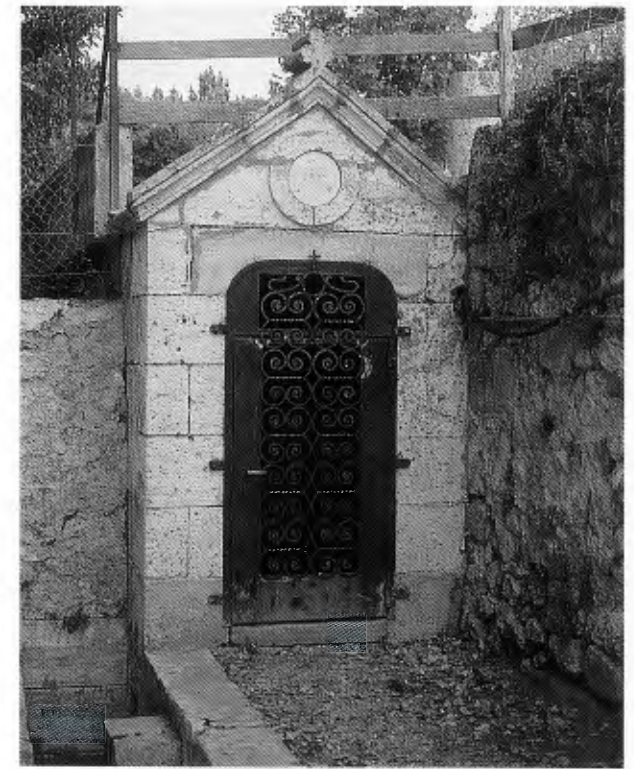
Aucun autre document n'apporte de connaissance sur l'évolution de l'église avant la Révolution. Si ce n'est, un entrefilet du registre d'état-civil, qui indique le 25 juillet 1784 qu'a été construite et benite par les soins, intrigues et générosités du Sr. curé soussigné la chapelle de Saint-Clair, signé Damis¹⁰. Mais où ? S'agit-il du petit édifice installé sur la source près de l'église ?

L'hôpital de la Palomeyre

En 1311, les religieux de l'ordre de saint-Antoine établissent un hôpital avec l'appui du seigneur de l'Isle-Saint-Georges. Un acte de 1311 précise d'ailleurs que les religieux devaient remettre 6 poules aux collecteurs du duc d'Aquitaine.

Au XIV^e siècle, les comptes de l'archevêché de Bordeaux notent les redevances dues par l'*hospitale sancti Antoni de la palomeyre sis dans la paroisse sanctus Severus de la Tugueyre* : dix sols par an.

Les religieux de Saint-Antoine qui avaient ouverts à Bordeaux un autre hôpital-commanderie, entre la rue Paul Bert et le cours Pasteur, sur l'emplacement du musée



Saint-Selve : le petit bâtiment installé sur la source.
(Cliché P. Régaldo-Saint Blancard)

d'Aquitaine, en possédaient un troisième sur les paroisses de Pujols et Bommès, avec un même responsable : une afferme de 1529 précise *commandeur de Saint-Antoine de la palomière à Saint Seve, de Saint Antoine de Bordeaux, et Saint Antoine de Bigar à Pujols*¹¹.

En 1589, l'Archevêque installe à leur place les Feuillants, rameau réformé de l'ordre de Cîteaux, et leur attribue l'hôpital de la Palomière.

L'hôpital de la Palomière et son territoire occupaient les quartiers de Bigard, Mathelin et La Chapelle : autrement dit entre les routes La Brède/Saint-Selve, Beautiran/Saint-Morillon par Le Rey, et le ruisseau Guat-mort, sauf les territoires de Duvigneau, Monnot, Moulon, Vignouroux et partie de Bigar qui dépendaient du collège des jésuites à cause du prieuré Saint James.

Un arpentement de 1651 découvert dans un dossier étranger à son sujet donne un plan du domaine de la Palomeyre avec dessins de la chapelle, de la maison des métayers et le pigeonnier. *La chapelle de Saint Antoine a de longueur 5*

8. Comme not.

9. Comme not.

10. Le 10 mars 1737, dans son testament (Teysseney not.) noble Madelaine Dubemet, veuve de Jean de Luxe avait attribué 100 livres «pour la chapelle qui va se construire dédiée à Saint Clair».

11. Le nom de Bigar viendra désigner les terrains de la Palomière.

lattes 1 pied, de largeur deux lattes 4 pieds, prenant son jour du côté de l'orient par une grande vitre, du midi par une petite, son grand portail est vers l'occident sur lequel est le clocher ; au dedans une tribune ; la montée de laquelle est dans une tour à six angles sur le midi. Et l'autel d'icelle est vers l'orient sur lequel il y a un tableau de Dieu le père tenant Jésus Christ mort..... deux images en relief une de S. Antoine, l'autre de S. Laurent ; un balustre en devant dudit autel ; et encore la chapelle a une porte vers le midi. Après la description de la maison du métayer, du chai, de l'étable et de la fournière avec son four et cheminé est décrit le pigeonnier de diamètre au dedans neuf pieds 1/4 de pied dont on peut tirer fort aisément sa circonférence avec porte vers l'ouest.

Lors de la visite épiscopale du 13 mai 1688, il est indiqué que la Chapelle a trente pieds de long environ et 12 de large, carrelée, non lambrissée... Il y a deux figures : une de Saint Antoine, assez bien l'autre de saint Laurent est mutilée et doit être réparée. La décisions épiscopale ordonne que la statue de saint Laurent sera réparée ou changée, les vitres seront réparées partout où besoin sera.

En 1691, quelques autres précisions : la chapelle sous les noms de saint Antoine et saint Laurent appartenant au RRPP. Feuillants de la ville de Bordeaux... est du tout bien... claire, un autel à trois nappes et pierre sacrée bien, des gradins, les figures des deux saints décentes avec balustres devant l'autel, marchepied en bois... Sur l'autel nous avons trouvé un bras et main en reliquaire fermé, de fer blanc très rouillé et dans le milieu du bras il y a une vitre et en dedans une petite image en papier de saint Antoine. Nous n'avons pu voir la relique, n'ayant les clefs pour ouvrir le reliquaire... Il y a grande et belle métairie à l'entour.

En 1736, il est seulement indiqué qu'il existe une chapelle en bon état, ornée avec décence dans laquelle on dit la messe et on administre les sacrements de pénitence et d'eucharistie desservie par les révérends peres feuillants.

La chapelle a totalement disparu. Bien national à la Révolution et vendue avec l'ensemble du biens des Feuillants, cet ensemble fut ensuite divisé entre divers propriétaires au cours du XIX^e siècle. La chapelle fut rasée en totalité et sur son emplacement fut construite une importante demeure par M. Joseph Lacoste, alors courtier en vin et maire de la commune ¹².

Fiefs et châteaux

Initialement, Saint-Selve était une zone franche relevant directement du pouvoir royal.

Pierre Guérin, bourgeois et marchand drapier de la Rousselle et Marie Belin qu'il avait épousé le 16 janvier 1556, commencent à acheter des biens à Saint-Selve. Entre 1580 et 1588, Marie Belin, veuve, achète de multiples biens peu importants (de 3 à 43 écus).

Leur fils cadet est avocat au Parlement de Bordeaux, de 1592 à 1632, il achète des biens, spécialement à Gaillardas, d'une plus grande valeur (de 12 écus à 500 livres).

La faillite de Pierre de Fortage, sgr. de Moyentran, lui permet d'acheter le 15 juillet 1609 toute icelle maison noble du puch... le moulin de Fortage... les trois quarts de Lacanau...

Jean Guérin sgr., c'est-à-dire propriétaire, de la maison noble du Puch, fut élu à trois reprises jurat de Bordeaux.

Par édit de 1639, le roi avait aliéné la juridiction de Barsac. Le 16 août 1641, Elle est cédée à H. de Sourdis, archevêque de Bordeaux.

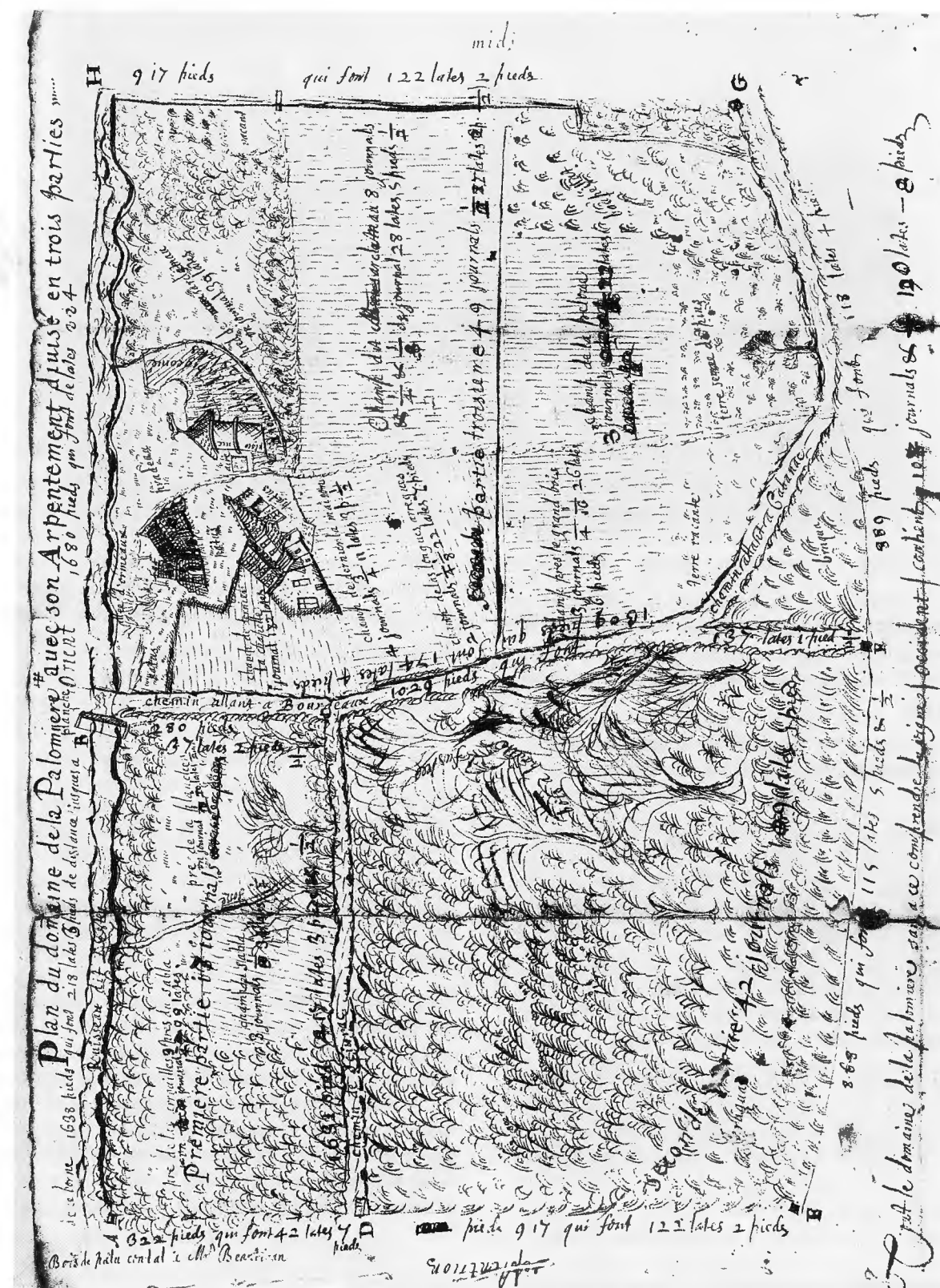
Le 10 mai 1643, il cède à Jean Guérin sgr. du Puch, tous les droits et justices sur Saint-Selve, Saint-Morillon et Villagrains. Les justiciables de la prévôté de Barsac obtinrent le droit de racheter ¹³.

Divers arrêts s'ensuivirent. Finalement une décision du conseil royal attribua au sgr. du Puch la juridiction des trois paroisses.

Marie de Guérin, veuve en première nocce de Guy de Luxe, épouse le 27 janvier 1655 Pierre de Gascq, seigneur de Razens ¹⁴ ils devinrent possesseur de la maison noble du Puch. Leur fille Marie de Gascq épouse à Saint-Selve le 25 juillet 1684 Jean Alphonse de Saint Marc, seigneur de la Tour Blanche ¹⁵. Ce fut eux qui vers 1729 firent édifier le nouveau château du Puch, parfois désigné sous le nom de Razens ¹⁶.

Le 24 avril 1739, J. A. de Saint Marc cède la justice et les droits sur Saint Morillon à M. de Secondat baron de Montesquieu pour 8 200 livres. Par lettres patentes du 14 juin 1747, il fut autorisé à transférer à La Brède la justice de Saint Morillon.

La justice de Villagrains fut cédée à M. de Ségur Cabanac pour 6 000 livres à la même date.



Saint-Selve, l'hôpital de la Palomere : plan d'arpentement, 1651.

12. Voir l'article de M. Lalande, professeur à l'Université de Bordeaux III, dans le *Bulletin de la Société de Borda*, 1989, n° 416.

13. 12 180 livres au s. du Puch, 500 livres de frais et 4 000 livres au trésor royal.

14. A Aillas en bazadais.

15. A Bommes.

16. Du nom de la seigneurie de P. de Gascq.



Le château de Saint-Selve, d'après une carte postale ancienne.

Le 3 juillet 1750, Pierre de Saint Marc obtient le transfert sur la place de l'église, au centre du bourg des foires qui se tenaient devant la chapelle des RRPP Feuillants à l'occasion des fêtes de saint Antoine et saint Laurent.

S'étant remariée à Joseph de Sissable en 1760, puis en 1775 à Hardouin Augustin Desaignes son cadet de trente cinq ans, sa veuve cède la seigneurie à son neveu, qui la cèdera le 31 mai 1780 pour 163 000 livres à Bernard de Peyrebrune.

Après ce dernier, trois familles furent propriétaires des terres du château de Saint-Selve, au XVIII^e et XIX^e siècles.

Le château aux 148 portes et fenêtres long bâtiment centré par un pavillon et limité par deux pavillons à chaque extrémité existait encore en 1930 lors d'une dernière vente... Le nouveau propriétaire fit couper les bois, fit vente des terres sises hors du parc, enleva les plombs et zincs de la toiture... L'occupation par l'armée allemande en 1940-45 acheva la ruine... De nos jours il ne reste plus que deux pavillons à demi ruiné correspondant à une extrémité du bâtiment.

À côté de la terre du Puch, s'était développé la terre de Grenade dont le titulaire, Antoine de Roussanes épousa une fille du premier mariage de Marie de Guérin en 1686. La terre de Grenade fut affranchie des droits seigneuriaux dus au seigneur de Saint-Selve en 1737 à l'occasion d'un mariage : Roussanes Saint Marc.

Cette terre qui couvrait alors 67 hectares sur Saint-Selve fut cédée à M. de Carayon Latour. Il fit édifier par Duphot le château qui existe actuellement¹⁷. L'étude de cette seigneurie nous montre un petit propriétaire qui agrandit son bien, achète des charges, des droits de justice... La directe a représenté jusqu'à 400 hectares dans la paroisse.

Une carte de 1786¹⁸ nous apprend que la région Foncroise-Bellefond formait un fief de 120 journaux, 9 reges et 5 carreaux dépendant du chapitre Saint-André de Bordeaux.

La vie de la paroisse

En dehors de la documentation sur le château, rien ne permet de connaître avec précision la disposition de l'habitat dans le bourg ou les divers hameaux. Seule la disposition de l'habitat dans la plus grande partie du hameau de Civrac nous est connue par les pièces d'un procès entre Jean Tandonnet et Jean Lalanne son beau-frère¹⁹.

Cependant de menus faits concernant l'aménagement du territoire peuvent être notés. Ainsi, en 1722, Pierre Dubrey, habitant Janicon, non loin de la route qui va de La Brède à Castres par Saint-Selve demande le déplacement de ce chemin en offrant un autre terrain. S'en suit une enquête qui aboutira à la réalisation. Ou encore, en 1716, le sgr. de Pomarède, lieu qui appartient à Castres, mais se situe à la limite de Saint-Selve demande le curage et le redressement du Gua-Mort qui était tellement envasé que



Les ruines du château, état actuel.

les eaux répandaient sans cesse à l'entour et la réfection d'une fuite au pas de Laspeyres qui empêchait les eaux de passer par le canal du moulin. Après de multiples efforts, il obtint en 1764 un arrêt du Parlement ordonnant la réfection et le remboursement des frais d'urgence qu'il avait engagé. Le curage et redressement ordonné par le Parlement ne sera en fait réalisé qu'en 1897 !

Il faut aussi signaler un projet qui faillit bouleverser tout le pays mais ne fut qu'un projet : un fermier général Desbiey avait prévu de remplacer le Guat-Mort par un canal de Belin à Castres²⁰. Ce projet fut repris dans une forme différente pour le transport des bois des Landes, train de Beautiran à Saint Symphorien, qui passait à toucher la commune de Saint-Selve.

L'instruction existe. En 1691, il existe un maître d'école, Bernard Micouleau. Nous connaissons l'existence de Vital Faget, régent, par son acte de décès en 1747. En 1761, Jean Paillassa, en 1772 Jean Lataste sont présentés à l'accord de l'archevêque, par le curé et les paroissiens. Le régent donne des préceptes d'éducation à la jeunesse les enseignant à lire, écrire et l'arithmétique... leur fait dire deux fois la semaine le catéchisme, les conduisant à la messe... aydant à chanter vepres.

On s'occupe aussi de la santé publique : Arnaud Dutaut est désigné comme maître chirurgien juré commis aux rapports pour Portets, Castres, Arbanats et Saint-Selve²¹.

La justice dépendait du roi (juridiction de Podensac) puis du seigneur du Puch, à partir de la cession par le roi de ses droits seigneuriaux. Elle était rendue par un juge assisté d'un lieutenant de juge et d'un greffier. Il n'en reste aucune trace. Seuls des titres indiqués dans des actes notariés permettent de savoir que la justice était tenue par les notaires de Castres, les fonctions de greffier par divers notables. Ainsi, le 29 novembre 1691, Pierre Crozilhac, marchand et bourgeois de Bordeaux, cède à Mathieu Mootmans, greffier de la juridiction de Saint-Selve, habitant Saint Morillon, l'office de greffier des tailles de Saint Morillon²².

On apprend aussi que, le 12 septembre 1774, le Sr. Darche a été reclus dans sa maison de Saint-Selve par lettre de cachet. Ses frères Darche et Pessan, de Portets, qui avaient demandé son assignation à résidence pour l'assagir demandent sa libération pour qu'il puisse régler ses créanciers²³.

Il existait à Saint-Selve, à l'occasion des fêtes de saint Antoine et saint Laurent²⁴ deux foires très connues²⁵. Le

17. Achat de Grenade 16 septembre 1858 ; de Toubar sur Saint Michel de Rieufret le 1 octobre 1861.

18. G 414.

19. Voir sur le château de Saint-Selve, Alain d'Anglade, Société de Borda, 1966 ; G. Lacoste Lagrange, *Bulletin du CGSO*, 1989.

20. Inventaire général.

21. 1760 C 4864, f° 85.

22. Baudry not.

23. C 3501.

24. 17 janvier et 10 août.

25. Cf. Abbé Baurein.

3 juillet 1750, furent enregistrées des lettres patentes autorisant, à la demande de Sr. Pierre de Saint Marc de Saint Sauveur, sgr. de Saint Selve, le déplacement de ces foires qui se tenaient sur le territoire des Pères Feuillants, sur la place de l'église et les confirmant. De nos jours, malgré quelques réveils, ces foires ont disparu. Depuis quelques années la foire des vins de graves en rappelle le souvenir.

En ce qui concerne la vie religieuse, outre ce qui concerne l'église et l'Hôpital, notons qu'il y avait une confrérie de Notre Dame desservie dans l'église. Enfin, il existait, en 1722, un marguillier de la Rédemption des captifs chargé de faire quete pour la dite rédemption tous les dimanches et fêtes de l'année dans l'église de St. Selve et devant icelle dans le temps des moissons et des vendanges de porte en porte.

Notes sur la vie économique de la paroisse

Au cours de la période 1726-28, pour répondre à la délibération de l'assemblée générale du clergé de France et à une demande de Mgr. de Pauly de Voyer d'Argenson, le curé de Saint-Selve fait une déclaration des revenus de la paroisse : *Il y a deux partprenans à la dîme. Les RRPP Jésuites du collège de St. Jammes de Bordeaux et le curé. La portion des RRPP peut aller produire deux boisseaux de seigle et un tonneau et demi de vin...* Sont exclus de la dîme curiale, le secteur Mathelin-Bigard-La Chapelle²⁶ et la région de Foncroise ainsi que le territoire immédiat de la maison noble du Puch.

Le revenu du curé s'élève à 1211 livres et les charges à 1013 livres. De leur détails, on peut tirer certains prix : par boisseau, mesure de Bordeaux, le seigle vaut 3 livres 5 sols, le petit millet 50 sols, l'avoine 40 sols, l'agneau coûte 1 livre 10 sols pièce, le vin 60 livres le tonneau, et plus tard 75 livres, la barrique 24 écus. Le vicaire reçoit 200 livres. Le chapitre Saint André de Bordeaux reçoit aussi 4 livres 10. Les « quarteres » à Mgr. l'Archevêque s'élèvent à 30 livres. Nouveaux chiffres pour la période 1743-55, en réponse à une demande épiscopale : le froment, à 6 livres le boisseau en 1743, passe à 8 livres en 1746, à 10 livres en 1747, pour retomber à 8 livres, puis à 6 en 1755 ; les agneaux sont à 2 livres pièces. *Les bouviers qui charroient la gerbe* touchent 1 livre, la nourriture et du blé. Pour nourrir et payer les dixmeurs : 1 livre par jour. Un cheval se loue une livre par jour. Les barriques coûtent 28 écus la douzaine. Ce vin est porté à Bordeaux alors que le grain est porté à Castres.

26. Actuellement Montalier.

27. Testament de l'abbé Duver.

Un nouveau tableau de 1760 confirme ces divers prix. Par ailleurs l'huile d'olive²⁷ coûte 10 livres les 20 litres.

De tous temps, le curé a essayé d'améliorer son revenu : en essayant de faire payer la dîme au RRPP Feuillants, comme en 1699, ou bien en signalant les sinistres : *gelées qui ont emporté les trois quarts des vins d'une année commune, le feu qui a consommé nombre des meubles et autres ustensiles, la majeure partie de la récolte en blé*. En 1773, le curé supplie non pour lui mais pour les pauvres de la paroisse : *dans la cherté générale qui nous afflige... presque personne n'ayant cueilli sa provision de blé...* Déjà auparavant, en 1762, en réponse à une supplique qui n'est pas parvenue, l'intendant avait adressé au curé un certain nombre de décharges.

On note encore divers éléments d'ordre économique. Ainsi, en conformité avec la déclaration du roi du 13 août 1766 qui accorde des encouragements à ceux qui défrichent des landes et terres incultes, Antoine Massot le 2 décembre 1769, Jean Seguin le 7 juin 1770, Arhout le 3 mars 1767, Arnaud et Jean Tandonnet en 1763 et 1764 déclarent la mise en culture de surfaces notables.

Jean Dubrey en 1693, réunit l'assemblée paroissiale pour protester contre le non-remboursement de 150 rations de fourrage pour le passage des troupes. Par ailleurs la même assemblée paroissiale réclame aussi l'entretien du chemin des anes²⁸.

Naissance de la commune de Saint-Selve : la période révolutionnaire

En 1790, à la création de la commune, celle-ci se trouvera moins importante que la paroisse. La délimitation fut influencée en effet non par les limites ecclésiastiques, mais par les limites seigneuriales. Un secteur proche de Civrac dépendait du seigneur de Beautiran et non de celui de Saint-Selve. L'espace entre la route royale, devenue route nationale, et jusqu'au Guamort, au nord de Civrac, dépendait en revanche de la paroisse.

Une tradition locale indique que le maire avait déclaré qu'il irait chercher le ci-devant au château du Puch avec la garde nationale²⁹ et qu'il ne l'avait jamais trouvé. Cette tradition n'est pas acceptable car le propriétaire du château était Peyrebrune qui fut à Bordeaux secrétaire de la commission militaire où il eut un rôle modérateur, et maire de Saint-Selve.

28. 26-02-1741, Martin not.

29. « Tambour battant, clairon sonnant. »

Pendant la période révolutionnaire église et presbytère furent saisis comme biens nationaux mais conservés. Le 6 floréal an VIII, la municipalité par l'intermédiaire du maire Peyrebrune demande des subsides au département pour l'entretien de la toiture³⁰. Comme partout, la cloche fut envoyée à la fonte.

Par ailleurs, les biens nationaux étaient peu importants sur la commune : 4 lots vendus pour environ 2 000 livres appartenant à la paroisse voisine de Saint-Morillon, en plus du domaine de la Palomeyre appartenant aux Feuillants, qui sera vendu 36 000 livres payables en assignats.

Les registres d'état-civil furent déposés. Depuis, une municipalité les a fait relier, mais dans le désordre. Toutefois ils sont toujours là et les manques sont ceux indiqués en 1737. Dès 1801, les registres de catholicité débutent sans attendre le Concordat.

Saint-Selve aux XIXe et XXe siècles

Le 11 juin 1894, deux cloches sont établies dans le clocher et bénites par le délégué de l'archevêque de Bordeaux Mgr. Lecot. La plus petite, une tonne et demie, indique : *Sit nomen domini benedictum... Je m'appelle Marie-Joseph. Mon parrain a été Pierre-Alexandre Joseph Labuzan ; ma marraine a été Marie Cécile Odette Lacoste... Paul Labuzan maire ; Louis Renard-Manceau président de la Fabrique ; Justin Bedouret trésorier comptable*. La plus

grosse, deux tonnes et demie, porte une inscription analogue : *Je m'appelle Marie Christine Henry. Mon parrain a été le baron de Carayon Latour ; ma marraine la baronne Marie Christine d'Eichtal*.

En 1898, la voûte du sanctuaire aurait menacé de s'effondrer mais la réparation fut faite rapidement par les subventions de la commune, de la fabrique et des habitants. A cette même époque, Mme D'Eichtal fit don de l'autel principal de l'église et d'une chaire en bois de citronnier, placée sur le pilier de gauche (en regardant l'autel), le plus près du chœur. En 1900, le curé J.E. Saux fit restaurer l'église et construire un cloître le long du mur sud.

La construction d'un nouveau cimetière en dehors du bourg vers 1870 entraîna la transformation de l'ancien cimetière pour partie en place publique au devant de l'église et sur les côtés en jardin pour le presbytère.

Vers 1960, l'intérieur de l'église fut blanchi, certaines ornements supprimées, la chaire vendue et un nouvel autel rustique installé en avant du chœur. Les lustres et statues qui se trouvaient dans l'église furent également vendus. Lors des inventaires, au début du XXe siècle, ils avaient été retirés puis remplacés peu après...

Vers 1980, la partie nord du jardin du presbytère fut transformée en parking, la partie sud entre l'église et le presbytère transformée en place ornée par une fontaine et la mairie transférée dans l'ancien presbytère rénové.

30. Q 1065.

Quelques plans de l'architecte Lhôte : maison à Bordeaux, château Pontet-Canet à Pauillac

par Pierre Coudroy de Lille

L'incendie de l'Hôtel de Ville de Bordeaux, dans la nuit du 14 au 15 juin 1862, qui se propagea dans le local des Archives municipales, au 2ème étage à gauche, eut des conséquences désastreuses pour notre connaissance de Bordeaux : des registres, dossiers, documents, furent perdus à jamais. Par bonheur des hommes courageux sauvèrent des papiers, jetèrent dans la cour livres, liasses, cartons endommagés, ainsi que le porte-feuille de Victor-Louis et celui de l'architecte François Lhôte qui furent en partie sauvés ; hélas, bien des bords rongés par le feu rendent difficile des identifications.

Ces épaves, parfois en mauvais état, avaient été regroupées d'une manière sommaire dans plusieurs dossiers aux Archives municipales rétablies : d'un côté sous cote II 172 les lettres et textes écrits sous la rubrique alphabétique Lhôte, d'un autre les plans, élévations de façade, dessins dans le recueil Indéterminés 146, avec des numéros de classement arbitraires.

Beaucoup de ces indéterminés ont été identifiés par le Professeur Taillard et le personnel des Archives, ce qui a permis un reclassement récent, plus logique.

Un recollement entre divers dossiers des Archives municipales permet d'heureuses surprises, et nous avons pu apporter des précisions à l'œuvre de François Lhôte dans deux domaines :

- la maison du notaire Elie Cheyron, à Bordeaux, rue Saint Rémy, construite vers 1780;
- le château Pontet-Canet, à Pauillac, construit à partir de 1780 pour Bernard de Pontet, commissaire des guerres en Guyenne.

Ces deux personnages, Cheyron et Pontet, ont commandé des pièces de mobilier à Lhôte, qui leur a dessiné une console à chacun : la console de Pontet figure sous cote Pauillac 288/ recueil 146 et celle de Cheyron Xr/221 Recueil 146. Ces deux dessins ont été présentés à l'exposition *le décor de la vie* du Musée des Arts Décoratifs en 1989, elles ont été étudiées par M. Philippe Maffre, pages 22 à 24 du catalogue. La console de M. Pontet existerait encore au château Pontet-Canet.

La maison Cheyron (fig. 1 et 2)

Le notaire bordelais, Elie Cheyron fait construire une maison aux alentours de 1780 par l'ingénieur architecte Lhôte, ou plus exactement deux maisons jumelles et symétriques dans la rue Saint Rémy, l'une pour habiter, l'autre pour donner à loyer. L'une des maisons existe encore, c'est la maison de gauche, le n° 45 de la rue Saint Rémy, reconnaissable dans les plans par son pan coupé de l'angle sud-ouest avec au-dessous du balcon une petite trompe d'angle ; c'était la maison de location, qui fut habitée par la veuve du notaire Palotte. La maison de droite a été démolie, et avec sa voisine aussi démolie fut construit au XIXe siècle, l'immeuble qui est l'actuel Restaurant des Provinces, au n° 41.

Quatre plans de différents niveaux, de François Lhôte existent aux Archives municipales de Bordeaux sous cote actuelle XR/217 à 220, le rez-de-chaussée, le premier étage, le deuxième étage, le troisième étage, il ne manque que l'entresol, puisque la bâtisse comporte cinq niveaux.

Les plans montrent les deux maisons contiguës, la maison de gauche toujours debout en constitue la moitié, avec ses trois travées : au rez-de-chaussée deux travées pour la boutique, la troisième pour le corridor de l'entrée, le mur du corridor étant un mur porteur si bien que l'autre maison pût être démolie. Les plans ne sont pas datés.

D'autre part, dans la série II 172, sous le chapitre Lhôte figure des documents rédigés intitulés *s. d. maison Cheyron* qui sont les devis des travaux pour ces deux maisons jumelles. Etant donné la précision et l'intérêt de ce texte, nous en donnons de larges extraits :

«Maison à construire pour Mr Cheyron, notaire à Bordeaux. Devis des ouvrages de maçonnerie pour la construction de la maison de M. Cheyron notaire à Bordeaux, sur un terrain lui appartenant situé rue Saint Rémy, suivant les différents plans de distribution, élévations et profils dressés par M. Lhôte, ingénieur, architecte du bureau des finances et signés. Ne varietur.

Qualités et façons des matériaux à employer.

— Les mortiers seront composés d'un tiers de la meilleure chaux et de deux tiers de sable de grave épurée de terre, bien broyé, mêlé et amalgamé ensemble à force de bras et sans eau.

— La pierre dure pour le socle des façades, les socles inférieurs et les marches des escaliers sera prise dans les carrières de Cadillac ou de Béguéy et sera employée sans bouzin ni fil qui la traverse, atteinte et taillée jusqu'au vif.

— La pierre tendre qui sera employée sera de la carrière de Bourg et de celle de Saint Germain en Fronsadais, ou du Tastat, toutes choisies de la meilleure qualité, la plus blanche qui se pourra, sans fils ni moyes ; et les murs à construire avec ces différentes espèces de pierre seront indiqués ci-après dans l'article de la construction.

— Le moellon qu'on emploiera sera pris dans les carrières de Roque de Thau, le plus dur, bien gissant et de grosseur convenable, et abouziné au vif ; il sera employé à bain de mortier, rangé à la main, bien garni et battu au marteau.

— Le pavé, les dalles ou dallots qui seront employés seront des susdites carrières de Béguéy, ou Cadillac, dressés, taillés et posés à petits joints.

— Les carreaux de terre cuite employés seront de Gironde et non d'ailleurs, ils seront à pans, ou carrés et seront mis en œuvre bruts ou taillés et passés au grais, selon ce qui sera indiqué dans le cours de la construction.

— Les boisseaux des chausses d'aisance seront bien sains, entiers et vernissés par dedans.

Construction

L'excavation ou fouille des terres pour les caves sera faite de façon qu'elles aient au moins neuf pieds de hauteur sous clef, et les murs seront établis à un pied au moins en

contrebas du sol desdites caves en supposant que le terrain se trouve bon, sinon il faudrait descendre jusqu'au terrain solide et l'entrepreneur sera tenu à tous étresementements nécessaires pour contenir les terres et parer aux éboulis. Les murs de face, soit sur la rue, soit sur les cours, seront construits des épaisseurs côtés au plan des caves, et érigés sur le bon terrain, en grillage de pierre de Bourg de toute la susdite épaisseur, et dans la hauteur des caves, en maçonnerie de moellon avec massif de pierre de Bourg sous les piles en observant d'y pratiquer des descentes et abajours, ces derniers construits en pierre de Bourg dans tout leur pourtour, et les premiers en pierre dure des qualités ci-dessus dites, tant dans leur revêtement en talus et pieds droits que dans leur berceau rampant rachetant la voûte des susdites caves.

Les murs mitoyens, ... en pierre de Bourg, ...

Tous les murs de refend, ...

Les voûtes seront faites et construites suivant les courbes marquées au plan des caves de deux carreaux, une boutisse alternativement jusqu'au tiers de la voûte, les arrêtières en pierre de Bourg, et les claveaux en pierre de Roque de Thau, leurs reins garnis en maçonnerie à bain de mortier jusqu'à l'extrados de la voûte, laquelle ne pourra avoir moins de 10 pouces à la clef, les douelles ou claveaux préalablement bien conjointés et laitancés à bain de mortier, jointes au dedans et ragréés correctement suivant les cimbaux dans la lèvre, avec les plus petits qu'il sera possible.

Celle de la fosse des lieux sera faite en berceau, selon le cintre qui sera fixé en pierre de figuier pareillement garnie aux reins, de pareille construction que celle ci-dessus pareillement garnie aux reins et dix pouces au moins d'épaisseur à la clef. Il sera observé de laisser un trou de 18 pouces en carré dans les voûtes desdites fosses, sur lequel il sera mis un chassis, ou couverte de pierre dure pour faire la vidange desdites fosses ; le fond desquelles sera pavé en dallot de Barsac, à chaux, et ciment posé sur un massif d'un rang de gros moellon maçonné en mortier de chaux et sable.

Le puits aura quatre pieds et demi de longueur, sur un pied et demi de largeur dans œuvre, et creusé assez bas pour que dans les basses eaux il y en ait au moins trois pieds de haut, il se terminera partie au rez-de-chaussée et partie à l'entresol où sera établie des mardelles d'un seul morceau dans leur hauteur.

Maçonnerie au-dessus du rez-de-chaussée :

Le mur de face sur la rue sera érigé de 23 pouces au-dessus du socle, lequel aura 2 pieds 10 pouces de hauteur...

Les murs mitoyens seront bâtis en maçonnerie de moellons comme il est dit ci-dessus,...

Tous les murs de refends, ...»

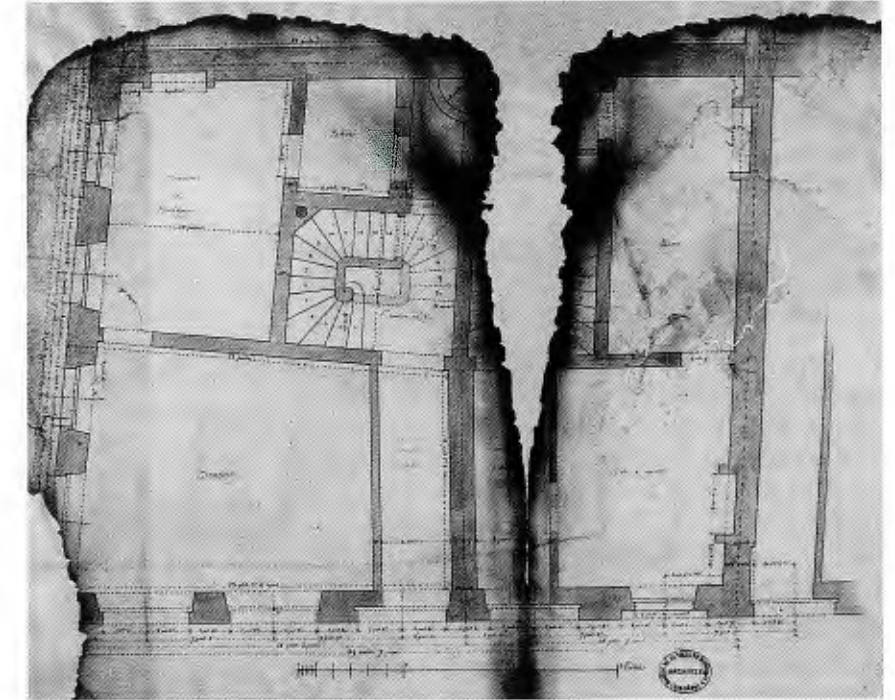


Fig. 1. — Plan au sol des deux maisons Cheyron, rue Saint Rémy, à Bordeaux.

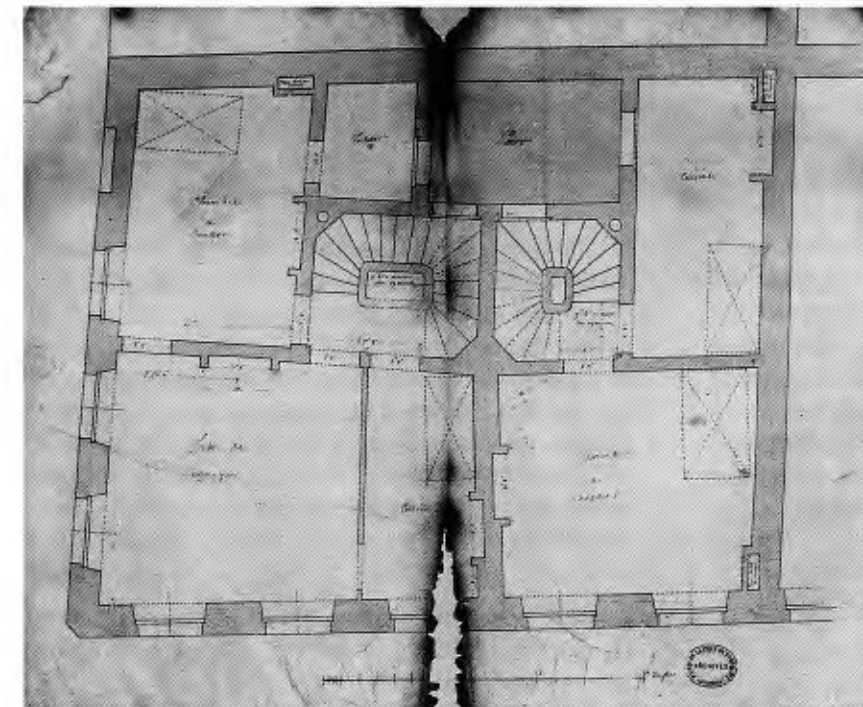


Fig. 2. — Plan du bel étage, premier étage de la maison Cheyron, avec salon.

Les prix sont fixés avec précision, chaque marche d'escalier, chaque brasse carrées de matériaux, de pavé de Barsac ou de Cérons, de dalle ou dallot de Barsac, de carreaux à 6 pans de Gironde.

«Tous lesquels ouvrages ne seront payés par M. de Cheyron qu'au fur et à mesure qu'ils s'avanceront, et le final payement après la réception et la vérification du toisé fait comme il est porté à la clause du devis... M'obligeant en outre de rendre la maison couverte dans le courant du mois de mai prochain comme il est dit ci-dessus, M. Cheyron fera poser les poutres, poutrelles et soliveaux des planchers à mesure que la maison s'élèvera.»

Prix total de la maçonnerie : 10.200 livres par paiements échelonnés selon les travaux, «et l'entier et final payement, s'il s'en trouve encore à faire, le sera à la vérification du toisé et réception des ouvrages de maçonnerie, laquelle sera faite dans le délai de trois mois à compter de la date qui sera fixée.

Tout ce que dessus accepté expressement, ledit Sieur Béraud entrepreneur s'oblige à l'exécution entière de tous les ouvrages et fournitures mentionnées au devis.»

Sans date. Etant donné qu'il y a des corrections marginales, il ne semble pas que ce devis soit définitif, mais qu'il soit seulement un brouillon.

Le château Pontet-Canet (fig. 3)

Pour le château Pontet-Canet, nous avons un plan au sol, autrefois sous la cote Indéterminé 156, maintenant sous celle Pauillac 287, du Recueil 146 et deux petites lettres sous la cote II-172, de mai et de juin 1780 :

«Lettre à Monsieur Lhôte, Place Dauphine à Bordeaux : Bordeaux ce 9 mai 1780. J'ai réfléchi, monsieur, qu'au moyen de l'escalier intérieur, le perron que je voulais en dehors de la bâtisse de Canet devenait parfaitement inutile et m'occasionnait que plus de dépense, je vous prie de supprimer cet objet à votre plan et d'y mettre à la place une porte d'entrée, qui deviendra même assez large pour pouvoir y remiser un cabriolet ou toute autre voiture. Au moyen de ce changement la maison se trouvera de 6 croisées de façade à ce que je crois, et en aura un aspect plus agréable.

J'ai l'honneur d'être, avec mon véritable attachement, Monsieur votre très humble et très obéissant serviteur. Signé : Pontet».

«Juin 1780. Maison de Canet.

Ladouceur est parti le 6 juin et a commencé les travaux le 7 dudit.

1/ Le 6 juin donné un mandat de	600 livres
2/ Acompte le 25 juin, mandat de	400
3/ Acompte du 10 juillet, mandat de	504
4/ Acompte du 7 août	900
	2.404 livres
18 février 1781, mandat de	450
Aujourd'hui 14 juin, mandat de	300
Aujourd'hui 6 juillet, mandat de	150
	3.304 livres»

Le plan d'architecte est bien dessiné, avec les cotes bien précises. Il n'y a qu'un plan du rez-de-chaussée car probablement ce plan accompagnait la lettre du 9 mai : il s'agissait du retour du plan du rez-de-chaussée pour les modifications demandées par M. de Pontet : suppression du perron, construction d'un porche à l'entrée (et non une porte) pour pouvoir abriter une voiture pour que le propriétaire puisse accéder au château sans risquer de se mouiller. M. de Pontet a donc gardé le plan du premier étage, inchangé et les modifications demandées ont été faites par Lhôte.

Il est normal que, dans le portefeuille de Lhôte, figurent les lettres et documents à lui adressés, alors que les réponses et son courrier étaient conservés par le destinataire, donc M. de Pontet.

Ce dossier sur le château Pontet-Canet prend un intérêt spécial quand on se réfère aux événements de l'année 1780.

Le 7 avril 1780, c'était l'inauguration du Grand Théâtre de Bordeaux. Les avanies des étapes de la construction étaient oubliées et les Bordelais stupéfaits découvraient un monument dont l'élégance les proportions heureuses, l'ingéniosité de l'édification allaient les séduire de façon durable.

Comme les autres, M. de Pontet fut stupéfait. Le Grand Théâtre s'ouvrait alors de plain-pied sur la place, et la colonnade du péristyle permettait aux cabriolets de s'abriter afin qu'on puisse gagner la salle de spectacles sans risque de se mouiller. Il est probable que la modification importante opérée à la façade de Pontet-Canet, suppression du perron surélevé, disparition des 17 marches d'accès de chaque côté, construction d'un petit péristyle à deux colonnes seulement, a été déterminé par la contemplation du Grand Théâtre. La transformation se situe précisément le 9 mai 1780.

Mais cette modification était considérable, car il fallut rabaisser la construction de l'équivalent des 18 contre-marches, soit environ 1,50 m, avec peut-être la suppression d'un sous-sol puisque la demeure devenait de plain-pied avec le jardin.

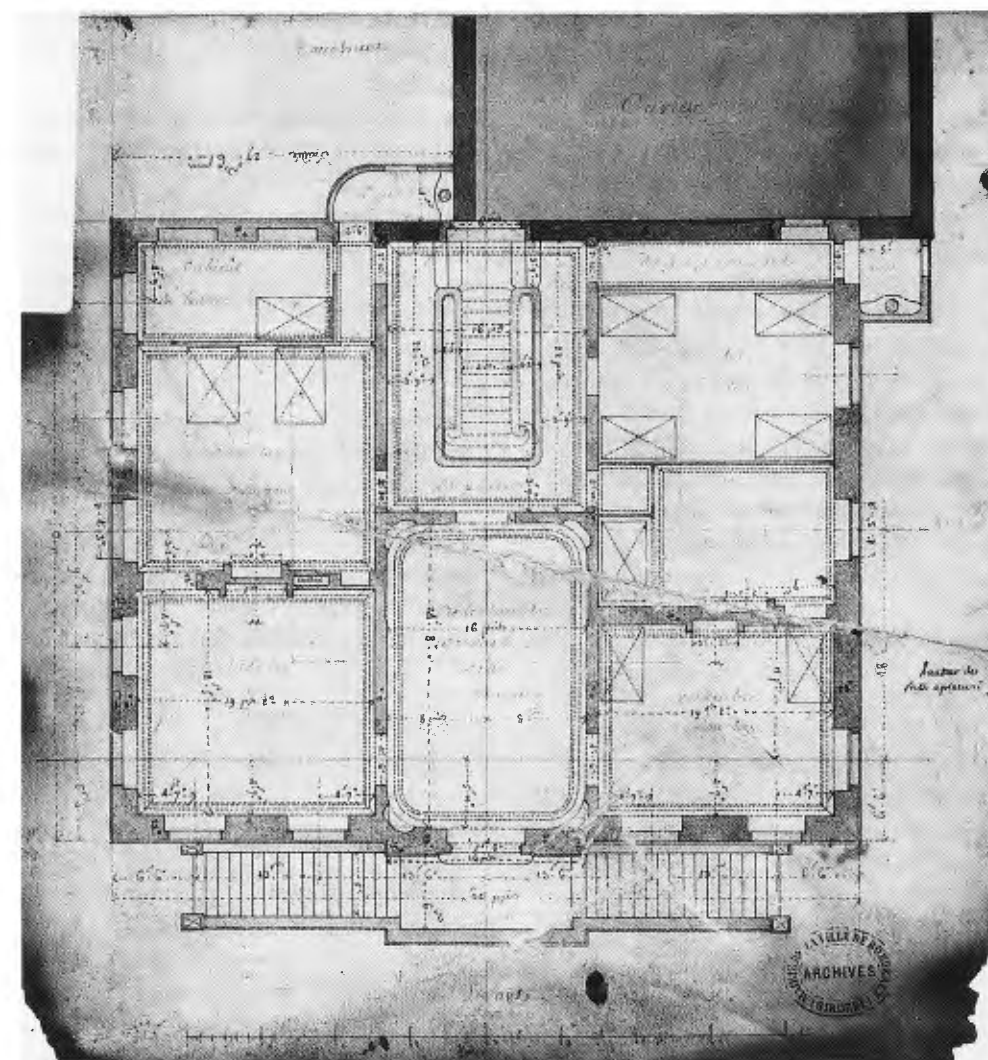


Fig. 3. — Plan au sol du château Pontet-Canet, de Lhôte, avant les dernières transformations de mai 1780.

La disposition intérieure et le grand escalier d'honneur sont tout à fait inspirés du Grand Théâtre de Bordeaux, que Lhôte devait admirer, lui aussi. Nous pénétrons au château Pontet-Canet par une profonde anti-chambre servant de salle à manger, servant de vestibule au grand escalier. Le grand escalier est droit, ses 14 marches aboutissent à un palier de repos, puis il se divise en deux volées de marches perpendiculairement, puis fait un retour. Pour la première partie de l'escalier, c'est l'ordonnance de l'escalier du Grand Théâtre. Un autre château du Médoc propose un escalier très semblable, quoique construit au début du XIX^e siècle : c'est Branaire-Ducru, construit par M. Duluc, qui était un cousin de M. de Pontet.

Donc, voilà une application rurale des idées du Grand Théâtre de Bordeaux.

Le plan au sol indique trois chambres à coucher, avec des lits dont l'emplacement est prévu, un cabinet de toilette assez vaste, et la chambre des filles, à 4 lits. La famille de M. de Pontet était suffisamment nombreuse pour justifier toutes ces chambres. La demeure avait un seul étage au-dessus, et une toiture en croupe à quatre pans. Le second étage mansardé fut construit par Hermann Cruse dans les années 1870, et l'architecte Louis Garros fut chargé des travaux.

Peu après le retour du plan, la construction commençait, le 7 juin 1780. Ladouceur, qui était l'entrepreneur (comme Béraud pour Maître Cheyron) s'était mis à la tâche ; les travaux devaient être terminés en juillet 1781. Furent-ils plus longs que prévu ?

Arrêtons nous sur la personnalité de Bernard de Pontet. Son Père Jean Pierre de Pontet avait constitué le domaine de Canet en achetant des vignes, et le Conseiller de Lamontaigne, dans sa chronique, nous dit «le lundi 30 novembre 1761 est mort à Bordeaux M. de Pontet, ce grand possesseur de vignes en Médoc, père de Madame Péreyre.» Il était un riche magistrat : conseiller à la cour des Aydes, garde des sceaux en la chancellerie, il fut Subdélégué de l'Intendant Tourny pour la région de Pauillac, major général des gardes-côtes en Médoc. Il avait épousé Anne Déjean, d'une grande famille du négoce bordelais.

Alors que Bertrand de Pontet héritait du château de Perganson, à Saint Laurent, Bernard de Pontet eut le château de Canet ; mousquetaire, puis Commissaire provincial et ordonnateur des guerres de Guyenne, chevalier de Saint Louis, Bernard avait environ 50 ans en 1780 quand il construisit le château. D'Angélique de Fumeron, d'une ancienne famille militaire de Champagne, Bernard eut un fils et trois filles :

— Bernard-Pierre de Pontet, 1764-1836, fut un notable

médocain : il continua l'exploitation de Pontet-Canet, fut élu député de 1815 à 1827 et se fit remarquer comme agronome ;

— Anne Angélique de Pontet, épousa en 1780 Raymond de Lavaur, Comte de Sainte Fortunade, capitaine de dragons, qui se fixa en Médoc ;

— Christine-Rosalie de Pontet, épousa en 1784 Louis-Guillaume de Massip, capitaine d'infanterie ;

— Marguerite Adeline de Pontet, épousa en 1784 Louis-Arnaud-François Martin de Monsec de Reignac, conseiller au parlement de Bordeaux, qui fut une des victimes de la Révolution avec d'autres magistrats.

Bernard de Pontet décéda en 1817. Le château appartint à son fils, son petit-fils, dont les héritiers le vendirent à Hermann Cruse en 1865.

Ainsi le Grand Théâtre de Bordeaux fit école dans la campagne médocaine, et François Lhôte, bon architecte, se laissa gagner, comme M. de Pontet, par l'ambiance quelque peu théâtrale de l'architecture de l'époque.

La Révolution Française vue de Bordeaux

Un dossier d'archives de la Société Archéologique de Bordeaux

par Marc Régaldo¹
et Pierre Régaldo-Saint Blancard²

La Société Archéologique de Bordeaux possède une petite collection d'archives de la période révolutionnaire. Leur provenance reste souvent imprécise : elles ont été rassemblées par des collectionneurs qui en ont fait don à la Société. Visiblement le plus grand hasard a guidé la constitution de ce fonds : si certaines pièces sont sûrement bordelaises, si quelques autres concernent La Réole, Bazas, Cadillac, il en est plusieurs de provenance pyrénéenne ; rares cependant sont celles qui paraissent étrangères au Sud-Ouest.

Telles quelles, elles constituent cependant un témoignage de quelque intérêt pour suivre en province la répercussion des grands événements politiques qui jalonnent cette période trouble. C'est en ce sens que nous avons pris le parti de les publier dans une perspective chronologique, agrémentées d'un commentaire historique. Il reste souvent à les intégrer dans un contexte provincial spécifique. En publiant ces pièces nous avons l'espoir de permettre une connaissance de ce contexte meilleure qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Il nous a paru bon de respecter aussi scrupuleusement que possible l'orthographe, les majuscules et la ponctuation, éventuellement les abréviations. Souvent ces traits mineurs traduisent un niveau intellectuel, une certaine façon «oratoire» d'écrire, voire des dispositions psychologiques particulières.

Pour faciliter la consultation, les pièces sont numérotées. En fin, un *index nominum* renvoie à ces numéros. Une courte notice biographique est donnée à la première apparition des personnages importants.

La Révolution Française n'est pas un tout dont les diverses parties s'enchaînent nécessairement. L'usage et l'analyse des faits amènent à distinguer des étapes. La première conduit des débuts de la Révolution à la mise en place de la Constitution encore monarchique de 1791 : c'est ce que nous appelons la période monarchienne. La seconde va de la chute de la royauté, le 10 août 1792, à celle de la Gironde, les 31 mai et 2 juin 1793. La troisième, dite de la Terreur ou de la dictature robespierriste, s'étend jusqu'au 9 thermidor an II (27 juillet 1794). La quatrième va de la chute de Robespierre à la mise en place de la Constitution de l'an III, août 1795 : c'est la période thermidorienne. Vient enfin le Directoire auquel met fin le coup d'état du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799).

Ces dates sont susceptibles de quelque décalage dans une ville comme Bordeaux, insurgée un temps contre la Convention. Ce décalage est parfois rendu d'autant plus manifeste par la nature des documents qui constituent le présent corpus.

1. Professeur émérite à l'Université Bordeaux III.

2. CNRS / Université Bordeaux III, CRIAA.

Les Révolutions monarchienne et girondine : 1789-1793

Le 5 mai 1789, c'est l'ouverture des Etats Généraux, réunis à Versailles. Le 17 juin, les députés du Tiers Etat se proclament Assemblée Nationale. Les bastions de l'Ancien Régime tombent l'un après l'autre : 14 juillet, prise de la Bastille ; 4 août, abolition des privilèges ; 5 et 6 octobre, la famille royale est emmenée à Paris ; 12 juillet 1790, vote de la Constitution civile du Clergé. Le 14 juillet 1790, anniversaire de la prise de la Bastille, la Fête de la Fédération marque la réconciliation nationale³.

Presque un an après, les 20 et 21 juin 1791, le roi s'enfuit et est arrêté à Varennes. Le 4 septembre, est votée la Constitution de 1791, à laquelle le roi prête serment le 14. Le 30, la Constituante se sépare ; elle a décidé que ses membres ne seraient pas immédiatement rééligibles, de sorte que l'Assemblée Législative qui se réunit le 1^{er} octobre est composée d'hommes n'ayant aucune expérience politique.

Le 10 août 1792, la monarchie tombe sous les coups de la Commune insurrectionnelle de Paris. Du 2 au 6 septembre, ce sont les massacres de septembre. Le 21 janvier 1793, Louis XVI est exécuté. Les 31 mai et 2 juin 1793, des émeutes parisiennes entraînent la chute de la Gironde. La Montagne est maîtresse de la France.

1

Abolition des privilèges

Les temps ne sont plus prospères. Si la noblesse n'est abolie que le 19 juin 1790, les privilèges eux ont disparu dans la nuit du 4 août 89, ce qui explique les réserves faites dans la lettre qui suit.

Paris, le 16. 8^{bre} 1789.

Je n'ai pas oublié, Monsieur, l'objet que vous m'avez recommandé. J'ai écrit aussitôt à M. Chérin, et il m'a adressé vos titres, ci son certificat tel qu'il peut le donner

dans la circonstance présente, n'étant plus autorisé à énoncer dans ceux qu'il délivre, que c'est pour le service militaire⁴ ; mais j'imagine que votre dessein n'en sera pas moins rempli.

Je m'empresse de vous les faire parvenir, en vous priant de m'en accuser la réception, et de ne pas douter des sentiments avec lesquels je suis, Monsieur, véritablement et parfaitement à vous.

† l'arch. de Bord

adressé à M. le Ch^{er} de Cosson, à Bourg en Guienne⁵

Jérôme Marie Champion de Cicé⁶, né à Rennes le 3 septembre 1735, évêque de Rodez en 1770, archevêque de Bordeaux en 1780, peut passer pour le prototype du prince de l'Eglise libéral. Elu aux Etats Généraux par le clergé de la sénéchaussée de Bordeaux, il est des premiers de son ordre à se joindre au Tiers Etat ; dès mai 1789, il avait proposé que le Clergé renonçât à ses privilèges fiscaux. Le 3 août 1789 il est nommé Garde des Sceaux par le Roi ; il démissionnera le 20 novembre 1790. Il quittera la France à la fin de la Constituante, émigrera en Hollande puis en Angleterre. Rentré en France en 1802, il sera nommé, après le Concordat, archevêque d'Aix ; il y mourra le 19 août 1810.

Louis-Nicolas-Hyacinthe Chérin avait succédé à son père comme généalogiste des ordres du Roi. Rallié à la Révolution et devenu général de division, il sera mortellement blessé en 1799 dans la campagne de Suisse, sous les ordres de Masséna.

Il apparaît donc que le chevalier de Cosson cherchait à établir ses titres, ancienneté de sa famille, appartenance peut-être à l'ordre de Saint-Louis, etc. Il fallait pour cela passer par Chérin ; le Chevalier aurait demandé à l'archevêque, par ailleurs Garde des Sceaux, d'intervenir à Paris auprès de lui.

3. C'est cet événement que commémore notre Fête nationale, ce qu'ignorent trop de Français.

4. En mai 1781, le Ministre des armées avait réservé les grades supérieurs aux possesseurs de quatre quartiers de noblesse. L'abolition des privilèges rendait naturellement nulle cette disposition.

5. Une enveloppe, contenue dans le même dossier, paraît être celle de la lettre du 16 octobre 89. Elle porte en effet le nom et l'adresse du chevalier de Cosson : *A Monsieur Monsieur Le Chevalier de Cosson*, et en bas à gauche, *A Bourg en Guyenne* ; une autre main a rajouté à droite la mention «Garde des sceaux».

6. Voir aussi la pièce 3 ci-après.

2

Election de la Municipalité de Bordeaux

Le 12 novembre 1789, la Constituante avait décidé la formation de municipalités dans chaque ville, bourg, communauté rurale. Auparavant, et à la suite de la décomposition des anciens pouvoirs, les 90 électeurs du Tiers Etat de Bordeaux assurèrent une sorte d'inter-règne ; c'est à ce titre qu'ils interviennent pour organiser l'élection de la Municipalité.

Bordeaux le 7^{fr} 1790

Je viens de recevoir Monsieur, une députation de Messieurs les électeurs pour me requérir de faire visiter les Eglises⁷ demain matin avant que les assemblées soient formées. en conséquence je vous prie d'ordonner de ma part à chaque off^{er} Commandant les divers détachements destinés pour vos districts rassemblés dans les Eglises d'y faire la visite avec sa garde partout où il le croira nécessaire et de faire retirer les personnes qui pourroient s'y trouver J'ai l'honneur d'être très parfaitement Monsieur, votre très humble et très affectionné serviteur.!

Le Duc de Duras

adressé à M. Le Ch^{er} de Montbrun Colonel de S^{te} Eulalie

La prestation de serment du conseil général de la commune aura lieu le 3 avril. Le maire sera le comte de Fumel.

Le duc de Duras a été élu le 26 juillet 1789 colonel général de l'armée patriotique bordelaise, c'est-à-dire la garde nationale de Guyenne. Il était suppléant aux Etats généraux pour la noblesse de la sénéchaussée de Bordeaux. Monarchiste, il émigrera et mourra à Londres le 20 mars 1800.

3

Constitution civile du Clergé

Dans la longue lettre qui suit, tout roule sur le refus du serment exigé par la Constitution civile du Clergé qui n'est votée par la Constituante que le 12 juillet 1790. On sait que les deux archevêques ministres Champion de Cicé et Lefranc de Pompignan supplièrent le pape de s'engager dans la voie du compromis. Si un bref pontifical condamnant ces dispositions était parvenu au roi le 23 juillet, la condamnation papale ne fut officielle que le 13 avril 1791.

7. Les églises servaient couramment de lieux de réunion et, en l'occurrence, de bureaux de vote.

8. Au sens, courant à l'époque, de difficultés, problèmes, menaces de tempête.

9. En effet entre le 26 décembre 90 et le 4 janvier 91, les évêques seulement acceptèrent de prêter le serment.

Rep le 29. jañ 1791

au moment, Messieurs, ou vous allez vous occuper de l'exécution des derniers décrets relatifs aux ecclésiastiques fonctionnaires publics, je viens m'expliquer avec vous sur les principes auxquels je dois soumettre ma conduite ; s'ils diffèrent des vôtres, Messieurs, ce sera pour moy un surcroît d'affliction, mais je suis bien sur que vous rendrez justice à la pureté de mes motifs.

j'ose dire que j'ay pendant toute ma vie fait preuve de ma soumission à l'autorité civile de mon zèle pour le bonheur de mes Concytoyens et pour la prospérité nationale. je n'ay jamais hézité de faire pour de si dignes objets toutes sortes de sacrifices. ma conscience s'est toujours trouvée d'accord avec mon penchant.

pourquoi faut il aujourd'hui qu'il se rencontre une opposition invincible entre mes principes et les dispositions de la loy nouvelle applicables aux ecclésiastiques fonctionnaires publics ?..... je ne puis ni ne dois vous dissimuler, messieurs, que j'ay différé jusqu'à ce moment à m'expliquer vis à vis de vous parce que j'espérois toujours que le Souverain pontife en repondant au roy presenteroit peutetre des temperaments d'ou pourroit naitre une heureuse solution.

la providence na permis ni que cette reponse arrivat ni que l'assemblée voulut surseoir à l'exécution de son decret..... je ne puis donc, messieurs, prêter le serment exigé sans reconnoitre que le pouvoir civil s'étend sur des objets spirituels, sur le gouvernement de l'église et la discipline generale, et a droit d'y statuer sans l'intervention de l'autorité ecclésiastique. or c'est ce que les principes dans lesquels j'ay été élevé et que j'ay toujours professés ne me permettent pas de reconnoitre.

et quand il seroit possible que cette question vous preservat des nuages⁸, comment ne seroit on pas frappé du concours presque universel des 1^{ers} pasteurs de cet empire⁹.

Telle est, Messieurs, l'opinion que je crois devoir suivre au moins jusqu'au moment ou celle du Souverain pontife me sera connue et pourra modifier la mienne. Car si mon devoir est d'enseigner à mes diocézains ce qu'ils doivent croire dans l'ordre de la foy, je suis moy même Brebis à l'égard de l'église et de son chef.

je n'entrerais point avec vous, Messieurs, dans les discussions qui seroient propres à justifier mes principes. mon absence forcée et le derangement de ma santé ne me permettent pas un long travail et je me suis reposé sur le zèle et les lumières de mes vicaires generaux. je sais que les discussions sont bien etrangeres aux objets qui vous

occupent ainsi qu'à vos études habituelles... mais croyez, messieurs, qu'il faut que je sois bien convaincu de la vérité de mes principes et de leur nécessité pour le maintien de la religion, pour en faire la règle de ma conduite. Il m'est bien dur d'être en opposition sur ce point avec vous... les privations que j'éprouve celles auxquelles je suis exposé ne sont encore rien auprès des douloureuses pensées qu'excite en mon âme ma tendre affection pour mes diocésains.... mais, messieurs, vous savez combien est supérieure la voix de la conscience et du devoir... je souhaite à ma patrie d'avoir toujours des enfants qui y soient fideles. ils pourront se tromper, mais à coup sûr ils ne lui feront pas deshonneur, et jusqu'en leur extrême disgrâce ils conserveront des droits à l'estime et à l'affection de toutes les âmes honnêtes.

pour vous, messieurs, ministres de la loi dont l'exécution vous est confiée, vous n'oublierez sûrement pas qu'un des principes établis par la constitution française est qu'on ne peut ne gêner les consciences ni interdire les opinions religieuses qui ne troublent point l'ordre public.

que ce seroit contrarier la loi et calomnier l'assemblée nationale que de supposer qu'elle voulut des hommages et une soumission qui ne seroient pas parfaitement libres.

que tout serment prêté par contrainte ou par faiblesse ne seroit plus obéissance à la loi et affoiblirait dans l'esprit des peuples le respect pour les serments et leur considération pour les ministres de la religion.

vos zèle et votre justice, messieurs, vous porteront donc, comme je l'espère à protéger cette sainte liberté dans les ecclésiastiques mes coopérateurs, et à faire respecter leur caractère quelle que puisse être leurs opinions.

et moi qui pendant tout mon épiscopat ai pratiqué à l'égard de nos frères errants¹⁰, comme ceux qui vivent au milieu de vous m'en sont témoins, les principes d'une tolérance fondée sur les préceptes de notre divin législateur ; je la réclame aujourd'hui de vous, messieurs, et de tous ceux qui exercent quelque autorité dans mon diocèse, pour des concitoyens attachés à la doctrine de leurs pères et aux sentiments des premiers pasteurs établis par J. C. pour les éclairer et les conduire dans les voies du salut.

J'ay l'honneur d'être respectueusement et avec les sentiments de la tendre sollicitude dont je ne cesserai jamais d'être animé pour vous messieurs votre très humble et très obéissant serviteur

l'arch. de Bord
ce 19 janv. 1790

Cette lettre est adressée à une pluralité de personnes et se termine non par une formule d'amitié comme la pièce 1 ci-dessus du même auteur, mais par une formule de civilité conventionnelle. A qui est-elle destinée et qui sont ces ministres chargés de l'exécution de la loi ? Vraisemblablement les autorités bordelaises, municipales ou départementales, auxquelles l'archevêque explique sa position. Il semble d'ailleurs les associer à ses diocésains.

Par ailleurs, la date de janvier 1790, indubitablement mentionnée en fin de la lettre, ce qui est courant dans l'ancien usage, surprend et est en contradiction avec l'en-tête : *Rep* (pour répondu) le 29. jan. 1791. Tout ce qui est écrit correspond très bien à la situation de janvier 1791 et absolument pas à celle de janvier 1790. La solution paraît celle-ci : l'évêque, comme il arrive parfois dans les premiers jours d'une nouvelle année, a, par erreur, encore porté le numéro de l'ancienne ; la mention de l'en-tête, sans aucun doute d'une autre main, est due aux destinataires de la lettre ou à un secrétaire et porte la bonne date.

M^{gr} Champion de Cicé¹¹ évoque des privations et une absence forcée ; or, en janvier 1790, il était encore Garde des Sceaux et ne résilia ses fonctions qu'en novembre, précisément à cause de la Constitution civile du clergé. Ces expressions, au delà de l'argument chronologique, posent la question du lieu d'où est écrite cette lettre. Il quitte, en effet, la France lorsque la Constituante se sépare¹² et passe en Belgique. Le ton de la lettre laisse penser que, s'il n'a pas encore émigré, l'archevêque y pense déjà.

Cette lettre est belle et digne, tout à l'honneur de l'archevêque et de l'épiscopat français du temps en général.

4

La nouvelle administration

L'Assemblée a constitué dans son sein des Comités chargés des divers départements administratifs et qui ont à connaître, non sans difficultés, des situations léguées par l'Ancien Régime. C'est l'occasion rêvée de se plaindre de dommages... vrais ou supposés.

A Paris ce 12 Mars 1791

La société des victimes du pouvoir arbitraire, Monsieur, Nous a remis vos mémoires. Par l'un, vous demandez une pension en récompense de vos longs services, en qualité de secrétaire de l'intendance de Bordeaux, et par l'autre le

payement de 18000 livres, que vous prétendez vous être dûes pour neuf années d'arrérages de la somme de deux mille livres, pour supplément d'appointements, que vous dites vous avoir été accordée par le gouvernement. Ni l'un ni l'autre de ces objets n'étant de notre compétence, Nous ne pouvons que vous Conseiller de porter vos réclamations devant le Comité des pensions, en les accompagnant de vos lettres originales.

Nous sommes avec un sincère attachement, Monsieur, vos très humbles et très obéissants, serviteurs, les membres du comité des lettres de cachet.

B Barere

M. Cailhe, ancien secrétaire, de l'intendance, de Bordeaux.

Au verso :

Réponse du 22 mars 1791

M^r

J'ay reçu la lettre par laquelle vous me faites l'honneur de me marquer que votre comité ne peut connoître des réclamations dont la société des victimes du pouvoir arbitraire luy a remis mes mémoires. Je m'étois bien attendu, M^r, que vous ne statueriez rien sur l'objet de la pension que je demande en raison de mes longs services à l'intendance de Bordeaux pour raison de laquelle je m'étois adressé au comité des pensions, Mais quant au payement de 18000¹³ qui me sont dus pour neuf années d'arrérages de supplément d'apointement, comme j'en ay été primé par l'abus le plus vexatoire de l'autorité de l'ancien régime¹³, j'avois pensé que votre comité dut pouvoir y statuer. la connexité qui se trouve dans ces deux demandes qui se pretent un mutuel apuy m'avoit déterminé à ne présenter que le même mémoire à l'un et à l'autre comité., aujourd'hui, M^r, que vous me renvoyez pour le premier¹⁴ à celui des pensions, je luy ferai passer, ainsi que vous avez la bonté de me le conseiller mes lettres originales, si la copie que j'ay déjà adressé à Paris, certifiées de moy, ne suffisent pas.

Permettez, M^r, qu'en vous témoignant icy toute ma reconnaissance d'un excès de votre attention, je profite de cette occasion pour vous assurer de tous les sentiments de respect avec lesquels je suis

signature illisible

Bertrand Barère, né à Tarbes en 1755, se faisait appeler de Vieuzac avant la Révolution et fut surnommé par la suite «l'Anacréon de la guillotine». Avocat au parlement

de Toulouse, il fut élu aux Etats Généraux par le tiers état de la sénéchaussée de Bigorre. Juge au tribunal de cassation des Hautes-Pyrénées pendant la Législative, réélu à la Convention par son département, il deviendra membre du Comité de Salut public en avril 1793 et y jouera un rôle important¹⁵. Il se ralliera aux adversaires de Robespierre lorsque leur victoire sera assurée. Un moment incarcéré au temps de la réaction thermidorienne, il sera réélu par les Hautes-Pyrénées au Conseil des Cinq-Cents en 1795. Il se ralliera à Bonaparte dont il sera un informateur. Député à la chambre des Cent-Jours, il sera exilé comme régicide par la Seconde Restauration et vivra en Belgique jusqu'en 1830. Elu encore une fois à la chambre des députés en 1830, il verra son élection cassée pour vice de forme mais siégera du moins au Conseil général des Hautes-Pyrénées jusqu'en 1840. Il mourra à Tarbes le 13 janvier 1841.

Le profil politique de Barère est, avant la lettre, celui d'un député radical à très forte assise locale. Ce personnage est particulièrement représentatif : il y eut durant la Révolution bien plus de Barères que de Robespierres.

Il existait donc une société des victimes du pouvoir arbitraire qui agissait au besoin auprès des Comités de l'Assemblée comme le Comité des lettres de cachet.

On remarquera la formule ancienne de salutation «très humbles et très obéissants serviteurs» qui témoigne de la survivance encore momentanée de certains usages

5

La nouvelle armée

Au terme de la Constitution de 1791, si la Législative a pratiquement tout le pouvoir, le Roi est toujours le chef des armées ; c'est donc lui qui est censé nommer à tous les grades, même les plus infimes.

On remarquera qu'une nomination aussi banale que celle qui suit est signée de la main même du ministre.

A Paris, le 5 Mars 1792

Je vous donne avis, Monsieur, que le Roi a bien voulu vous nommer à une Lieutenance vacante dans le Trentieme Régiment d'Infanterie en garnison à Longwy.

Il est nécessaire que vous y soyez rendu dans un mois au plus tard, à compter de la date de cette lettre, sans quoi vous seriez censé avoir renoncé à cet emploi, & un autre officier y seroit nommé à votre place. Vous aurez attention

10. Allusion aux protestants qui représentaient à Bordeaux, on le sait bien, une assez forte minorité. Depuis la Révocation de l'Edit de Nantes, jusqu'à l'Edit de Tolérance de novembre 1786 leur accordant un état civil, ils n'avaient de fait, rappelons le, aucune existence légale !

11. Voir pièce 1.

12. 30 septembre 1791.

13. On voit que cette expression a été employée très tôt.

14. Mot très difficilement lisible. Il s'agit incontestablement d'un brouillon rapidement griffonné.

15. Cf les pièces 25, 33, 34 et 36.

à m'accuser la réception de cette lettre, & à m'envoyer, si vous ne l'avez déjà fait, votre extrait de baptême, vos certificats de civisme & de Garde nationale, & les pièces originales que vous pourriez avoir de services antérieurs, étrangers au Département de la Guerre. Je mande au Colonel de m'informer de votre arrivée.

Le Ministre de la Guerre.

L de Narbonne.

adressé à M S'Brice Guadet

Louis Marie Jacques, comte de Narbonne-Lara (1755-1813) est ministre depuis le 6 décembre 1791 et quittera la place le 10 mars 92, lorsque le ministère Feuillant démissionnera en raison des attaques de la Législative contre de Lessart, ministre des Affaires Étrangères. Narbonne était fort lié à Madame de Staël avec qui il émigrera en Angleterre. Revenu en France après le 18 brumaire, il deviendra ministre plénipotentiaire en Bavière en 1809, ambassadeur à Vienne en 1813.

Une telle pièce témoigne du caractère ambigu du nouveau régime : le futur officier doit fournir d'une part un extrait de baptême — à valeur d'acte d'état-civil — et d'autre part des certificats de civisme et de Garde nationale. Se crée ainsi progressivement une armée dont les officiers auront donné des gages à la Révolution ¹⁶.

6 et 7

La nouvelle Justice

Roland a été nommé ministre de l'Intérieur par le roi le 23 mars 1792, en même temps que Clavières aux finances. Dumouriez a été nommé aux affaires étrangères le 15 mars, Servan sera nommé à la guerre le 9 mai. C'est ce qu'on appelle le premier ministère girondin, qui déclenchera la guerre contre l'Autriche. Roland, Servan et Clavières seront renvoyés par le roi le 12 juin pour répondre aux reproches adressés par Roland à Louis XVI pour son veto contre la loi sur les prêtres réfractaires et contre la formation d'un camp de 20 000 fédérés aux portes de Paris.

Paris le 12 avril 1792, l'an 4^e de la Liberté. ¹⁷

Par la lettre que vous avez adressée à M. Du Port le 12 mars d^{re} Monsieur, vous demandez au nom du Tribunal Criminel, si la loi du 29 7^{bre} ne contenant aucune disposition qui autorise le plaignant à être assisté d'un deffenseur, il

pouvoit cependant en commettre un pour plaider sa cause devant le Tribunal Criminel en présence des Jurés.

Cette question, ainsi que les observations impartiales que vous avez présentées à ce sujet, ont été examinées par les hommes de Loi composant le Conseil judiciaire que M. Du Port avoit établi ¹⁸ ; et leur avis a été que le plaignant pouvoit choisir un deffenseur pour plaider sa Cause devant le Tribunal Criminel, en présence des jurés.

Le Ministre de la Justice par interim.

Roland.

M. Cholet Comiss^{re} du Roy près le Tribunal Criminel de Bordeaux.

Le portefeuille de la justice est sans titulaire depuis le 10 mars 1792 et jusqu'au 13 avril, par suite de la démission du ministère Feuillant de de Lessart. En même temps que le ministère de l'Intérieur, Roland assure celui de la Justice.

Jean Marie Roland de la Platière, né en 1734, inspecteur général des Manufactures, était très lié aux Girondins dont sa femme sera l'égérie. Entraîné dans la chute de son parti, il échappera à l'arrestation mais se suicidera le 13 novembre 1793 après avoir appris l'exécution de sa femme.

Adrien Duport, dont il est ici question, est le fondateur avec Barnave et Lameth du club des Feuillants : on les appelait les triumvirs. Fils de parlementaire, avocat, il avait joué un rôle important dans la mise en place du nouveau système judiciaire. Il occupera les fonctions de président du tribunal criminel de la Seine de la dissolution de la Constituante (30 septembre 91) à la chute de la monarchie. Resté fidèle à la conception d'une monarchie libérale, il émigrera après le 10 août. Rentré en France après la chute de Robespierre, il devra émigrer de nouveau après le coup d'état directorien du 18 fructidor et mourra de tuberculose en Suisse le 16 juillet 1798.

Paris le 19, Mai 1792. L'an 4^e de la Liberté.

J'ai l'honneur de vous communiquer ; Messieurs une lettre qui vient de m'être adressée par M. le Ministre de la Justice, qui sollicite en faveur de la D^e Gouraigne la continuation des secours que vous lui avez précédemment accordés en conséquence de l'avis du D^e du District de Bordeaux sur les fonds de charité étant à votre disposition. L'état de détresse ou se trouve la D^e Gouraigne avec 4 enfants et son mari en démence rend la position de cette malheureuse famille digne du plus grand intérêt et sollicite en sa faveur la continuation des secours que vous lui avez

accordés. Je vous prie de me faire connoître ce qui aura été possible de faire sur cette demande.

Le Ministre de l'Interieur.

Roland.

M. M. du D^{re} du Dep' de la Gironde, a Bordeaux ¹⁹.

Le ministre de la justice dont il est question est Duranthon ; il a été nommé le 13 avril 1792.

Antoine Duranthon était né à Mussidan en 1736. A la veille de la Révolution il était avocat à Bordeaux. Il se fit élire procureur-général-syndic de la Gironde en 1791. Ses attaches bordelaises expliquent son intervention en faveur de cette dame Gouraigne. Il quittera le gouvernement le 3 juillet 92, sera arrêté à Bordeaux sur l'ordre de Lacombe, président de la Commission militaire, et exécuté le 20 décembre 1793. Ce sont ses amis Girondins Guadet et Gensonné qui l'avaient recommandé pour le ministère. Ce clientélisme est de tous les temps ; le nouveau régime ne l'ignorait pas plus que l'ancien.

8 et 9

L'ère du soupçon

La monarchie est tombée le 10 août 1792 sous les coups de la Commune Insurrectionnelle de Paris. L'émigration, qui a commencé dès l'abolition des privilèges, ne devient une préoccupation sérieuse qu'après la chute du Roi. L'ère du soupçon a vu le jour et c'est le début de la surenchère révolutionnaire. Les tristement célèbres massacres de septembre viennent juste d'avoir lieu : du 2 au 7 septembre 1792.

Paris le 24 7^{bre} 1792. L'an 1^{er} de la République.

J'ai reçu, Citoyen, avec votre lettre du quinze le Certificat de votre Municipalité qui constate que vous résidez en France.

Je vais prendre des mesures promptes pour faire connoître aux Administrateurs des Colonies que vous avez satisfait à la Loi, et que l'on peut vous compter au nombre des bons Citoyens qui sont restés attachés à leur Patrie ; et qui acquièrent des droits à sa protection ²⁰.

Le Ministre de la Marine et des Colonies.

Monges

Louis Dufaure Lajarte, à Bordeaux rue Leyteyre n° 43.

Gaspard Monge, mathématicien illustre, créateur de la géométrie descriptive, membre de l'Académie des Sciences depuis 1780, était né à Beaune le 10 mai 1746. Etranger à la politique, sans doute était-il « patriote », puisque après la chute de la monarchie, le 10 août 1792, il fut appelé à siéger au Conseil exécutif provisoire établi par la Législative et y sera maintenu par la Convention. On lui attribua la marine et les colonies. Il conservera ce poste jusqu'au 10 avril 1793, où le marin biarrot Dalbarade le remplacera. Monge avait été proposé pour le ministère par Condorcet, ce qui explique sans doute sa démission au moment où le parti de la Gironde commence à être ébranlé par les Montagnards. Du reste, Monge devra faire face à des accusations après la chute de la Gironde. Sous le Directoire, il sera professeur à l'Ecole Polytechnique, député des Bouches-du-Rhône au Conseil des Anciens puis de la Côte-d'Or au Conseil des Cinq-Cents. Il accompagnera Bonaparte, avec lequel il s'est lié, en Egypte et rentrera en France avec lui. Il sera fait comte de Péluse et sénateur. Il sera exclu de la direction de Polytechnique par Louis XVIII pour s'être rallié à Napoléon pendant les Cent-Jours et mourra à Paris le 28 juillet 1818.

Besancon le 8 mars 1793. lan 2 de la Rep françoise ²¹

Freres et amis

Vous ne m'avez pas crû ²² un Scélerat, un traître avant de m'avoir entendu. je vous dois de vous apprendre que je viens d'etre acquitté et je vous envoie des Exemplaires de l'acte d'accusation porté contre moi. rendez moi votre estime. je la merite

Frederic Dietrich

Philippe Frédéric Dietrich, né à Strasbourg le 14 novembre 1748, ci-devant baron de Dietrich, banquier et sidérurgiste, était maire de Strasbourg en 1790. C'est chez lui que Rouget de Lisle composa la Marseillaise. D'abord favorable au mouvement, il avait protesté contre la journée du 10 août 1792 et le renversement du roi. Sommé de venir s'expliquer devant l'Assemblée, il passa à Bâle puis revint

19. La France avait été divisée en 83 départements par les décrets des 15 janvier et 26 février 1790. Le directoire constitue le pouvoir exécutif du département ; il est composé de 8 membres cooptés par les 36 membres du Conseil Général.

20. On exigeait des habitants des colonies, on le voit, des preuves d'attachement au nouveau régime. Il est vrai que, plus ou moins séparés de la métropole, ils affectèrent souvent d'en ignorer les lois.

21. Le calendrier révolutionnaire définitif n'est pas encore promulgué. Le système de datation que l'on rencontre ici est le système provisoire utilisé avant l'adoption du calendrier révolutionnaire, le 5 octobre 1793. Le début de l'ère républicaine étant fixé au 22 septembre 92, date de proclamation de la République. On retrouvera ce même système sur quelques-unes des pièces qui suivent.

22. Un signe ressemblant à l'esprit rude grec est porté sur le u final de *cru* et, plus loin, de *entendu*. S'expliquerait-il, par comparaison avec l'umlaut allemand, par l'origine alsacienne de Dietrich ?

16. Comparer avec ce qu'il en est pour la Marine, voir ci-après, pièce 8.

17. La datation an 4 de la Liberté est conforme au décret rendu le 2 janvier 1792 par la Législative et datant du 1er janvier 1789 l'Ere de la Liberté.

18. Le passage d'un système judiciaire à un autre ne va pas sans poser quelques questions.

se constituer prisonnier. Déféré devant le tribunal de Besançon, il est acquitté le 7 mars, ainsi qu'il l'annonce dans cette lettre du lendemain. Bref répit : il sera expédié à Paris et sous la pression de Robespierre sera condamné par le Tribunal révolutionnaire et guillotiné le 29 décembre 1793.

La formule *Frères et amis*, d'origine maçonnique, comme la demande *rendez-moi votre estime*, montre que la lettre est adressée à des Jacobins, peut-être les membres du club particulièrement actif de Strasbourg.

10

La dictature des clubs jacobins

L'ère du soupçon est aussi celle des épurations. Les clubs jacobins exercent sur l'ensemble du peuple une surveillance jalouse.

Officiers militaires 6^{me} Division

Paris le 10 Mars 1793 L'an 2^e de la République française. Le Ministre de la marine aux Citoyens composant la Société des amis de la Liberté et de l'Egalité, à Bordeaux. ²³ Je suis infiniment reconnaissant, frères et amis, de l'attention que vous avez eue de m'adresser un double de votre Pétition à la Convention Nationale ; j'y ai reconnu l'intérêt qui vous anime pour la prospérité de la République, et le désir que vous auriez que notre marine ne fut composée que d'Officiers capables de soutenir la dignité de notre Pavillon. J'espère que les nouvelles Loix, plus favorables que les anciennes aux officiers du commerce, nous procureront cet avantage. Je m'occupe à les mettre à exécution, et je vous prie d'être persuadé que je ne me déterminerai à attacher au Service que les marins dont le talent et le civisme auront été suffisamment éprouvés. Monges.

On voit qu'un ministre se croyait tenu de répondre de sa propre main aux pétitions d'une filiale provinciale des jacobins.

La teneur de cette pétition est inconnue, mais elle a apparemment pour objet l'accès plus facile des marins de commerce aux postes d'officier dans la marine de guerre. C'était effectivement un moyen, le seul peut-être, de pourvoir d'officiers une arme qu'on n'appelle point pour rien : la Royale. Alors que, dans l'armée de terre, les officiers supérieurs seuls émigrèrent en grand nombre, la

marine de guerre fut presque totalement privée de cadres ; et là, des sous-officiers ne pouvaient guère s'improviser avec quelque succès officiers, comme sur terre.

11

Les difficultés de l'Eglise

Aux termes de la Constitution civile du Clergé, évêques et prêtres sont choisis par l'ensemble du corps électoral, ce qui, on s'en doute, n'allait pas sans difficultés.

A cette date d'avril 1793, les prêtres réfractaires sont simplement privés de leur fonction et de tout traitement mais non encore poursuivis. Nous sommes avant la chute de la Gironde, qui se prépare cependant, et avant la campagne de déchristianisation.

Nous Pierre Pacareau Par la Misericorde divine Evêque du Departement de la Gironde et Metropolitain du Sudouest, sachant que la cure de tizac au district de libourne est sans curé, nous instruit des science, mœurs, et capacité du citoyen jean Philippe Grandjean pretre du diocese de Metz et cydevant curé d'auzillac departement de la Dordogne ²⁴, l'instituons Vicairé desservant delad. paroisse de tizac afin d'en faire provisoirement la desserte jusqu'a ce que l'assemblée électorale y ait nommé un curé, ou qu'il en soit par nous autrement statué, et à ces fins donnons aud. citoyen Grandjean tous les pouvoirs requis et nécessaires. Donné à Bord^x sous nôtre seing, celui du S^{re} de l'évêché le sixieme avril mil sept cent quatre vingt tresp. l'an second de la republique française
tp. pacareau Evq Metropolitain
Lasalle^p

Pierre Pacareau, né à Paris le 5 septembre 1711, prêtre très instruit, chanoine de la cathédrale de Bordeaux, prêta le serment constitutionnel et fut sacré évêque de Bordeaux à 80 ans, le 13 avril 1791, en remplacement de Mgr Champion de Cicé ²⁵ qui avait refusé de prêter le serment. Il est l'auteur d'une brochure défendant le principe de la prestation de serment. Pacareau échappera à la Terreur sans avoir, semble-t-il, abjuré ni même abdicé comme d'autres évêques constitutionnels. Il mourra à Bordeaux le 5 septembre 1797.

Philippe Grandjean est prêtre du diocèse de Metz ; quand et comment est-il venu dans le Sud-Ouest et a-t-il été nommé curé d'Auzillac en Dordogne, quand et pourquoi

a-t-il quitté cette paroisse ? Pourquoi n'y a-t-il pas de curé à Tizac ? Sans doute parce que l'ancien curé est réfractaire — à moins qu'il ne soit décédé — et qu'aucun candidat ne s'est encore manifesté.

On notera que c'est à l'assemblée électorale qu'il appartient d'élire un curé et que c'est sans doute pourquoi l'évêque ne nomme Grandjean que vicaire desservant, et à titre provisoire.

12

L'armée républicaine

Depuis le 7 mars 1793, la France est en guerre avec l'Espagne à cause de l'exécution de Louis XVI ²⁶. Il fallait donc organiser les armées tout le long de la frontière pyrénéenne. Le gouvernement révolutionnaire envoyait en mission, soit aux armées, soit encore dans les départements troublés, des députés de la Convention avec le titre de Représentants en mission. Ceux-ci, par-dessus les autorités locales, étaient dotés de pouvoirs quasi dictatoriaux.

26. Le 28 décembre 1792, l'Espagne avait informé la France que sa neutralité dépendrait du traitement réservé au Roi.

27. On lit incontestablement Oleron et non Oloron, alors que le vocalisme o est constant dans ce nom depuis le Xe siècle. Jullien fait une évidente confusion, que reprend le tampon porté tardivement sur l'adresse : 64 OLERON.

Cette lettre, comme la suivante, montre bien que ce qu'il y eut de plus noble dans la Révolution se trouva dans les armées.

Navarreins, ce 24 avril 1793, 2 de la R^{me} fse.

Le Com^{re} des Guerres Jullien

aux cit. ysabeau et neveu Députés de la C^{on} N^{le} pour les D^{ms} des h^{es} et B^{es} P^{ées}.

je suis à navarreins ou j'avais quelqu'esperance de vous trouver ayant appris que vous aviez quitté Bayonne pour visiter la partie d'Oleron ²⁷ et St. jn. pied de port. je suis venu ici presser et surveiller l'établissement d'un hopital militaire : il s'en forme un pareil à oleron dont je suis aussi chargé. je me rends demain dans cette ville ou je dois de plus organiser une Comp^{ie} franche, ordonner la solde des gardes N^{es} qui ont servi depuis le 1^{er} avril, et dès demain soir je retourne à tarbes ou les opérations du recrutement de l'armée nécessitent ma présence. j'ai déjà réparti quatre cent hommes dans les différens corps fournis par le D^{mt}, 50 pour la C^{ie} des chasseurs, cent pour le 3^{eme} bon qui est ici et deux cent cinquante pour le 1^{er} qui est au camp d'Andaye. je vais m'occuper du second qui est à Perpignan

Preuve de l'activité des représentants en mission, la lettre de Jullien à poursuivi Ysabeau et Neveu à Bayonne, Pau, Auch et enfin Condom où elle est arrivée le 21 mai 1793, presque un mois après son envoi.

23. C'est-à-dire au club des jacobins.

24. Noter la vieille graphie —ign—.

25. Voir ci-dessus, pièces 1 et 3.

et organiser de suite à Tarbes le 2^{ème} B^{on} de la légion des Montagnes que je composerai des soldats des districts frontières.

Nous vous désirons bien à Tarbes, ou nous avons grand besoin de vous. car plusieurs fonctionnaires publics faiblissent et dans les moments de danger, dans les postes publics, la faiblesse est un crime.

je dois vous parler d'un citoyen nommé Laréole beau-frère du cit. Darnaud Com^{te} du 1^{er} B^{on} des H^{aut}es P^{yr}énées. Ce Laréole est un ci-devant officier en Espagne, mais toujours français. il a même tout abandonné, sa fortune, sa place, son domicile pour venir se consacrer au service de sa première et de sa seule patrie. il est dans ce moment retiré à l'escar près de Pau et désirerait obtenir une place d'aide-de-camp ou d'adjoint à l'état-major. son civisme m'est attesté par de bons citoyens. Ce Laréole joint à des talents militaires et à l'habitude du service une grande connaissance de la langue et des frontières espagnoles, il a même dans ce pays des relations secrètes qui pourront être précieuses, il brule d'être utile et tout annonce qu'il peut l'être beaucoup. je vous le recommande moins pour lui que pour la chose publique.

Votre Concitoyen

Jullien

P.S. un Souvenir Patriotique à Gracchus.

Les occupations d'un commissaire des guerres²⁸ sont bien exposées au début de cette lettre et l'on voit l'activité que déployait Jullien. La fermeté de ses convictions et sa disposition à sévir, même contre la simple faiblesse, sont aussi bien marquées.

Marc Antoine Jullien, dit Jullien de Paris, était le fils du conventionnel Marc Antoine Jullien de la Drôme²⁹. Résumons à grands traits une vie romanesque. Né à Paris en 1775, il a 18 ans seulement en 1793. Ayant à peine achevé de brillantes études, il adhéra par conviction au club des Jacobins. Idéliste, admirateur de Robespierre, il avait été nommé aide commissaire des guerres dans les Basses-Pyrénées, sous le général Servan. Il sera ensuite envoyé à Bordeaux, d'avril à juillet 1794, pour surveiller Tallien et Ysabeau. Marc Antoine Jullien est un pur : de passage à Nantes, il se rend compte des exactions du sinistre Carrier et les dénonce au Comité de Salut public. Sitôt Robespierre tombé, sur dénonciation de Tallien et de Carrier, il sera arrêté et incarcéré pendant un an.

Ecœuré, il rejoindra l'armée d'Italie et servira à des postes divers jusqu'à la fin de l'Empire, mais sans avoir, comme tant d'autres, la carrière brillante que semblaient lui promettre ses talents : sa franchise toute républicaine aura le malheur de déplaire à diverses reprises au Maître. Sous la Restauration, il ne pourra être élu député de la capitale et se consacrera au journalisme politique. Il sera l'un des fondateurs du *Constitutionnel*, organe des libéraux de gauche, et de la très importante *Revue encyclopédique*. Préoccupé par les questions d'éducation, il se liera avec le célèbre pédagogue Pestalozzi et lui consacrera un ouvrage. Il mourra à Paris en 1848.

Claude Alexandre Ysabeau (1754-1831), autre personnage clé de la Révolution à Bordeaux, a, contrairement à Jullien, un profil d'administrateur. Il avait été oratorien sous l'Ancien Régime³⁰. Il fut, au début de la Révolution, curé constitutionnel de Saint-Martin-de-Tours. Elu à la Convention par le département d'Indre-et-Loire, représentant en mission, il ne renoncera à ses vœux religieux qu'en novembre 1793. En avril 1793, il était en mission dans les Hautes-Pyrénées. En octobre il participera activement à la reprise en main de Bordeaux, d'où il sera rappelé en mai 1794 pour y être renvoyé en août. Il siégera au Conseil des Anciens jusqu'en 1798, puis sera substitué au commissaire du Directoire à l'administration des Postes. Proscrit comme régicide après les Cent-Jours, il ne rentrera en France qu'après la Révolution de Juillet.

Etienne Neveu, originaire de Mauléon, député des Basses-Pyrénées, était en avril 1793 en mission dans son département. Il sera membre du Conseil des Cinq-Cents et mourra à Mauléon en 1830.

Le Darnaud dont il est question, commandant du 1^{er} bataillon des Hautes-Pyrénées, est connu par ailleurs. Il s'agit de **Jean Boniface Darnaud** né aux Cabanes, dans le Tarn, le 13 mai 1751, entré dans l'armée le 27 avril 1767 comme soldat au régiment de Conty. On le retrouve prenant la tête du 1^{er} bataillon des Hautes-Pyrénées le 10 février 1792 ; le 22 vendémiaire an II (13 octobre 93) il est nommé adjudant général chef de brigade et le 21 prairial an II (8 juin 1794) général de brigade. Il est mort à Bagnères-de-Bigorre le 10 janvier 1826.

En revanche, le sieur Laréole, beau-frère de Darnaud, que Jullien recommande, reste inconnu. S'il n'y a pas des faits cachés ignorés de Jullien, la carrière de ce personnage est intéressante : officier au service de l'Espagne, quittant sa

place par attachement pour la France révolutionnaire, mais ayant gardé des liaisons secrètes qui pourraient être utiles. La question de l'influence de la Révolution en Espagne, au moins dans les zones frontalières, est ici posée.

On entrevoit un peu, semble-t-il, les choses Darnaud, originaire du Tarn, a dû se trouver un moment en garnison dans les Hautes-Pyrénées. Il s'y est marié, peut-être à Bagnères où il devait mourir. L'Espagne était toute proche, la frontière perméable ; le beau-frère Laréole est allé servir de l'autre côté, mais toujours dans la zone frontalière, d'où les connaissances qui attirent l'attention de Jullien.

Impossible naturellement d'identifier le Gracchus du post-scriptum. Tout au plus en peut-on tirer que, sans employer le ton d'un intime, Jullien a déjà fréquenté Neveu et Ysabeau puisqu'ils ont des relations communes. A noter la formule républicaine *souvenir patriotique*.

13

Un lyrique, le sabre à la main³¹

Mon ami, mon frère,

ah ! que n'es-tu venu avec moi dans mon pays ? Tu ne peux concevoir ce qu'il est : quels coeurs ? Ce n'est qu'une même famille qui l'habite ; nous y étions attendus comme des divinités tutélaires ; j'ai parlé de toi comme ta bone conduite, tes bons sentiments me l'ordonoient j'ai vu parler les habitants individuellement dans leurs grandes assemblées : j'ai soulagé toutes leurs inquiétudes, j'ai partagé toutes leurs souffrances, j'ai adouci tous leurs maux : j'ai recueilli leurs plaintes, leurs vœux : j'ai été jusques sur le territoire hespagnol ; j'ai d'accord avec tous les habitants réglé l'ordre de défense. elle ne coutera pas beaucoup et elle sera sur le champ exécutée. j'ai tout fait en ton nom et au mien, nous en étions convenus.

Le sabre à la main j'ai indiqué à chacun son poste. je leur ai promis de te mener après notre retour à Tarbes à leur zèle. La convention est adorée, l'amour de tous a sa hauteur la plus grande. Tout est calme, tout est tranquille. j'ai donné une grande séance au district³² de la neste. et d'après une infinité de faits qui mont paru inciviques, j'ai enjoint aux administrateurs du directoire de ne pas quitter le lieu de leur résidence que jusques à ce qu'il fut statué

sur³³ leurs réponses qu'ils ont ordre de me remettre dans 24 heures. Je ne prendrai contre eux d'autre parti qu'après en avoir conféré avec toi.

une maison d'aristocrate nous a paru dangereuse. une information sommaire avait été faite, six témoins avaient été entendus contre un de ses membres. j'ai ordonné qu'il serait traduit sur le champ à la maison d'arrêt de Tarbes ; j'ai recueilli les autres — ³⁴ c'est une affaire grave j'ai mis ses 2 frères en état d'arrestation chez eux jusques à nouvel ordre et ³⁵ la mise (?) des scelés.

au fort de Tramesaigues³⁶ il nous a été envoyé une compagnie de chasseurs dont la conduite épouvantable allumait la guerre civile, et déjà les habitants étaient prêts à prendre les armes. c'est la seule force étrangère du pays : je m'y suis porté je lui ai fait camper je leur ai parlé le langage de l'homme libre : point de discipline. des vols continuels. l'aviolation de tous les droits les menaces les plus horribles contre les habitants la désobéissance la plus soutenue à l'autorité municipale parfaitement patriote, le maire menace d'être tué et s'étant vu le sabre nu sur le cou. voilà mon ami une partie des faits allégués et constatés par des procès verbaux.

j'ai assemblé le conseil général du canton, toutes les municipalités, tous les commandans. Le président du district de la neste. Les juges de paix, les administrateurs. et de leur avis j'ai enjoint au commandant d'avoir à se trouver demain à midi avec toute sa troupe, armes et bagages sur la place d'armes à Arreau et j'ai remplacé leurs postes par certains de mes hommes pris dans le lit de nos grenadiers acoutumés à tous les dangers à toutes les fatigues et qui nous ont demandé le poste d'honneur qui néanmoins est insusceptible³⁷ d'attaque.

Voici notre dernière résolution. la compagnie arrivée à Arreau, La garde nationale sera sous les armes, elle est superbe : la compagnie sera consignée sur la place.

Je demanderais qu'on me remette entre les mains les 3 scélérats qui sont les auteurs de toutes ces horreurs. Je parlerais à la troupe des qu'ils me seront remis. Je lui dirais que nous sommes satisfaits de son obéissance et je la renverrais 2 heures après à son poste. Les coupables avec les procès verbaux seront livrés à la gendarmerie qui les conduira au tribunal compétant ; ce sont des hommes que je crois être de francs ennemis de la liberté, déjà ils ont

31. Nous savons gré à Monsieur Guy Lacoste-Lagrange d'avoir bien voulu vérifier notre transcription de la lettre qui suit.

32. Les districts ont été créés en 1790 ; on en compte 6 à 8 par département. Ils sont administrés par un conseil de 12 membres et un directoire de 4. Ils sont supprimés en 1795 par la Constitution de l'an III. Celle de l'an VIII crée les arrondissements, à peu près deux fois plus grands que les districts.

33. Plusieurs mots rayés.

34. Deux mots illisibles.

35. Un mot rayé : peut-être *entendu* (?) et la première lettre d'un autre.

36. Tramezaigues, arrondissement de Bagnères, près de la Neste d'Aure.

37. Mot très difficile à lire, mais ce néologisme est bien dans l'esprit de l'époque.

28. Les commissaires des guerres assuraient le recrutement et l'organisation des troupes.

29. Député de la Drôme à la Convention.

30. Un nombre relativement important de membres révolutionnaire avait appartenu à cet ordre enseignant : Fouché, Daunou, etc.

été chases de la ville de bagneres et le general servan doit avoir des instructions tres fortes sur leur compte. cela —³⁸, nous rendra la paix et operera le plus grand Bien : je ferai tout avec mon —³⁹ qui est apeupres de cent, ou cent vingt habitants de plus recomandables par un grand republicanisme

*Je t'envoie brigade par brigade des espagnols que je crois ou des voleurs ou des espions et que nos postes avancés ont arrêtés. Je te fournirai les instructions necessaires en arrivant à Tarbes sur leur compte
je pars pour la montagne de la p —⁴⁰ tout le canton du luron nous attend en assemblee generale
Dimanche soir je te rejoindrai tu seras comptant de ton ami, de ton coopérateur
adieu mon frere
J. Feraud.*

Adressé Au cytoyen Ysabeau Representant du peuple français à Tarbes.

Joseph Servan, né dans la Drôme le 12 février 1741, était un collaborateur de l'*Encyclopédie méthodique* de Panckoucke⁴¹ pour des articles concernant l'art militaire ; il publia en 1780 *Le Soldat citoyen*. Si son frère cadet est un juriste célèbre, l'avocat général Antoine Joseph Michel Servan, il fit quant à lui, carrière dans le génie militaire. A l'instigation des Girondins, il devint ministre de la guerre le 9 mai 1792. Le 30 septembre, il prit le commandement de l'armée des Pyrénées. Il sera destitué et arrêté le 4 juillet 1793 pour ses attaches avec la Gironde, ne recouvrera sa liberté et son grade de général qu'en janvier 1795. Il écrira une *Histoire des guerres des Gaulois et des Français en Italie* et mourra en 1808.

Jean-Bertrand Féraud est né à Arreau dans les Hautes-Pyrénées le 3 août 1759. Juriste, député des Hautes-Pyrénées à la Convention, il est proche des Girondins. Il se trouve en mission à l'armée des Pyrénées orientales au moment de leur chute, ce qui lui vaut le salut ; il sera cependant inquiet à son retour.

Dans toutes ses missions, il fit preuve d'un grand courage. Chargé de l'approvisionnement de Paris, au début de mai 1795, il s'opposa physiquement à la foule qui envahit la Convention lors de l'émeute du 1er prairial an III (20 mai 1795). Il fut massacré ; sa tête mise au bout d'une pique fut présentée à Boissy d'Anglas qui présidait l'assemblée ; celui-ci la salua.

38. Deux mots illisibles.

39. Un mot illisible : cou- et trois autres lettres ?

40. Un mot de quatre ou cinq lettres.

Merlin de Thionville parlant de la bravoure de Féraud déclarait : « c'est le collègue le plus fou que l'on puisse rêver ». On voit bien dans cette lettre son courage face à l'indiscipline. On voit aussi sa chaleur en amitié et son amour pour ses Pyrénées natales. Les thèmes sont certes rousseauistes, mais l'accent est sincère.

Féraud est une belle figure qui a quelque chose de romantique. L'écriture corroborerait, s'il était besoin cette impression : elle est cursive, passionnée, quasi véhémence ; les mots sont souvent liés entre eux ; cet homme instruit use d'une orthographe assez fantaisiste mais toujours simplifiée, notamment pour les consonnes géminées ; les ratures sont à ce point nerveuses qu'elles percent le papier.

14

Les malheurs d'un sous-officier

Memoire adresse aux representans de la Nation etant a laréole

Citoyens representants ;

Le but du présent mémoire que j'ay l'honneur de vous présenter, a pour objet principal, une juste reclamation, et une justice éclatante, que j'ay lieu d'obtenir de la conventions nationale, a laquelle differentes fois je dressais des memoires, alappuy desquels jannéxais les Certificats et attestations de mon régiment servant a faire connoître complètement mon innocence, et a mettre aujour la Verité ; je dois vous prevenir Citoyens que j'ay obtenus ma place, conformément aux décrets de la Conventions nationales, et que ce nest qu'après avoir servis avec bravoure, courage et probité dans la garde nationale parisienne, jen fus pourvus ; ainsi que vous le verrés par les Certificats que j'ay l'honneur de vous exhiber, je vous dirés Citoyens, que je prefere la mort a linnéxecution des lois, et que cest pour lavoïr volu faire exécuter, qu'aujourd'hui je suis victime ; je fus nommer par le Colonel officier instructeur des recruts du regiment, connaissant ma Capacité, je remplis cette place pénible avec tout le zeï qui ma été possible ; et alors il falloït que je fasse mettre a exécution les reglemens militaires envers ceux qui agissoi(en)t⁴² arbitrairement ; jen donnais moimême l'Exemple, par sa subordination que j'observois envers mes Chefs ; pour faire voire a ceux qui etoit égares que sans subordination il ny avoit pas de soldat ; ils traitèrent cela de flaterie, cependant il y a loingt de la subordination a la flaterie ; et mon ame vraiment républicaine j'amaï ne le fus . je ne voulus point faire

41. Et non de celle de D'Alembert et Diderot, comme semble l'entendre Tulard.

42. Les lettres -en- sont rajoutées.

attentions a ces propos outrageants ; peu de tems après je vis les malveillants allumer les flambeaux de la discorde, et se coaliser a ma perdition, étant pour eux un rude ennemis, et qui ne pouvois que les contréquerer dans leurs manœuvres perfides ; ils trouverent bientôt des moyens pour se défaire de moi et à triompher sur la réussite de leurs propos criminels, des ce moment ils ne se quitterent plus, de fréquents attroupements leurs firent prendre une solution, laquelle reussis parfaitement ; instruit que des Citoyens vos Collègues devoit passer dans notre garnison ils se mirent afaire⁴³ denonciations contre moi dans laquelle ils mirent tout ce que la calomnie et les mensonges les plus noires ont pu leur suggerer, il la fire promener et signer dans tous les Cabarets de la garnison, ainsi qu'il a été reconnu et par ce vil moyen, il est aisé de croire, qu'il fourmilloit de signature d'imposteur les Commissaires arrivés ils leurs présenterent cette denonciation avec instance de juger, la religion des représentants trompés, à mon égard et voyant un acharnement complet, et les dangers qu'il y avoit pour ma vie me suspendirent provisoirement je reçus cet ordre que je regardais comme sacrée sans murmurer mon premier devoir étant lobéissance a la loy (je mi conformai)⁴⁴, mais reservant cependant vers moi le droit de reclamations ; un second malheur [bientôt]⁴⁵ suivis de près le premier, ce fut la disgrace de mes parens qui mabandonnerent dans mes malheures, et qui nattendre qu'un engagement de vous Citoyens Représentants, pour me rendre les sentiments d'amitié que jay lieu d'en attendre ; Citoyens cest après que vous (m')⁴⁶ aurés reconnus mon innocence et que vous maurés juger daprès⁴⁷ les certificats tant de ma patrie que de mon régiment aussi hautentique qu'honorable que je reclamerois la Réintégration de ma place de 1^{er} Lieutenant d'infanterie non pas dans mon régiment étant remplace & également mon traitement du moment de ma suspension et ma gratification de guerre

Je vous prie de prendre en consideration Citoyens représentants que quoique nétant pas aurégiment les vrais serviteurs républicains, amis de la liberté et du courage (?), ont scus rendre hommage à la Verité et a linnocence en menvoyant ce certificat qui est signer de tous les officiers composant le 1^{er} bataillon et sur lequel je réclame

43. Deux lettres raturées : d et a (?).

44. Rajout au-dessus de la ligne.

45. Ce mot est biffé.

46. Ce mot est biffé.

47. Après est en surcharge sur un mot bref commençant par d.

48. Baudot, qui écrit cette note, commet une erreur : Garrau est à l'armée des Pyrénées-Orientales et non pas Occidentales. Le *Dictionnaire* de Robinet cite de lui une lettre du 1er septembre 1793 écrite du fort de Pelchénea. Il semble dès lors probable qu'il ait une *connaissance spéciale* de cette affaire du fait de ses origines girondines et non par son poste.

49. Ou Garreau.

aujourd' huy votre justice.

Cest sur tous ces rapports et considérations que le Citoyen Le Coq espere que les Citoyens représentants lui rendront justice en faisant droit à sa demande

A laréole le 2 septembre 1793. Lan 2^e de la république une et indivisible

Le Coq

Surcharge au début du texte :

*Renvoï au citoyen Garrau l'un des Représentans du peuple près l'armée des pyrénées occidentales⁴⁸, comme aiant une connoissance spéciale de cette affaire, par les collègues et amis Les Représentans du peuple
A la Réole le 3 7^{bre} l'an 2*

M. A. Baudot

C. Alex. Ysabeau

Le dessin des lettres, les boucles qui terminent les mots, les corrections montrent toute l'application que l'homme a mis dans sa lettre. Le style est celui d'un homme qui veut faire officiel mais n'a point trop d'instruction ; français et orthographe montrent une culture réduite ; la logique est minimale. Il est buté dans son bon droit, comme il dut l'être dans sa conduite. Même les majuscules donnent l'air de se mettre au garde-à-vous. L'auteur était cependant 1^{er} lieutenant d'infanterie. Il n'est point, on s'en doute, passé à la postérité.

La lettre est intéressante par ce qu'elle révèle des réalités quotidiennes de la vie militaire. On voit aussi à quelles minuties était affrontés les pauvres représentants en mission.

Pierre Anselme Garrau⁴⁹, né à Sainte-Foy-la-Grande, avocat à Libourne, suppléant à la Législative, député à la Convention pour le département de la Gironde mais Montagnard et adversaire ardent des Girondins, était alors en mission à l'armée des Pyrénées-Orientales. Il le sera ensuite à l'armée de l'Ouest, puis à nouveau à celle des Pyrénées-Orientales. Député de la Gironde au Conseil des Cinq-Cents sous le Directoire, il s'opposera vigoureusement au coup d'Etat de brumaire et ne retrouvera un emploi, comme inspecteur des revues, qu'en 1806. Elu à la chambre des Cent-Jours, il sera exilé comme régicide par la Seconde

Restauration. Il pourra cependant rentrer en France en 1819 et mourra le 15 octobre de cette année à Saint-André-et-Appelles.

Marc Antoine Baudot, né dans l'Allier le 18 mars 1765, médecin, député suppléant à la Législative, réélu à la Convention, était un républicain ardent, proche des Dantonistes, souvent envoyé en mission, notamment à l'armée des Pyrénées et à l'armée du Rhin. Il se réfugiera à Venise pour échapper à la réaction thermidorienne et séjournera aux Etats-Unis sous le Consulat et l'Empire. Exilé en Belgique comme régicide à la Restauration, il ne rentrera en France qu'après la Révolution de 1830 et mourra à Moulins le 23 mars 1837.

15

Les difficultés de la nouvelle administration

Tribunal du district de Pau.

Anciennes épices⁵⁰ pour le cy-devant parlement abolies et cependant continuées par le d' tribunal.

Moureau soit-disant receveur des épices doit 1° rendre compte des anciennes épices pour en verser le produit dans la caisse du receveur du district ; 2° défense à lui d'en recevoir à l'avenir.

Ici encore, on voit les problèmes posés par la passage d'un régime juridique à un autre et les abus qui peuvent en résulter ; ce n'est pas sans évoquer la pièce 4. Quoique celle-ci ne soit point signée, l'écriture semble bien celle d'Ysabeau. Il est difficile de la dater ; elle devrait être antérieure à octobre 1793 où Ysabeau et Tallien «reprennent» Bordeaux. Ysabeau s'est en effet dirigé vers Bordeaux depuis les Basses-Pyrénées où il était en mission. On perçoit encore ici l'étendue des pouvoirs du représentant en mission qui statue sur tout.

16 et 17

Les difficultés de la nouvelle Eglise

Au Citoyen Duranty Curé de Noaillan District de Bazas à noaillan

50. Les épices, selon la définition du *Littré*, sont «ce qui était dû aux juges pour le jugement d'un procès par écrit».

51. Souligné dans le texte. Le *bis in die* (deux fois en un jour) se nomme aussi *bis cantando*, des premiers mots de la formule latine *Bis cantando missas*. C'est l'autorisation donnée à un prêtre de chanter deux messes le même jour

52. Sur Pacareau, voir ci-dessus la pièce 11.

53. Souligné dans le texte.

54. Cf ci-après.

55. Notamment à Nevers, sous l'impulsion de Fouché qui instaure le culte de la Raison.

Bordeaux le 3 7^{bre} 1793 l'an 2. de la republique

Citoyen Curé

J'applaudis avec empressement à votre zèle afin de tranquiliser votre troupeau, et vous envoie cy joint le bisindie⁵¹ que nous m'avés demandé, qui doit vous procurer 350. suivant l'arrêté du département. je connois la population de votre paroisse et son étendue, ainsi que vos services ; et comptés que sitôt que je le pouray je vous procureray du secours, et en attendant croyés moy avec les sentiments de la plus vive fraternité.

†p. pacareau Evq Metropolitain⁵²

Pièce jointe :

Nous Pierre Pacareau par la Miséricorde divine Evêque du Département de la Gironde et Metropolitain du Sud-ouest. attendu la peneurie des pretres et la grande population de la paroisse de Noaillan au district de Bazs, accordons au citoyen Duranty curé dud. Noaillan le bisindie⁵³ pour lad. paroisse jusqu'à ce qu'il en soit par nous autrement statué. Donné à Bordeaux sous notre seing, celui du secrétaire de l'évêché le trois septembre 1793, l'an second de la Republique

†p. pacareau Evq Metropolitain†

A quel propos ce curé a-t-il eu besoin de rassurer son troupeau ? Certes les temps sont durs. En insurrection depuis le 9 juin, Bordeaux voit les Montagnards reprendre peu à peu le dessus⁵⁴ ; la déchristianisation s'amorce⁵⁵. Mais il peut se faire aussi que l'inquiétude porte sur la pénurie des prêtres et la possibilité de célébrer deux messes. Ainsi l'évêque justifie-t-il le *bis in die* qu'il accorde. Le département, qui paie les curés — jureurs, bien entendu —, semble avoir prévu le cas et fournit alors un supplément de traitement de 350 livres. Dans le même ordre d'idées, par je vous procureray du secours, il faut entendre, semble-t-il, non une assistance pécuniaire mais une aide, par exemple un vicaire.

On remarquera encore que cet évêque adresse à son curé des salutations républicaines, les *sentiments de la plus vive fraternité*, et non pas religieuses. Les aspects salariaux et administratifs, comme cette formule de politesse, soulignent l'étrange mélange dû à la superposition d'une autorité laïque à un monde clérical.

18

Du rousseauisme dans la tourmente

Toulouse le 18 juillet 1793. L'an 2 de la république française

Le Général Servan⁵⁶, mon Bon ami, vient de m'apprendre que tu viens d'arriver à Pau, combien de tems y restera tu ? je pense que mon fils est avec toi et que tu me l'amènera ici. S'il n'y étoit pas ne pourrais tu pas l'envoyer chercher à Bayonne je ne puis justifier plus longtemps mon séjour à toulouse nos collègues sont tous rendus à Bayonne et tu sais combien il m'importe de l'installer ici à l'Etat major, et de le voir avant de m'en retourner à paris ; dans l'incertitude ou je suis s'il est ou non reçu dans un bataillon de la Légion des montagnes je l'ai fait nommer comme Lieutenant dans un nouveau corps de canoniers à cheval qui se forme ici pour perpignan je t'ai écrit hier à Pau et à Bayonne la même lettre pour que tu en reçoives une des deux.

viens donc promptement mon bon ami me rejoindre ici. ta présence dissipera le chagrin que j'ai de ne pas m'en retourner avec toi mon amitié pour toi est telle que je crains de ne plus te revoir et quelle me fait envisager le moment où je te verrai comme le plus doux pour mon ame. quand il faudra nous quitter je regretterai de t'avoir connu trop peu et trop tard. il dépendra peut être de toi de me fournir l'occasion de nous revoir et passer quelque tems ensemble.

j'aurais bien voulu avoir ou la voiture de Garrau⁵⁷ ou celle de Monestier⁵⁸ pour m'en retourner je n'en trouve point ici.

56. Cf la pièce 14.

57. Cf la pièce 14.

58. Sans doute, Pierre Laurent Monestier, député de la Lozère, qui mourut à Tarbes en 1796.

59. *Répéter* est ici employé au sens ancien et juridique de redemander, réclamer.

60. Il s'agit très probablement de Marie-Scipion d'Esca (1734-1804), né à Coursan dans l'Aude, officier qui servit dans les armées révolutionnaires et prit sa retraite en 1796 comme général de brigade. Il devait se trouver à l'armée des Pyrénées Occidentales.

61. 1er germinal an III = 22 mars 1795 ; 2 floréal an III = 22 avril 1795.

62. 4 brumaire an IV = 26 octobre 1795.

N'oublie pas de répéter⁵⁹ ma lettre à la poste, et mon mouchoir des indes à Excat⁶⁰. et donne moi de tes nouvelles de pau avise moi aussy du jour de ton arrivée ici.

adieu mon meilleur ami. compte sur les sentiments que je t'ai voué jusqu'à mon dernier moment.

Chaudron Rousseau

Le ton «sensible», très dix-huitième siècle rousseauiste, de cette lettre est à remarquer. Le destinataire de la lettre pourrait être soit Baudot, soit Ysabeau.

Guillaume Chaudron-Rousseau (1752-1816), député à la Législative puis à la Convention pour la Haute-Marne, siégea dans les rangs de la Montagne. Il était en mission dans les Pyrénées-Orientales puis en Haute-Garonne pour l'organisation de l'armée des Pyrénées. Il le sera ensuite à Bordeaux, puis dans la Lozère et dans l'Aveyron. Sous le Directoire, il sera arrêté et emprisonné après les émeutes montagnardes des 1^{er} germinal et 2 floréal an III⁶¹, libéré par l'amnistie du 4 brumaire an IV⁶². Sous le Consulat et l'Empire, il sera sous-inspecteur des Forêts à Bourbonne-les-Bains, sa patrie, où il mourra le 7 mai 1816.

Le fils dont il est question ici est **Pierre-Guillaume Chaudron-Rousseau**, né le 15 novembre 1775 : il n'a donc pas tout à fait 18 ans. Il débuta en effet comme lieutenant au 1^{er} Bataillon des chasseurs des montagnes, combattit en Espagne sous l'Empire ; promu général de brigade en 1809, il fut tué à la bataille de Chiclana le 5 mars 1811.

La Révolution montagnarde 1793-1794

Dès mai 1793, Lyon s'insurge contre la Convention dominée par les Montagnards. Plusieurs villes lui emboîteront le pas, sans toutefois aller aussi loin.

Les 31 mai et 2 juin, se produisent les émeutes parisiennes qui entraînent la chute des Girondins. Ceux d'entre eux qui ont été arrêtés à Paris seront exécutés le 31 octobre après une semaine de procès. Ceux qui réussirent à s'enfuir gagnent Caen où ils tentent de mettre sur pied une armée. Conduite par Wimpfen, l'armée fédéraliste est écrasée le 13 juillet à Pacy-sur-Eure. Les rescapés de la Gironde gagnent alors par mer la région bordelaise.

Le 9 juin, Bordeaux, après Lyon, s'était insurgé contre la Convention et une Commission populaire d'obédience girondine avait pris le pouvoir. Pour peu de temps : elle tombe le 2 août sous la poussée de la section Franklin. Le 18 septembre, la municipalité montagnarde de Bertrand se substitue à la municipalité girondine de Saige⁶³. Le 3 octobre, est créé un Comité de surveillance montagnard.

Le 16 octobre, c'est l'entrée à Bordeaux, par la brèche de la porte Sainte-Eulalie, des représentants du peuple : Tallien envoyé de Paris, Baudot, Ysabeau et Chaudron-Rousseau arrivant des Pyrénées où ils étaient en mission aux armées. Enfin, le 21 octobre, est créée la Commission militaire, tribunal d'exception, présidée par Lacombe.

Dès mars 1794, Tallien, accusé de modérantisme, est rappelé à Paris. Début avril, arrive Marc Antoine Jullien, chargé de surveiller les représentants en mission. Le 14 mai, Ysabeau est à son tour rappelé dans la capitale. Jullien est maître de Bordeaux.

Dernier acte : le 9 thermidor, 27 juillet, c'est la chute de Robespierre et la fin de la Terreur.

19 et 20 Rendez-vous à Bordeaux

On constate par les deux lettres qui suivent que les plans pour la reprise en main de Bordeaux sont parfaitement arrêtés et connus au moins de quelques-uns qui n'y jouèrent

cependant pas un rôle fondamental. Si la hâte dans l'application de ces plans laisse une certaine marge à l'initiative personnelle des représentants, tout est en fait prévu, tout est télégué depuis Paris. Les routes ont dû être encombrées de courriers !

*auch 8^e 8^{bre} au soir 1793 l'an 2^e de la republique française une et indivisible.*⁶⁴

Dartigoeyte a izabeau et tallien ses collegues.

permettez moi, chers collegues, de vous faire un petit reproche sur votre silence. izabeau devoit nous instruire de l'etat de bordeaux, nous indiquer l'epoque de la reunion, et nous ne recevons aucunes nouvelles. cela m'intrigue d'autant plus que les journaux annoncent un changement heureux dans l'opinion bordelaise. de grace, mes amis, ne me laissez pas plus longtemps dans le doute.

j'arrive de tarbes ou j'ai fait d'assez bonne bezogne. l'esprit public prend une allure montagnarde. cela va⁶⁵. les gens suspects sont mis en reclusion, et la montagne sauvera la republique

je vous embrasse cordialement

Dartigoeyte

C'est le 16 octobre, 8 jours plus tard, qu'Ysabeau, Tallien, Baudot et Chaudron-Rousseau feront leur entrée dans Bordeaux et reprendront la ville en main au nom de la Convention. La *réunion* dont parle Dartigoeyte est sans doute celle des représentants en mission venus soit de Paris soit des Pyrénées, chargés de ramener Bordeaux dans le giron de la République. Il apparaît qu'Ysabeau jouait le rôle clé de l'organisateur. A l'inverse Dartigoeyte a été évincé.

Pierre Arnaud Dartigoeyte, né à Mugron dans les Landes le 12 mars 1763, était procureur-syndic du district de Saint-Sever lorsqu'il fut élu député des Landes à la Convention. Montagnard ardent et déchristianisateur, il se serait conduit lors de ses missions dans le Midi avec une grande cruauté. C'est pourquoi, après la chute de Robespierre, il sera décrété d'arrestation. Libéré après l'amnistie du 4 brumaire an IV, il ne fera plus parler de lui et mourra à Lahosse (Landes) le 25 novembre 1812.

63. Le 10 mai 1791, Saige avait succédé à Fumel.

64. Le calendrier révolutionnaire vient juste d'être adopté et d'entrer en vigueur, trois jours plus tôt, le 5 octobre 1793. La mention an II est correcte, puisque le début de l'ère républicaine a été fixée au 22 septembre 1792, date de l'abolition de la royauté.

65. Allusion au fameux refrain *Ça ira*. L'enjouement révolutionnaire est à noter.

Il avait de bonnes raisons de s'intéresser à Bordeaux : il était en mission à Bordeaux lorsque la ville se souleva en faveur de la Gironde et dut fuir. Au moment où il écrit cette lettre, il était représentant en mission dans les Hautes-Pyrénées et le Gers. Le fait qu'il ait été écarté de l'opération projetée ne serait-il pas de la part d'Ysabeau une preuve de modération et de sagesse, voire d'une volonté de conciliation ?

Jean Lambert Tallien, né à Paris le 23 janvier 1767, clerk de notaire à la veille de la Révolution, participa activement à l'agitation. Devenu prote à l'imprimerie du *Moniteur*, il lance en 1791 un journal, *L'Ami des Citoyens*. Il fut membre de la Commune insurrectionnelle de Paris du 10 août. Elu député à la Convention par la Seine-et-Oise, il siégea dans les rangs de la Montagne et fut envoyé en août 1793 pour ramener Bordeaux à l'obéissance.

Rappelé en mars 1794 à Paris pour modérantisme, il jouera un rôle important dans la chute de Robespierre. Aussi le 13 thermidor entrera-t-il au Comité de Salut public. L'influence de Thérésia Cabarrus⁶⁶, qui vient de devenir sa femme, sera sans doute forte sur lui. Il tentera de mener la politique équilibrée d'un esprit parfaitement républicain mais modéré : il fera fermer le tribunal révolutionnaire, fermer le club des Jacobins, rapporter la loi du Maximum ; mais d'autre part, commissaire à l'armée de Hoche, il fera fusiller les émigrés pris les armes à la main à Quiberon, il défendra la Convention contre le soulèvement du 13 vendémiaire an V et, comme membre du Conseil des Cinq-Cents, prendra part au coup d'état anti-royaliste du 18 fructidor an VII.

Il se joindra aux savants qui accompagneront Bonaparte en Egypte et sera le rédacteur de la *Décade égyptienne*, journal du corps expéditionnaire. Capturé à son retour par les Anglais, il ne rentrera en France qu'après la paix d'Amiens.

Nommé consul à Alicante, il devra rentrer en France pour des raisons de santé. Pensionné par Napoléon, il sera frappé d'exil comme régicide mais demeurera clandestinement à Paris où il mourra pauvre et malade le 16 novembre 1820.

Tallien n'est certes ni un héros ni un saint, mais ne semble pas mériter le mépris haineux que de partout on lui voue.

Son amour pour Thérésia Cabarrus fut manifestement sincère et sa conduite beaucoup moins versatile qu'on n'a coutume de le dire.

je prie le citoyen ysabeau d'écrire au Com^{re} general Nion⁶⁷ à toulouse pour hater l'époque de mon remplacement,

de m'appeler près de lui, aussitôt l'arrivée de ses collègues, de ne pas oublier, s'il doit nommer à quelque place, qu'il aura un sujet précieux dans Saint Cyr Nugues⁶⁸, aide-c^{re} supprimé, actuellement à toulouse et puis dans Paul Dintrans fils, excellent patriote aide-c^{re} supprimé.

Jullien

La datation de cette lettre est évidemment difficile. Probablement octobre 1793 : on doit sans doute en effet interpréter l'arrivée de ses collègues comme l'arrivée de Tallien, Baudot et Chaudron-Rousseau pour reprendre possession de Bordeaux.

Le Commissaire général pour l'armée des Pyrénées-Occidentales, supérieur de Jullien, était naturellement établi à Toulouse. La suppression de plusieurs aides-commissaires doit s'expliquer par le fait que l'armée est maintenant organisée. Cela plaide en faveur de la datation proposée.

On ignore évidemment les raisons qui font souhaiter à Jullien son prompt remplacement. On peut songer que, l'armée étant organisée, le bouillant jeune homme désirait se rendre utile ailleurs.

21 et 22 La liquidation des Girondins

Les représentants sont entrés dans Bordeaux le 16 octobre. La Commission militaire a été créée le 21 et a tenu sa première séance le 22.

Au nom de la Republique française une et indivisible Les Representans du Peuple en Seance à Bordeaux arrêtent que Biroteau⁶⁹ cidevant membre de la Convention nationale mis hors la loi par le Decret du 12 juillet dernier, actuellement detenu dans les prisons de Bordeaux sera à

66. Cf ci-dessous, pièce 30.

67. Le Commissaire général Nion nous est resté inconnu. Un Joseph Nion, député de la Charente-Inférieure, est connu mais il était ingénieur de la marine et ne s'occupa que de cette arme.

68. Nugues (prénom Saint-Cyr) se faisait appeler Saint-Cyr Nugues. Fils d'un négociant en gros, il est né à Romans dans la Drôme, le 16 octobre 1774 ; il est donc sensiblement de l'âge de Jullien et de même origine. Il servit dans l'armée, fut fait baron d'Empire le 13 juillet 1811, siégea à la chambre des pairs sous la monarchie de juillet, mourut à Vichy le 25 juillet 1842.

69. Souligné dans le texte.

l'instant traduit devant la Commission militaire.
 f a Bordeaux ce 3^e jour du 2^e mois de l'an second de la République ⁷⁰

f a Bordeaux ce 3^e jour du 2^e mois
 de l'an second de la République
 Chaudron-Rousseau C. Alex. Ysabeau Tallien
 M. A. Baudot
 Les représentants du Peuple
 Le représentant du Peuple
 Le représentant du Peuple

Les représentants en mission, qui ont à charge de ramener Bordeaux dans l'orbite montagnarde,
 ont tous quatre signé l'arrêté traduisant Birotteau devant la Commission militaire.

Jean Bonaventure Blaise Hilarion Birotteau, né à Perpignan le 21 octobre 1758, avocat à Perpignan à la fin de l'Ancien Régime, était député des Pyrénées-Orientales à la Convention. Du parti Girondin, arrêté le 2 juin avec ses amis, il réussit à s'échapper et à gagner Lyon pour soulever la ville contre les Montagnards. Voyant que les royalistes prenaient la tête de l'insurrection lyonnaise, il se rendit à Bordeaux. Comprenant que la ville allait revenir à la Convention, il tâcha de s'enfuir. Il était sur le point de

s'embarquer lorsqu'il fut arrêté. Il sera exécuté le 3 brumaire, c'est-à-dire le jour même de cet arrêté. Tallien, selon certains, le fera exécuter sous ses fenêtres ⁷¹ ; pour d'autres, Tallien ira se loger sur la place où l'on guillotinaient. Ces propos font parti de la « légende noire » de Tallien. On voit que les quatre représentants ont assumé ensemble la responsabilité. Que pouvaient-ils faire d'autre du reste, Birotteau était hors la loi.

70. 3 brumaire an II = 24 octobre 1793.

71. La guillotine était au cœur de Bordeaux, sur l'actuelle place Gambetta. Elle ne pouvait, bien évidemment être déplacée commodément.

23 et 24 Un état policier

Bordeaux le 5 ventose l'an 2^e de la Rép. Franç^e // ⁷⁵

C. Alex. Ysabeau représent^t du peuple aux citoyens composant le comité de surveillance de Bordeaux.

Je vous fais passer, Citoyens, un pièce importante dont je vous prie de prendre copie sur le champ. Il conviendra que vous fassiez arrêter sans délai un ou plusieurs des courriers compliqués dans cette affaire et que vous les questionniez avec adresse. Je m'en repose sur votre zèle pour toutes les démarches à faire en pareille occurrence. //

Salut et fraternité

C. Alex. Ysabeau

Au nom de la République française une et indivisible
 Les Représentans du Peuple en Seance à Bordeaux
 Arrêtent que le nommé Cussy cidevant membre de la Convention Nationale, mis hors la loi et déclaré traître à la patrie par le decret du 28 juillet dernier rappelé dans l'article trois de celui du 3 octobre et actuellement detenu dans une des maisons d'arrêt de Bordeaux, sera à l'instant traduit devant la Commission Militaire établie dans cette ville et chargée de reconnoître l'identité des personnes et de mettre la loi à execution
 fait à Bordeaux ce huitieme jour du deuxieme mois de l'an second de la République française une et indivisible ⁷²
 C. Alex Ysabeau, Tallien ⁷³

Au verso du feuillet :

Cussy membre de la Convention

Marguerié Rapporteur ⁷⁴

attendre reponse de paris

Gabriel Cussy, né à Caen en 1739, devint directeur de la Monnaie de Caen en 1767. Elu aux Etats Généraux, membre de la Constituante, il se montra peu favorable au mouvement. Elu par le Calvados à la Convention, il ne vota pas la mort du roi, puis soutint les Girondins et, avec ceux qui avaient échappé à l'arrestation, tâcha de soulever le Calvados. Après la défaite, il suivit ses amis girondins dans leur fief bordelais. Il fut arrêté lors de la reprise de la ville par la Convention.

L'arrêté transcrit ci-dessus est clair : déclaré traître à la patrie et hors la loi par la Convention, Cussy sera traduit devant la Commission militaire qui procède à la reconnaissance des personnes et devrait le faire exécuter sur le champ. En fait, il en alla différemment : la mention du verso est explicite : attendre la réponse de Paris. Sans doute voulait-on interroger Cussy sur le soulèvement normand.

Transféré à Paris, il comparaitra devant le Tribunal révolutionnaire et sera guillotiné le 15 novembre 1793.

72. 8 brumaire an II = 29 octobre 1793.

73. Baudot et Chaudron-Rousseau n'ont pas signé cette pièce, cinq jours après la précédente. Sans doute ont-ils repris leur mission auprès de l'armée des Pyrénées.

74. Sans doute de la Commission militaire.

75. 5 ventose an II = 23 février 1794.

76. 13 frimaire an II = 3 décembre 93.

77. Après la chute du parti fédéraliste, dit girondin, la Gironde fut rebaptisé département du Bec-d'Ambès.

Il doit s'agir du nouveau Comité de surveillance car en février 94 le Comité de surveillance de Bordeaux a été dissous et ses membres arrêtés. C'est à peu près un an plus tôt, le 21 mars 1793, que ces Comités ont été institués, légalisation d'un état de fait. On ne sait de quelle affaire il s'agit ici. On voit en tout cas que les Comités de surveillance jouent un rôle de police.

Quoique ci-devant enseignant Ysabeau, dont c'est ici l'écriture, écrit *courier* avec un seul r et surtout *compliqués* au lieu d'*impliqués*. Cela montre la rapidité de rédaction d'un homme surmené ; l'emploi erroné de *compliqués* s'explique peut-être parce qu'il a dans l'esprit l'idée de complicité.

A Bordeaux le 13 frimaire l'an 2^e de la République française ⁷⁶.

C. Alex. Ysabeau représentant du peuple

Aux citoyens composant le comité de surveillance du Bec-d'Ambès ⁷⁷.

frères et amis,

mes collègues à l'armée des pyrénées occidentales s'unissent aux sans culottes de Bayonne pour me recommander le citoyen Macfoy officier municipal de Bayonne. Son frère a été arrêté après avoir dénoncé lui-même des faux assignats dont il étoit porteur. Je vous prie de vouloir bien examiner cette affaire et en renvoyer promptement la décision au tribunal qui doit en connoître,

si vous n'êtes pas compétents pour cet objet. Justice prompte, voilà tout ce que peuvent solliciter des Républicains.//
Salut et fraternité.//
C. Alex. Ysabeau

On remarquera que si Ysabeau prône une justice prompte, il n'en est pas moins soucieux de la compétence des instances judiciaires, ce qui ne sera bientôt plus le cas.

L'assignat a été créé en avril 1790 par la Constituante ; malgré le cours forcé officiel décidé le 27 septembre 1790, il ne cesse de se dévaluer : en décembre 1793, il a perdu 48 % de sa valeur nominale et il en aura perdu 76 % en 1794. On a prétendu que l'Angleterre avait mis en circulation de faux assignats pour précipiter la ruine de la France. S'il en est ainsi un port comme Bayonne, tout proche de l'Espagne, était évidemment tout indiqué pour faire pénétrer en France cette fausse monnaie.

78. Cette date est rajoutée au crayon. 21 prairial an II = 9 juin 1794.

79. Nous est en surcharge sur le début d'un mot : p-, sans doute pour. La formule est ainsi plus directe.

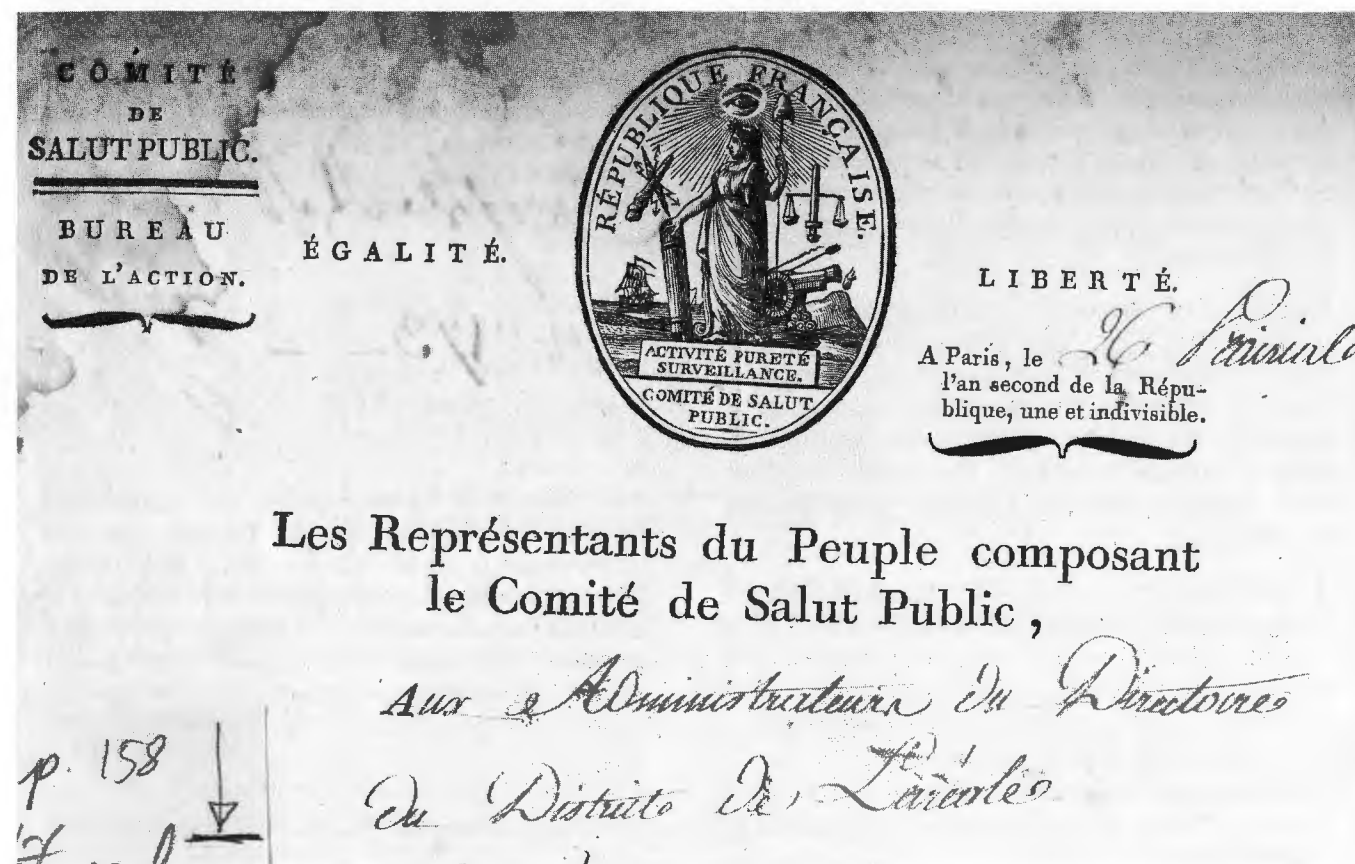
25 et 26 La pression de Paris

ce 21 prairial an 2⁷⁸

Au comité de surveillance de la commune de Bordeaux. Vous tacherez de découvrir l'azile du citoyen Marceau habitant de votre commune. Vous lui ordonnerez de la part du comité de se rendre à paris. Nous⁷⁹ avons besoin de l'entendre.

StJust, Billaud Varenne, Barere

Ce Marceau nous est resté inconnu. Cela témoigne de la minutie de l'emprise du Comité de Salut public sur l'ensemble de la Nation, et sur chaque détail.



Le 26 prairial an II est le 14 juin 1794.

On remarquera la devise qui caractérise le Comité de Salut public : Activité, pureté, surveillance.

N'oublions pas que Robespierre a mis le 5 février 1794 la Vertu à l'ordre du jour de la Nation.

On peut aussi voir d'après cet en-tête qu'il existait un Bureau de l'action dont le nom se passe de commentaire.

Les Représentants du Peuple composant le Comité de Salut Public,
Aux Administrateurs du Directoire du District de Laroële
Vous ne faites dans votre dernier compte décadaire aucune mention de la partie des subsistances qui ne doit pas moins que les autres fixer votre sollicitude ; le Comité pense⁸⁰ que c'est un oubli et⁸¹ que vous vous empresserez de le réparer.

Salut : fraternité

Les Membres chargés de la correspondance ./.
Collot-dherbois, Billaud Varenne

Autre preuve de l'emprise du Comité de Salut public et de la minutie de son action : tous les dix jours, au niveau du district, on lui devait un compte-rendu détaillé sur tous les aspects de l'administration et de la vie publique ; visiblement — et l'on en trouve couramment d'autres témoignages — ces rapports étaient lus en détail et rapidement.

80. Rajouté au dessus de la ligne qui porte, biffés, les mots aime à croire.

81. Rajout au dessus de la ligne.

Les observations faites ne s'embarrassent pas de fioritures. Ainsi, la formule initiale aime à croire a été remplacée par pense, plus direct. Si l'on compare ces textes émanant du Comité de Salut public à d'autres ordres émanant de personnalités de l'Ancien Régime, comme ceux du duc de Duras dans la pièce 2 ci-dessus, on sera sensible au changement de ton. La République jacobine, férue de l'antique Sparte, avait adopté le style laconique. «Un vrai républicain parle peu», avait affirmé Lakanal lors du procès du roi ; c'est un leit-motiv à l'époque, exprimé souvent et de différentes façons.

27 Penuries et restrictions

La question des subsistances faisait déjà, ci-dessus, l'objet d'une vigilance particulière du Comité de Salut public. La pénurie est grande, le problème grave. Paris par ses agents, par ses lois et ses décrets, entend y remédier.



Le 29 messidor an II est le 17 juillet 1794.

Si la vignette est semblable à la précédente, l'en-tête est ordinaire, beaucoup plus sobre.

*Le Comité de Salut Public**A L'agent national près le district de Cadillac**Nous avons reçu, Citoyen, ta lettre du deux de ce mois, concernant des Bouchers, Boulangers, meuniers n'habitants pas de grandes communes, et qui se croient en réquisition en vertu du décret du quinze floréal.⁸²**Les Bouchers ne sont pas nécessaires, les boulangers ne le sont que dans les grandes communes ; mais dans les campagnes le pain se fait chez les propriétaires.**La Loi du quinze floreal n'est applicable aux Meuniers qu'autant qu'ils sont chefs d'exploitation encore ne faut-il qu'un seul chef pour chaque établissement de ce genre.**Les Membres du Comité de Salut Public**L. Lindet**Carnot*

Depuis le 19 vendémiaire an II (10 octobre 1793), le Comité de Salut public coordonne la politique des subsistances pour toute la France ; c'est pourquoi l'agent national de Cadillac lui en a référé. La dépréciation de l'assignat et la loi du maximum⁸³ ont créé la pénurie. Déjà le 27 juillet 93 la Convention a défini le crime d'accaparement, passible de la peine de mort, et imposé aux commerçants de déclarer leurs stocks aux autorités. Le décret du 15 floréal doit être dans la même perspective : mise en réquisition des commerçants en alimentation.

La lettre atteste des réalités quotidiennes bien connues par ailleurs. Le problème des subsistances se pose en fait surtout dans les grandes villes. C'est pourquoi les meuniers, où que soit située leur entreprise, sont mis en réquisition. On veut un responsable, et un seul, sur qui faire pression et contre qui, éventuellement, sévir.

28, 29 et 30 Prisons et pétitions

Les représentants du peuple ont tous les pouvoirs : ils jugent de tout, pour tout on fait appel à eux. Ils sont la justice, ou du moins ce qu'il en reste.

*aux Citoyens représentants du Peuple**Citoyens représentants**filhot chimbaud d'après une dénonciation faite contre lui, fort de son innocence et convaincu de l'intégrité de votre*

justice ; s'est constitué volontairement votre prisonnier ; par sa conduite il vous a donné une preuve de son obéissance à la loi qu'il a constamment respecté. depuis plusieurs jours, une maladie très souffrante l'a atteint, très sujet à la bile, il éprouve des maux d'estomac affreux, la fièvre et des éblouissements considérables. il a recours à votre justice et vous demande que vous ordonniez qu'il soit transféré dans sa maison rue égalité avec le nombre de gardes que vous jugerez⁸⁴, si mieux vous n'aimez lui donner la faculté avec ce même nombre de garde d'aller à la campagne paroisse quensac entre deux mers, ou l'air sein qu'il respirera le mettra plutôt à même de rétablir sa santé et par ce moyen vous prouver bien aisément que l'innocence triomphe toujours de la calomnie. il vous prie de prendre sa pétition en grande considération d'après sa position

*filhot chimbaud**Bordeaux le 2^{me} frimaire 3^{me} mois de la république française une et indivisible⁸⁵*

Mention rajoutée sous l'en-tête :

*Renvoyé au Comité pour donner son avis le plutôt possible**Le Rep^t du Peuple**Tallien*

Malgré l'abondance considérable de problèmes de tous ordres qui leur incombent, il est à noter que les représentants font pratiquement toujours diligence : *donner son avis le plus tôt possible.*

Le personnage de Filhot-Chimbaud nous est totalement inconnu, de même que les motifs de son incarcération et le nom de son délateur. Est-il besoin de faire remarquer le rôle des dénonciations à cette sinistre époque ?

Manifestement le texte et la signature ne sont pas de la même écriture. Filhot-Chimbaud a une écriture assez grossière, à moins qu'elle ne soit malaisée, en raison de sa santé. C'est cependant un homme assez fortuné pour avoir maison en ville et résidence à la campagne, et pour pouvoir prendre à sa charge un nombre indéterminé de gardes à domicile. Le rédacteur de la lettre a, au contraire, une écriture régulière et très formée, mais use d'une orthographe pour le moins vacillante. S'agirait-il d'un écrivain public ? Quant à penser à un avocat⁸⁶, il est tout de même peu probable qu'un membre du barreau ignore à ce point sa langue.

La Citoyenne boyer fonfrède reclame de la justice et de l'humanité du Comité de Surveillance la levée des Scellés apposés sur son appartement elle est sur le point d'accoucher et à besoin d'avoir un endroit commode et séparé de celui de ses enfants, et de sa belle mère, Sa reconnaissance sera éternelle elle compte sur la justice⁸⁷ du Comité et sur la bonté des membres qui le composent pour la citoyenne boyer fonfrède
Thérèsia Fontenay

en bas du document :

Vu la petition cy dessus Le Comité charge le Citoyen dorgueil a lever des scelles apposés sur l'appartement de la citoyenne Boyer fonfrède et de mettre sous les scelles tous les effets qui seraient susceptibles d'être soustraits à la nation. Fait en séance du Comité de Surveillance du département du Becq dambes la 23 jour du second mois de la seconde année de la republique une et indivisible⁸⁸
Gueyraud, Plenaud Se, Aug^{re} Amoguit adj.

On sera sensible à l'efficace brièveté de cette pétition. Les arguments pertinents sont présentés sans vain discours ni affectation sentimentale, ce qui est remarquable pour l'époque. La future Madame Tallien semble avoir opportunément adopté le laconisme républicain que l'on a pu noter ci-dessus dans les pièces émanant du Comité de Salut public ou dans les commentaires des représentants.

Jeanne Marie Ignace Thérèsia Cabarrus⁸⁹ a 20 ans en 1793. Fille de François Cabarrus, né à Bayonne, établi banquier en Espagne, elle avait fait ses études à Paris. Elle avait épousé Jean Jacques de Fontenay en 1788. Cette union fut rompue en novembre 1792 par un divorce imputable, dit-on, à l'inconduite de la dame. Quoiqu'il en soit, Thérèsia s'était enthousiasmé pour les idées nouvelles, elle avait participé à la Fête de la Fédération à Paris. Revenue dans le Sud-Ouest après son divorce, elle n'en fut pas moins arrêtée et incarcérée à Bordeaux comme suspecte. Tallien visitant les prisons la découvrit et fut séduit par sa beauté. Il était bel homme et il était tout-puissant, il la fit libérer et elle lui témoigna sa «reconnaissance». Le proconsul⁹⁰ n'hésita pas à s'afficher avec elle.

Thérèsia n'est certes point une sainte, mais elle a du cœur ; elle incline son amant à la mansuétude, ce qui lui vaudra

l'accusation de modérantisme et son rappel à Paris en mars 1794. Thérèsia l'y suivra et sera arrêtée le 22 mai. De sa prison, elle aiguillonnera Tallien, l'accusant de lâcheté, et le décidera à entrer dans le complot qui renversera Robespierre. Membre du clan des vainqueurs, Tallien l'épousera ; probablement en était-il sincèrement épris. Elle continuera à l'influencer dans le sens de l'humanité, ce qui lui valut le surnom de «Notre dame de thermidor». On lui prêtera de nombreuses liaisons, notamment avec le Directeur Barras et le banquier Ouvrard ; toujours est-il que, séparée de fait de son mari depuis l'expédition d'Égypte, elle demandera le divorce et l'obtiendra dès son retour en 1802.

En 1805, elle épousera un belge, le comte de Caraman. Devenue mère de famille nombreuse, elle mourra paisiblement au château de Chimay en 1835.

La citoyenne Boyer-Fonfrède pour qui Thérèsia s'entremet ici est la veuve du député Boyer-Fonfrède, exécuté avec ses amis Girondins le 31 octobre 1793 ; elle était du reste la sœur du meilleur ami de son mari, le député girondin Ducos. Conformément à la loi, les biens des condamnés étaient confisqués ce qui explique les scellés mis sur son appartement bordelais.

Comme on le voit, le nom seul de Thérèsia en impose au Comité de surveillance, qui n'ignore pas ses rapports avec Tallien. Toutefois les biens restent acquis à la nation et Madame Boyer-Fonfrède en est responsable.

Il est permis au citoyen Claude Orré d'entrer dans toutes les prisons et maisons de détention de la ville pour approcher les prisonniers qui auront besoin de son Ministère, comme Défenseur officieux, en présentant chaque fois le présent.

*Bordeaux le 8^e germinal, l'an Deuxieme de la République française une et indivisible⁹¹.**Le représentant du Peuple**C. Alex. Ysabeau*

Il s'agit d'un laissez-passer pour un avocat ; là aussi, c'est au représentant du peuple de le délivrer.

Le 2 septembre 1790, la Constituante avait, au nom de l'égalité, supprimé l'ordre des avocats et interdit le port de

87. Justice est en surcharge d'un autre mot, court, commençant par une lettre avec une boucle haute et portant un accent aigu sur la fin, probablement bonté qui est repris plus loin.

88. 23 brumaire an II = 13 novembre 1793.

89. On remarquera qu'elle signe *Thérèsia*, avec un i, et non *Thérésa* comme on l'appelle couramment.

90. Ainsi appelait-on parfois ironiquement les représentants en mission.

91. 8 germinal an II = 28 mars 1794.

82. 15 floréal an II = 4 mai 1794.

83. Blocage des prix et des salaires, étendu à toute la France, par un décret de la Convention du 3 ventôse an II (21 février 94).

84. A noter que les gardes étaient aux frais du prévenu.

85. 2 frimaire an III = 22 novembre 93.

86. Cf la pièce 30 ci-dessus.

tout costume distinctif. Le nom d'avocat, déconsidéré par une longue tradition satirique, fut pendant la Révolution remplacé par le titre de « défenseur officieux », où officieux est pris dans son sens ancien, c'est-à-dire chargé de l'office de défenseur.

Ce laissez-passer est de peu antérieur à la terrible loi du 22 prairial (10 juin 1794), qui refuse tout défenseur aux accusés appelés à comparaître devant le Tribunal révolutionnaire.

31 et 32

Difficultés d'approvisionnement⁹²

Le soussigné Consul des Etats Unis de l'Amerique à Bordeaux à l'honneur d'exposer aux Représentans du Peuple Français qu'il se trouve actuellement en ce Port Treize Navires Americains, qui ont été frettés chez l'étranger par un nommé Murphy natif d'Irlande pour se rendre à Bordeaux sur leur lest⁹³. Cet Irlandais Murphy qui est actuellement détenu aux cy devant carmilités, a signé les Engagements avec les Treize Capitaines de ces Navires, sous la Raison de Murphy & Co Negociants à Bordeaux. Ces Capitaines arrivés ici ont demandé à Murphy de remplir ses engagements avec eux, & de leur faire compter de quoi pourvoir à leurs frais Journalliers ainsi qu'il étoit stipulé entre eux ; Il leur a répondu qu'il n'avoit rien à leur donner, & qu'il ne pouvoit remplir ses Engagements attendu les circonstances, & qu'on ne pouvoit l'y contraindre, vu que les Tribunaux étoient fermés.

Le Consul soussigné à l'honneur de Vous demander au Nom de tous ces Capitaines, que le dit Murphy soit tenu de déclarer par écrit quels sont ses Associés ; & quels étoient ses Moyens de remplir ses Engagements, attendu qu'il y a lieu de croire qu'il a des Interresses soit ici ou ailleurs, & que les Livres & la Correspondance du dit Murphy soient examinés pour preve de la Verité de sa declaration, ainsi que la Justice, les Loix & les Usages du Commerce le Statuent en Pareil Cas.

Fait à Bordeaux dans la Chancellerie du Consulat des Etats Unis, Ce 23 Novembre V: S: 1793 l'an 10^e de l'Indépendance Americaine⁹⁴

Joseph Fenwick

*Aux Citoyens Representants
du Peuple Français en Seance
à Bordeaux*

Mention rajoutée en tête :

Renvoyé a Antony⁹⁵ pour prendre dans le jour l'interrogatoire de Murphy sur les faits contenus dans cette lettre

*Le Rep^t du Peuple
Tallien*

Ce consul a le sens de ses responsabilités et des affaires mais ne paraît pas tout à fait maîtriser la français ; l'emploi des majuscules à valeur insistante semble plus conforme à l'esprit de la langue anglaise qu'à celui de la nôtre.

Nous sommes au lendemain de la reprise en main de Bordeaux ; les anciennes instances juridiques n'existent plus : les Tribunaux étoient fermés. Ce sont donc les représentants en mission qui ont à connaître de toutes les affaires ; remarquons la diligence réclamée par Tallien : *prendre dans le jour l'interrogatoire*. Apparemment il ne pourra ou ne voudra résoudre cette question, du moins assez rapidement pour satisfaire le consul : une des raisons alléguées pour son rappel à Paris sera la critique à lui adressée par Lindet, membre du Comité de Salut public, d'avoir mis l'embargo sur des navires américains dans le port de Bordeaux ; Fenwick ou quelque autre représentant des Etats-Unis n'aurait-il pas porté également sa plainte devant le Comité de Salut public ?

*ferlus chef du pensionnat de soreze a Isabeau représentant
du peuple à⁹⁶ Bordeaux*

Citoyen Representant

Tu veux du bien a un établissement où sous la surveillance du patriotisme croit une jeunesse precieuse à la republique qui, j'ose le prometre en sera successivement l'ornement et l'appui

Avec beaucoup de sollicitudes et de soins je leur procure tout ce qui peut developper les qualités du cœur et les talents de l'esprit. j'ai besoin de l'appui des representants du peuple pour leur fournir ce qui est necessaire à leur entretien physique

Depuis long-temps je manque de ris et c'est pour la jeunesse une denrée presque de premiere necessité Bordeaux en a une grande quantité graces a tes soins il est à même de faire reffluer quelque chose dans les departements qui l'ont alimenté. Lescar qui vient de faire par tes ordres des approvisionements dans nos contrées meridionales est depositaire de cette denrée et m'en feroit passer si tu voulois l'autoriser.⁹⁷

je t'en demande vingt-cinq quintaux, j'ai quatre cents personnes a nourrir tu ne trouveras pas cette demande excessive

tu as bien voulu en passant temoigner quelque interet a cette jeunesse donne lui en cette preuve

c'est par la communication des richesses respectives que s'establit cette douce fraternité l'ame d'une republique une et indivisible fondée sur la justice et la moralité

Salut et fraternité

F. Ferlus

soreze 18 floreal⁹⁸

Le tutoiement est certes d'obligation à l'époque, mais combien il est naturel entre le bénédictin dom Ferlus et l'oratorien Ysabeau, tous deux nourris de culture latine. Cette même culture transparaît dans les sentiments, dans toute la phraséologie de cette lettre. François Ferlus parle Cicéron en français, encore que dans le dernier paragraphe il semble plutôt se souvenir des Gracques.

François Ferlus, né à Castelnaudary en 1748, ci-devant bénédictin, était directeur de l'Ecole de Sorèze dans le Tarn. Son frère, Raymond-Dominique, ci-devant doctrinaire, qui partageait la direction, avait enseigné à Bordeaux au Collège de Guyenne avant la Révolution et fut un collaborateur de la *Décade philosophique*. François Ferlus écrivit notamment en 1790 une brochure *De l'influence que doit avoir la Révolution sur l'éducation de la jeunesse* et en 1791 un *Projet d'éducation nationale* présenté à l'Assemblée nationale. Il mourra à Sorèze en 1812.

L'Ecole de Sorèze, recourant à une pédagogie moderne, exerçait un grand rayonnement sur toute la moitié ouest de

la région pyrénéenne⁹⁹. J'ai 400 personnes à nourrir atteste l'importance de l'établissement.

On voit par ailleurs que, pour nourrir Bordeaux, on faisait faire des achats jusque dans le Tarn.

33 et 34

La Commission qui n'est plus militaire

Extrait des registres du Comité de Salut Public de la Convention Nationale,

Du Vingt-cinquième jour de floréal l'an deuxième de la République française une et indivisible

Le Comité de Salut Public, arrête que la commission établie à Bordeaux par les représentants du Peuple pour juger les contre-révolutionnaires reprendra l'exercice de ses fonctions du moment de la reception du présent arrêté. Signé au registre, B. Barere, Collot-dherbois, Robespierre, Billaud varenne, Carnot, Couthon, R. Lindet, c. a. Prieur

*Pour extrait
Robespierre, Couthon, Barere*

Il apparaît donc que la Commission militaire présidée par Lacombe avait interrompu ses fonctions, sans doute parce que la liquidation des restes de la Gironde était achevée. L'ordre de sa réactivation semble correspondre à la victoire des robespierristes. Les hébertistes ont été exécutés le 4 germinal (24 mars) ; les dantonistes le 16 germinal (5 avril) ; le 21 floréal (10 mai) Pache, maire de Paris est arrêté et remplacé par Fleuriot-Lescot, féal de Robespierre, qui ainsi domine la Commune. C'est le 22 prairial (10 juin) que Couthon et Robespierre feront voter la loi de prairial qui déclenche la grande Terreur.

C'est le jour même de cette décision, le 14 mai 1794, qu'Ysabeau est rappelé à Paris. Tallien y est déjà. Il s'agit donc bel et bien d'une nouvelle reprise en main de Bordeaux. Marc-Antoine Jullien, jeune fidèle de Robespierre, y était arrivé début avril, et ses rapports ne sont sans doute pas étrangers au brusque durcissement du Comité de Salut public.

97. D'où pouvait provenir ce riz ? De réquisitions effectuées par ce Lescar ? Mais avant cette éventuelle réquisition ? Le commerce du port de Bordeaux n'était peut-être pas complètement paralysé.

En effet, c'est seulement vers le milieu du XIX^e siècle que la culture du riz a été introduite en France, alors qu'elle existait déjà en Espagne et en Italie du Nord.

98. 18 floréal an II = 7 mai 1794. A peine une semaine avant le rappel d'Ysabeau à Paris.

99. Voir Claude Perroud, « L'Ecole de Sorèze pendant la Révolution », *Revue des Pyrénées et de La France méridionale*, 1910, p. 593-638 et J. Fabre de Massaguel, « L'Ecole de Sorèze de 1758 au 19 fructidor an IV », *Cahiers de l'Association Marc-Bloch de Toulouse, Etudes d'histoire méridionale*, n° 2, Toulouse, 1958, 222 p. Se reporter aussi à Marc Régaldo, *Un milieu intellectuel : la Décade philosophique (1794-1807)*, en divers endroits (Index des noms : Ferlus ; Index des institutions scolaires : Ecole de Sorèze ; Petit dictionnaire des collaborateurs de la *Décade*, article Ferlus).

92. Voir également, sur un sujet voisin, les pièces 26 et 27 ci-dessus.

93. Un navire était dit naviger sur son lest quand il n'avait pas de chargement. Murphy avait donc fait venir 13 bateaux américains pour les charger à Bordeaux ; c'est un chiffre qui est loin d'être négligeable.

94. Le 23 novembre 1793, v. s. (= vieux style) est le 3 frimaire an II. La datation par rapport à l'Indépendance américaine ne semble-t-elle pas une sorte de réplique au nouvel usage français ?

95. Il pourrait s'agir d'un policier, d'un enquêteur ou d'un juge au service des représentants en mission. Le nom d'Antony pourrait témoigner cependant d'une origine anglaise en rapport avec l'affaire en suspens.

96. à est en surcharge de près.



EXTRAIT

DES REGISTRES

DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC

DE LA CONVENTION NATIONALE,
Du vingt-cinquième jour de floréal l'an deuxième de la
République française une et indivisible.

En-tête de la pièce 33
 transcrite ci-dessus.
 On sera sensible, plus
 particulièrement dans le
 présent contexte, à la
 symbolique révolutionnaire
 l'œil de la surveillance, le
 bonnet phrygien au bout de la
 pique, la massue et le tonnerre,
 la balance dont le fléau est un
 glaive, le navire et le canon
 signifiant la puissance sur
 terre et sur mer, etc.

Le Comité de Salut Public

A La Combe président de la Commission établie à Bordeaux
 et à ses collègues.

Le Comité de Salut Public, Citoyen a cru devoir continuer
 dans l'exercice de ses fonctions la commission¹⁰⁰ établie à
 Bordeaux, mais comme celle qui vous avait précédé s'était
 montrée indigne de la confiance du Peuple en condamnant
 seulement à de fortes amendes les négociants que dans ses
 jugements même elle reconnaissait contre-révolutionnaires
 et par conséquent dignes de mort aux yeux de la Loi, le
 Comité de Salut Public attend de vous cette fermeté
 révolutionnaire et cette application inflexible du décret si
 nécessaire dans les circonstances actuelles et dans les
 fonctions délicates qui vous sont confiées.

Les Membres du comité de Salut Public
 Couthon, Barère, Robespierre

Cette lettre, adressée directement à Lacombe, accompagne
 l'arrêté du 25 floréal et en précise l'esprit. Au delà de la
 directivité parisienne, on y voit un souci minutieux de
 chasser la moindre ambiguïté. Ce même souci transparaît
 dans les ratures et reprises du mot *établie*, remplaçant sans
 doute *militaire*. La Commission précédente incriminée ici
 doit être la Commission populaire instaurée pendant la
 période girondine où Bordeaux était en insurrection contre
 la Convention. La suppression du mot *militaire* pourrait
 s'expliquer par cette opposition : l'ancienne Commission,
 en effet, ne portait pas ce titre. Il est clair que les négociants
 sont particulièrement visés et qu'on ne veut pas seulement
 des amendes, même fortes, mais des têtes.

Jean Baptiste Lacombe¹⁰¹, instituteur de son état, s'était
 établi à Bordeaux venant de l'Agenais. Son «patriotisme»

100. La même rature et la même surcharge que plus haut dans l'en-tête : on a d'abord écrit *militaire*, puis surchargé en *établie* et, pour que ce soit
 parfaitement clair, biffé l'ensemble et réécrit à côté *établie*.

101. Pour une juste appréciation de ce personnage, on pourra se reporter à la thèse de Pierre Bécamps, *La Révolution à Bordeaux, 1789-1794*, J.M.B.
 Lacombe, président de la Commission militaire, Bordeaux, Bière, 1953.



Paris, le 25 floréal de l'an II de la
 République une et indivisible.

LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC

A La Combe président de la
Commission établie à Bordeaux
et à ses collègues.

Sur l'en-tête de la pièce
 34, la figure de la
 République, en
 particulier, a cédé la
 place au faisceau
 surmonté du bonnet
 phrygien. Mais la
 symbolique est la même
 que dans la vignette
 donnée en regard ; tout
 au plus est-ce à peine
 moins antiquisant, à
 peine plus direct.

virulent l'avait fait nommer à la tête de la Commission
 militaire. Comme Fouquier-Tinville à Paris, on l'a accusé
 de cruauté, mais on voit ici qu'il ne faisait qu'obéir aux
 directives du Comité de Salut public. Un peu moins d'un
 mois après la chute de Robespierre, le 7 fructidor an II (24
 août 1794), Lacombe payait cette obéissance en montant à
 son tour à l'échafaud, à Bordeaux.

35 et 36

Le politique et le judiciaire

Dans les deux pièces qui suivent, plus encore que dans
 aucune des précédentes, on voit combien l'institution
 judiciaire est discréditée et l'autorité qui lui revient
 légitimement, exercée par les agents politiques. Cet aspect
 est d'autant plus fort dans la première que, d'une part,
 l'objet de la pétition n'a pas le moindre soupçon de

politique, et que d'autre part ce ne sont même pas les
 représentants en mission, qui après tout ont une certaine
 légitimité, qui ont à en juger, mais le Commissaire du
 Comité de Salut Public, parachuté de Paris. Quant à la
 seconde, le recours à la Convention nationale implique que
 l'appareil judiciaire est nul de fait. C'est maintenant par la
 voie politique que les moindres choses se traitent.

Au Citoyen Julien commissaire du Comité de Salut public
 dans le Département du Bec d'Ambès,
 audinot, curateur des mineurs Sohl.

Citoyen,

La question dont la solution est la plus simple peut se
 compliquer en la soumettant aux tribunaux. telle est celle
 pour laquelle je réclame votre médiation. elle intéresse
 Deux Enfants mineurs, privés de leurs Parents, dès leur plus
 bas âge, et de toute leur fortune, par les derniers desastres
 du Cap français¹⁰², leur patrie.

102. Le Cap-Français était le chef-lieu de la partie française de Saint-Domingue (actuellement république d'Haïti), l'autre partie étant occupée par les
 Espagnols.

en 1787, le citoyen et la citoyenne Sohl accompagnerent à Paris leurs Deux Enfants. la mere y mourut, peu de mois après, et le pere, à son retour au Cap, la même année. leur succession resta gravée de Dettes assez considerables. Une Assemblée de Personnes du Cap qui avoient intérêt à la regler arrêta qu'une Somme annuelle de cinq mille Livres seroit accordée aux Enfants en forme de pension alimentaire ; et que le surplus appartiendroit aux Créanciers, jusqu'à ce qu'ils fussent pleinement remboursés. l'Exécuteur testamentaire fut chargé de faire consacrer cet arrêté par la Sénéchaussée du Cap. Les Créanciers domiciliés à Bordeaux, et le Curateur des Enfants, à Paris, ont cru longtems que cette formalité avoit été observée. ils n'ont été détrompés que depuis les Derniers malheurs du Cap, par leur fondé de pouvoir, réfugié à la Nouvelle Angleterre, qui ne croit pas que cette affaire ait été soumise à la Senechaussée du Cap.

quoique je me crûsse autorisé par le dit tribunal à Payer la pension de mes Pupilles, sur le pied de cinq mille livres par année, le Désir de hâter la liquidation de leurs biens ne m'a pas permis de me plaindre de ce que le tiers meme de cette somme ne m'avoit pas été delivré. je ne demande pas aujourd'hui qu'on la complete pour couvrir mes avances. mais comme la loi n'a point Determiné cette pension, je crains que les créanciers de Bordeaux (ceux du Cap ayant été remboursés) ne m'inquiètent moi et mes Pupilles, sur l'emploi des fonds que j'ai reçus et consacrés à leur Education. Je voudrois donc, dans ce moment, obtenir un avantage que je sollicite vainement depuis un an ; c'est-à dire que les Créanciers de Bordeaux se réunissent, et fixassent d'une maniere autentique la somme qui auroit été Düement appliquée à la Nourriture et à l'Entretien des Enfants Sohl, pendant le tems qu'ils ont joui de leurs revenus. cette fixation servira de base aux comptes que je dois leur rendre, et mettra mes Pupilles à l'abri de leurs prétentions ultérieures sur les moyens d'Existence qu'ils pourront se créer à l'avenir. cette précaution dont l'Effet est si Utile pour nous, ne blesse en rien les intérêts des Créanciers entr'Eux, ni leurs Droits sur les biens du Cap, lorsqu'il sera possible de les remettre en valeur, et ne les empêche point de revenir contre une repartition inégale faite ou à faire des Deniers de la Succession Sohl ; sous aucun rapport elle ne leur est préjudiciable.

Ils ne peuvent donc, Citoyen, méconnoître de bonne foi la justice de ma demande, surtout quand vous vous serez Déclaré le Defenseur de mes Pupilles, en conciliant cette affaire, ou bien si elle doit être instruite par un tribunal, en paroissant desirer qu'elle soit promptement terminée, vous mettrez fin aux longs Malheurs de Deux orphelins qui

n'existent, loin de leur patrie, que parce que leur infortune leur a fait trouver des amis dans ceux qui n'étoient chargés que du soin de suivre à Paris leur Education.

Audinot

paris le 28 Messidor 2^e année Republicaine ¹⁰³

je prie le Representant du peuple garnier de s'occuper de la réclamation faite qui paraît juste.

Jullien

Après le rappel d'Ysabeau à Paris, Marc Antoine Jullien, arrivé à Bordeaux début avril, envoyé quasi personnel de Robespierre, est maître de Bordeaux. Son titre de Commissaire du Comité de Salut public atteste la concentration des pouvoirs aux mains de ce Comité. Il quitte Bordeaux à la fin juillet et transmet donc l'affaire à Garnier.

Jacques Garnier, dit Garnier de Saintes, était né dans cette ville le 30 mars 1755, il y fut avocat, il en fut maire en 1790. Procureur-général-syndic de la Charente-Inférieure, il en fut élu député à la Convention. Il entre au Comité de Sûreté générale le 25 mars 1793. Pour se débarrasser de lui, dit-on, ses collègues l'envoyèrent en mission aux armées de l'Ouest, puis dans le Loir-et-Cher, la Sarthe, et la Gironde durant le printemps et l'été 1794. Quelque peu énergumène, Garnier était un montagnard prononcé ; Robespierre tombé, il n'en aura pas moins le front d'accuser de terrorisme son collègue Jullien de la Drôme, père du Jullien qui nous intéresse ici. Il sera membre du Conseil des Cinq-Cents sous le Directoire, puis président du Tribunal criminel de la Charente-Inférieure. Elu à la chambre des Cent-Jours, il sera exilé comme régicide par la Seconde Restauration. Il partira pour les Etats-Unis où il mourra accidentellement en 1817, noyé dans l'Ohio.

On comprend que les Solh, installés à Saint-Domingue, probablement planteurs, aient eu des affaires avec le négoce bordelais et donc des créanciers à Bordeaux.

Les désastres dont il est question sont la conséquence de la révolte des noirs. La Constituante avait, en mars 1790, accordé les droits civiques aux mulâtres et aux noirs affranchis, seulement. En août 1791, sous le commandement de Toussaint-Louverture, les esclaves se soulevèrent. La Convention ayant aboli l'esclavage le 16 pluviôse an II (4 février 1794), les colons blancs appelèrent à leur aide les Espagnols qui occupaient l'autre partie de l'île et les Anglais. Ce fut une guerre civile atroce où les noirs eurent le dessus : il y eut des massacres et la destruction de nombreux établissements de planteurs.

22 Prairial ¹⁰⁴

à La convention Nationale

je m'adresse à la convention nationale pour obtenir justice du precedent comité de surveillance de bordeaux proscrit par les Representans du peuple Tallien, & Ysabeau, pour n'avoir pas repondu aux petitions des citoïens, pour avoir employé des mesures arbitraires, & pour avoir meconnu leur autorité.

j'ai eu recours au comité actuel de surveillance, je lui ai remis les petitions que j'avois présentées à son predecesseur, je lui en ai adressé deux nouvelles, il n'a point statué sur mes representations, & ne ma fait aucune reponse.

j'ai usé des mêmes moïens auprès des representans Tallien & Ysabeau ; je n'ai pas eu plus de succès.

je prie la convention de ne pas interpréter defavorablement pour moi, ce silence des autorités preposées pour me rendre justice. Elle voudra bien faire examiner mes plaintes, & les faits sur les quels je les apuie. j'espere quelle reconaitra que j'ai été vexé, & que je suis fondé à reclamer contre des actes arbitraires.

voici les faits

La convention par son decret du 18^e jour du premier mois de l'an 2^e de la Rep. ¹⁰⁵ a proscrit les signes de Roïauté, & de feodalité.

je me suis empressé d'obeïr au decret, & de faire porter mon argenterie chez le citoïen Mestre orfèvre pour y etre desarmoirée. Il m'en remit une partie de 203 marcs, que je remis à Lamonoïe le 15 frimaire ¹⁰⁶, ainsi que le porte le bordereau des commissaires, que je joins ici.

Il Resta chez Mestre des couverts d'argent. Ils étoient chez lui depuis le 5 frimaire ¹⁰⁷. ce fait est prouvé par son certificat du 11 nivose ¹⁰⁸ que je produis. J'esperois qu'après m'être conformé à la loi, je n'avois plus rien à craindre, pour le peu d'argenterie que je m'étois réservé. Cependant le 17 frimaire ¹⁰⁹, le citoïen Dorgueil commissaire du precedent comité de surveillance & membre du comité actuel, a fait une descente chez tous les orfèvres de Bordeaux, a confisqué l'argenterie qu'il y a trouvée, & l'a fait porter au comité.

Instruit de cette saisie illegale, je presente ma petition aux representans du peuple pour obtenir la restitution de mon argenterie, j'ai dit qu'ils ne m'avoient fait aucune reponse. Les Reproches que l'on a fait au Precedent comité de surveillance d'avoir vexé les citoïens, d'avoir fait des enlevemens arbitraires, & l'opinion bien prononcée des Representans sur ces faits me donnerent lieu d'esperer que l'on feroit droit à ma demande, comme à celle d'un grand nombre d'autres particuliers, qui ont été atteints par les saisies pour plus de 1500 mille livres si l'on s'en raprte aux bruits publics ¹¹⁰. Cependant cette justice est encore à rendre, & il est vraisemblable que l'on ne doit l'attendre que de la convention nationale.

On a pretendu que c'étoit pour cacher l'argenterie, pour la faire convertir en lingots, & pour la faire disparaître avec plus de facilité quelle avoit été portée chez les orfèvres. On a dit encore quelle devoit etre saisie, parcequ'elle n'étoit pas desarmoirée.

Mais pour ce qui me concerne, je prouve que je n'ai eu aucun de ces projets, puisqu'en 1789 j'ai porté à La monoïe presque toute l'argenterie que j'avois, que le 15 frimaire, deux jours avant la descente de dorgueil chez mestre orfèvre, j'en avois remis 103 marcs à la même monoïe.

Quelles qu'aient pu etre dailleurs les Intentions des propriétaires de l'argenterie, aucun decret na interdit de la déposer chez un orfèvre, & de la faire convertir en lingot. Les decrets ont deffendu de la cacher, & certes ce n'est pas pour ¹¹¹ la cacher quelle a été remise chez des orfèvres qui en ont fait registre, & qui ont déclaré l'avoir reçue pour en effacer les armoiries.

Je n'avois envoïé mes couverts d'argent à mestre qu'afin de remplir le devoir prescrit par la loi. quel droit a donc pu avoir le comité de Surveillance de les saisir ? qu'auroit-il fait de plus, si rebelle à la loi, il l'avoit decouverte dans des endroits cachés.

La comission na jamais entendu qu'un comité se permit de faire des actes aussi arbitraires. Je trouve au contraire quelle les a deffendus dans la loi, du 3^e jour de brumaire ¹¹², qui porte expressément

104. 22 prairial an II = 10 juin 1794.

105. 18 vendémiaire an II = 9 octobre 1793. Par décret de ce jour, la Convention proscrivit tous les signes de royauté et de féodalité ; le 7 octobre avait eu lieu à Reims la destruction symbolique de la sainte ampoule servant au sacre des rois de France.

106. 15 frimaire an II = 5 décembre 1793.

107. 5 frimaire an II = 25 novembre 1793.

108. 11 nivôse an II = 31 décembre 1793.

109. 17 frimaire an II = 7 décembre 1793. Cela correspond à une période particulièrement aiguë de la Terreur. Ainsi, c'est le 10 décembre que sera célébrée à Bordeaux la fête de la Raison.

110. Le chiffre semble énorme. La rumeur a sans doute exagéré.

111. pour est rajouté entre les lignes.

112. 3 brumaire an II = 24 octobre 1793.

103. 28 messidor an II = 16 juillet 1794.

«Les objets indiqués dans les articles I & III qui auroient été enlevés chez quelque citoïen par une fausse application de la loi du 18 du premier mois ¹¹³ seront restitués ¹¹⁴ dans le plus court délai, sauf à poursuivre ensuite les propriétaires, s'ils ne se conforment pas au présent décret sur le champ.

Je ne fatiguerai point la convention par des observations sur ses lois, & par des réflexions sur les faits que je présente. ils suffisent pour obtenir d'elle la restitution que je réclame, ou pour me faire autoriser à poursuivre devant les tribunaux les commissaires qui ont saisi mon argenterie. Je joins ici les copies des pétitions que j'ai présentées au comité actuel de surveillance, & que j'ai prévenu de mon recours à La convention. il a manifesté des principes qui semblent annoncer qu'il n'a pas dépendu de lui d'accueillir ma réclamation

Paul Nairac pere

P.S. j'apprens que le citoïen Boëreau dont l'argenterie avait été saisie comme la mienne a obtenu la restitution par ordre du représentant Ysabeau. je demande pourquoi ce représentant, & le comité de surveillance ont eu plus d'égard pour le citoïen Boëreau, que pour moi.

En marge du premier recto :

Renvoyé au Représentant du peuple Ysabeau pour statuer ce qu'il appartiendra.

Paris ce 1^{er} fructidor 2^e année ¹¹⁵

Les Membres du Comité de Salut public

Carnot, B Barere, Tallien

Au verso du feuillet :

Renvoyé au Comité de Surveillance de bordeaux pour prendre des Renseignemens sur ce qu'est Devenue l'argenterie réclamée par le pétitionnaire & la lui faire Restituer.

Bordeaux le 3. vendémiaire Lan 3. de la Republique f^{re} ¹¹⁶

Le Représentant du peuple

C. Alex. Yzabeau

Le cheminement de la pétition est remarquable.

N'ayant pas obtenu d'écho de l'ancien Comité de surveillance, le plaignant ne s'est pas adressé au nouveau,

semble-t-il, mais aux représentants en mission Tallien et Ysabeau ; ceux-ci, ayant sans doute fort à faire, n'ont point répondu ; il s'adresse alors directement à la Convention. La Convention a transmis la pétition au Comité de Salut public : tout-puissant, ce Comité a à connaître des moindres choses — il s'y use, d'ailleurs — et peut ainsi surveiller les représentants en mission ; le Comité répond le 18 août 94. La chute de Robespierre (27 juillet) n'a pas encore altéré le fonctionnement de la machine du gouvernement révolutionnaire : Carnot et Barère sont encore au Comité de Salut public ; Tallien, l'un des tombeurs de Robespierre, y est entré. Le Comité renvoie la pétition à Bordeaux au représentant en mission Ysabeau, de retour en Gironde début août. Il demande le 24 septembre au Comité de surveillance de faire une enquête. La boucle est bouclée.

Il a tout de même fallu trois mois et demi entre l'adresse à la Convention et la demande d'enquête au Comité de surveillance. Par le hasard des retournements de situation, sont plus ou moins directement incriminés Tallien et Ysabeau, qui se retrouvent en position d'avoir à juger de la plainte ; comme on voit, ils en jugent avec une justice méritoire.

Les Nairac sont une riche famille de marchands bordelais ¹¹⁷. Antoine Paul Nairac, négociant et raffineur, avait épousé Suzanne Marguerite Rouland. L'aîné de leurs fils, Pierre Paul Nairac, né à Bordeaux le 3 avril 1732, mort à Bordeaux vers la fin de l'Empire, élu aux Etats Généraux s'occupa surtout à la Constituante des questions commerciales et coloniales ; ses antécédents familiaux n'y étaient sans doute pas pour rien. Le cadet, Jean Baptiste, né à Bordeaux le 15 décembre 1738, mort à Paris le 27 avril 1817, fut député pour la Charente Inférieure au Conseil des Cinq-Cents sous le Directoire et au Corps Législatif sous le Consulat, de 1800 à 1803. A notre avis, le pétitionnaire serait Antoine Paul ; en 1794, il devait avoir plus de 80 ans.

Nairac avait donc de l'argenterie armoriée, cela suppose une certaine fortune et, sinon la noblesse, du moins des goûts aristocratiques ¹¹⁸. La remise de la partie qui lui avait été rendue à la Monnaie le 15 frimaire (5 décembre 93) doit correspondre à un «don» patriotique. Peut-être était-il inspiré par la prudence ; n'oublions pas que c'est le 16

octobre que Bordeaux a été «repris» par Tallien, Ysabeau, Baudot et Chaudron-Rousseau. Pourtant, le pétitionnaire avait déjà porté de l'argenterie à la Monnaie en 1789 et, à cette époque, le don a des chances d'avoir été sincère. En tout cas, cela démontre la fortune du personnage.

La Convention thermidorienne et le Directoire

C'est seulement le 7 fructidor (24 août) que la réorganisation consécutive à la chute de Robespierre se fera. Carnot et Barère sont encore au Comité de Salut public. Le 3 octobre Barère sera attaqué à la Convention par Legendre et le 27 décembre Merlin de Douai demandera sa mise en accusation avec Collot-d'Herbois et Vadier ; Carnot échappera de justesse. En revanche, Tallien est entré au Comité.

37 Justice !

Au Citoyen Bordas, Représentant du Peuple en séance à Bordeaux

Pierre olivier officier de santé de la Commune de Monsegur, vient réclamer ta justice pour détruire la calomnie parlaquelle on a cherché à lui faire perdre la confiance que l'administration du district de la Réole lui avait donnée.

Chargé par l'arrêté du District de la Réolle du 30 Prairial ¹¹⁹, de remplir les fonctions d'officier de santé conformément au décret du 22 floréal ¹²⁰ ; Olivier employait tous ses soins, et tout le zèle dont il est capable pour s'en acquitter dignement ; et jamais il n'avait crû pouvoir avec plus de raison, se flatter d'avoir mérité la confiance de ses concitoyens ; et ramplir les vœux de l'administration lorsque tout à coup, il fut conduit dans un affreux cachot. le 1^{er} Thermidor ¹²¹, par ordre du Représentant du peuple lakanal qui étoit arrivé à Monségur, et qu'il se vit privé de la confiance de l'administration du District de la Réole, qui Rétira les pouvoirs qu'elle lui avait délégués ; Olivier, ne tarda pas à connoître l'auteur des malheurs qui sembloient alors le menacer ; il apprit que ramond agent national de

Le pétitionnaire connaît bien son sujet ; il est vrai qu'il a pu se faire seconder, sans le dire, par un avocat. De toute manière, la langue, le style, la précision d'une argumentation très documentée attestent un homme cultivé ; mais, peut-être effet de l'âge, son exposé tire un peu en longueur.

montsegur ¹²², l'avoit désigné comme un égoïste ¹²³, au Représentant lakanal, sous les faux prétexte qu'il avoit soustrait un cheval à la réquisition.

Ce fut d'après une telle dénonciation digne fruit de la perversité, que le représentant lakanal, qui ignoroit sans doute que Ramond ne cherchoit qu'à satisfaire une ancienne haine qu'il avoit vouée à Olivier ; le fit conduire en arrestation sans vouloir l'entendre.

Olivier arraché des bras d'une épouse qui étoit à la veille de ses couches, et de six enfants qui n'avoient presque d'autre ressource que l'état de leur père ; demeura jusqu'au 15 Thermidor ¹²⁴ sans être écouté ni entendu, et Par conséquent sans pouvoir se Justifier. Ce fut alors que son ennemi lui porta de nouveaux coups ; il aprit que le représentant lakanal par son arrêté du 14 Thermidor ordonnoit l'élargissement de tous les détenus par ses ordres.

Mais Ramond trompé sans doute dans son attente ; et ne trouvant pas la conduite du Représentant assez severe ; cherchâ un moyen de dedomager sa haine, qui n'étoit pas assez satisfaite, et pour cela il soumit a sa discrétion l'arrêté du représentant lakanal, qui étoit parti pour paris, le jour même de son arrêté ; et par ce moyen il retint olivier en arrestation jusqu'au 17 Thermidor c'est-à-dire trois jours plus tard qu'il n'auroit dû.

Mais Citoyen, Représentant, Ramond n'a pas trompé la justice du Représentant Lakanal ; il n'a pas seulement exercé d'injustes vexations contre olivier, il a cherché aussi à mettre le terreur à l'ordre du jour ¹²⁵, parmi tous ses concitoyens. après avoir fait mettre un grand nombre en arrestation ; il a mis a prix leur Liberté. il la proposée aux uns aux conditions qu'ils s'avoueront coupables de crimes

113. 18 vendémiaire an II = 9 octobre 1793.

114. Souligné dans le texte.

115. 1^{er} fructidor an II = 18 août 94.

116. 3 vendémiaire an III = 24 septembre 94.

117. Jean Cavignac, *Jean Pellet, commerçant de gros, 1694-1772*, SEVPEN, 1967, mentionne couramment des membres de cette famille, notamment Guillaume. Le 24 octobre 1728, Jeanne fille de Philippe Nairac épouse Pierre Pellet, le frère de Jean. Philippe Nairac a un frère du nom de Paul ; il n'est pas impossible que ce soit le nôtre.

En fait, il y aurait beaucoup d'intérêt à étudier soigneusement cette famille. La pièce que nous présentons ici est une contribution en ce sens.

118. Les Pellet (cf note précédente), alliés aux Nairac ont de nettes prétentions à la noblesse.

119. 30 prairial an II = 18 juin 1794.

120. 22 floréal an II = 11 mai 1794.

121. 1^{er} thermidor = 19 juillet 94.

122. Créés par décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793), les agents nationaux sont les représentants du gouvernement auprès des administrations des districts et des communes.

123. Est réputé égoïste celui qui ne se donne pas entièrement à la patrie. Depuis que la Vertu a été mise à l'ordre du jour de la Nation, l'appellation d'égoïste constitue une accusation majeure.

124. 14 thermidor an II = 1^{er} août 1794.

125. Cette incrimination montre combien on s'est déjà éloigné des temps robespierristes. Ce qui était vertu peu avant est devenu crime.

dont ils ne furent jamais coupables, et ne la donnée aux autres qu'a force de supplications ; mais toujours plus tard qu'il n'aurait dû, tandis qu'elle étoit rendue tant aux uns qu'aux autres par l'arrêté du Représentant Lakanal. il à plus fait, au mépris de cet arrêté, et par la violation la plus atroce des droits de l'homme il à retenu arbitrairement plusieurs citoyens en arrestation pendant plus d'un mois. Au reste il n'est là aucun fait dont olivier ne puisse fournir la preuve.

Citoyen Représentant, c'est à toi qu'il appartient spécialement de juger des personnes ; aussi olivier ne veut pas juger ; mais seulement dire et le prouver si faut ; ce qu'est Ramond et ce qu'il a fait pour le malheur de ses concitoyens, et pour le sien personnellement et celui de sa famille.

il se résume donc à demander à ta justice, que Ramond agent national de montségur, soit tenu de retracer les calomnies qu'il à lancé contre lui et réparer le tort qu'il lui à causé, soit en le faisant mettre en arrestation par une fausse dénonciation, soit en l'y Retenant arbitrairement au mépris de l'arrêté du Représentant Lakanal.

Enfin qu'il soit tenu de détromper l'administration du District de la Réole, sur les raisons qu'elle à peu avoir pour retirer la confiance qu'elle luy avoit donnée en le Désignant, pour un des officiers de santé ; en le Reconnoissant devant elle pour un Républicain sans reproches ;

C'est le sujet de sa pétition.

olivier pierre

En marge en haut du premier recto :

Le Petitionnaire s'adressera aux tribunaux compétens

Le Représentant du peuple

Cette mention est rayée et la suivante portée en dessous : Renvoyé au district de La Reolle pour donner des éclaircissements sur les faits.

à Bordeaux en seance le 20 pluviôse l'an 3^e de la Repub. ¹²⁶ Treilhard

Le texte de cette pétition est en lui-même assez pédantesque, embarrassé et fort filandreu : Olivier, en particulier, parle de lui à la troisième personne. On remarquera aussi le recours au cliché, bien dans le goût du drame bourgeois, du père arraché aux bras de son épouse et de ses enfants.

On voit qu'on continuait à s'en référer pour tout aux représentants en mission, au lieu de s'adresser aux tribunaux. Sagement Bordas renvoie l'affaire, signe d'apaisement et de retour à la légalité.

126. 25 pluviôse an III = 15 février 1795.

127. Non comme régicide, mais sans doute pour son rôle durant les Cent-Jours.

Pardoux Bordas, destinataire de cette pétition, était né à Saint-Yrieix le 14 octobre 1748 ; il y fut substitut du procureur du roi à partir de 1770. Administrateur de la Haute-Vienne en 1790, il en fut élu successivement à la Législative et à la Convention. C'était un modéré qui, dans le procès du roi, vota seulement pour la réclusion. Il échappa néanmoins aux purges. Après thermidor, il fut nommé secrétaire de la Convention puis partit en mission dans les départements de la Charente, de la Gironde et de la Dordogne. Sous le Directoire, il siégua au Conseil des Cinq-Cents puis au Conseil des Anciens. Sous le Consulat et l'Empire, il occupa de hautes fonctions au ministère de la Justice. Banni de France par la Seconde Restauration ¹²⁷, il sera réhabilité après 1830 et mourra à Saint-Yrieix le 29 juin 1842.

La mention du renvoi au district de La Réole semble bien signé Treilhard. On pourrait songer à Jean-Baptiste Treilhard, lequel était représentant en mission à Bordeaux au moment de l'insurrection girondine de mai-juin 1793 mais, en l'an III, était à Paris et siégeait au Comité de Salut public ; il ne pouvait donc dater de Bordeaux. Il doit s'agir d'un autre, juge ou greffier du tribunal auquel la pétition a été adressée selon l'avis de Bordas.

Joseph Lakanal, né à Serres dans l'Ariège le 14 juillet 1762, était un religieux enseignant, frère de la Doctrine chrétienne. Elu à la Convention, il siégea dans le Comité d'Instruction publique et y déploya une grande activité : il est un des créateurs de l'enseignement révolutionnaire. Il fut envoyé en mission en Dordogne, Lot, Lot-et-Garonne et Bec-d'Ambès, c'est-à-dire la Gironde débaptisée. Le 14 thermidor (1er août), Lakanal quitte la région pour Paris après avoir rendu un arrêté de libération pour tous les détenus de son fait. Robespierre était tombé cinq jours avant. Sitôt la nouvelle reçue, Lakanal monte aux nouvelles à Paris, mais il prend ses précautions : sentant, sans doute, que c'en est fini de la Terreur, il adopte des mesures libérales pour ne pas laisser trop de ressentiments derrière lui. Cette attitude ne fut pas adoptée par tous. On a donc ici un exemple des retombées locales des événements du 9 thermidor et de l'espèce d'interrègne entre le pouvoir montagnard et le pouvoir thermidorien.

Sous le Directoire, Lakanal siégua au Conseil des Cinq-Cents. Le Consulat et l'Empire l'emploieront dans l'enseignement. Chassé de l'Institut et dépossédé de ses fonctions par la Restauration, il s'exilera aux Etats-Unis. Il ne regagnera la France qu'après la Révolution de 1830, siégua à l'Académie des Sciences morales et politiques et mourra à Paris le 17 février 1845.

38 et 39 Essai de stabilisation

Pris entre Robespierre et Bonaparte, la Convention thermidorienne et le Directoire ont mauvaise presse. On les a accusés et d'impuissance et de corruption. Sans entrer dans le détail des événements, on remarque pourtant que la période qui s'étend de 1795 à 1799 vit un effort non négligeable de stabilisation tant économique qu'administrative. On a pu dire que le Directoire était comme une esquisse de la future Troisième République ; ce fut vrai, en particulier, dans le domaine de l'instruction et de la culture.

Bordeaux le 13 Pluviôse 3^{ème} année republicaine ¹²⁸

L'ingénieur en Chef des Travaux publics au Citoyen Galineau agent national du district de Bord^x ¹²⁹

Citoyen

j'accepte avec bien du plaisir la commission que tu ¹³⁰ me donne Relativement à l'examen des jeunes candidats qui

128. 13 pluviôse an III = 2 février 1795.

129. Après le 9 thermidor, les agents nationaux ont été purgés des éléments terroristes. Ils vont être supprimés le 28 germinal an III (17 avril 1795).

130. Le tutoiement révolutionnaire est encore de rigueur : Robespierre est tombé depuis seulement six mois.



En-tête de la pièce 39. Le 2 prairial an VII est le 22 mai 1799.

La République n'est plus debout, l'ensemble de la symbolique est bien moins violente que dans les vignettes données précédemment. On remarquera en particulier la disparition dans la devise de l'expression La fraternité ou la mort, trop chargée d'une idéologie qu'on tente d'édulcorer.

Citoyens, le citoyen Andriette Cardoze, pensionnaire de l'hospice des incurables de Bordeaux, m'a adressé une Petition dans laquelle il se plaint qu'on n'a point pour lui dans cet hospice, les égards qu'exigent son grand âge et ses infirmités. il dénonce en outre quelques abus qu'il dit y exister, sous les rapports de l'ordre et de l'Economie, depuis d'admission, en qualité de gouvernantes, de plusieurs Exreligieuses : je vous invite à examiner jusqu'à quel point peuvent être fondées les plaintes du C^{en} Cardoze, et à y remédier. Vous voudrez bien faire remettre à ce vieillard les pièces qui accompagnoient sa petition, et qu'il à désiré que je lui fisse repasser.

Salut et fraternité

françois de neufchâteau ¹³¹

On voit que le ministre prenait personnellement connaissance de détails qui aujourd'hui relèveraient à peine d'un chef de service ou qui plutôt ne remonteraient même pas jusqu'à la capitale.

Lorsqu'elle décida la vente des biens du clergé, la Constituante en exclut les possessions des hôpitaux et hospices, mais en juillet 1794, la Convention déclara celles-ci également biens nationaux. Comme d'autre part les sources de revenus des hôpitaux (octrois, droits d'entrée, etc.) avaient été abolis, il ne leur restait pour ressource qu'un impôt sur les billets de théâtre. Leur situation était désastreuse.

La Législative avait supprimé les congrégations, même hospitalières, le 6 avril 1792. Les religieuses soignantes qui n'avaient point abjuré avaient été chassées des hôpitaux, ce qui aggravait le marasme. Sous le Directoire cependant, à part l'à-coup du 18 fructidor, la persécution anti-religieuse ayant pratiquement cessé, l'administration des hôpitaux accepta — à titre civil — d'anciennes religieuses qui s'offraient à reprendre leur tâche. On le voit dans cette pièce, ce retour ne plut pas toujours. Sans être un persé-

cuteur, François de Neufchâteau, franc-maçon, était, comme La Révellière-Lépeaux, très hostile au catholicisme et tenait à la religion civile du culte décadaire.

Nicolas Louis François, né à Sassay en Lorraine le 17 avril 1750, fit au collège des jésuites de Neufchâteau des études on ne peut plus brillantes : à 15 ans, il était reçu membre de l'Académie de Dijon. Avocat, il remplit d'abord des fonctions administratives en Lorraine puis fut procureur du roi au Cap français ¹³². Poète, il était aussi et surtout disciple des philosophes. Elu à l'Assemblée législative par le département des Vosges qu'il avait contribué à organiser, il siégea au Comité de législation et y œuvra en faveur de la laïcisation de l'Etat, dans une perspective de tolérance. Elu à la Convention, il refusa d'y siéger, alléguant des raisons de santé. Entaché de modérantisme, son drame *Pamela ou la vertu récompensée* ¹³³ lui valut d'être incarcéré pendant la Terreur. Libéré après la chute de Robespierre, il fut nommé membre du Tribunal de cassation puis commissaire du Directoire près l'administration des Vosges. Du 16 juillet au 14 septembre 1797, il fut ministre de l'Intérieur. Elu membre du Directoire après le coup d'état du 18 fructidor ¹³⁴, il en sort au tirage au sort de mai 1798. Il refuse le ministère des Affaires Etrangères mais accepte celui de l'Intérieur qu'il occupera du 17 juin 98 au 23 juin 99 ¹³⁵. Rallié à Bonaparte, il deviendra membre puis président du Sénat et sera fait comte d'Empire. Après la chute de Napoléon, il se retirera de la vie publique pour s'occuper exclusivement de littérature et d'agriculture. Il mourra à Paris le 10 janvier 1828.

François de Neufchâteau fut un ministre de l'Intérieur de grand mérite. Ses attributions étaient très étendues ; ainsi l'instruction publique en faisait partie ; les hôpitaux étaient aussi de son ressort. Il posa les bases de l'organisation des archives et des bibliothèques départementales, ainsi que du Musée du Louvre. Il organisa en outre la première Exposition nationale de l'Industrie.

De Champion de Cicé à François de Neufchâteau

Ainsi se termine cette rapide revue des pièces que le hasard a mises en la possession de la Société Archéologique de Bordeaux. Mais le hasard a bien fait les choses. A travers cette quarantaine de documents, c'est l'essentiel de la Révolution française qui apparaît, mais une Révolution plus concrète que ne la présentent les histoires ordinaires ; c'est la Révolution vue de Bordeaux, vécue à Bordeaux par des individus, les uns connus, les autres ignorés. On les sent présents dans ces pages avec leurs convictions et leurs passions, leurs grandeurs et leurs petitesse, fils de leur temps.

Est-ce faire preuve d'un irénisme excessif que de constater que cette série s'ouvre avec un homme de bonne volonté de l'Ancien Régime, Champion de Cicé, et se clôt avec un homme de bonne volonté du nouveau régime, François de Neufchâteau ?

Quelques repères bibliographiques

Outre les classiques de l'histoire de la Révolution française et de l'histoire de Bordeaux, trop connus pour que nous les citions ici, on pourra consulter :

Marchandon, *Bordeaux pendant la Terreur*, Bordeaux, 1864.

A. Vivie, *Histoire de la Terreur à Bordeaux*, Bordeaux, 1877, 2 volumes.

Michel Figeac et Michel Péronnet, *La Révolution dans la Gironde, 1789-1799*, Horvath, 1989.

Quelques dictionnaires sont particulièrement utiles :

La Biographie universelle et portative des contemporains, de Rabbe et Boisjolin, Paris, 1826, 5 volumes.

Le Dictionnaire de la Révolution et de l'Empire, sous la direction du Dr Robinet, Paris, s.d., 2 volumes.

Le Dictionnaire de la Révolution et de l'Empire de Bernardine Melchior-Bonnet, Larousse, 1965.

Enfin, *Histoire et dictionnaire de la Révolution française, 1789-1799*, de J. Tulard, J.-F. Fayard et A. Fierro, Laffont, coll. Bouquins, 1987.

On nous permettra de mentionner aussi :

Marc Régaldo, *Un milieu intellectuel : la Décade philosophique (1794-1807)*, Université Paris IV, 1976, 5 volumes, et «La période révolutionnaire», dans *La vie théâtrale à Bordeaux*, tome 1, CNRS, 1985.

131. Il était d'un usage courant pour un député de rajouter à son nom celui du département ou de la ville qui l'avait élu. Ainsi Dupont de Nemours, Jullien de la Drôme, Garnier de Saintes, etc. Ces additions sont parfois restées dans le nom.

132. Saint-Domingue. Cf ci-dessus la pièce 35.

133. 1er août 1793.

134. 4 septembre 1797 : élimination de Barthélémy et de Carnot.

135. Il sera remplacé par Quinette à la suite du coup d'Etat des Conseils, 30 prairial (18 juin), qui force les Directeurs Merlin de Douai et La Révellière-Lépeaux à se démettre.

Index nominum

Les principaux noms sont en gras. Les renvois sont aux numéros des pièces concernées.

Antony, 31.	Dintrans, 20.	Monestier, 18.
Audinot, 35.	Dorgueil, 36.	Monge, 8, 10.
Barère , 4, 25, 33, 34, 36.	Dufaure-Lajarte, 8.	Montbrun, 1.
Baudot, 14, 18 (?), 21.	Duport , 6.	Murphy, 31.
Billaud-Varenne, 25, 26, 33.	Duranty, 16, 17.	Nairac, 36.
Biroteau , 21.	Duras , 2.	Narbonne , 5.
Boëreau, 36.	Duranthon , 7.	Neufchâteau , 39.
Bordas, 37.	Excat , 18.	Neveu, 12.
Boyer-Fonfrède , 29.	Fenwick , 31.	Nion, 20.
Brémontier, 38.	Féraud , 13.	Nugues, 20.
Cabarrus (Thérésia), 29.	Ferlus , 32.	Olivier, 39.
Cailhe, 4.	Fillot-Chimbaud, 28.	Orré, 30.
Cardoze, 39.	Galineau, 38.	Pacareau , 11, 16, 17.
Carnot, 27, 34, 36.	Garnier , 36.	Prieur, 33.
Champion de Cicé , 1, 3.	Garrau , 14, 18.	Ramond, 37.
Chaudron-Rousseau , 18.	Gouraigne, 7.	Robespierre, 33, 34.
Chérin , 1.	Grandjean, 11.	Roland , 6, 7.
Cholet, 6.	Jullien , 12, 20, 35.	Saint-Brice-Guadet, 5.
Collot-d'Herbois, 26, 33.	Lacombe , 34.	Saint-Just, 25.
Cosson, 1.	Lakanal, 37.	Servan, 18.
Couthon, 33, 34.	Laréole, 12.	Sohl, 35.
Cussy , 22.	Lecoq, 14.	Tallien , 19, 21, 22, 28, 31, 33.
Darnaud , 12.	Lindet, 27, 33.	Treilhard (?), 37.
Dartigoëyte , 19.	Marceau, 25.	Ysabeau , 12, 13, 14, 15, 18 (?),
Dietrich , 9.	Mestre, 36.	19, 20, 21, 22, 23, 24, 30, 32, 36.

Un marin révolutionnaire : Le capitaine de navire Jean Huguet

par Donatien Pierre Laplagne¹

Longtemps j'ai souhaité rendre à Jean Huguet une élémentaire justice : le faire connaître de nos concitoyens, les habitants de Coutras et ceux de la Gironde. Nos historiens locaux l'avaient, sans doute, négligé².

Le hasard et l'amitié m'ont un jour procuré une photocopie d'une pièce mentionnant Jean Huguet ; elle retint mon attention pour plusieurs raisons.

Je fus d'abord attiré par la formule, tracée à la main, en haut du document : «Liberté, Egalité, Fraternité, au nom du peuple français, Brest, le 25 pluviôse l'an trois de la République française une et indivisible», soit le 13 février 1795. Cette date nous plonge en pleine «Terreur Blanche», cette réaction «thermidorienne» qui, après la chute de Robespierre, développe une nouvelle chasse aux suspects ; mais, cette fois, on dénonce, on poursuit, on arrête, destitue, emprisonne et, parfois, exécute ceux que l'on appelle «terroristes» et que l'on accuse d'avoir soutenu le «tyran» et le régime de la «Terreur» qu'il avait imposé à la Convention et au pays. Nous sommes à Brest. Le document a été transcrit par un certain Durville, secrétaire de «la commission» et porte les signatures de deux «Représentants

du Peuple près les ports et les côtes de Brest et de Lorient». Le document a été adressé aux «citoyens municipaux» de Coutras. Preuve en est la marque du «secrétaire du Conseil Général» de la petite cité, ce *ne varietur* qu'il est accoutumé à écrire, à l'encre, de sa petite écriture fine, au-dessus de sa signature souvent illisible. Si cette pièce a été adressée à Coutras, c'est que Jean Huguet — qui en a établi «copie conforme» — voulait porter le contenu de cet arrêté à la connaissance des administrateurs locaux.

Le texte, après avoir considéré que «la perte du vaisseau *Le Scipion* ne peut être imputée qu'aux tempêtes et aux éléments» dit que «le citoyen Huguet qui commandait ce vaisseau a montré dans ce naufrage tout le courage, l'autorité et le sang-froid si nécessaires à un chef» et que, par arrêté de la commission, le capitaine Huguet prendra de suite le commandement du vaisseau *Le Jean Bart*. ; on charge «le général Villaret de l'expédition du présent arrêté».

Il n'en fallut pas plus pour me décider à partir à la recherche de ce Jean Huguet que tous les historiens semblaient ignorer.

Note de l'éditeur : Cet article n'est pas sans rapports avec le précédent, notamment en ce qui concerne l'armée révolutionnaire, la marine en particulier. L'un et l'autre se complètent heureusement.

1. Cette quête n'a été possible que grâce à l'aide généreuse qui me fut prodiguée. Je tiens à remercier mon épouse Marguerite ainsi que Pierrette Guédon, Dany Barraud et mon fils Jean-Paul ; les différents auteurs dont les ouvrages ont balisé notre route ; les responsables et les personnels du Service Historique de la Marine à Paris et à Rochefort, des Archives Départementales de la Gironde et du Finistère, des Archives Municipales de Bordeaux, de Tresses et de Libourne, des Bibliothèques Municipales de Bordeaux et de Libourne.

2. L'un d'eux, au moins, a rencontré le nom de Huguet : preuve en est le document sur lequel cet érudit a tracé le H qui, parmi les archives municipales qu'il explorait, marquait les pièces se rapportant à l'histoire militaire. Sur ce document, du même crayon gras, avec une égale désinvolture, le même chercheur a souligné le nom de Huguet, deux fois sur les trois apparitions du patronyme dans le texte. On ne trouve nulle notice sur Huguet chez le Général Soulé (*Histoire de Coutras*, Lagarde édit., Coutras, 1956). La *Petite Gironde* du 16 août 1936 donne cependant un article «Jean-Baptiste Huguet et le combat du *Vengeur*», sous la signature d'Alain d'Anglade, dans la rubrique «Ceux de chez nous», avec pour sur-titre «*Au temps des Corsaires*», et en note la mention suivante : «M. de Majoureaux-Merlande, descendant de Huguet, m'a très aimablement communiqué le rapport de son ancêtre sur le combat du 13 Prairial».

Un marin coutrillon

Jean Huguet et Coutras

Jean Huguet naquit et fut baptisé à Coutras, le 6 novembre 1756. Il était le fils légitime de Jean Huguet, matelot, et de Marie Rateau. Le père du futur capitaine Huguet travaillait sur l'une des gabarres qui assuraient alors, entre Coutras, Libourne et Bordeaux, l'acheminement des céréales, des farines, des vins, du bois et du charbon ; il mourut le 20 avril 1767, à l'âge de 48 ou 49 ans³, usé par les fatigues du métier, mais victime, peut-être aussi, des rigueurs de cet hiver 1766-1767 qui «fut remarquable par un froid excessif, commencé à la Noël, devenu plus froid aux Roys, rivière prise pendant quatorze jours»⁴.

Jean Huguet et Marie Rateau ont eu, au moins, deux autres enfants : Pierre et Marie, dont on trouve trace des mariages conjointement célébrés à Coutras, le 24 avril 1771. Pierre Huguet était matelot, il épousa Marie Ratouin dont les parents étaient tonneliers⁵. Marie Huguet, fille et sœur de matelot, épousa Jean Emery, lui-même matelot, natif de Savignac, mais «habitant passage de Laubardemont à Coutras».

Les Huguet et leurs alliés appartenaient donc à ce monde des gens de la rivière qui ne fut pas sans importance. Pierre Baste, autre Coutrillon dont nous aurons l'occasion de reparler car son destin croise celui de Jean Huguet, est un autre témoin de ce même monde : il était fils d'un patron de bateau, domicilié au petit port de Bardillot-sur-l'Isle, hameau de Frouin, commune de Coutras.

L'Isle et la Dronne, les deux rivières qui enserrent la petite ville de Coutras, attiraient les pêcheurs, permettaient une navigation assez dense et actionnaient de nombreux moulins, il y avait, sur ces rivières, nombre de passages à gué, de bacs et de ports. Vers le milieu du XVIII^e siècle, on cite le plus souvent les ports ou havres du Bardillot, de la Biroche et de la Fourchée, près desquels s'établissaient les familles des marins⁶. Ce sont les bateliers qui aux heures les plus difficiles de l'époque révolutionnaire, ont participé à l'approvisionnement de Bordeaux, de Libourne et de Blaye.

Et voici précisément un autre signe qui atteste du croisement des destinées. De Bordeaux, le 17 nivôse de l'an III (6 janvier 1795), on écrit aux «citoyens municipaux de Coutras pour leur signaler l'arrivée des premiers bateaux, chargés de bois de chauffage : «Huguet est arrivé, il y a quelques jours, devant l'hôpital Saint-André»⁷. L'arrêté pris à Brest à propos de Jean Huguet est un peu postérieur : 25 pluviôse de l'an III, 13 février 1795.

Ces années de trouble sont jalonnées par la Grande Terreur, celle qui culmine en prairial de l'an II, puis par la chute de Robespierre, le 9 thermidor, 27 juillet 1794, et enfin par la «réaction thermidorienne». A Coutras, la famille Huguet est agressée par les nouvelles tendances : «un magistrat du peuple» se dresse contre «Huguet, syndic des marins» ; heureusement, un autre qualifie le même Huguet de «ce généreux citoyen»⁷. Quand le capitaine Huguet a fait envoyer à Coutras des copies de l'arrêté le concernant, pris à Brest par les Représentants du Peuple, il accordait sans doute à ces prestigieuses signatures et aux termes associés à son nom une valeur de talisman qui assurerait à sa famille respect et protection.

Jean Huguet au commerce

Jean Huguet, fils de matelot, est logiquement appelé à devenir matelot. Ses premières années, il les passe au contact immédiat des «gens de la rivière», se mêlant à leurs travaux, partageant leurs fatigues, écoutant leurs propos.

Vers le milieu du XVIII^e siècle, il n'y a, pour la corporation des bateliers, de promotion que par l'obtention d'un brevet délivré par l'Amirauté de Guyenne — patron, pilote, capitaine — ou par l'acquisition d'une embarcation, ce qui n'est le plus souvent réalisable que par le mariage. Les familles qui en ont la possibilité lancent un de leurs fils, souvent l'aîné, vers la marine bordelaise de commerce.

Jean Huguet, comme Pierre Baste ou Romain Duranteau⁸, va donc être embarqué sur l'un des navires de la flotte bordelaise et franchir les étapes de l'initiation qui mènent à la délivrance du brevet de capitaine au long cours, la fameuse «réception» par le jury de l'Amirauté de Guyenne. Baste et Huguet embarquent, pour la première fois, en qualité de mousse alors que Duranteau débute comme pilotin. Huguet débute à l'âge de 18 ans ; Baste devient mousse à 13 ans, en 1781 ; cette même année, Romain Duranteau entre à 18 ans dans la marine marchande. A partir de ces débuts différents, les carrières de ces trois jeunes gens se déroulent avec une certaine similitude. Tous trois ont dû se trouver, en mai-juin 1794, dans les parages de Brest, sans qu'il soit possible d'affirmer aujourd'hui qu'ils se connaissaient⁹.

Avant d'être capitaine dans la marine marchande, il faut avoir gravi les échelons de la hiérarchie : le mousse devient novice, puis pilotin ; le pilotin devient second lieutenant, puis lieutenant ; le lieutenant est promu second capitaine ; reçu capitaine au long cours, il devient capitaine et on lui confie le commandement d'un navire. Des trois capitaines, seul Pierre Baste est passé par chacun des grades, Duranteau et Huguet ont sauté plusieurs de ces échelons : ces plans de carrière, conçus pour le commerce en temps de paix, peuvent être bouleversés par l'irruption de la guerre. Ainsi Jean Huguet, dès l'entrée de la France dans la guerre d'Indépendance américaine, début 1778, se trouve-t-il sur un navire de commerce bordelais, *La Rose-Elisabeth*, qui, ayant reçu une commission de guerre, porte du canon. C'est le troisième des onze navires de commerce bordelais sur lesquels Jean Huguet a navigué entre 1774 et 1793¹⁰.

Jean Huguet rapporte ainsi ce premier contact avec la guerre sur mer : «Après avoir navigué dans différents grades, je m'embarquai le 28 octobre 1778 en qualité de lieutenant sur *La Rose-Elisabeth* armée de 12 canons et de 10 pierriers ; nous donnâmes chasse à un Batiment le 12 avril 1779 à un bâtiment portant pavillon Anglais quoiqu'il eut des forces supérieures ; c'est à cette courageuse audace

que fut due le retour sous la bannière française de *L'Oiseau* de Lorient armé de 16 canons et 60 hommes d'équipage, commandé par Mr Defautrel lieutenant de frégate qui avait été surpris et enlevé par douze Anglais qui étaient à son bord ; l'expédition ne fut point périlleuse comme elle aurait pu l'être et comme elle en avait l'apparence, mais eut l'avantage de sauver à la France un Bâtiment et des hommes précieux». Cette citation nous montre Jean Huguet tel qu'il sera tout au long des vingt-cinq années de sa lutte épistolaire contre les bureaux ministériels, attaché à faire valoir ses droits, reprenant sans désespérer le même plaidoyer *pro domo*, mais l'orchestrant avec habileté suivant les circonstances politiques qui varient et en fonction des résultats obtenus, négatifs ou positifs.

Cette première grande affaire sera pour Huguet une sorte de leitmotiv, car elle va bientôt s'enrichir d'événements graves. Après avoir sauvé *L'Oiseau*, *La Rose-Elisabeth* prend, le 20 avril 1779, sous sa protection le navire transport «*Le Comte d'Orvilliers* chargé ainsi que nous pour compte du Roi»¹¹. Interrompant cette croisière victorieuse, le 25 avril, c'est l'attaque brutale d'un bâtiment de guerre anglais armé de 18 canons «que nous combatîmes à la portée du pistolet pendant trois heures avec tant de vivacité et d'avantage qu'il fut forcé de nous abandonner»¹². A cet instant du rapport, Jean Huguet introduit une information qui nous surprend, d'autant plus qu'elle nous est donnée avec un apparent détachement (sans jeu de mots) : «il est resté sur ma personne une trace cruelle de ce terrible combat par la perte de mon bras droit». Comment le chirurgien du bord s'y prend-il pour que Jean Huguet surmonte le choc et les affres de cette mutilation¹³ ? En tout cas, le lieutenant, mutilé à 28 ans, reste à son poste et la croisière continue. Le 18 septembre, «au lendemain d'une horrible tempête qui nous avait demâté de tous nos mâts, nous fîmes rencontre de trois navires de commerce *La Favorite*, *L'Actif* de Marseille et *La Nanci* de Bordeaux, capitaines Ycard, Reynaud et Couture qui avaient éprouvé le même sort que nous, même jetté leurs canons à la mer».

3. Jean Cavignac écrit dans «Gens de rivière de Langon 1750-1779» (R. H. B., 1971) : «Les gens de rivière mouraient assez jeunes. Sur onze décès relevés entre 1750 et 1779, on compte : deux de moins de 40 ans ; cinq de 40 à 49 ans ; deux de 50 à 59 ans ; un de 60 à 69 ans ; un de plus de 70 ans ; la moyenne se situant au-dessous de 50 ans».

4. Renseignements notés sur un registre de l'état civil de Coutras, consulté aux A. D. Gironde. Remarquons que Fellonneau in «*Histoire de la ville de Coutras*», Libourne, cite page 170 : «l'hiver 1765 presque comparable à celui de 1709 ; le thermomètre Réaumur marqua 14° au-dessous de zéro du 3 janvier au 3 février».

5. Pensons à l'association «Gabarriers et barriques» du Pays de Sainte-Foy-la-Grande. Cf. S.O. du 3 octobre 1989.

6. La rue A. Jullien ne s'appelait-elle pas naguère rue du Port Noyé(r) ?

7. Archives privées.

8. Nous utilisons les destinées de ces deux marins girondins pour les mettre en parallèle avec le destin de Huguet. Pierre Baste, né le 28 novembre 1768 (de parents nés et habitants Coutrats), capitaine au long cours pour l'armement bordelais, officier de la marine républicaine, colonel, commandant le Bataillon des marins de la garde impériale, contre-amiral, comte d'Empire, mourut le 29 janvier 1814, à la bataille de Brienne. Romain Duranteau, né le 10 novembre 1763, baptisé par le curé de Listrac, capitaine au long cours à Bordeaux, entre au service de la République : enseigne de vaisseau non entretenu, navigue et combat sur les grosses unités de la flotte chef d'Etat-major de l'amiral Gauteaume, appelé à plusieurs commandements ; capitaine de vaisseau sous l'Empire, contre-amiral en 1824, se retira à Toulon, y décéda en 1850.

9. Huguet, à cette époque, commande *Le Scipion* dans l'armée du général Villaret qui sort de Brest pour, attirant sur ses traces la flotte anglaise, permettre au convoi de la Chesapeake d'entrer à Brest ou dans un port français. Baste est dans le convoi, il a sollicité à Brest un emploi sur une frégate. Son capitaine lui demande de rester sur son bâtiment marchand jusqu'au désarmement de celui-ci à Bordeaux (Cf. dossier S.H.M. Baste. Pétition à Ysabeau, 5 fructidor an II).

10. S.H.M. Paris, dossier Huguet, côte 1202. Rapport au Ministre de la Marine et des Colonies, le 22 messidor an IX, établi par les amiraux Rosily et Thevenard.

11. Archives privées.

12. S.H.M., dossier Huguet. Notes insérées.

13. Jean Huguet a déposé des certificats médicaux n° 1, 2 et 3 dont nous n'avons pas pu prendre connaissance.

La Rose Elisabeth poursuit donc son rôle de saint-bernard des mers, rassemble les désarmés, en profite pour «se remâter avec des mâts de hune». Alors, même irruption brutale que lors de l'affaire du 25 avril : un «bâtiment de guerre anglais de 14 canons» se rue sur *L'Actif* qui se rend sans coup férir. Quant à l'Anglais, «il aurait indubitablement pris les autres (*La Favorite* et *La Nanci*) avec la même facilité, si nous n'eussions sur le champ viré de bord pour le combattre». L'Anglais ne pouvant soutenir le feu de *La Rose Elisabeth* se retire après une heure ; il abandonne sa prise, les Bordelais la reprennent. Opiniâtre, l'Anglais «revient à la charge» le lendemain, il est «repoussé avec la même vigueur» et «nous eûmes la gloire», conclut Jean Huguet, «de conduire nos camarades à bon port». Et foin de toute fausse modestie, le lieutenant, mutilé mais satisfait, ajoute : «Je crois ne pas devoir taire que mes exhortations et mes conseils déterminèrent le capitaine et les équipages à exécuter cette manœuvre hardie». Jean Huguet ajoute : «Je fus blessé dans cette affaire par une mitraille au côté droit». Est-ce à dire que, le 19 septembre, Jean Huguet a été blessé une seconde fois au flanc droit, moins de cinq mois après avoir précisément perdu le bras droit, sur blessure au combat ?

Huguet ne mentionne pas non plus qu'on a «condamné le glorieux navire bordelais *La Rose Elisabeth*», après cette longue croisière, cette horrible tempête et ces combats successifs¹⁴. Jean Huguet reste donc tout cet automne 1779 au Cap et il revient en France sur *La Henriette* «armée de 10 canons, avec commission de guerre». Le capitaine Duverger mène le bâtiment, en soixante-dix jours de traversée, du Cap à Bordeaux. A bord, Jean Huguet avait un statut hybride : sur le rôle, on le considérait comme lieutenant mais avec la mention marginale «pour gagner son passage»¹⁵. Ce statut particulier rend Jean Huguet moins expansif sur cette traversée. Il mentionne pourtant : «vers le 15 de mars 1780, le navire *La Henriette*, capitaine Duverger sur lequel j'étais lieutenant soutint un combat contre un corsaire»¹⁶.

Arrivé le 28 mars 1780 à Bordeaux, Jean Huguet embarque dans ce même port, dès le 3 juin, comme lieutenant à bord de *L'Eulalie*, armée de 22 canons de 8 et de 100 hommes d'équipage, commandée par le capitaine Augenne que Huguet appelle «Augenne le Brave». A propos de cette croisière, Jean Huguet écrit, trente ans plus tard, sur ce ton d'apparente désinvolture qu'il affectionne de prendre assez souvent : «Je ne compterai pas non plus les trois combats que nous avons rendus sur le bâtiment *L'Eulalie* (...) le 1er pendant 7, le 2e pendant 8 et le 3e pendant 10 heures¹⁷, contre des forces si éminamment supérieures qu'un seul de ces combats suffirait pour honorer chacun de ceux qui ont pris part»¹⁸.

Partie de Bordeaux le 3 juin, *L'Eulalie* est attaquée le 9 par cinq bâtiments de guerre anglais «de 14 à 24 canons». «Nous nous batîmes avec tant d'intrépidité depuis 8 h du matin jusqu'à 4 h de l'après-midi que tant d'ennemis réunis pour s'emparer de nous furent lassés de notre constance et forcés de nous abandonner»¹⁹. «Le 20 juin, autre fameux combat de *L'Eulalie* contre deux adversaires cette fois : l'*Achille* de 24 canons de 9 et 125 hommes d'équipage et la *Résolution* de 18 canons de 6 et 90 hommes d'équipage». L'engagement dura «depuis 11 heures du matin jusqu'à 8 h du soir que l'ennemi arrassé²⁰ suspendit le combat ; nous étions nous mêmes si désarmés qu'il nous fut impossible de le poursuivre». Enfin, «le 24 juin, autre combat mémorable contre les deux mêmes bâtiments depuis 11 h du matin jusqu'à 4 h et 1/2 du soir que la frégate du Roi d'Angleterre l'*Eolus* de 40 canons capitaine Helkint renforça les ennemis». Jean Huguet, conteur, sait graduer les épithètes : de «fameux» à «mémorable» il en arrive à «opiniâtre» quand il faut combattre «contre les trois réunis». La bataille a duré neuf heures trente. «Le brave capitaine Augenne, le premier lieutenant, plusieurs officiers marinières et matelots tués²¹, le Bâtiment criblé de Boulets²², 5 pieds d'eau dans la cale, (c'est dans cet état)²³ que nous rendîmes *L'Eulalie* aux anglais²⁴ »...

Sur «l'Extrait des Notes insérées», Huguet écrit en bas : «La mort du capitaine Augenne qui fut tué dans le combat de *L'Eulalie* m'a privé de son certificat». Précaution nécessaire pour expliquer l'absence dans le dossier de Huguet du témoignage de cet officier. *L'Eulalie* «rendue»²⁵ aux Anglais, quel fut exactement le sort de Jean Huguet ? Faute de document précis, nous laissons cette question sans réponse. Nous savons que la croisière sur *L'Eulalie* est décomptée dans les états des services de Jean Huguet pour une durée de «douze mois vingt et un jours, soit du 3 juin 1780 au 21 juin 1781». Le lieutenant Huguet embarque le 28 juin 1781 sur le *Darcy*, 18 canons avec commission en guerre ; le capitaine Babinot quitte le port de Bordeaux en route vers Saint-Domingue.

A cette date, l'amiral de Grasse, avec son escadre et un important convoi, a traversé l'Atlantique ; il a touché la Martinique le 28 avril 1781 et, avec ses vingt-et-un vaisseaux de ligne, a appareillé pour Saint-Domingue, base de départ du raid sur la baie de la Chesapeake, à l'intérieur de laquelle la flotte française pénétra le 30 août. Cependant la France, pour consolider sa présence dans la mer des Antilles et y conquérir le maximum de terre, envoyait aux ordres de l'amiral Guichen une autre flotte de 19 vaisseaux et un grand convoi, cependant que la flotte anglaise recevait le renfort de l'escadre de l'amiral Rodney²⁶.

La croisière sur le *Darcy* s'achève à Bordeaux le 20 janvier 1782 et n'appelle aucun commentaire de la part de Huguet. Lorsque Jean Huguet embarque le 24 avril 1782, en qualité de second capitaine sur le *Dauphin désiré*, capitaine Moreau, avec «commission en guerre», la bataille dite «des Saintes» s'est achevée le 12 avril 1782, sur une défaite française et la captivité pour l'amiral de Grasse²⁷. Aucun événement particulier ne paraît marquer la croisière sur le *Dauphin désiré*, que l'on désarme, le 26 mai 1783, à Fort Dauphin, après une campagne de treize mois douze jours.

Nous ne savons pas comment Huguet regagne Bordeaux. Sur les deux campagnes suivantes, très peu d'informations : à bord du *Chevalier de Fumel*, de Bordeaux au Cap, du 10 avril au 12 août 1784 ; à bord du *Duc de Duras*, du Cap à Bordeaux, du 14 août au 20 novembre 1784, Huguet étant inscrit sur le rôle comme «deuxième capitaine», avec la mention marginale «pour payer son passage».

Jean Huguet, capitaine de navire

Huguet est donc à Bordeaux, fin 1784. Il semble ne pas avoir cherché d'embarquement et s'être consacré à la préparation de son examen devant l'Amirauté de Guyenne. La «réception» a lieu le 6 juillet 1785. Jean-Baptiste Raymond Navarre, Conseiller au Parlement et Lieutenant-général de l'Amirauté de Guienne, préside. Pour l'assister, il y a le Procureur du Roy, le sieur Blanc, professeur royal d'hydrographie et deux anciens capitaines : Jean Aligé et Thomas Renaud.

L'impétrant a fourni un extrait baptistaire établi à Coutras par le curé Vieillefont²⁸, un rappel de ses embarquements²⁹. Il aurait dû déposer la pièce rappelant «les deux campagnes de trois mois chacune sur les vaisseaux du Roi» ; Jean Huguet présente la dispense accordée par Sa Majesté, délivrée à Versailles le 20 juin 1785, sur la requête du candidat qui a dû faire valoir ses croisières sur des bâtiments «avec commissions en guerre». On interroge Jean Huguet «sur la teneur du règlement de 1716» et le jury lui accorde son brevet de «capitaine et patron et pilote»³⁰.

Le nouveau capitaine obtient son premier commandement sur *La Suzette* sur laquelle il embarque le 28 avril 1785, vers «les Isles». Il est de retour à Bordeaux, sans commentaire particulier, le 29 mars 1786.

Alors, le capitaine Huguet prend deux mois pour se marier. Les bans ont été publiés à Saint-Jean de Coutras et dans la paroisse de la fiancée, Catherine Roche³¹. Le sieur Roche, curé d'Artigues, a été délégué pour célébrer le

14. Cela s'est passé, le 1er octobre 1779, au Cap. Il s'agit du Cap français à Saint-Domingue et de sa baie fameuse ; le Cap surnommé le «Paris des Isles».

15. S.H.M., dossier Huguet. Etat des services, Arrondissement de Bordeaux, 8 nivôse an IX.

16. Nous n'avons pas lu le certificat de ce capitaine que J. Huguet déclare avoir déposé au «bureau des pensions». On peut avancer que le lieutenant Huguet, s'il avait eu à bord une situation moins ambiguë, n'aurait pas traité avec une telle brièveté ce combat contre un corsaire.

17. Curieuse arithmétique que celle de Huguet quand il s'agit de la durée des engagements : il compte 7 heures entre 8 et 16 ; 8 heures entre 11 et 20 !

18. S.H.M., dossier Huguet, 5 brumaire an X. Remarquons «rendus» à cause de sa richesse en connotations et l'adverbe «éminamment», non pas à cause de sa graphie, mais pour sa fréquence rare dans le vocabulaire de Huguet.

19. S.H.M., dossier Huguet. Etat des services. Port de Rochefort. Le texte renvoie à la *Gazette de France* de juillet et août 1780.

20. S.H.M., dossier Huguet. Rochefort. Quand on recopie le rapport, la graphie «arrassé» devient «harrassé». Jean Huguet entretient avec son vocabulaire une relation vibrante d'affectivité. Le «harrassé» évoque le navire arassé (la fameuse mutilation, l'abolition des superstructures), de même que le redoublement consonnantique peut être une vibration qui traduit le poids de la fatigue et l'amertume de la défaite.

21. Etat des Services. Port de Rochefort, cité. Sur la copie de l'extrait des notes, quelques variantes : au lieu de «premier lieutenant», on lit «un lieutenant» ; au lieu de «plusieurs officiers marinières», «plusieurs officiers et officiers marinières» ; les «matelots» ne figurent plus parmi «les tués».

22. Huguet écrit toujours Bâtiment avec la majuscule et sans accent circonflexe ; cette fois, il donne une majuscule à Boulets, à cause du nombre ? de l'ampleur du désastre ?

23. Huguet trouve superflus les mots «c'est dans cet état que» et les supprime.

24. Dans la première version «les anglais» n'ont droit qu'à la minuscule ; sur l'autre document, Huguet précise «Nous nous rendîmes (...) au capitaine de vaisseau Kelkint, commandant l'*Eole* ». Pour la seconde fois, Jean Huguet nous invite : «voyez la Gazette de France de juillet-août 1780».

25. L'Etat des Services, établi sur papier à en-tête du port de Bordeaux, écrit «pris par l'ennemi le 21 juin 1781».

26. Jean-Jacques Antier, *L'amiral de Grasse, vainqueur de la Chesapeake*, éditions Maritimes et d'Outre Mer (1971), p. 31 et s.

27. *Ibid.*, p. 167 et s.

28. Pour être admis à se présenter, il faut avoir 25 ans révolus. Cf. P. Coudroy de Lille, «Un cahier de l'école d'hydrographie de Bordeaux», *Bulletin et mémoires de la Société Archéologique de Bordeaux*, tome LXXIII, année 1982, p. 81-85. L'auteur ne cite dans son énumération des «noms de marins réputés qui sortirent de l'école de Bordeaux», ni Huguet, ni Baste, mais Honoré Ganteaume et Duranteau.

29. Il faut attester 60 mois de navigation sur des vaisseaux de commerce. Huguet navigue depuis plus de 10 ans (1774-1785).

30. Registres de l'Amirauté de Guyenne. A.D. Gironde, cote 6 B 35, page 117.

31. Catherine Roche est née le 19-12-1760, fille de Jacques, maître-cordonnier et de Jeanne Nain. Elle a eu pour parrain son frère Michel et pour marraine sa sœur Catherine.

mariage en l'église Saint-Michel de Bordeaux. La bénédiction nuptiale est donnée aux époux par le curé de la paroisse en présence de l'oncle Antoine Roche et de la mère de la mariée. La famille Huguet paraît n'être représentée que par le frère du marié Pierre Huguet³².

Le 30 juin 1786, le capitaine Huguet repart pour «les Isles» sur *La Suzette*. Lorsqu'il revient à Bordeaux le 27 juin 1787, il apprend que sa fille Jeanne, Marie, Catherine a été baptisée en l'église Saint-Michel; Jeanne Nay, veuve Roche, fut marraine et le parrain était Jean-Joseph Roche, curé d'Artigues. L'enfant a été déclarée «née hier matin à minuit et demi le père étant absent»³³.

Dès le 30 septembre 1787, le capitaine repart sur *La Suzette* qu'il conduit aux Cayes où il débarque le 30 juillet 1788. Il en repart, pour Bordeaux, près de trois ans plus tard, le 17 juin 1791, toujours sur *La Suzette*, mais en qualité de deuxième capitaine; le bâtiment est conduit par le capitaine Dusselle qui réussit une traversée en quarante-cinq jours. On peut expliquer cette longue absence par les événements révolutionnaires dont les échos ont retenti dans la mer et sur les îles des Antilles.

La carrière «marchande» de Jean Huguet s'achève sur un nouvel aller-retour, entre Bordeaux et Saint-Domingue,

Un marin révolutionnaire

Donc, Jean Huguet débarque le 19 avril 1793. En ce début de 1793, «l'état des esprits de la population bordelaise était des plus affligeants, et la misère était générale». La Société des Amis de la Liberté et de l'Égalité, pour répondre à un désir du ministre de la Marine, publiait un appel aux marins que signait Duvernay. «Citoyens, vous vouliez marcher aux frontières, la patrie vous a retenus. Dévoués dès votre jeunesse au service de la mer, la patrie vous réservait pour faire respecter sur les flots les couleurs nationales; mais enfin, camarades, votre moment est arrivé... Aux armes, braves marins, aux armes... Levez-vous!»³⁶.

Quel mobile a poussé Jean Huguet à répondre à cet appel? Le patriotisme pur et simple? Le désir d'en décou-

du 23 février 1792 au 19 avril 1793. Pendant près de vingt ans, il a navigué au commerce. Il résume ainsi ces années passées au service du commerce bordelais et du Roi de France: «J'ai soutenu plusieurs combats sur mer. J'ai perdu mon bras droit dans un de ces combats. J'ai reçu plusieurs blessures dans d'autres. Je me suis battu pour protéger les Batiments du commerce français qui étaient chargés pour le compte de l'Etat pour empêcher qu'ils tombassent au pouvoir de l'ennemi et pour arracher de ses mains ceux qui y étaient déjà tombés»³⁴. Notons que Jean Huguet n'hésite pas à se mettre en avant; il emploie sans hésiter le pronom «je» et le place en tête de la phrase. Il tient à établir que ses années «au commerce» doivent être tenues pour service de l'Etat, service du Roi; il ne veut pas être considéré comme simple marchand car il n'a pas navigué pour «s'enrichir en vendant des prises». Ces années ont été marquées par la guerre, les combats, comme celui du «25 avril 1779 que je perdis mon bras droit en combattant (...) pour la deffence d'un Batiment chargé de munitions pour le compte du Roi (...) ces munitions que l'on a pu verser dans les magasins de Sa Majesté au Cap Saint-Domingue», alors qu'elles l'eussent été dans ceux du Roi d'Angleterre à la Jamaïque, si je ne m'étais pas battu»³⁵.

dre avec l'Anglais? Le besoin de continuer à naviguer? Le souhait d'être utile à la nation en se battant pour faciliter l'entrée dans les ports français des navires chargés de grains, pour donner à manger du pain aux Bordelais que la disette torture? Ou bien Huguet a-t-il été bouleversé par cette inquiétude que font naître dénonciations et arrestations, déportations et exécutions³⁷? Jean Huguet a-t-il demandé à Bordeaux l'indispensable certificat de civisme³⁸? En tout cas, Jean Huguet est «appelé au service», le 2 brumaire an II (23 octobre 1793), et le 18 brumaire (8 novembre 1793), il reçoit un brevet de capitaine de vaisseau³⁹. On lui donne, le 17 ventôse (7 mars 1794), le commandement d'un vaisseau de 80 canons, le ci-devant *Saint-Esprit*, rebaptisé *Le Scipion*⁴⁰.

32. Jean Huguet, le père du capitaine, est décédé en 1767; Marie Rateau, sa mère, est morte le 13 novembre 1780.

33. A. M. Bordeaux. Etat Civil GG 135 n° 248.

34. S.H.M. Paris, dossier Huguet, lettre du 8 floréal an IX.

35. *Ibid.*, lettre à S.A.R. le Duc d'Angoulême.

36. Aurélien Vivie, *Histoire de la Terreur à Bordeaux*, Bordeaux, Féret, 1877, p. 144 et 146.

37. Le curé Roche d'Artigues, oncle par alliance de Jean Huguet, a-t-il été l'un de ces prêtres que «l'on conduisait à la maison d'arrêt de Bordeaux ... condamnés à la déportation par divers départements»; *Histoire de la Terreur à Bordeaux*, op. cit., p. 181-184.

38. Une première lecture ne nous a pas permis de retrouver son nom sur le «Registre des certificats de civisme» (A.D. Gironde 3 L 200).

39. Le 24 octobre 1793, 21 députés girondins comparaissent devant le Tribunal Révolutionnaire; le 30, condamnés à mort et exécutés le 31. Le 10 novembre, on célèbre la Fête de la Raison. Cf Jacques Godechot, *La Révolution française*, Perrin 1988.

40. Le Saint-Esprit serait sorti de l'arsenal de Brest en 1765, d'après Paul Coat, *Les arsenaux de la marine*, Brest 1982.

L'armée navale de la Révolution

Comment expliquer cette projection extraordinaire d'un jeune capitaine de la marine marchande, ayant perdu le bras droit, à la tête d'un des gros vaisseaux de «l'armée navale» française⁴¹?

Pour d'évidentes raisons, les nécessaires techniques de la navigation, la sacro-sainte tactique des combats navals, les indispensables spécialisations des matelots (gabiers, canonnières...), l'homogénéisation de tous ces membres de l'équipage en un corps soudé bien articulé, apte à réagir aux commandements transmis par les officiers et la maistrance, pour toutes ces raisons et pour d'autres encore, la Révolution française, quand il a fallu reconstituer une marine de guerre après les émigrations, les destitutions, les vexations, les désertions, a connu beaucoup plus de difficultés que lorsqu'il s'agissait de réussir l'amalgame dans les armées de terre. Car toutes les mesures qu'il a fallu arrêter pour reconstituer une flotte, réorganiser des états-majors mutilés par le départ de la plupart des officiers du «Grand Corps», mettre de l'ordre dans des arsenaux gangrenés par l'anarchie, compléter les équipages, on a dû les prendre dans la fièvre et l'urgence, écrasé par l'étau des contraintes politiques.

Cette marine de l'an II ne dispose pratiquement que de bâtiments vétustes, souvent mal entretenus ou remis en service «avec trop peu de soin»⁴²; les équipages sont incomplets, hétérogènes et inexpérimentés; les capitaines, pour la plupart, individuellement tout à fait capables de mener leur navire, n'ont que peu ou pas d'entraînement à la navigation en escadre, technique collective dont ils ignorent trop souvent les mouvements élémentaires et les disciplines fondamentales. La Constituante avait ouvert aux capitaines et aux lieutenants de la marine du commerce l'accès au corps décimé des officiers de vaisseau. En 1792, au 15 mars, il ne restait que 42 capitaines de vaisseau sur les 170, inscrits sur la liste de 1791⁴³. La Convention a délégué des représentants en mission dans les ports et sur les côtes pour remettre de l'ordre dans les arsenaux et pour préparer l'armée navale à exécuter ses missions sur mer.

Ainsi, le Conventionnel Jean-Bon Saint-André est-il délégué à Brest⁴⁴. Au Comité de Salut Public, on le tient pour le spécialiste de la marine, car il fut capitaine au commerce, avant de devenir pasteur de la R. P. R., ardent partisan de la Révolution et Montagnard convaincu. Dans la fournaise du grand port breton, au contact des réalités immédiatement perçues, cet homme de bon sens⁴⁵ se met au travail, organise l'arsenal et accélère la mise au point de la flotte. Il va, en plus, revoir ses théories. Au début de 1793, Jean-Bon avait déclaré à la Tribune de la Convention: «Courage et audace, voilà ce qui doit animer nos marins». Quelques mois plus tard, il écrivait de Brest: «le patriotisme va devant tout, c'est une maxime incontestable, mais à la mer il doit être accompagné d'une habileté et d'une expérience suffisantes»⁴⁶.

L'armée navale de Brest a été confiée à un «ci-devant»: le comte Villaret de Joyeuse. Sous Suffren, il fut aux Indes, un excellent commandant de frégate. La Révolution l'a promu en janvier 1792, capitaine de vaisseau et contre-amiral le 16 décembre de la même année. On lui a proposé le commandement en chef de la flotte de Brest, il l'a accepté. Le capitaine de vaisseau Huguet commande une des 25 grosses unités de cette flotte, le *Scipion*, vaisseau de 80; il appartient à la 3e escadre, dont il forme avec le *Montagnard*, vaisseau de 74, la troisième division, et l'arrière-garde⁴⁷. Le vaisseau-amiral, c'est *La Montagne* de 120 canons, le ci-devant *Côte-d'Or*, capitaine Basire. L'amiral Villaret et le représentant Jean-Bon monteront à son bord.

Distinguons encore trois unités de la flotte. *Le Vengeur du Peuple*, vaisseau de 74, capitaine Renaudin, est entré dans la mythologie révolutionnaire; le *Trente-et-un Mai*, de 74 canons, capitaine Ganteaume qui sera souvent sur la route du *Scipion*, et *La Gentille* parce que le plan de bataille appelle «cette excellente corvette (...) s'il y avait une affaire (...) à accueillir à son bord le général et le représentant»⁴⁸. Son capitaine Canon est «un bon et brave bougre» qui croisera lui aussi la route de Jean Huguet.

41. «Armée navale (...) c'est le nom révolutionnaire de la marine», rappellent Philippe Henwood et Edmond Morange dans *Brest, un port en révolution, 1789-1799*, Editions Ouest-France, 1989.

42. *Brest, un port en révolution*, p. 222.

43. Cf A. Thomazi, *Napoléon et ses marins*, Berger-Levrault, 1950, p. 21. On retrouve ces chiffres dans *Marines et Révolution* de M. Acerra et J. Meyer, Ouest-France 1988.

44. Avec pour collègue Prieur de La Marnie.

45. Napoléon saura apprécier ses qualités. Il en fera un préfet de l'Empire, et les habitants de Mayence annexée sauront reconnaître les mérites de cet occupant.

46. Thomazi, op. cit. p. 21-22.

47. Cf. *Brest, un port en révolution*, op. cit. p. 225.

48. Lettre de Jean-Bon au Ministre de la Marine citée dans le *Dictionnaire critique de biographie et d'histoire* de A. Jal, Plon, Paris 1867. Cette corvette est rangée parmi les frégates par Ph. Henwood, op. cit.

Le combat de Prairial

A Brest, l'armée navale se prépare pour exécuter la mission que la Convention Nationale tient pour essentielle. L'Anglais guette un convoi de vivres : 117 marchands chargés de farines, de grains⁴⁹, que le contre-amiral Van Stabel escorte avec son escadre depuis les côtes d'Amérique vers les ports de France. La France, Paris, Brest... torturés par la disette, ont un absolu besoin de ce ravitaillement. Il s'agit donc pour l'armée navale de Brest d'ouvrir passage à ce convoi ; vaincre ou être vaincu, si c'est nécessaire, mais détourner l'Anglais et l'occuper ailleurs, afin que le convoi puisse se mettre à l'abri dans les rades françaises.

Un premier échelon, de diversion et de protection, représenté par la petite escadre de contre-amiral Nielly, a pour mission d'aller au-devant de Van Stabel⁵⁰. La Convention vient de lui envoyer l'ordre de prendre la mer. A Brest, le 16 floréal (5 mai), on apprend que l'amiral Howe a quitté «quelques jours plus tôt Spithead avec 26 vaisseaux de ligne pour intercepter le convoi. La sortie de l'armée navale française est ordonnée aussitôt par le Représentant du Peuple. Retardée par des vents contraires, elle ne s'effectue que le 27 floréal (16 mai). Dès le 7 floréal (26 avril), le Ministre de la Marine Dalbarade⁵¹ a rappelé que «le salut du convoi doit être le seul but, la seule règle du commandant de l'armée. Duras, secrétaire de la commission des Représentants écrit au ministre : «Je m'empresse de t'apprendre l'heureuse sortie de l'escadre aux ordres du contre-amiral Villaret Joyeuse, composée de 25 vaisseaux, 8 frégates et 8 corvettes. Elle a fait voile entre 4 et 6 heures du soir»⁵².

C'était un beau spectacle que cette sortie : «point d'embarras ny de lenteur dans l'appareillement. *La Montagne* surtout a appareillé comme si c'eût été une corvette. Saint-André est sur ce beau vaisseau»⁵³. Une fête civique qui dura donc deux heures. Aux cris et aux chants poussés par les officiers et les matelots répondirent les mêmes chants et les mêmes cris lancés sur les quais par l'immense foule

assemblée⁵⁴. Le vaisseau-amiral *La Montagne* arbore pour la première fois le nouveau pavillon national. Pour les autres, on a conservé le pavillon des débuts de la Révolution : «Blanc au franc-quartier tricolore»⁵⁵.

Au début, ce fut une «gigantesque partie de cache-cache»⁵⁶ : l'escadre de Nielly recherche Van Stabel et le convoi que Howe voudrait repérer le premier, quant à Villaret, il est en quête de l'amiral anglais qu'il souhaite attirer au large de la route du convoi. Le 9 prairial (28 mai), au matin, Howe et Villaret se reconnaissent dans les parages d'Ouessant. L'amiral français se dérobe et tente d'entraîner à sa suite l'amiral anglais. Un vaisseau français *Le Révolutionnaire* s'attarde ; cinq anglais s'acharnent sur lui, il amène son pavillon, mais Howe rappelle ses navires et *Le Révolutionnaire* peut se traîner vers un port français. Le 10 prairial (29 mai), nouvelle attaque anglaise : *L'Indomptable* et le *Montagnard* subissent le plus fort de la canonnade et se retirent vers Brest⁵⁷. Les trente et trente-et-un mai, la visibilité est médiocre ; l'escadre de Nielly fait jonction avec celle de Villaret.

Le 13 prairial (1er juin), la brume dissipée, à 9 heures du matin, Howe attaque sur quatre colonnes par babord la flotte de Villaret rangée en ligne de combat. L'amiral cherche à couper la ligne française. Très vite, il n'y a plus qu'une mêlée confuse, dans laquelle on peut distinguer quelques affrontements isolés : celui qui oppose les deux navires-amiraux, la *Queen Charlotte* et *La Montagne*, et le plus célèbre, celui qu'ont immortalisé poètes et peintres et musiciens, le combat qui a opposé *Le Vengeur du Peuple* aux deux anglais *Brunswick* et *Ramilies*. A la fin de cette journée, baptisée par les Anglais «le glorieux premier de juin», Villaret rompt le combat et abandonne sur le champ de bataille sept de ses vaisseaux désarmés. Eprouvée par la lutte, la flotte anglaise renonce à donner la chasse. Les rescapés de la flotte française écartent de leur route une petite escadre anglaise et se mettent en sûreté dans le goulet de Brest le 11 juin. Le convoi de Van Stabel est déjà entré dans la rade.

On peut porter des jugements divers sur cette première grande bataille disputée par une escadre de la République. Certains parlent de défaite grave : sept sur les vingt-neuf vaisseaux engagés sont «tombés au pouvoir de l'ennemi (...) huit démantés (...) nous en ramenons cinq à la remorque»⁵⁸. Les Français ont eu 1654 tués et plus de 1000 blessés graves, 4000 prisonniers, alors que les Anglais déclarent 273 morts et 735 blessés⁵⁹. Certains observateurs ont souligné les faiblesses manœuvrières de quelques capitaines. Certains censeurs ont taxé certains de ces commandants de pusillanimité et même de lâcheté. En vérité, le combat fut terrible et pour beaucoup de ces matelots ou capitaines, il représentait une sorte de baptême du feu. Jean-Bon Saint-André écrit à son collègue Prieur à Brest : «le combat le plus terrible, le plus sanglant dont l'histoire de la marine fasse mention a eu lieu hier entre les deux armées ; les dispositions étaient bien prises ; tout nous présageait un beau succès ; le capitaine du *Jacobin* (Gassin) a tout dérangé»⁶⁰.

Le 23 prairial, Prieur décrit aux Conventionnels sa visite au navire-amiral sur lequel il est monté au large d'Ouessant : «J'ai parcouru ce vaisseau et j'y ai trouvé partout des traces parlantes de la bravoure de son équipage et de l'acharnement que les Anglais ont mis à le combattre (...) il y a dans la coque du bâtiment 230 boulets sans compter ceux qui peuvent être dans la flottaison ni ceux qui ont porté dans la dunette qui est percée de toutes parts et dans les agrès et les voiles qui ont le plus souffert (...) 300 morts ou blessés et de 18 officiers, 5 seulement ont pu rester à leur poste jusqu'à la fin du combat»⁶¹.

Le représentant Prieur rend hommage à la plupart des vaisseaux qui ont rempli leur devoir et à la majorité des capitaines qui se sont bien comportés : Basire (*La Montagne*) et Demartis (*Le Jemmapes*), morts l'un et l'autre à leur poste de combat ; mais, il reconnaît l'indignité de certains autres : «il n'y a surtout qu'un cri contre le capitaine du *Jacobin*. Il est destitué et arrêté ainsi que quelques autres dont la conduite sera examinée par le tribunal révolutionnaire»⁶².

Faut-il tenir cette affaire de Prairial seulement pour une défaite ? Jean-Bon écrit aux Conventionnels, le 25 prairial : «Nous avons rempli notre objet, citoyens collègues ; la suite de notre combat a été le salut du convoi (...) mouillé (...) sous Saint-Mathieu. Il entrera probablement aujourd'hui dans la rade, mais le voilà en sûreté, et les espérances de Pitt qui voulait affamer le Peuple Français sont encore une fois trompées»⁶³. Barère, au nom du Comité de Salut Public, s'écrit à la Tribune de la Convention, trois jours après : «Un succès plus important nous appelle à la tribune : c'est celui qui doit donner des subsistances à un grand peuple digne d'être libre (...) Notre flotte de la Chesapeake, chargée de farine et de grain, est enfin arrivée dans les ports de la République (...) les ordres les plus précis ont été donnés pour que la flotte française ne combattît que pour sauver la flotte et allât s'interposer entre les bâtiments utiles de l'Amérique et les vaisseaux rapaces de l'Angleterre (...) la flotte française s'est interposée (...) le combat est devenu indispensable (...) le plus sanglant et le plus opiniâtre (...) l'objet du Comité a été rempli (...) la flotte nourricière est sauvée (...) Citoyens, voilà le premier essai de la Marine Républicaine !»⁶⁴.

Le Scipion au combat

Voici d'abord le témoignage d'un camarade de combat devenu illustre, Honoré Ganteaume qui commandait dans l'armée navale *Le 31 mai*, vaisseau de 74 canons, 3e escadre, 1ère division : «Nous attestons avoir servi dans l'Armée du vice-amiral Villaret ou était employé le capitaine Huguet commandant le vaisseau *Le Scipion*, qu'il est à notre connaissance que ce vaisseau placé en serre-file de la ligne aux journées des 10 et 13 prairial an II souffrit beaucoup du feu de l'ennemi, que démanté de ses trois mâts, très maltraité dans le corps et se trouvant au vent de l'armée française parmi les vaisseaux des deux armées qui avaient été désarmés il fut sur le point de devenir la proie de l'ennemi et qu'il nous a paru enfin n'avoir du son salut qu'aux précautions prises par le capitaine Huguet pour

49. Le nombre de ces marchands varie selon les auteurs. Nous retenons celui indiqué par «*Marines et Révolution*», op. cit.

50. Brest, un port en révolution, op. cit.

51. Le capitaine de vaisseau Dalbarade a succédé, en avril 1793, au savant mathématicien Monge. Thomazi (op. cit. p. 11) précise que le ministre avait été «capitaine de corsaire».

52. 27 floréal an IV - 16 mai 1794.

53. A. Jal, op. cit.

54. Brest, Un port en révolution, op. cit. p. 226. L'appareillage s'est écoulé entre 3 h et 6 h, a donc duré trois heures.

55. Sur rapport rédigé par Jean-Bon Saint-André, la Convention a supprimé le pavillon décrété le 24-10-1790. On a fait disparaître le fond blanc, que Jean-Bon Saint-André appelle «la livrée du tyran», et on a disposé les couleurs en trois bandes égales posées verticalement de manière que le bleu soit attaché à la gauche du pavillon, le blanc au milieu et le rouge flottant dans les airs (Arrêté du 27 pluviôse an II - 15 février 1794). Cf A. Jal, op. cit., article «Pavillon National».

56. Nous empruntons la formule à Ph. Henwood, op. cit.

57. Dans *Marines et Révolution*, les auteurs partent du *Tyrannicide* et non pas du *Montagnard*. Nous suivons la description donnée par Ph. Henwood dans Brest, un port en révolution, op. cit.

58. Lettre de Jean-Bon à son collègue Prieur, dans la *Gazette Nationale* du 29 prairial an II (17 juin 1794).

59. Chiffres empruntés à Brest, un port en révolution, op. cit.

60. Lettre de Jean-Bon, *Gazette Nationale*, 29 prairial an II.

61. *Gazette Nationale* du 29 prairial an II.

62. Ibid. Dans Brest, un port en révolution, op. cit., les auteurs nomment Lefranc, capitaine de l'*Entreprenant*, un des clubistes les plus virulents, Thiphaigne, commandant le *Neptune*, tous deux pressés de se mettre hors de portée de l'artillerie adverse. Par arrêté du 5 messidor (23 juin), Jean-Bon destitue 5 capitaines, dont 2 sont traduits devant le Tribunal.

63. *Gazette Nationale* du 29 Prairial an II (17 juin 1794).

64. Ibid.

rallier l'armée». L'amiral évoque ensuite en quelle autre occasion il s'est trouvé près du *Scipion* et de son commandant et atteste qu'alors «le capitaine Huguet donna de nouvelles preuves de fermeté, de courage, d'intelligence et de tous les talents qu'on doit attendre d'un officier consommé dans le métier de la mer»⁶⁵.

«Je commandais le vaisseau *Le Scipion* de 80 canons aux affaires des 10 et 13 prairial de l'an II», relate Huguet lui-même. «Je soutins le feu de plusieurs vaisseaux de l'arrière-garde ennemie. Je leur envoyai 1460 coups de gros canons. Les trois mâts de mon vaisseau furent abattus par les boulets de l'ennemi (...) J'eus 64 hommes tués et 151 blessés (...) Le feu prit à mon bord par les boulets rouges dont le fourneau brisé par les boulets de l'ennemi était rempli (...) Dans cette position critique je fus attaqué par le vaisseau *La Gloire* de 100 canons (...) tout frais (...) Par l'intrépidité des braves que je commandais par la vivacité et la bonne direction de mon feu, je forçai ce nouvel ennemi à m'abandonner (...) Je me rematai sur le champ de bataille (...) Je doublai la tête de l'armée ennemie. Je ralliai le général et je conduisis mon vaisseau dans le port de Brest»⁶⁶.

Nous reconnaissons le style : cette obsédante présence du «je» en tête de la phrase, cet excessif emploi des pronoms et adjectifs personnels de la première personne du singulier ; cette mise en valeur des faits positifs, préambule nécessaire aux exploits groupés en une sorte de bouquet final. Une seule portion de phrase est consacrée à l'équipage, et voici que réapparaît déjà l'omnipotent capitaine.

Il y a d'autres relations de cette affaire rédigées par Huguet qui apportent des détails ou des précisions ou qui enjolivent le texte. A l'occasion d'une lettre au Premier Consul, il précise que le général Villaret lui envoya la frégate *La Proserpine* et ensuite le vaisseau *L'Eole* qui le remorquèrent jusqu'à l'entrée de Brest⁶⁷.

Cette lettre déclenche une enquête, confiée au Bureau des Officiers Militaires par le Ministre de la Marine⁶⁸. Ce rapport non signé se donne toutes les apparences de l'objectivité, mais distille quelques perfidies et oriente la

décision à prendre : le capitaine Huguet «pourra toujours citer avec honneur la défense que fit le vaisseau *Le Scipion* qu'il commandait (...) Il soutint seul le feu de plusieurs vaisseaux ennemis dans ces deux journées si fécondes en actions valeureuses ; mais dont les désastres ont prouvé que lorsque le courage dans un officier de la marine n'est point dirigé par des connaissances Théoriques, il est souvent inutile et entraîne quelquefois à des fautes qui compromettent le salut des hommes et le sort des armées. Je ne prétends point appliquer cette réflexion au capitaine Huguet, quoique dans une croisière qu'il fit au mois de pluviôse an III, il ait perdu le vaisseau *Le Scipion* dont il avait conservé le commandement».

Le rédacteur développe ainsi la théorie selon laquelle «ce n'est pas assez pour l'officier de se battre aussi vaillamment qu'un simple matelot, il faut encore que celui-ci reconnaisse dans son chef une supériorité d'éducation incontestable»⁶⁹. Huguet, d'évidence, n'est pas issu du «Grand Corps». On peut même se demander s'il a acquis «cette culture scientifique sérieuse» qu'exigent des officiers de marine «les progrès tout récents de la navigation»⁷⁰. Le rédacteur cite à l'honneur du capitaine du *Scipion* seulement «la défense» qu'il opposa à l'ennemi. Simple nuance de style ?

Autre attaque masquée : les deux journées de prairial ne furent-elles pas riches en exploits ? Il paraît alors normal que *Le Scipion* se soit mis à l'unisson. La perfidie la plus acérée se trouve dans cette hâte que le rédacteur met à prévenir son lecteur que sa dissertation sur le courage inutile et dangereux qui peut agiter certains capitaines ne concerne pas le Citoyen Huguet. Cette hâte pourtant permet au rédacteur de distiller derrière ce «quoique» une information qui touche au naufrage du *Scipion* événement postérieur dont Huguet sera tenu pour non responsable⁷¹.

Pour souligner sa quête de l'objectivité, le rapporteur cite les avis émis par les amiraux Villaret et Martin et reconnaît qu'ils sont contradictoires. Cependant, il précise : «Destitué comme «terroriste», mais se blanchirait-il même de cette inculpation, il faudrait lui donner sa retraite». Ni l'amiral, ni le rapporteur à sa suite ne donnent de raisons. Pas

davantage, le rapporteur ne précise que Huguet, destitué le 11 floréal an III (30 avril 1795), a été réintégré le 9 frimaire an IV (29 novembre 1795)⁷².

En fait, le capitaine Huguet a été confirmé dans son commandement. Est-ce à dire que nulle critique négative n'a touché ou le bâtiment ou le capitaine ? On s'accorde à reconnaître que dès la sortie de Brest, le «vieux» *Scipion* a souffert d'avaries. Villaret explique, en date du 7 prairial (26 mai 1794) : «La vergue de misaine du *Scipion* avait été cassée il y a trois jours. Sa vergue de grand hunier l'avait été hier. Dès l'après-midi de ce jour, il nous signale des avaries de son petit mât de hune qui obligeait à le changer (...) Je supposai que la mâture du *Scipion*, déposée depuis la dernière guerre dans les magasins, y avaient été mal soignée»⁷³. L'amiral, dans le même rapport, évoque le grand désordre qui régna sur le champ de bataille du 13 prairial : «La méprise fut poussée au point que *Le Scipion* qui se trouva sous le vent à nous⁷⁴ faisait passer ses boulets par-dessus *La Montagne* pour arriver à l'ennemi et hachait nos manœuvres. Ce fut un boulet du *Scipion* qui brisa l'étai de notre petit mât de hune (...) et j'en fis, moi-même, après le combat l'observation au capitaine qui passa près de nous»⁷⁵.

Le capitaine Renaudin, capitaine du *Vengeur du Peuple*, alterne compliments et critiques. «*Le Vengeur* (...) se battit contre deux vaisseaux à trois ponts et aurait été maltraité si les vaisseaux *La Montagne* et *Le Scipion* ne fussent venus à nos secours (...) *Le Scipion* eut la précaution de se mettre à couvert du *Vengeur* et lui coupa son grand étai et sa misaine (...) Sur les observations qui lui furent faites par le général et par nous qu'il n'était pas à son poste, il alla le prendre à l'instant»⁷⁶.

Le romancier historien G. Bordonove, travaillant sur la foi du rapport de Renaudin, donne quelques détails «L'équipage du *Vengeur* injuria celui du *Scipion* quand

celui-ci décrocha». *Le Scipion* «avait pourtant quelques excuses. Les Anglais s'étaient particulièrement occupés de l'arrière-garde. Au cours des bordées successives, *Le Scipion* avait perdu tous ses mâts. Huguet, dont au surplus une partie de l'équipage exigeait la reddition immédiate, s'en tira avec un gréement de fortune sur son avant (un foc et deux bonnettes). Dans cet appareil, il parvint à rallier les vaisseaux à l'arrière du combat et passa à proximité du *Vengeur* sans pouvoir, évidemment, le prendre en remorque»⁷⁷.

D'aucuns attribuent des erreurs de tir ou des mouvements intempestifs à d'autres bâtiments. Les artilleurs du *Vengeur* auraient ainsi envoyé «leur bordée dans les côtes de M. de Joyeuse» ; «il a fallu que l'amiral s'interpose pour empêcher ses propres lascars de leur rendre la monnaie de leurs pièces»⁷⁸.

Plus sérieuse cette accusation portée contre les canonnières du *Scipion* qui «abandonnèrent leur poste, se réfugièrent dans le soute, exigeant que l'on se rende»⁷⁹. De la même façon, Bordonove montre «un groupe de matelots qui tentaient d'arracher le pavillon» et prête au capitaine Huguet cette plainte d'avoir «eu à combattre et les Anglais et les lâches et peut-être les traîtres qui étaient à son bord»⁸⁰. Le même romancier montre aussi Jean Huguet descendu dans la batterie pour ramener à la conscience ses canonnières égarés et nous donne à entendre la réponse qu'on lui aurait faite : «Nous sommes écrasés, nous ne pouvons plus tenir. Tu as bien fait ton devoir. Tu as défendu ton vaisseau. Tu n'as rien à te rapprocher. Tu dois amener».

L'article de M. A. d'Anglade donne une version des faits soutenue par le propre rapport établi par Huguet⁸¹. Cet auteur situe *Le Scipion* «en serre-file de l'armée navale (...) en arrière du *Sans Pareil*»⁸² lorsque les Anglais coupèrent (notre) ligne devant ce vaisseau». Les lieutenants

65. Certificat du vice-amiral. Ganteaume rédigé à Paris le 17 frimaire an XIII (8 décembre 1805), à la demande de Huguet (S.H.M. Paris, dossier Huguet. Notes insérées). Honoré Joseph Ganteaume peut être tenu pour un témoin autorisé, son diagnostic est professionnellement reconnu : il est vice-amiral ; sa voix est politiquement reconnue : il sera comte d'Empire. Au combat de prairial, capitaine de vaisseau comme Huguet, il fut trois fois blessé. *Le 31 mai* n'a pas souffert autant que *Le Scipion*, il ne fut pas démâté, il ne resta pas englué au milieu de ce magma de bâtiments désemparés.

66. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Lettre au Premier Consul, prairial an IX.

67. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Etat des Services, Rochefort, 9 thermidor an IX.

68. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Rapport au Premier Consul, 29 vendémiaire an X (21 octobre 1801).

69. *Mémoires du Vice-Amiral Baron Grivel*, Paris 1914, p. 34. Jean-Bon Saint-André, cité plus haut, reconnaissait déjà la nécessité d'«une habileté et d'une expérience suffisantes».

70. Thomazi, *op. cit.*

71. Cf. certificat initial : Arrêté du 25 pluviôse an III.

72. Le décret du 21 germinal an III (10 avril 1795) ordonne le désarmement des «terroristes» dans toute la République et son application déclenche la Terreur Blanche. La Convention se sépare le 4 brumaire de l'an IV (26 octobre 1795) et le Directoire entre en fonction le 12 brumaire (3 novembre 1795). Le nouveau ministre de la Marine est l'amiral Truguet (cf J. Godechot, *op. cit.* p. 195).

73. Cf *Parallèle des amiraux Villaret-Joyeuse et Lord Howe* et dans le rapport de Jean-Bon Saint-André, *op. cit.* p. 22.

74. Paul Chack (*Trafalgar*, Editions de France, Paris 1938) donne, page 45 note 1, une définition commode : «Faites face au vent et tenez les bras en croix : tout ce qui est devant la ligne des bras est *au vent à vous*, le reste est *sous le vent*».

75. En note dans le *Parallèle*, p. 28.

76. A. Jal, *Dictionnaire*, *op. cit.*

77. G. Bordonove, *Les marins de l'an II*. Dans le rapport de Renaudin, deux navires passent à proximité du *Vengeur* : l'un est *Le 31 mai*. Le romancier R. Margerit (*Un vent d'acier*, p. 448) écrit : «Vers 3 h de l'après-midi, le *31 mai* apparut sortant de la fumée. Il passa poussé par le vent, sans tenter rien ni pour son compatriote en perdition, ni contre l'ennemi facile à réduire au point où il en était... »

78. Jean Clouzot, *Le Convoi de la République*, Editions France Empire, Paris 1971, p. 280.

79. *Marines et Révolution*, *op. cit.*, p. 177.

80. *Les marins de l'an II*, *op. cit.*

81. Dans *La Petite Gironde* du 16-08-1936.

82. *Sans Pareil*, vaisseau de 80, 1ère escadre du contre-amiral Nielly qui a rallié Villaret le 11 ou le 12.

de Huguet lui auraient alors proposé «de courir de l'avant», mais le capitaine refusa «ne voulant point abandonner son frère d'armes tandis que deux Anglais tentaient de les séparer». Il «laissa tomber la misaine et serra son beaupré⁸³. Deuxième épisode révélé par cet article : «descendu auprès de ses canonnières qui faisaient un feu », Huguet leur aurait «recommandé de bien pointer et de ne perdre aucun coup»⁸⁴ ; résultats : «deux mâts abattus sur un 1er Anglais, la vergue du grand hunier chez un autre». En troisième lieu, nous apprenons l'heure à laquelle «le grand mât fut abattu», «le fourneau à rougir les boulets atteint par un coup au but» et «la menace d'incendie sur l'avant du *Scipion*» : trois heures et demie. Huguet aurait alors ordonné d'éteindre l'incendie, le deuxième mât serait tombé à 3 h 45, et *Le Scipion* «toutes manœuvres hachées» serait devenu incapable de manœuvrer. «Par le porte-voix» le capitaine ordonna de «mettre deux canons de 36 en retraite et deux de 24 aussi»⁸⁵. Chute du troisième mât — celui de misaine — à 4 heures. Ordre du commandant à tous les hommes de descendre aux batteries «pour qu'elles fussent bien servies».

Ici, l'article évoque l'entrée en action du trois ponts *The Glory*⁸⁶ «qui venait droit derrière nous» et la deuxième descente de Huguet vers ses canonnières qui malgré ses cris n'utilisent pas «les canons de retraite qu'il avait fait établir» et qui auraient pu «faire le plus grand mal à cet ennemi». Voici Huguet dans «la batterie basse»⁸⁷ où il trouve «plusieurs groupes en tumulte» qu'il essaie de calmer, en se plaignant de leur attitude, puis en reprenant le ton du commandement. «Il lui fut (alors) répondu : «Nous sommes écrasés, nous ne pouvons plus tenir, ce vaisseau est tout frais, il va nous abîmer⁸⁸. Tu as bien fait ton devoir, tu as bien défendu ton vaisseau. Tu n'as rien à te reprocher. Tu dois amener»⁸⁹. Alors Huguet se serait écrié : «Moi, amener ? Non, Foutre ! Jamais, je ne me rendrais. J'aimerais mieux couler ! Je veux combattre jusqu'à la mort... Tirons sur ce bougre-là !»⁹⁰. Ces fortes

paroles galvanisent les hommes : «chacun se porta au canon et fit feu à double charge et à bout touchant sur l'ennemi qui fut écrasé»⁹¹.

L'établissement du petit foc de fortune, la prise en remorque du *Scipion* par *La Proserpine* et le départ en direction de Brest, «vers 7 heures du soir» concordent avec les récits déjà connus.

Avant ce prairial de l'an II, nous avons vu Jean Huguet brave et opiniâtre : il s'est attaqué à des navires de guerre, a subi plusieurs combats ; cruellement mutilé, il a poursuivi sa tâche sans défaillance. Peut-être, nous a-t-il paru un peu empressé à mettre en valeur ses hauts faits, mais cette collecte de certificats et de témoignages favorables est, à cette époque, une démarche nécessaire pour qui veut soutenir une demande de promotion. Puis il y a eu cette accession soudaine à un commandement d'une nature toute différente, dans des conditions tout à fait exceptionnelles, avec, en guise d'épreuve, un combat naval entre deux escadres qui, pour Huguet et pour la flotte de la République dans son entier, représentait le premier engagement, avec des enjeux considérables. Commander un vaisseau, c'est devenir le chef de plusieurs centaines d'hommes et de dizaines d'officiers. Or, ces hommes et ces officiers, comme Huguet lui-même, sont impliqués dans ces inquiétudes et ces passions que nourrit la Grande Terreur.

Huguet était-il un de ces «capitaines clubistes» ? Son équipage était-il moins discipliné que d'autres ? Le navire à lui confié n'était, en tout cas, pas des plus jeunes, ni des mieux entretenus. Le délai qui s'est écoulé entre la prise de commandement et la première sortie en mer n'a-t-il pas été trop bref ? Neuf semaines pour, à partir d'un recrutement désordonné, constituer un équipage, en faire un groupe soudé, homogène, entraîné, n'est-ce pas une gageure ? Pour ces mêmes raisons de manque de temps, et pour d'autres carences matérielles, l'escadre a-t-elle suffisamment sacrifié aux écoles à feu, aux évolutions en groupe ?

83. R. Margerit (*Un vent d'acier*, op. cit., p. 410) indique des manœuvres du même type. Il s'agit de relever «les voiles basses sur les cargues et de ferler la civadière sur le beaupré» ... de la sorte on avait du tillac une vue entièrement dégagée (civadière : Voile carrée du beaupré).

84. Plusieurs témoins ont signalé que les canons du *Scipion* paraissaient pointés de façon à envoyer les boulets au-dessus de la mâture de l'ennemi.

85. Exemple de «ces précautions» prises par Huguet, citées par Ganteaume (cf. supra).

86. Tous les autres documents francisent le nom : *Gloire*.

87. «Plus on s'élevait dans le navire plus la grosseur et le poids de l'artillerie diminuaient. Question d'équilibre. La «batterie basse» (ou 1ère partie), tout en bas, la 2e batterie ou batterie intermédiaire, la troisième batterie ou batterie haute n'existent que sur les vaisseaux, et la batterie barbette sur les gaillards» (*Nouveau Larousse Illustré*, tome I, p. 780).

88. Ce verbe est employé sous sa forme active dans le sens de «jeter dans un abîme» et par extension «anéantir, détruire».

89. Ce sont les propos cités plus haut, rapportés par G. Bordonove, *Les marins de l'an II*.

90. Ce texte sert de légende au dessin qui illustre l'article : le capitaine Huguet, debout face à des matelots qui croisent les bras appuie sa main droite sur une volée de canon.

91. Ce résultat n'apparaît dans aucun autre témoignage.

Avant ce combat de Prairial, il y a eu une croisière harassante et la rencontre capitale fut une sorte de combat rapproché, désordonné et redoutable, au cours duquel toutes les règles, toutes les lois soudain basculaient sous le fracas des canons, le nombre des tués et des blessés, l'importance et la diversité des avaries matérielles.

La plupart des hommes se sont vaillamment battus, les capitaines, pour le plus grand nombre, ont servi avec bravoure et patriotisme, Huguet est l'un de ceux-là. La légende a chanté les uns, la faveur ou la chance en a servi d'autres ; certains ont été condamnés. Sur cette affaire de Prairial, on n'a pas condamné Huguet, on ne l'a pas destitué. On ne l'a pas promu non plus, il est vrai. Une certaine prudence s'impose quand on se heurte à des jugements contradictoires, portés sur deux capitaines qui ont eu dans les mêmes circonstances des comportements identiques : les préjugés politiques, les règlements de comptes de la même nature ou les prudences de la même origine participent, de toute évidence, à l'établissement et à la lecture des rapports sur l'affaire de Prairial.

On a reproché à l'amiral Villaret, ci-devant aristocrate, de s'être montré «trop admirateur des Représentants du Peuple» et de s'être «fait la créature des terroristes»⁹². Après Thermidor, il fut relevé de son commandement en chef au profit de Morard de Galles. Il paraît, parmi les officiers généraux, être le seul à avoir, longtemps après Thermidor, alors qu'il avait conquis la faveur des nouveaux princes, exprimé cette condamnation à la retraite portée contre le capitaine Huguet, condamnation qui ne fut pas étayée par un exposé des motifs, mais qui n'en fut que plus pernicieuse.

La fin du *Scipion*

Le premier commandement de Huguet sur *Le Scipion* est décompté dans «l'Etat des Services» pour une durée de six mois quatorze jours, soit du 17 ventôse an II (7 mars 1794) au dernier complémentaire de l'année (21 septembre 1794). Cette période comprend la mise en état et l'entraînement, la sortie, le combat, le retour à Brest et la remise en état du *Scipion*. Le second commandement confié à Huguet sur le même vaisseau est décompté pour une durée de quatre mois onze jours, du 4 vendémiaire an III (25 septembre 1794) au 11 pluviôse du même an III (30 janvier 1795), date du naufrage du *Scipion*.

92. Thomazi, op. cit. p. 26.

93. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Extrait des notes insérées.

94. Il y a unanimité pour condamner cette sortie de l'escadre qui avait pour mission de faciliter le départ du contre-amiral Renaudin qui avec 7 vaisseaux, des frégates, des navires d'accompagnement, va tenter d'aller renforcer l'amiral Martin. Cf. en particulier *Marines et Révolution*, op. cit., p. 182.

Huguet a écrit une brève relation de cette période⁹³ : «Le vaisseau *Le Scipion* étant resorti sans avoir eu le radoub suffisant pour réparer ses dommages qu'il avait souffert dans les glorieux combats qu'on a déjà cités ne put soutenir les tempêtes affreuses qui l'assaillirent et toute l'armée navale pendant la campagne du rigoureux hiver de l'an III⁹⁴, ce vaisseau immobile par la chute de ses mâts de hune, la grande quantité d'eau qu'il avait embarqué, ne gouvernant plus, s'ouvrait de toutes parts, la mer brisant sur lui comme un rocher ; dans ce péril extrême les hommes qui le montaient voulaient se précipiter tumultueusement dans les embarcations ou ils eussent infaiblement péri avec elles, le capitaine parle, promet le salut à la condition de la plus passive obéissance, tous l'écoutent, pleins de confiance en lui, se portent à l'exécution des travaux qu'il ordonne».

Huguet rappelle ensuite la composition du Jury militaire — amiral Villaret, contre-amiral Ganteaume, les deux Représentants du Peuple, tous deux capitaines de vaisseau — et la décision «qui rend unanimement justice à la bonne conduite du capitaine commandant». Il s'agit du fameux arrêté, établi par Durville, décrit au début de cette communication, qui énumère les mérites de Jean Huguet, «ses connaissances dans le métier de la mer, sang froid, courage» et déclare que «c'est grâce aux sages dispositions qu'il avait prises et à la confiance qu'il avait su inspirer à l'équipage de son vaisseau qu'est du le salut de 856 marins français qui le composaient».

Il faut citer encore un commentaire de Huguet qui révèle une composante de son caractère que nous n'avons pas encore reconnue : «S'il est glorieux d'avoir combattu les ennemis de l'Etat, il ne l'est pas moins d'avoir contribué à sauver la vie de ses concitoyens, aussi le capitaine regardait-il cette journée comme la plus belle de sa vie». Si la fierté du capitaine paraît légitime, ne peut-on déceler dans ces mots une petite trace de défi lancé à ceux qui jugent les capitaines sur leur seul comportement dans la bataille sanglante ?

Huguet est-il fondé à prétendre que ses mérites ont été reconnus par le commandant en chef ? «C'est d'après la conduite du capitaine dans cette affaire que l'amiral Villaret demanda et obtint pour lui le commandement du vaisseau *Le Jean Bart*». L'amiral Ganteaume paraît avoir été plus acquis que d'autres à la cause de Huguet. N'a-t-il pas conclu le certificat délivré au capitaine par ces mots :

«nous attestons de plus que dans la campagne suivante ce malheureux vaisseau, déjà bien vieux et indubitablement mal réparé, ne put résister aux tempêtes affreuses qu'éprouva l'armée navale aux ordres du même général⁹⁵, dans le rigoureux hiver de l'an III ; que, près d'être englouti, nous fûmes obligés de profiter d'un moment de calme pour en sauver l'équipage, et qu'en cette occasion le capitaine Huguet donna de nouvelles preuves».

Le «rapport de mer»⁹⁶, établi le douze pluviose an III, à bord du vaisseau, porte 38 signatures : les deux capitaines, quatre lieutenants, quatre enseignes, des maîtres (charpentier, canonier, calfat) le maître d'équipage, le capitaine d'armes, le chef de la timonerie, des seconds ; des quartiers-maîtres, des contremaîtres et ... un simple marin. L'appel a été fait, on a reconnu «qu'il nous manquaient seize hommes dont huit avaient péri le long du bord du *Scipion* sur lequel la Mer brisait comme sur un rocher et les huit autres le long du bord du *31 mai*, l'un des canots chargé de monde ayant coulé».

Le 21 nivôse, *Le Scipion* fait eau, 13 pouces d'eau, puis 18 pouces à l'heure ; puis à 4 heures et demie, signal au général que le navire fait 40 pouces d'eau à l'heure. Le 23, le navire fatigue un peu moins : 23 pouces d'eau à l'heure. Le 24, à 2 heures et demie, échange de signaux. Question de la part du général : «d'où provient la voie d'eau ?» Réponse du capitaine : «de la déliaison du bateau». Du 24 nivôse au 2 pluviôse, de 32 à 40 pouces d'eau à l'heure.

Le 2 pluviôse, à 3 heures, *Le Scipion* signale au général «avarie dans les pompes», fait connaître sa position et ses besoins. Le 3 pluviôse, à 9 heures du matin, le général demande un officier du *Scipion* à son bord ; la lettre du capitaine dont il est porteur décrit l'état du navire et, parmi ses besoins les plus urgents, réclame du cuir pour réparer les pompes avec lesquelles «ils ont espoir de pouvoir tenir». Du 3 au 5 pluviôse, on pompe à 2, quelquefois 4 pompes.

Le 5 pluviôse le «vaisseau fatiguant beaucoup» le capitaine demande au général d'être «accompagné». Le général détache à cet effet deux vaisseaux *Le Montagnard* et *Le 31 mai* ainsi que la frégate *La Railleuse*. Le capitaine fait jeter à la mer le fourneau à rougir les boulets, fait déplacer le lest de l'avant vers le milieu du navire et transfère deux canons du gaillard d'avant au gaillard d'arrière. Dans la nuit du 5 au 6, on bouche une voie d'eau dans l'avant «ce qui n'a pas empêché de faire 42 pouces d'eau à l'heure». Dans la brume, on tire des coups de canon de temps en temps, et on travaille toute la nuit dans la fosse aux câbles.

Le 6, dans la matinée, *Le Scipion* rallie *Le 31 mai* qui lui «fait passer une pompe garnie d'artimon» et *Le Montagnard* qui fournit «une pompe de grand mâ», pompes que l'on «s'est occupé desuite à placer». Le 7, vers 11 h, *Le Scipion* se trouve sur l'avant de l'armée «en panne». Ordre du général de rallier. Réponse du capitaine portée par la frégate *La République Française* : «le vaisseau s'ouvre de toutes parts, les quatre pompes du grand mâ ne peuvent plus franchir». A midi trois-quarts, *Le Scipion* signale qu'il ne peut plus «tenir le travers» et demande à «faire route à l'ESE». Réponse immédiate : le pavillon OUI à la vergue du petit hunier du général. *Le 31 mai* et *Le Montagnard* suivent *Le Scipion*. Dans la nuit noire, *Le Scipion* fait des signaux aux bâtiments qui l'accompagnent. Le 8, on travaille toute la journée à raccommoier le navire et à pomper.

Le 9, devant la situation qui empire, le capitaine assemble tous les officiers et les principaux maîtres ; résultat de la délibération : le vaisseau ferait route vers le dernier port de France. Par signaux, le capitaine demande à la 5e division de l'accompagner. Le général ne peut s'en passer. *Le Montagnard* passe à la poupe du *Scipion* pour dire que le général l'autorise à faire route sans escorte. Huguet répond : «Trop dangereux pour l'équipage». Qui accompagnera *Le Scipion* ? Ordre, contrordre. A 4 heures et quart, *Le 31 mai* signale qu'il est chargé d'un ordre écrit. *Le Scipion* le rallie, et les deux vaisseaux forcent de voiles «pour tacher d'attraper le premier port de France».

Le 10, à minuit, gros frais, mer grosse. *Le Scipion*, contraint de carguer toutes ses voiles, «reste en cape sous la misaine». A 3 heures, c'est un vent de tempête, il faut carguer la misaine. Echange de signaux : coups de canon, amorces, fusées, entre *Le 31 mai* et *Le Scipion*. De 4 à 8 heures, le capitaine fait jeter à la mer plusieurs pièces de 24. De 8 heures à midi, «98 pouces d'eau» par heure, «les 9 pompes travaillant sans relâche» et «l'eau augmentant toujours». On jette à la mer seize canons de 24. «On a changé d'amures», «le navire fatigue tout autant». L'eau gagne toujours, «les chevilles sortant de tous côtés». «Notre grand mâ de hune menaçant de tomber (...) donnant au vaisseau des secousses épouvantables». A 3 heures, chute du grand mâ de hune. Hune brisée, grande vergue rompue, on doit arrêter les pompes, «par crainte des débris qui tombent de la hune». Deux hommes sont blessés. «*Le Scipion* court vent arrière pour se soulager (...) *Le 31 mai* le suit». Les pompes sont insuffisantes : «on jette à la mer deux canons de 24, tous les boulets». L'eau gagne toujours malgré le jeu non interrompu des pompes, «servies

avec le plus grand courage», capitaine et officiers encourageant l'équipage aux cris de «Vive la République». «Sur rapport du maître charpentier calfat qu'il était de toute impossibilité de sauver le vaisseau de la république, nous demandâmes, à 4 heures, au *31 mai* des secours pour sauver l'équipage».

A 5 heures et demie du soir, demande de «prompt secours». A 6 heures, «signal à lui adressé de mettre à la mer sa chaloupe et ses canots». Vers les 11 heures, «les vents se calment, mais le vaisseau roule». A minuit, «approche difficile pour les embarcations». Et à 1 heure, «un canot du *31 mai* vint d'abord (...) au danger de se briser (...) nous mîmes à bord plusieurs malades et quelques mousses». A 2 heures et demie, le «grand canot» vint «et nous mîmes à son bord le reste des mousses, quelques malades, deux femmes anglaises». La chaloupe du *31 mai* ne put approcher le vaisseau qui roulait extrêmement.

Le Scipion «met à la mer un petit canot, puis un second. La chaloupe prend les hommes à son bord et donne une remorque au canot». A 6 heures et demie, «nous mîmes notre grand canot à la mer, les embarcations du *31 mai* revinrent ; la chaloupe accosta à bas-bord, plusieurs hommes voulurent sauter... une partie fut noyée». A 7 heures et demie, «mise à l'eau du grand canot avec un officier et le premier maître d'équipage ; il vint sous le grand port-hauban à bas-bord et plusieurs hommes furent embarqués avec des bouts de cordes (...) plusieurs transports jusqu'à la chaloupe du *31 mai*». «Ils restèrent dans le canot jusqu'à ce que le vaisseau fut abandonné, occupés à sauver leurs camarades». Les canots du *31 mai*, à la poupe du *Scipion* «recevaient des hommes qui s'affalaient au bout du gui». «Pompes, gamelles, seillots travaillaient avec activité». A 10 heures, «dix pieds d'eau dans la cale (...) la mer

houleuse le vaisseau roulant beaucoup (...) ce qui nous obligea d'embarquer le reste du monde par l'arrière de vaisseau».

Vers 3 heures, «on commence à abandonner les pompes». Un quart d'heure après, «le reste de l'équipage s'est embarqué». Tous les officiers font des rondes dans toutes les parties du vaisseau, le capitaine en fait lui-même, ainsi que le capitaine en second, pour s'assurer qu'il ne restait personne. Il y avait 10 pieds d'eau dans la cale, «l'avant s'enfonçait à vue d'œil». Alors le capitaine s'embarqua avec les officiers, le maître charpentier et le maître d'équipage sumuméraire dans le dernier canot.

Avant de faire apposer les signatures et de chiffrer les pertes en vies humaines, le capitaine Huguet, à bord du *31 mai* avec son état-major et son équipage, consacre deux paragraphes à leurs hôtes : «Nos frères d'armes du *31 mai* se sont empressés de nous prodiguer à notre arrivée à bord de ce vaisseau tout leur soin avec le même zèle qu'ils nous avaient porté le plus généreux secours. C'est à l'attention et aux soins du citoyen Ganteaume, capitaine de vaisseau, au zèle des officiers de cet équipage que nous devons le salut de la presque totalité de l'équipage du *Scipion*».

Nous sommes, le 12 pluviôse de l'an III, 31 janvier 1795, et Huguet de se présenter le 25 de ce mois devant le jury militaire. A la vérité, le jury de Brest ne pouvait que juger irréprochable la conduite du capitaine, mais les «termes très flatteurs», choisis par les Représentants du Peuple alors en mission à Brest, pour confier à J. Huguet *Le Jean Bart* paraissent avoir éveillé des jalousies et, peut-être, faut-il voir dans la formulation même de cet arrêté le prétexte qui appellera la destitution du capitaine du *Jean Bart*.

Un marin saisi par la politique

Jean Huguet à terre

L'embarquement sur *Le Jean Bart*, soit une durée de «deux mois et dix-sept jours», n'a laissé aucune trace ni sur les Etats des Services, ni sur les notes adjointes, ni dans la correspondance, du moins à ce que j'en connais à ce jour. L'arrêté de destitution, vraisemblablement établi à la date du 30 avril 1795, ne se trouve pas non plus dans les documents en notre possession.

Huguet était-il un «terroriste» ? Il a été réintégré dans la marine de l'Etat, à la date du 9 frimaire an IV (29 novembre 1795)⁹⁷. Truguet, vice-amiral est devenu ministre de la Marine, au début de novembre 1795. Il va exclure les incapables et les marins des clubs et rappeler au service les officiers généraux et supérieurs destitués parce que nobles, émigrés, suspects.

Qu'a fait le capitaine destitué pendant ces sept mois ? Reste-t-il à Brest⁹⁸ ? Cela semble probable, pour rester au

97. En dehors de mentions marginales sur les états de service, nous n'avons pas retrouvé non plus l'arrêté de réintégration.

98. Il a pu alors être le témoin de la nouvelle sortie de l'amiral Villaret. Le 23 prairial an III (11 juin 1795), l'armée navale quitte Brest, pour débloquent le contre-amiral Vence. Au retour, les deux escadres françaises se heurtent à la flotte de l'amiral anglais Bridfort, forte de 14 vaisseaux, dans les parages de l'île de Groix. Ce 5 messidor (23-06-1795), Villaret, mécontent du comportement de ses navires, donne l'ordre de faire retraite. Trois vaisseaux

95. L'amiral Villaret.

96. Nous avons pu avoir connaissance d'une des six copies. Archives privées.

contact des bureaux d'où est partie la destitution, et d'où peut ou doit arriver l'arrêté de réintégration.

A dater du 9 frimaire an IV (30 novembre 1795), Huguet se retrouve affecté à Rochefort dans «sa nouvelle activité de terre» jusqu'au 30 brumaire an IX (20 novembre 1800) «que j'ai cessé de faire partie des cadres»⁹⁹. Sur ces cinq années, Huguet, pour constituer le dossier destiné au Premier Consul, a obtenu de son chef à Rochefort, le Vice-Amiral Martin, le certificat suivant : «Le Vice-Amiral Martin, Préfet maritime du 5e arrondissement¹⁰⁰, certifie que le Citoyen Huguet, capitaine de vaisseau, a servi sous ses ordres pendant quatre ans qu'il a commandé les armes à Rochefort et qu'il n'a que les plus grands éloges de la conduite morale et politique de ce citoyen et qu'il a donné dans toutes les circonstances des preuves qu'il réunissait à la moralité la plus scrupuleuse les talents nécessaires à l'officier de son grade»¹⁰¹.

Ces cinq années sont une épreuve pour ce marin de corps et d'âme qu'est Jean Huguet. Louis Garneray, peintre de marine et mémorialiste, arrive à Rochefort, pour son premier embarquement comme mousse à bord d'une frégate que commande son cousin, vers 1796-97. Il prête au capitaine de frégate Beaulieu-Leloup la philosophie suivante : «il ne comprenait la vie que sur un pont de Navire, et il n'admettait les relâches dans un port ou à la côte que comme une de ces contrariétés et l'un de ces ennuis inhérents à l'existence humaine»¹⁰². Ainsi voyons-nous assez bien le capitaine Huguet.

Des contrariétés, il a dû en connaître de nombreuses. Et d'abord, celle d'être resté sans commandement. Quand on lui reproche d'être «demeuré aussi longtemps sans commander», Huguet répond «que vers la fin du Ministère du général Pléville de Peley¹⁰³, le vice-amiral Martin lui écrivit pour lui demander un commandement pour moi ;

que celui-ci répondit (on doit trouver la lettre au bureau des officiers) que, d'après les recommandations avantageuses du Général, il le pria de me proposer pour le premier commandement qui se présenterait à Rochefort ; qu'en conséquence le général Martin me donna le commandement de *La Médée* portant du canon de 12, mais que le Ministre ayant été changé, on mit en vigueur un règlement portant que les capitaines de vaisseau ne pouvaient commander des frégates au-dessous du calibre de 18, et je cessai de commander la frégate»¹⁰⁴.

A la date du 25 germinal an VI (15 avril 1798), la frégate *La Médée* dont le capitaine n'est pas encore connu va entrer en armement. Le 11 floréal (30 avril 1798), elle est en armement depuis quelques jours et n'a pas encore de capitaine nommé. «Cette frégate portant du 12, ne comportant un capitaine de vaisseau, je n'ai cru devoir vous proposer le citoyen Huguet, un des premiers capitaines de la 1ère classe dont vous m'aviez parlé dans votre lettre du 6 germinal»¹⁰⁵. Le 7 messidor (27 juin 1798), le commandant des armes écrit au ministre : «J'ai prévenu le capitaine de vaisseau Huguet des ordres que vous m'avez transmis par votre dépêche du 4 messidor. Cet officier est maintenant à Rochefort où il continuera ses services»¹⁰⁶.

Rochefort, carrefour des carrières, lieu de rencontres. Le contre-amiral Renaudin part pour Brest où il doit être employé dans l'armée navale. Le capitaine Antoine Canon — un autre du combat de Prairial, celui que le Représentant du Peuple appelait «bon et brave bougre» qui commandait «l'excellente corvette *La Gentille*» sur laquelle le Représentant se proposait de passer avec le général «s'il y avait une affaire» — Antoine Canon, le 19 pluviôse de l'an VII (8 février 1799), est «préoccupé» en sa qualité de «ci-devant commandant de la frégate *La Néréide*», cédée au commerce pour faire la course, capturée par la frégate anglaise *Phébé*, le 1er nivôse an VI (21 décembre 1798)¹⁰⁷.

Huguet n'obtient pas de commandement. L'explication qu'il en donne, c'est qu'«il n'y avait point de vaisseaux à Rochefort et très peu de frégates de 18 dont les capitaines étaient envoyés de Paris»¹⁰⁸. N'a-t-il pas, d'ailleurs «partagé ce désagrément avec presque tous les capitaines de vaisseau de Rochefort ?»

L'année 1799 s'achève sur une bonne nouvelle. Le 13 décembre est né ... à neuf heures du matin, chez son père, «François, fils de Jean-Baptiste¹⁰⁹ Huguet, capitaine de vaisseaux de la République et de Catherine Roche, son épouse, rue Poudiot, n° 9», déclaration en a été faite par le citoyen Gignac, officier de santé, même rue n° 16, qui a fait l'accouchement et présenté l'enfant, en l'absence du père, assisté de Guillaume Champer, libraire, place Saint-André n° 1, et de Jean Portes, marchand, rue Sainte-Hélène n° 9". Le certificat a été établi à «Bordeaux, le 22 frimaire de l'an VIII Républicain» par «Fourcade jeune, officier public»¹¹⁰.

La lutte contre les bureaux

Un an plus tard, une nouvelle organisation de la marine «ne laisse plus de place» pour le capitaine de vaisseau de 1ère classe Huguet, qui est admis à la réforme, à la date du 30 brumaire an IX (20 novembre 1800). Le capitaine ne se soumet pas : l'an IX sera la première de ses années de combat pour «obtenir son droit», lutte que Jean Huguet conduira jusqu'à l'ultime et décevante démarche, celle adressée à Son Altesse Royale le Duc d'Angoulême, Amiral de France.

Huguet va d'abord se battre pour être maintenu en activité. Si son premier objectif n'est pas atteint, si on veut absolument le réformer, il faut alors que les bureaux prennent en compte exact tous ses mérites et tous les services qu'il a rendus. Il quitte Rochefort et vient s'installer, près de Catherine, au n° 11 de la rue Poudiot, à Bordeaux. Pour défendre sa cause de vive voix, du moins auprès des chefs de bureau au ministère, il se rend à Paris, à plusieurs reprises : sa trace y est attestée en floréal et prairial de l'an IX, mais aussi en brumaire de l'an X, en ventôse de l'an XIII¹¹¹.

Pour les élections communales de l'an IX, on découvre pour la première fois sur la «liste des noms sortis des boîtes à scrutins destinés à recevoir les suffrages par les votants», concernant la commune de Tresses et la série n° 2, à la 37e place du classement par le nombre des suffrages reçus, le nom de Huguet avec 1 suffrage¹¹².

Le ministre, depuis novembre 1799 est un ingénieur de marine ; homme politique, arrêté sous la Terreur, il a mission de réorganiser les constructions et travaux maritimes, de mettre en place les préfectures et de corriger les travaux de la flottille de Boulogne. Huguet est à Paris pour le rencontrer. On autorise seulement le capitaine à déposer sa requête par écrit. Il constitue un dossier complet, à la date du 8 floréal an IX (20 avril 1801). «Je demande, général Consul,» écrit Huguet dans la conclusion de sa lettre, «que vous ordonniez que je reprenne mon rang dans la marine d'après l'organisation du 12 nivôse an II ; ou que vous m'accordiez ma retraite définitive, en me faisant compter la navigation faite dans la précédente guerre sur les bâtiments du commerce, armés en guerre, sur lesquels j'ai soutenu plusieurs combats glorieux et utiles»¹¹³.

Une variante de cette lettre a été lue et enregistrée par Forestier, chef de bureau au Ministère de la Marine et des Colonies, le 17 prairial an IX (6 juin 1801). La conclusion en est assez différente : «Je vous prie, Général Consul, de charger le Ministre de la Marine de vous faire un rapport sur mon affaire parce que certainement, ce Ministre, après avoir examiné la hardiesse et l'heureux succès de ces manœuvres¹¹⁴ qui n'avaient point encore été exécutées avant moi et ne voulant pas faire perdre à un officier qui a bien servi et qui, malgré les douleurs que lui causent ses blessures, peut bien servir encore un Etat qui lui est devenu indispensable, vous proposera de me faire reprendre mon rang et mon activité dans la Marine».

L'enquête est confiée par le ministre aux amiraux Rosily et Thévenard¹¹⁵. Leurs conclusions : a) retraite accordée pour blessures ou infirmités résultantes de la guerre ou des fatigues du service maritime (art. 20 - titre 3 - Arrêté du 7 brumaire an IX). Tel semble être, au premier abord, le cas

français sont capturés, *L'Alexandre*, endommagé par un coup de vent, le *Formidable* en feu (capitaine Durand-Linois) et *Le Tigre* (capitaine Jacques Bedout). La flotte française se réfugie dans le port de Lorient. Villaret ne pourra pas s'opposer aux débarquements des émigrés à Camac et à Quiberon. Cf en particulier, *Brest, un port en révolution*, p. 259 et ss.

99. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Pétition au Premier Consul.

100. Les préfectures maritimes, créées par Bonaparte, correspondent pour la marine aux préfectures qu'il institue sur tout le territoire. L'ordonnance de 1776, encore en vigueur, partageait jusqu'alors l'autorité dans les ports entre un civil, l'intendant, et un amiral, le commandant de la marine. A Rochefort, le vice-amiral Martin, déjà «commandant des armes» devient préfet maritime.

101. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Notes insérées.

102. Louis Garneray, *Voyages, aventures et combats*, Editions Balzac, Paris 1944, pp. 1 et 2. Louis Garneray a, en particulier, peint le «Combat du *Vengeur du Peuple*».

103. En juillet 1797, Truguet est remplacé par Pléville le Pelley. Un amiral de 45 ans laisse la place à un capitaine de vaisseau de 71 ans qui, dès son arrivée au ministère, se nomme contre-amiral.

104. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Notes insérées.

105. Registre de correspondance du commandement des armes, S.H.M. Rochefort, cote 1A 126.

106. *Ibid.*

107. S.H.M. Rochefort, cote 1A 126 (n° 992).

108. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Notes insérées.

109. A notre connaissance, c'est la première mention officielle de ce prénom pour le capitaine Huguet.

110. A.M. Bordeaux, 1E 25, acte n° 217.

111. Ce 17 ventôse de l'an XIII, il donne comme adresse provisoire : PARIS, rue Villedot, n° 1, in *S.H.M. Paris*, dossier Huguet.

112. A.D. Gironde, 3M 456 «Tresses».

113. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Au Premier Consul, 8 floréal an IX.

114. Huguet a rappelé au début ses «neuf combats dont trois en bataille rangée», il a insisté sur le 13 prairial, la sortie du *Scipion* et le sauvetage ultérieur de «856 marins français». Il a rappelé qu'il «étudie depuis vingt-sept ans la théorie et la pratique du métier de la mer». S.H.M. Paris, dossier Huguet. Au Premier Consul, Forestier 17 prairial.

115. Le vice-amiral Thévenard a été ministre de la Marine de mai à septembre 1791. A l'époque du rapport, il est à Toulon, commandant des armes, puis préfet maritime. Arrêté à 2 reprises pendant la Terreur, il a été réintégré après Thermidor. L'amiral Rosily-Meros n'a jamais commandé une force navale, directeur de dépôt des cartes et des plans, il est voué à des travaux d'hydrographie.

de Huguet ; b) ce même article stipulant que, pour obtenir la retraite, il faut que ces blessures «rendent le réclamant hors d'état de continuer son service» et, le «citoyen Huguet ayant continué son service pendant quinze ans sur onze différents bâtiments du commerce», cet officier ne peut «jouir du traitement de retraite» ; il «n'est susceptible que de la réforme de 1500 francs»¹¹⁶.

Le 26 thermidor an IX (14 août 1801), nouvel assaut de Huguet. La lettre qu'il écrit de Paris au ministre est soutenue par «l'Etat des Services», à l'en-tête «du port de Rochefort», avec des observations signées : «Huguet, Paris, le 9 thermidor an IX» ; le dossier étant complété par un «Extrait des notes insérées», sorte de florilège des certificats délivrés au citoyen Huguet, dont il certifie lui-même la «copie conforme».

La réclamation, cette fois, porte sur le paiement des mois de vendémiaire et brumaire de l'an IX. J'étais en «service d'activité à Rochefort jusqu'au 30 brumaire an IX», vous m'avez «fait payer sur le pied de 4000 francs par an». Mais une nouvelle loi ne peut être exécutée qu'après sa promulgation, l'ancienne ayant toute sa force jusqu'à ce moment, les dits deux mois ... doivent m'être payés à raison de 6000 francs par an, comme capitaine de 1ère classe» ... «vous avez si bien reconnu ce principe, citoyen ministre, que vous avez fait payer les deux mois et demi d'activité aux capitaines Louit, Benoît, etc (...) Je demande à être traité comme eux»¹¹⁷. Le ton, soudain, a changé.

Le 5 brumaire an X (26 octobre 1801), une très longue lettre au Général Decrès, nouveau ministre¹¹⁸. Objet : «Demande d'un brevet de retraite». Énumération des titres que le réclamant «ne comptera point» parmi ceux qu'il a pour obtenir un tel brevet. Et la précision : un «seul de ses combats suffirait pour honorer chacun de ceux qui i ont pris part». Suit un paragraphe sur les «officiers des corsaires» qui «justiciables des mêmes tribunaux militaires (...) défendant l'honneur du même pavillon que les officiers de vaisseau» devraient, au moins lorsqu'ils sont blessés dans les combats, jouir des mêmes avantages ; tel était l'esprit de l'ancienne loi qui n'a pas été abrogée.

Surprenante déclaration : Huguet s'assimilant à un officier de corsaire, donc appartenant dès l'époque de *La Rose Elisabeth* au corps des officiers de vaisseau, donc en droit «pour la perte de mon bras (...) d'obtenir le bénéfice de la

déclaration du Roi du 15 May 1756 (...) article 12». Huguet, juriste, souligne que, si on abrogeait ce texte, il ne pourrait lui être appliqué à lui, Huguet, un «quelconque effet rétroactif». Suit l'énumération des armes d'honneur, des décorations ou des pensions accordées à des corsaires par les rois Louis XV et Louis XVI. Et Huguet — persifleur ? — de conseiller au citoyen Ministre de proposer au Premier Consul «de ne pas être moins sensible au sort des malheureux mutilés dans les combats que ne le furent (ces) princes». Puis Huguet de montrer que son cas «est bien plus favorable».

La Rose Elisabeth, bâtiment armé de 12 canons, attaqué le 25 avril 1779 par un bâtiment de guerre anglais de 18 canons que «notre défense vigoureuse força à nous abandonner, ce qui nous permit de délivrer dans les magasins du roi les munitions dont le navire était chargé¹¹⁹ (...) Si je ne m'étais pas battu, citoyen Ministre, ces provisions, au lieu d'avoir été remises dans les magasins du Roi au Cap, pour nourrir les forces françaises, eussent été versées dans les magasins du Roi d'Angleterre à La Jamaïque, pour nourrir des forces Anglaises ; mais, dans ce dernier cas, mon bras droit me resterait». Et, pour la première fois, Huguet évoque les conséquences de cette mutilation : «Je ne souffrirais pas encore des douleurs si aiguës ; je n'aurais pas un indispensable besoin d'un traitement de réforme».

«Ce combat a été directement utile à l'Etat». Huguet a «versé son sang pour défendre et sauver des propriétés nationales» et perdu son bras droit «en rendant un service public». Et de conclure, «à ce qu'il vous plaise (...) de décider que la campagne du bâtiment *La Rose Elisabeth* (...) me soit comptée comme si je l'eusse faite sur un bâtiment de l'Etat et que ma retraite soit incessamment fixée en conséquence».

Un nouveau rapport au Ministre est rédigé, le 17 brumaire an X (8 novembre 1801), par le Bureau des Pensions de la Marine. Le rédacteur rappelle toutes les démarches déjà entreprises par le citoyen Huguet, toutes les enquêtes déjà diligentées, tous les avis des commissions naguère consultées. On a déjà établi que «les services pour l'Etat» du citoyen réclamant «ne s'élevant qu'à 7 ans 13 jours, il ne pouvait prétendre qu'au traitement de réforme». On souligne que «puisque qu'il avait été admis au service lorsqu'il se trouvait privé d'un membre (...) cette circonstance ne pouvait être prise en considération pour la

fixation de la récompense» ; que la pension qui pouvait lui être due pour cet événement ne pourrait être attribuée au grade de capitaine de vaisseau (...) puisqu'à cette époque il n'avait point de grade dans la marine» ; «que, s'il l'eût obtenue dans le temps, elle aurait été supprimée lorsqu'il a été appelé au service de l'Etat» : point de cumul, pension et traitement d'activité ; «on persiste donc à penser que le capitaine Huguet ne peut prétendre qu'au traitement de réforme» ; «si le ministre adopte cet avis cet officier sera compris dans le premier Etat de propositions et il lui en sera donné avis par le projet de lettre ci-joint». Le Ministre approuve et signe¹²⁰.

Le Premier Consul a été informé, par un rapport détaillé, établi par le bureau des officiers militaires. Ce document porte d'abord la date du 29 thermidor an IX (17 avril 1801), puis, en surcharge, celle du 29 vendémiaire an X (21 octobre 1801). On trouve dans ce texte l'appostille de Villaret déjà citée, qui concluait «il faudrait lui donner sa retraite». Bonaparte a émarginé ce rapport le 23 vendémiaire an X (15 octobre 1801), l'a renvoyé au Ministre de la Marine «pour me faire connaître son opinion sur cet officier» et l'a signé. En marge, on lit : «lui donner la retraite, décision du Premier Consul du 29 vendémiaire» (21 octobre 1801) et, plus bas, «ecri le 6 brumaire (27 octobre 1801) au C. Huguet».

L'arrêté du 4 février 1802 établit le traitement de réforme à la somme de 1200 francs. Il n'a été pris en compte que 7 années et 13 jours de services effectifs, mais on fait apparaître pour mémoire les années (environ douze et demie) passées sur «vaisseaux de l'Etat, au commerce et en course».

Huguet n'est pas satisfait. Il renouvelle auprès du ministre sa demande de réintégration, le 27 nivôse an XIII (17 janvier 1805). Les bureaux font rapport au ministre et joignent le dossier constitué en l'an X. Le rédacteur signale que Huguet se réclame d'une promesse du ministre qui aurait exprimé à Huguet son intention «de se faire rendre compte de ses services». Cet officier jouirait de plus «d'une bienveillance particulière de l'amiral Ganteaume». On ne saurait taire «qu'il a montré expérience et courage dans plusieurs occasions importantes». Ainsi, au combat de Prairial et le certificat de l'amiral Ganteaume précisément

l'atteste. Cependant «la conduite politique de cet officier n'est pas sans reproche». Sous ce rapport, le ministre Decrès écrit : «Je rendrai compte à S.M.¹²¹ lorsqu'il y aura un travail à ce sujet»¹²².

Huguet n'attend pas. Nouveau voyage à Paris. Nouvelle lettre au Ministre, le 17 ventôse an XIII¹²³. Il est descendu cette fois au 14 de la rue Villedot. Cette lettre est une liste de rappels : «*La Rose Elisabeth*» et ses quatre combats, le bras droit perdu, l'article 12 de la Déclaration du Roi de May 1756, etc. Avec des éclats, des majuscules : «quand mon bâtiment n'eût été qu'un corsaire, CETTE LOI ME CLASSE et ME COMPRENT parmi les SERVITEUR de l'ETAT» ; «J'ai versé mon sang en Défendant des propriétés nationales et avec SUCES». «Les articles 22, 23 et 29 de l'arrêté des Consuls» lui sont applicables et l'Empereur lui-même n'a-t-il pas jugé pour «action d'éclat» le service de Huguet commandant *Le Scipion* «avec gloire et dignité».

Suivent quelques rappels techniques : «la solde de retraite pour cause de blessures ... est celle attachées au grade (...) de l'individu qui se retire (...) or, c'est en l'an IX que j'ai été obligé de me retirer¹²⁴. J'étais capitaine de vaisseau» ; «si les blessures (...) sont telles qu'elles otent l'usage absolu d'un membre sans espoir de guérison, elles donneront lieu à la solde de retraite, fixée dans le tableau pour la perte d'un membre. or le mien ne repoussera pas»¹²⁵ ; pour les infirmités résultant de blessures, le minimum fixé «est augmenté d'un vingtième pour chaque année de service».

Dernière recommandation au Ministre : «On doit toujours interpréter la loi dans le sens le plus favorable, c'est-à-dire pour ... la bienfaisance lorsqu'il s'agit de récompenser, et certes Monseigneur ce principe est le vôtre». La formule «très humble et très obéissant serviteur» est tout à fait nouvelle chez Huguet de même que l'adjonction d'un «P.S.» — qu'il traduit : «Par supplément» — : «Il est bien incontestable que Je ne puis me passer d'un domestique dont les gages et la nourriture doivent me manger au moins les deux tiers de mes douze cent francs».

Un décret est pris, le 22 ventôse an XIII (13 mars 1805) qui accorde au capitaine Huguet Jean «une demi-solde, soit 408 francs sur la «Caisse des Invalides pour perte d'un bras sur un corsaire dans la guerre de 1778»¹²⁶. Dès lors, Jean Huguet peut prétendre percevoir un traitement de réforme

120. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Rapport, 17 brumaire an X.

121. Napoléon Bonaparte a été proclamé Empereur le 28 floréal an XII (18 mai 1804).

122. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Rapport du 27 nivôse an XIII.

123. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Lettre au ministre, 17 ventôse an XIII (8 mars 1805).

124. Une certaine amertume transparaît dans cette formule.

125. Amertume encore, et persiflage dans cette phrase.

126. Cet arrêté est décrit dans l'ordonnance du 31 décembre 1817, S.H.M. Paris, dossier Huguet. Les ordonnateurs ou les comptables ont-ils calculé autrement que selon les indications de Huguet qui donneraient, sur une base de 1200, 448 francs. Y a-t-il erreur de transcription ?

116. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Rapport au ministre, 22 messidor an IX.

117. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Lettre au ministre, 26 thermidor an IX.

118. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Lettre à Decrès. Depuis le 2 octobre 1801, l'amiral Decrès est devenu ministre de la Marine. Il le restera jusqu'en 1814.

119. Huguet a déposé au bureau des pensions le connaissance de *La Rose Elisabeth*, déchargé par le garde-magasin, visé par le commissaire, le contrôleur et l'intendant à Saint-Domingue.

qui s'élève à $1200 + 408 = 1608$ francs. Provisoirement, Jean Huguet n'écrit plus, ne réclame plus. Il attend son heure, mais sa soif d'action s'exprime sur cette voie politique sur laquelle on l'a déjà repéré, à l'occasion des élections communales de l'an IX.

La mairie de Tresses

Jean-Baptiste Huguet a, dès 1813, rempli les fonctions d'officier de l'état civil à Tresses ; il signe encore le même registre, ès qualité, le 13 décembre 1816¹²⁷.

Dans les communes de moins de 5 000 habitants, il y a eu en 1803, renouvellement de la moitié des conseils municipaux. Les maires et adjoints, nommés en 1800 pour 3 ans, sont maintenus ou remplacés autoritairement ; leur nouveau mandat est prévu pour 5 ans, le premier renouvellement pour 1808¹²⁸. Les élections municipales de mai 1815 confirment les maires installés en 1814¹²⁹ ; le renouvellement prévu pour 1818 est, par ordonnance du 13 janvier 1816, «décidé pour l'immédiat».

Le citoyen Bodet Aubin, 40 ans, célibataire, agriculteur, est maire de Tresses depuis le 9 vendémiaire an XIV (30 septembre 1805)¹³⁰. Les premières traces postérieures sont datées du 5 novembre 1815 ; à cette date, le maire de Tresses, c'est Huguet : il propose, «pour remplir une place de conseiller municipal, M. Jean Izaac Balguerier, négociant très avantageusement connu», habitant Bordeaux ; «car je suis assez heureux», poursuit Huguet, maire de Tresses, «pour n'avoir aucun changement à vous proposer, le conseil de ma commune étant composé des plus honnêtes gens et des mieux intentionnés»¹³¹. On retrouve ici la tendance, déjà remarquée chez J.-B. Huguet, à se mettre au premier plan, à servir d'écran entre l'autorité supérieure et ses subordonnés.

Le maire de Tresses installe son adjoint le 17 janvier 1816, aux termes de l'arrêté de M. le Préfet de la Gironde, en date du 8 de ce mois, transmis par M. le Sous-Préfet de Bordeaux,

par sa lettre du 10 : Jean-Baptiste Huguet «en notre qualité de Maire de ladite commune (...) procède de suite à l'installation du sieur Bodet Aubin, propriétaire» et lui fait «prêter le serment exigé par les lois» : fidélité au Roi, obéissance aux lois du Royaume et à la Charte Constitutionnelle et se comporter «en bon et loyal adjoint au maire»¹³².

On trouve un second procès-verbal d'installation du même M. Bodet, en qualité d'adjoint au maire de Tresses ; le maire signe cette fois «Gme Meinier», c'est le 6 janvier 1817¹³³. M. Bodet démissionne, le 22 mars 1822 ; il déclare ne pouvoir «vaquer aux fonctions d'adjoint sans nuire à (son) état et aux intérêts des habitants de (ma) commune»¹³⁴.

Jean-Baptiste Huguet a-t-il démissionné en 1816 ? Ou n'a-t-il pas été reconduit dans ses fonctions ?

Il ne reste à étudier qu'une pièce du dossier : la pétition adressée par «Huguet, ancien capitaine de vaisseau, arrondissement de Bordeaux - mon adresse rue Poudiot»¹³⁵ à «Son Altesse ROYALE, Monseigneur Duc d'Angoulême, Amiral de France». Cette lettre sollicite l'attribution de «la croix de Saint Louis» et la nomination comme «inspecteur des classes à Bordeaux»¹³⁶.

Elle débute par un résumé de la carrière navale de l'impétrant. La première phrase éclate comme un défi. «Je perdis mon bras Droit en combattant (...) pour le compte du Roi»¹³⁷. Huguet évoque son attitude au combat — «Si je ne m'étais battu (...) j'empêchai l'ennemi de prendre (...) je lui en fis rendre» —, rappelle «ses commandements de vaisseaux de Guerre» qu'il assura «avec Beaucoup d'honneur pour moi et beaucoup d'utilité pour l'Etat», sans citer aucun nom de navire, sans se recommander d'aucun amiral : «les détails de mes combats sont au Bureau des Pensions du Ministère de la Marine, il me reste encore quelques certificats que Je montrerai Si Besoin est».

Nouveauté : cette supplique contient un assez long développement politique, avec une affirmation forte dès le début : «Je cessai de servir dès que le général Bonnaparte se fut fait Premier Consul». Il y a concordance approximative des dates, mais il faut à Huguet beaucoup d'astuce rhétorique pour écrire «Je cessai de servir», sans que cette affirmation catégorique appelle démenti ou observations.

Huguet, dans cette profession de foi, évoque sa qualité de maire de Tresses «depuis huit ans», ce qui indiquerait qu'il était maire en 1813¹³⁸. Et le discours politique de se poursuivre par une déclaration martiale qui rappelle l'officier supérieur : «Je maintiens tous les habitants de ma commune dans la fidélité la plus parfaite au service du roi». Tout cela peut paraître trop assuré, Huguet l'a senti et écrit : «Pendant la dernière absence de sa Majesté¹³⁹ Je n'ai prêté, ni fait prêter aucun serment à Napoléon Bonnaparte. Je ne lui ai payé, ni fait payer aucun impôt, Je ne lui ai donné, ni fait donner aucun soldat, ni moi, ni aucun fonctionnaire sous mes ordres, ni aucun de mes administrés n'avons accepté sa constitution».

Voici venir le cœur du placet : «Tel est mon prince le précis des titres que je mets aux piés de Votre Altesse Royale pour intéresser Sa bonté en ma faveur»¹⁴⁰ et de supplier de le «faire nommer inspecteur ou chef des classes à Bordeaux et chevalier de Saint Louis». Une longue formule de politesse clôt la supplique : «Je suis avec le plus Profond respect et le plus entier dévouement Mon PRINCE de VOTRE ALTESSE ROYALE le très humble et très obéissant serviteur».

Huguet ne paraît pas avoir été nommé «inspecteur ou chef des classes à Bordeaux» et non plus promu «chevalier de Saint-Louis». Un écho cependant à cette supplique que l'Amiral de France avait annotée : «Me faire connaître la

position dans la quelle (on) classe cet officier». Une ordonnance est prise le 31 décembre 1817 aux termes de laquelle «M. Huguet (Jean) capitaine de vaisseau (...) admis à la retraite en exécution des dispositions de l'ordonnance du Roi du 12 février 1817, à dater du 1er janvier précédent, né à Coutras le 16 novembre 1756, résidant à Bordeaux (avec une) solde de 1608 francs, — fixée, conformément à l'art. 2 de l'ordonnance du Roi du 18 février 1817, en raison de l'âge de cet officier au montant du traitement de réforme de 1200 francs — au montant du dit traitement de réforme doit être ajoutée la demi-solde de 408 francs, accordée à cet officier pour perte d'un bras (13 mars 1805), pension (...) maintenue par la Charte; et devant conformément à l'ordonnance du 20 juin 1817, être fondue avec celle que les nouveaux services pour l'Etat lui ont méritée».

Il semble que cette confirmation par le Roi du montant du traitement obtenu de l'Empereur ait sonné la retraite, au terme de ce long combat mené par Huguet, soit pour être maintenu en activité, soit pour obtenir un brevet de retraite qui rende compte de ses mérites et de ses services. Le voici retraité, titulaire d'un brevet de retraite. Il n'est plus maire de Tresses. Il reste à Huguet neuf années à vivre.

On peut imaginer que, habitant à Bordeaux, il a rencontré d'autres officiers retraités de la marine. Parmi ceux-là, il a dû reconnaître le capitaine Antoine Canon et faire la connaissance du capitaine de frégate Jacques Grammont, chevalier. Ce sont précisément ces deux officiers qui déclarent, au bureau de l'état-civil de Bordeaux, le décès de Jean Huguet, capitaine de vaisseau en retraite, à l'âge de 69 ans, époux de dame Catherine Roche (...) décédé ce matin du 27 janvier 1826, à 8 heures, rue Poudiot, n° 11¹⁴¹.

127. A.M. Tresses. Registre des naissances. Du 13 mars 1813 et du 13 décembre 1816, le maire Huguet.

128. Jocelyne George, *Histoire des maires de 1789 à 1939*, Plon 1989.

129. Le décret du 20 avril 1815 a, pour les communes de moins de 5000 habitants, fixé que maire et conseillers seraient élus au suffrage censitaire à faible taux.

130. A.D. Gironde, 3M 456. Certificat du maire (02 juin 1807).

131. A.D. Gironde, 3M 198.

132. A.D. Gironde, 3M 498, 17 janvier 1816.

133. *Ibid.*, 6 janvier 1817.

134. *Ibid.*, 22 mars 1822.

135. A noter que l'adresse donnée par Huguet n'est pas celle du domicile de Tresses.

136. S.H.M. Paris, dossier Huguet, lettre à S.A.R. le Duc d'Angoulême. s.d.

137. Huguet avait oublié d'indiquer la date de cette mutilation, il la glisse dans l'espace blanc qu'avait laissé libre le sommet décalé du premier paragraphe. On peut lire, indifféremment : «le 25 avril 1779. Je perdis mon bras Droit en combattant» ou «Je perdis mon bras Droit le 25 avril 1779 en combattant».

138. Cette lettre n'est pas datée. Néanmoins, d'une part, on croit savoir que l'activité de maire de Huguet s'est arrêtée en décembre 1816 ; d'autre part, la Seconde Restauration est intervenue après Waterloo, le 18 juin 1815. La lettre est nécessairement postérieure à cette date.

139. Formule d'une étonnante délicatesse pour désigner les Cent Jours !

140. Nouveauté dans le registre épistolaire de Huguet que cette volonté courtisane et ce désir un peu maladroit de respecter l'exactitude des titres. Dans cette même perspective, apprécions la formule de politesse qui conclut la lettre ! C'est la seconde fois, après la lettre à Decrès du 17 ventôse an XIII, que nous rencontrons au-dessus de la signature de Huguet des formules aussi déférentes. Elles découlent de la diffusion par différents almanachs des formules à choisir en fonction du destinataire d'une lettre. Le marin est devenu homme du monde !

141. S.H.M. Paris, dossier Huguet. Acte de décès de Huguet.

La naissance du style néo-médiéval à Bordeaux ou le Moyen Age en milieu classique

par Robert Coustet¹

Dans le paysage urbain Français Bordeaux apparaît comme la « cité classique » par excellence². Dans ces conditions, il est particulièrement intéressant de suivre le processus qui a permis au style néo-médiéval, dont le développement constitue l'un des phénomènes majeurs de l'architecture du XIXe siècle, de se faire une place dans un contexte *a priori* assez peu favorable. Car le fait est que Bordeaux, non seulement n'a pas ignoré la renaissance des styles médiévaux mais y a participé relativement tôt.

Le témoignage de l'intérêt précoce des Bordelais pour leur patrimoine médiéval est apporté par le comte de Montalembert dans son retentissant article « Du Vandalisme » publié dans la *Revue des Deux-Mondes*, en 1833. Dans un tableau de la France méridionale qu'il juge désastreux, il fait exception pour Bordeaux qui *tout industrielle et commerçante qu'elle est, offre mille fois plus de consolations et d'espérance à l'ami de l'ancienne architecture* que sa voisine Toulouse, par exemple, dont le patrimoine médiéval est pourtant bien supérieur en qualité historique et artistique. Certes Montalembert déplore à Bordeaux des exemples de dévastations et de maladresses mais elles sont contrebalancées par *des travaux qui méritent vraiment le nom de restauration et par un esprit de conservation qui fait le plus honneur à ses habitants et à ses architectes*³. Parmi les exemples choisis pour appuyer son jugement, il signale les travaux de Combes à la cathédrale Saint-André *peut-être la première en France à*

recevoir l'empreinte d'une pensée régénératrice et surtout, ceux de Poitevin. Ce dernier qui fut élève de Percier, a construit à la cathédrale une sacristie *aussi remarquable à l'extérieur qu'à l'intérieur par la parfaite conformité du style et des ornements avec le style et les ornements de l'édifice primitif*⁴. A Saint-Seurin, Montalembert remarque une façade moderne, également due à Poitevin, qui en dépit de graves défauts, a été conçue *de manière à se rapporter au caractère général de l'édifice*⁵. Même approbation pour les aménagements effectués, toujours sur les dessins du même architecte, pour les églises Saint-Eloi et Sainte-Eulalie. Au total, Montalembert conclut que *Bordeaux est une ville qui procure une véritable satisfaction aux défenseurs de l'art antique... Malgré plusieurs exemples de vandalisme... il est impossible de ne pas reconnaître chez les architectes de cette ville une tentative de reconstruction et de régénération gothique, tentative accompagnée de tâtonnements et d'erreurs... mais digne de toute notre sympathie, de tous nos éloges, d'autant plus qu'ils persévèrent silencieusement et obscurément depuis plus de vingt ans*⁶.

Le contexte politique a contribué à favoriser tout ce qui rappelait le passé national et local. La politique économique de Napoléon ayant ruiné le commerce bordelais, la population, aussi bien le petit peuple que les négociants, se tourna avec nostalgie vers les années bénies de l'Ancien Régime. En 1814, Bordeaux fut la première ville de France

1. Maître de conférences, Université de Bordeaux III.

2. L'expression s'est imposée à la suite de la publication de l'ouvrage de P. Courteault, *Bordeaux cité classique*, Paris 1932. Sur la continuité du goût classique, cf. R. Coustet, « Bordeaux ou l'originalité d'une tradition » dans *Archives d'Architecture Moderne*, n° 27, 1984.

3. Cte de Montalembert, « Du Vandalisme en France » dans *Revue des Deux-Mondes*, 1833, p. 513.

4. *Id.*, p. 514.

5. *Ibid.*

6. *Id.*, p. 520.

à se rallier aux Bourbons. De nombreuses faveurs (dont la plus symbolique fut le titre de duc de Bordeaux créé pour l'héritier de la dynastie) récompensèrent cette fidélité et entretenrent un climat de ferveur monarchique, avec toutes les habituelles et mythiques implications médiévales. Le culte d'Henri IV dont on sait quelle fut l'importance dans la sensibilité royaliste, s'était développé, d'ailleurs, avant même la Révolution. On en trouve un curieux témoignage dans la décoration intérieure d'une chartreuse de la proche banlieue bordelaise (vers 1785). Dans l'un des salons, une suite de peintures consacrées à la gloire de Louis XVI intègre une toile représentant *Henri IV et Sully* : le bon roi empanaché et son fidèle ministre se rencontrent dans une très anachronique galerie versaillaise...⁷. A la veille de la Terreur, l'avocat général Saige commanda à Pierre Lacour, pour décorer son hôtel particulier une série de peintures parmi lesquelles devaient figurer *La conversion d'Henri IV* (1793)⁸.

Très tôt, aussi, le particularisme bordelais s'exprima par le désir de perpétuer la mémoire des événements spécifiques et pittoresques de l'histoire locale. Ainsi, en 1772, l'Académie de Bordeaux ayant élu Pierre Lacour, lui commanda un morceau de réception et lui proposa le choix entre les deux sujets suivants :

1° *Priam demandant à Achille de lui rendre le corps de son fils Hector...*

2° *Les démêlés du Cardinal de Sourdis archevêque de Bordx avec le duc d'Epéron gouverneur de Guienne au moment où celui-ci leva la main sur le cardinal*⁹.

Le peintre choisit le thème antique mais l'alternative n'était pas moins révélatrice. Les saints de l'église bordelaise qui en disent l'antiquité sont également célébrés : Pierre Lacour consacre deux toiles à la vie de saint Paulin¹⁰ ; Maggesi sculpte pour la nouvelle façade de la basilique Saint-Seurin un bas relief et deux statues à la mémoire de saint Amand et saint Seurin¹¹.

La vigueur de ce patriotisme local explique l'entretien et la préservation de quelques monuments médiévaux particu-

lièrement pittoresques. Ainsi, le vieux beffroi dit «la Grosse Cloche», symbole des libertés municipales, fut continuellement restauré tout au long du XVIIe siècle. La porte Cailhau qui défendait les remparts au bord de la Garonne fut conservée dans le plan d'aménagement des quais et englobée dans la façade uniforme.

Les vestiges du Moyen Age, les églises en particulier, ont pour première vertu de rappeler la grandeur des ancêtres et, ce faisant, de nourrir l'amour de la terre natale. A titre d'exemple, Antoine Gautier, qui fut maire de Bordeaux et dont la mentalité est très représentative de celle de la classe moyenne sous la Monarchie de juillet, ne cesse de s'émerveiller de la science des bâtisseurs gothiques : *La vue des monuments gothiques me réjouit. Ils m'ennoblissent à mes propres yeux mêmes, et je m'enorgueillis d'appartenir à une race d'hommes qui a pu élever de pareils monuments...* (1833) et encore *nos pères écrivaient l'histoire en pierres, en monuments... les vieilles pages que nos pères ont jetées cà et là frappent les yeux de tous et cette écriture vaut bien la nôtre* (1837)¹². L'érudit Léonce de Lamothe vante «*L'imagination sans frein de nos aïeux*» dans la cathédrale (1843)¹³, et l'architecte Gabriel Joseph Durand explique que l'on ne peut laisser tomber en ruines l'église Sainte-Croix parce qu'il est nécessaire de transmettre aux générations futures ces témoignages de la grandeur de nos aïeux (1844)¹⁴.

La même curiosité, la même fierté expliquent le succès des nombreuses publications qui se proposent de présenter les aspects «particularistes» de la ville et de sa province. Le développement des ateliers lithographiques donne aux artistes bordelais le moyen de suivre l'initiative du baron Taylor. Le premier volume de ses *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France* sort en 1820 ; dès 1823, à Bordeaux, Gustave de Galard lance un *Album bordelais* dans lequel, à côté de portraits, de types populaires et de scènes pittoresques, il fait place à plusieurs vues de forteresses en ruines et de châteaux médiévaux. En 1829, son *Album départemental* fait un sort particulier aux vieilles

églises¹⁵. D'autres auteurs exploiteront le filon et lanceront sur le marché le *Musée d'Aquitaine* (1823) *La Guienne historique et monumentale* (1842-1844), le *Choix des types les plus remarquables du moyen âge dans le département de la Gironde* (1846). Avec ce dernier ouvrage, signé Léo Drouyn, commence la carrière exemplaire de cet artiste-archéologue qui culminera, en 1865, avec la publication de l'admirable *Guienne militaire*¹⁶. La passion des vieux châteaux et des vieilles églises est telle qu'on les représente jusque sur la vaisselle qui sort des fours de la fabrique de David Johnston¹⁷.

Ainsi, dès l'Empire et pendant toute la première moitié du XIXe siècle, la mentalité bordelaise se nourrit de sa nostalgie monarchique, se tourne vers «le bon vieux temps»¹⁸ à la recherche de son identité provinciale dont les châteaux forts et les vieilles églises apparaissent comme la manifestation la plus évidente. Alors que le style classique issu de l'Antiquité est international, les styles médiévaux qui se sont développés, pense-t-on, dans le cadre des anciennes provinces, appartiennent en propre au terroir local¹⁹.

La vie littéraire et scientifique a grandement contribué à entretenir dans les élites des fantasmes moyenâgeux. Edmond Géraud, figure majeure de la poésie bordelaise, monarchiste ami de Maine de Biran et de Vigny, était littéralement fou de Moyen Age. *Le bon vieux temps a toujours eu pour moi, écrivait-il, un attrait inexorable. Les mœurs du XVème siècle, ce mélange de galanterie, d'héroïsme et de superstition, le sombre que jette sur la scène ces cloîtres, ces châteaux, ateliers de crimes et de fanatisme, voilà ce que j'ambitionne de retracer. Il n'y a pas jusqu'à l'architecture de ces temps-là, il n'y a pas jusqu'aux costumes, jusqu'à l'idiome, dont je ne raffole*²⁰. Il fut l'éditeur d'une revue, *La Ruche d'Aquitaine* (1817-1819) dans laquelle il fit connaître à ses compatriotes, soit dans le texte original soit en traduction, les poètes romantiques

anglais et allemands. Autour de lui, de nombreux amis, «les troubadours d'Aquitaine» rimaient à qui mieux mieux rondeaux, ballades et romances... Au théâtre, le répertoire classique était boudé et, en 1818, une représentation d'*Andromaque* provoqua des rires. Au contraire le public bordelais fit un franc succès aux drames de Shakespeare joués en anglais (1828) puis à *Henri III et sa cour* (1829) d'Alexandre Dumas ; en revanche dérouter par la versification de Victor Hugo, il siffla *Hernani* (1830)²¹. A l'opéra, le répertoire transportait les spectateurs dans un Moyen Age romanesque autant que fantaisiste²². Les ateliers de décors du Grand-Théâtre étaient placés sous la direction du chef machiniste Jean-Bernard Dauzats dont le fils, Adrien, faisait à Paris une brillante carrière de peintre²³. Adrien adressait à son père de longues lettres, enrichies de croquis, dans lesquelles il décrivait les mises en scènes parisiennes. Ainsi, les décors bordelais n'étaient guère différents de ceux de la capitale. A titre d'exemple, voici les notes qui décrivent un décor de *Robin des bois* (version française du *Freischütz*, 1825), acte 2, scène IV : *L'aspect de ce lieu est triste et sauvage. Dans le fond des rochers au milieu desquels roule un torrent que l'on traverse sur un tronc d'arbre ; à gauche des ruines d'un édifice gothique ; au 2ème plan dans une ogive et sur un piédestal, une statue de grandeur naturelle ; il fait clair de lune*²⁴.

L'engouement pour l'histoire et l'archéologie régionales suscite une foule d'études plus ou moins érudites ou fantaisistes. Beaucoup d'architectes se laissent gagner par ce virus comme le montre le cas de Gabriel-Joseph Durand²⁵. Fils d'un collaborateur de Victor Louis, formé dans l'administration des Anciens, il se passionne pour l'architecture médiévale, religieuse ou militaire, sur laquelle il publie plusieurs notices qui, à ses yeux, constituent des *éléments naturels et nécessaires d'une histoire générale (de l'architecture)*²⁶. Si dans ses propres constructions il reste

15. Cf. R. Coustet, «Gustave de Galard» dans *Revue Historique de Bordeaux*, 1960, n° 1.

16. Cf. Catalogue de Léo Drouyn, Archives municipales, Bordeaux, 1973.

17. Plusieurs exemples, tous antérieurs à 1845, dans catalogue David Johnston, Musée des Beaux-Arts, Bordeaux, 1969 et catalogue Céramique bordelaise du XIXème siècle, Musée des Arts Décoratifs, Bordeaux, 1975.

18. Fr. Pupil, *Le style troubadour*, Nancy, 1985. L'auteur démontre la force d'un courant nostalgique qui trouve dans les images d'une France du «bon vieux temps des ancêtres» une source d'inspiration vivace.

19. N'oublions pas que les premières études scientifiques des styles médiévaux, celles d'Arcisse de Caumont en particulier, ont établi parallèlement aux grandes périodes chronologiques, les découpages régionaux des écoles provinciales, pour l'art roman en particulier.

20. Cité par L. G. Planes dans «Le premier romantique : Edmond Géraud...» dans *Actes de l'Académie de Bordeaux*, 4ème série, t. XXII, p. 1967.

21. Sur la littérature bordelaise à l'époque romantique, cf. *Bordeaux au XIXème siècle*, Bordeaux, 1969, p. 490 et s.

22. Les grands succès du siècle furent *Richard Cœur de Lion* de Grétry (première en 1816), *Robin des bois*, version française du *Freischütz* de Weber (première en 1825), *La dame blanche* de Boieldieu (première en 1826) puis *Les Huguenots* et *Robert le Diable*, *Guillaume Tell*, *Lucie de Lamermoor*... Cf. *Bordeaux au XIXème siècle*, op. cit., p. 516.

23. P. Guinard, *Dauzats et Blanchard*, Paris, 1967.

24. Bordeaux, Archives municipales : papiers Dauzats, 30 R 18, liasse 3.

25. Gabriel-Joseph Durand (1792-1858) fut architecte de la ville de Bordeaux de 1840 à 1849. Cf. R. Coustet, «Expansion du néoclassicisme bordelais...» dans *Bulletin et mémoires de la Société archéologique de Bordeaux*, t. XXI, 1976-1978.

26. Gabriel-Joseph Durand, «Notice sur l'ancienne église de Blanquefort» dans *Actes de l'Académie de Bordeaux*, 1845, p. 126.

7. Bordeaux-Caudéran : chartreuse de Mirande. Six panneaux (H. 3,15 x 1,60m) du peintre palois Butay, v. 1785. Cf. dossier à la Commission Régionale d'Inventaire Aquitaine et J.-PH. Maisonnave *Une famille de peintre palois du XVIe au XVIIe siècles : les Butay*. T.E.R. d'Histoire de l'Art Université de Bordeaux III, 1987.

8. R. Mesuret, Pierre Lacour, Bordeaux, Delmas, 1937, p. 29 et 82.

9. Id., p. 27.

10. Les deux toiles sont : *Le baptême de Saint-Paulin* (1812) et *Saint-Paulin, évêque de Nole, reçoit dans l'église les habitants qui s'y réfugient pour échapper aux Goths...* (1813). Cf. R. Mesuret, op. cit., p. 90-91.

11. M. N. Maynard, «Un sculpteur italien à Bordeaux : Dominique Maggesi» dans *Revue Historique de Bordeaux*, t. XXX, 1983-1984, p. 106.

12. Fr. Jeantet, «Dix ans de vie bordelaise sous la monarchie de Juillet d'après le *Memorandum* d'Antoine Gautier» dans *Revue Historique de Bordeaux*, t. XXX, 1983-1984, p. 123.

13. L. de Lamothe, «Essai historique et archéologique sur l'église cathédrale Saint-André à Bordeaux» dans *Actes de l'Académie royale de Bordeaux*, t. V, 1843, p. 7.

14. G. J. Durand, «Rapport sur les réparations exécutées à l'église Sainte-Croix de Bordeaux en 1842 et 1843» dans *Actes de l'Académie royale de Bordeaux*, 1844, p. 443.

fidèle à un classicisme rigoureux, il en arrive à convenir qu'on pourrait trouver des modèles ailleurs qu'à Rome ou à Athènes et que l'art du Moyen Âge, plus voisin de nous, pourrait aussi nous présenter des dispositions générales et des détails propres à être avantageusement utilisés dans nos constructions modernes²⁷.

En somme, Bordeaux, bastion du classicisme, n'échappe pas à l'air du temps et s'est laissé contaminer par le romantisme ambiant. Pierre II Lacour, défenseur des valeurs traditionnelles, le reconnaît et le déplore (1827) : *On voudrait en vain se le dissimuler, le romantisme fait invasion dans les beaux-arts, comme dans la littérature ; il discrédite chez nos peintres d'histoire les héros d'Homère et les sujets gracieux de la mythologie. Il encourage chez nos paysagistes et nos dessinateurs la recherche et l'imitation des ruines du Moyen Âge ; il menace l'architecture elle-même ; sous le spécieux prétexte de goût, d'esprit national, de respect pour la mémoire des ancêtres, il habitude nos yeux à voir reproduire dans la décoration de nos appartements, dans la forme des objets de luxe recommandés par la mode, les figures bizarres, les feuillages anguleux et embarrassés, les méandres confus, les gouttes en échiquier, des églises gothiques. Pour remettre en crédit parmi nous le style et la forme des manoirs de nos anciens preux, il ne faudra dans quelques années, qu'un exemple présenté d'un peu haut par une main puissante*²⁸.

On comprend, dès lors, que se glissent dans les constructions qui appartiennent à la tradition classique de timides citations médiévales ou quelques détails «gothiques», légères contaminations de la mode littéraire et historique qui ne compromettent pas, pour autant, l'attachement au classicisme. A l'église Saint-Nicolas des Chartrons, construite en 1841 par Jean Burguet pour la communauté anglicane, les baies d'une rigoureuse façade classique sont soulignées d'entrelacs «celtiques» qui couvrent une moulure dessinant un discret arc brisé ; les menuiseries sont également ogivales ; à l'intérieur, le retable est constitué par un panneau de bois sombre couvert d'un remplage flamboyant enfermé dans un cadre de pierre à l'antique (fronton et colonnes). Sur de nombreux immeubles, les garde-corps en fonte des balcons, les impostes, les grilles des portes associent les grecques traditionnelles avec les arcs brisés gothiques ou quelques

ornement renaissance. Il très rare que ces mélanges atteignent à la luxuriance d'un immeuble à caractère commercial construit, en 1853, par Charles Durand, fils de Gabriel-Joseph, dont la façade est couverte par un décor floral associé à des arcs en accolade²⁹.

La mode gothique peut parfois, aussi, s'exprimer dans des constructions campagnardes. Ainsi, le comte de Peyronnet demanda à Poitevin de compléter la façade classique de son château par des communs gothiques qui abritent la chapelle de style flamboyant, achevée en 1846 : fantaisie d'un grand seigneur légitimiste, amateur de littérature historique, auteur d'un roman noir et d'une *Histoire des Francs*³⁰. Les rêveries romanesques d'un nommé Pélaque, expliquent la construction, entre 1835 et 1846, dans un lieu désert où naguère la bruyère et la brande couvraient seules le sol «d'un chalet gothique avec son toit pointu, son porche peu profond et ses trois tourelles surmontées de flèches ardoisées. L'intérêt de ce castel Béraut (aujourd'hui détruit) est que son décor de sculptures, de statues, de gargouilles de vitraux... étaient constitué avec des éléments récupérés dans divers édifices anciens de la ville et remontés pour satisfaire le goût romantique du propriétaire³¹.

La raison principale qui a conduit les architectes bordelais à s'intéresser prématurément au gothique tient, en fin de compte, à la logique de leurs idées classiques. On a souvent souligné que la doctrine classique portait en elle-même les germes de l'éclectisme. Cela est très sensible à travers ce que nous pouvons connaître des positions théoriques des maîtres de l'architecture bordelaise. Qu'il s'agisse de Combes, de Poitevin, de Mazois ou de Gabriel-Joseph Durand, il est une fois pour toutes admis que rien ne dépasse en perfection l'architecture grecque et romaine qui offre les modèles avoués. A l'égard du gothique, la position des Bordelais n'a rien non plus d'original : ils admirent la technique des bâtisseurs et déplorent le mauvais goût et la bizarrerie des ornements. Mais quoi qu'il en soit, la règle d'or qui doit guider toute démarche architecturale digne des Anciens consiste à respecter trois principes essentiels : l'unité, la simplicité et la convenance³². Ainsi, les constructions néo-médiévales de Combes et de Poitevin n'expriment pas une admiration véritable pour le gothique : elle sont la conséquence logique, en quelque sorte inévitable, de la règle classique de l'unité.

Les travaux et projets pour la cathédrale Saint-André en apportent la preuve. Le problème d'achèvement de la cathédrale s'était posé à partir de 1775, lorsque, à la suite de la destruction de l'ancien palais archiépiscopal, le pignon ouest de Saint-André jusque là caché par les vieux bâtiments fut brusquement dégagé, offrant à la vue un immense mur nu. Pour satisfaire l'opinion publique, l'archevêque demanda les dessins d'une façade à Jean-Baptiste Lartigue. Celui-ci, membre de l'Académie des Arts et professeur d'architecture à l'école académique de Bordeaux, présenta au public un *Frontispice d'un portail gothique* ; et dans le livret de l'exposition, il justifia son parti : au nom de l'unité d'action, de l'accord et de l'ensemble qui sont les fondements des beaux Arts, il croit, avec raison, d'une nécessité de convenance, qu'une église gothique ait un portail d'une Architecture de même genre. Essayer des genres différents c'est vouloir allier des contraires³³. Le frontispice ne fut pas construit mais Lartigue avait imposé l'idée qu'il ne pouvait être que gothique.

Lorsqu'après la tourmente révolutionnaire, la cathédrale fut rendue au culte catholique, elle était dans un tel état de dégradation que d'énormes travaux furent nécessaires. Louis Combes en tant qu'architecte du département fut chargé des restaurations indispensables et du projet d'achèvement. Il publia, en 1811, un bilan de ses interventions. Il fait remarquer que l'édifice ayant été construit à diverses époques n'offre pas un ensemble parfait. Néanmoins ses efforts ont tendu à rendre aux parties refaites les mêmes formes qu'elles avaient dans leur principe. C'est ainsi qu'il reconstruit grâce à un ingénieux système d'échafaudage la flèche disparue du transept nord sur le modèle de sa voisine, elle-même complétée ; il répare le pignon du transept nord, endommagé par un incendie en 1787, en reprenant l'ancien modèle. Chaque fois qu'il le juge possible, il s'efforce de renforcer l'unité du monument. Par exemple, à l'intérieur de la nef la plupart (des) piliers étaient... difformes et dissemblables entr'eux ; ils ont été reconstruits dans leur partie inférieure pour les rendre semblables aux parties supérieures. Mais le grand dessein reste de donner à ce monument l'ensemble qui lui manque. A cet effet, il reprend l'idée d'une façade pour cacher le

pignon ouest³⁴. En outre, pour assurer la liaison entre le transept et ce nouveau frontispice, il imagine de construire au flanc nord de la grande nef une série de boutiques (1808). En dépit des arcs brisés et des trilobes, ces boutiques forment une sorte de galerie qui conserve une ordonnance et un rythme classiques. L'idée, d'ailleurs, fut vite abandonnée pour faire place à celle d'un véritable bas-côté occupé par des sacristies et des chapelles. Tous les détails : les tours et leurs flèches, le pignon et la rosace, le portail, les niches, les chapelles devaient être copiés sur la partie de l'édifice construite au XIVe siècle, la plus belle époque de l'architecture gothique afin que l'ensemble général soit du même genre et paraisse construit à la même époque³⁵.

Une dizaine d'années plus tard, la maîtrise des travaux de la cathédrale passa à Alexandre Poitevin, qui, à son tour, dessina un projet de façade. Comme son prédécesseur, il le conçoit en démarquant au plus près les parties du XIVe siècle. On reconnaît aisément dans (ses) dispositions le système des façades nord et sud ; la décoration est aussi empruntée tout entière à celle de ces parties où à l'extérieur du rond-point³⁶. Cependant, le parti de Poitevin est moins ambitieux que celui de Combes et il renonce à coiffer ses tours de flèches : nous ne sommes plus au siècle où l'architecture élève dans les airs ces superbes pyramides qui vont attaquer la foudre jusque dans les nuages qui la recèlent... L'auteur du projet a donc dû se poser des limites et il ne pouvait mieux faire que de s'arrêter à ces tours qui rappellent celles de Notre-Dame de Paris, ou, sans aller si loin, celles du portail sud de l'église de Bordeaux³⁷.

Bien entendu, pas plus que les précédents, ce projet n'aboutit. Mais Poitevin construisit, en 1826, deux sacristies dont, nous l'avons vu, Montalembert souligne la réussite³⁸. Par la suite, il réussit avec le même bonheur à compléter la façade de Sainte-Eulalie par un gracieux porche hors oeuvre (1827), puis celle de Saint-Eloi par un décor d'arcatures (1828)³⁹. Son intervention est plus discutable à Saint-Seurin. La façade de la basilique qui datait de la fin du XIIIe siècle était restée inachevée ; elle était plaquée devant le narthex et le clocher du XIe siècle. Le principe d'unité appliqué en toute logique conduisit Poitevin à la

33. Ch. Marionneau, *Les Salons bordelais*, Bordeaux, 1884, p. 34-36 et 159-161.

34. Bordeaux, Bibliothèque municipale, fonds Delpit, XIV, 16, 18 etc...

35. L. Combes, «Mémoire sur la restauration de l'église cathédrale Saint-André de Bordeaux...» dans *Le Moniteur universel*, 1811, n° 335, 1er décembre, p. 1280.

36. L. de Lamothe, *op. cit.*, 1843, p. 69.

37. *Id.*, p. 70.

38. Cte de Montalembert, *op. cit.*, p. 514. Le professeur J. Gardelles, peu enclin à l'indulgence à l'égard des pastiches néogothiques, convient que les sacristies de Poitevin sont des «imitations très habiles et (que), sur place, rien ne permet de les déceler si ce n'est la date inscrite sur l'une des fenêtres» dans J. Gardelles, *La cathédrale Saint-André de Bordeaux*, Bordeaux, 1963, p. 62.

39. Les dessins de Poitevin sont conservés dans le *Recueil des édifices construits par Alexandre Poitevin...* Bordeaux, Bibliothèque municipale, ms. 620. Le porche de Sainte-Eulalie a été détruit en 1930.

27. *Ibid.*

28. P. Lacour, «Notice sur François Mazois» dans *Actes de l'Académie royale de Bordeaux*, 1827, p. 99-113.

29. Sur la maison Pèlerin, située à l'angle des rues Sainte-Catherine et des Ayres, Cf. Archives du département de la Gironde, fonds Durand, 5 J 112.

30. R. Coustet, «Le château de Peyronnet : néoclassicisme et néogothique» dans *104ème congrès national des Sociétés savantes*, Bordeaux, 1979, archéologie, p. 425-444.

31. *Mémorial bordelais*, 27 octobre 1838. Cité d'après le dossier, très complet, établi par la Commission Régionale d'Inventaire Aquitaine avant la destruction de cet édifice autrefois situé sur la commune de Cestas (Gironde) au lieu dit Toctoucau.

32. Cf. F. G. Pariset, «Louis Combes» dans *Revue Historique de Bordeaux*, t. XXX, 1983-1984.

supprimer et à la remplacer par un frontispice roman. Mais s'il admirait et sentait assez bien les formes gothiques, Poitevin ignorait à peu près tout d'un style qu'il appelait avec mépris *romano-byzantin* et qu'il jugeait *dégénéré, lourd et de mauvaises proportions et absolument barbare*. Le résultat est, sans doute pour cette raison, assez maladroit comme le remarquera Montalembert qui souligne cependant clairement la motivation de l'architecte : *Cette façade a le mérite d'avoir été conçue de manière à se rapporter au caractère général de l'édifice et la partie inférieure répond assez bien à ce dessein. Mais en élevant tout-à-fait inutilement la partie supérieure, décorée d'une balustrade trop lourde, on ôte au spectateur la vue d'un ordre entier de l'admirable clocher*⁴⁰.

Ainsi, le principe classique d'unité avait contribué à sauver les églises médiévales bordelaises et en même temps à les dénaturer. La connaissance de l'art médiéval s'affinant, certains finirent par s'en rendre compte et par dénoncer des travaux que, dix ans plus tôt, Montalembert avait jugé exemplaires. Léonce de Lamothe remarque (1842) que *ces restaurations (de Combes) sont aujourd'hui sévèrement réprouvées ; on n'hésite pas à les taxer de vandalisme*⁴¹. Et analysant avec perspicacité les effets de l'intervention de Combes à la cathédrale, il déplore qu'elle ait été conduite avec une rigueur toute classique et dans la méconnaissance de l'esprit médiéval : *Aujourd'hui, cette nef vide, ce chœur où la vue pénètre librement, ces chapelles ouvertes, toute cette nudité n'est-ce pas en harmonie parfaite avec ces larges rues, ces vastes places des cités modernes ? L'on peut se promener, étendre ses pas en tous sens dans la basilique rajeunie ; mais le côté poétique, comme le sentiment religieux ont disparu*⁴².

En mars 1839, fut instituée la Commission départementale des Monuments historiques et les années quarante marquent un tournant. L'archevêque, Mgr. Donnet, passionné d'art et d'architecture médiévale, lança «le plus formidable mouvement de restauration et de reconstruction d'édifices religieux que la Gironde ait connu»⁴³ et imposa sans appel le style gothique comme le plus conforme à l'esprit chrétien et aux besoins modernes. Il trouva en la personne de Paul

Abadie⁴⁴ un collaborateur dont l'activité souvent indiscrète a maintes fois été dénoncée. Néanmoins, s'il reste contestable comme archéologue et comme restaurateur, Abadie apparaît dans certaines de ses réalisations comme un artiste original. Ses travaux au clocher de Saint-Michel (1857-1869) ont conduit à la construction d'une des plus pures flèches néo-gothiques de France ; les sacristies de la cathédrale Saint-André (1871-1879), d'une exceptionnelle richesse décorative n'ont rien d'un pastiche et constituent un exemple séduisant de gothique «moderne». Enfin, Paul Abadie saura donner naissance à un véritable mythe architectural, celui du «romano-byzantin» qui trouvera son expression bordelaise dans l'église Sainte-Marie de la Bastide (1867)⁴⁵. Dans le même temps, les communautés religieuses font élever des couvents et des écoles romano-gothiques : ainsi les Dames de l'Assomption pour lesquelles Verdier réalise un superbe Collège (1865-1874). La mode néo-gothique gagna, enfin, en Bordelais comme ailleurs, les châtelains et la grande bourgeoisie qui dans les dernières décennies du siècle adopta le style médiéval pour ses hôtels particuliers et ses chais. Mais, ces constructions se dresseront en bordure des nouveaux boulevards de ceinture ou des nouveaux cours excentriques (cours Saint-Louis, cours du Médoc) de telle sorte qu'elles ne compromettent pas l'unité classique du centre ville.

En somme, Bordeaux «cité classique» ne s'est guère laissée séduire par le pittoresque des styles du Moyen Âge mais n'a pas réussi, non plus, à échapper au courant général qui rendait inévitable leur redécouverte. La recherche d'une identité locale, la sensibilité littéraire ont joué, ici comme ailleurs, un rôle décisif. Le cas de Bordeaux n'aurait d'exceptionnel qu'une extrême timidité et la méfiance à l'égard de tout ce qui contrariait l'ordre classique, si les circonstances n'avaient conduit à restaurer prématurément la cathédrale et les églises médiévales. Confrontés à la nécessité de remettre en état pour les besoins du culte des édifices délabrés ou inachevés, les architectes bordelais ont, en quelque sorte, été pris au piège de la logique classique. Prisonniers du sacro-saint principe d'unité, ils ont adopté un gothique «minimal» qui ne fut, en fin de compte, qu'une forme de classicisme travesti⁴⁶.

Numismatique

Cercle Bertrand Andrieu

40. Cte de Montalembert, *op. cit.*, p. 519.

41. L. de Lamothe, 1842, p. 392.

42. *Id.*, 1843, p. 7. L'allusion au chœur ouvert à la vue vise la suppression par Combes du jubé renaissance sacrifié au nom de l'unité de l'édifice.

43. J. C. Lasserre dans *Paul Abadie*, catalogue d'Angoulême, 1984-1985, p. 104. Mgr. Donnet fut nommé en 1836 et occupa le siège de Bordeaux jusqu'en 1882.

44. Paul Abadie (1812-1884). Outre le catalogue cité *supra*, cf. Cl. Laroche, «L'oeuvre d'architecture de Paul Abadie» dans *Bull. Soc. Hist. Art Français*, 1981, Paris, 1983 et du même, *Paul Abadie*, Musée national des Monuments français, Paris, 1988.

45. Cl. Laroche, «Abadie et Sainte-Marie de la Bastide» dans *Revue Historique de Bordeaux*, 1978-1979.

46. Pour l'essentiel ce texte reprend une communication faite au colloque international de Pavie (25-28 sept. 1985) et publiée dans les Actes : *Il neogotico nel XIXe-XXe secolo*, Milan, Mazzotta, 1989, t. I, p. 77-90.

Un nouveau trésor monétaire découvert en Gironde

par Michel Surmely¹

Les trésors monétaires de la fin du III^e siècle après J.-C. ne sont pas rares en Gironde². Toutefois, leur étude permet d'apporter des renseignements supplémentaires pour l'analyse de la circulation monétaire durant cette période, et indirectement, des indices enrichissant l'étude de cette époque qui demeure mal connue.

En septembre 1988, j'ai pris possession de monnaies romaines qui ont, par la suite, été reconnues comme faisant partie d'un même ensemble. Mis en vente par un numismate de Bordeaux, ce trésor, dont les éléments ont été dispersés, ne subsiste plus que sous la forme d'un petit nombre de pièces. Selon le vendeur, il s'agissait à l'origine d'un dépôt regroupant quelques monnaies d'or et plusieurs centaines d'antoniniens, découvert peu de temps auparavant près de Créon.

L'enfouissement de ce trésor pourrait dater, d'après ce que j'en ai vu, des premières années du règne de l'empereur Aurélien (270-275), et les monnaies les plus anciennes du tout début des années 250. Comme celui de Melle, le trésor de Créon prendrait place «dans la longue suite des trésors enfouis en Occident avant la réforme d'Aurélien»³. Voilà donc, sous toutes réserves, un trésor tout de même assez bien situé chronologiquement et géographiquement...

A la suite de quelques recherches, j'ai pu rassembler le petit lot de monnaies décrites et qui proviennent probablement toutes de Créon⁴.

1. Je tiens à remercier M. J.-P. Bost, Maître de Conférence à l'Université de Bordeaux III, pour l'aide précieuse apportée à la rédaction de cet article, et également deux amis (des étudiants de Bordeaux III), qui ont accepté bien aimablement de me prêter leurs monnaies afin que je puisse les étudier : MM. F. Hermanowicz et T. Pressoir.

2. D. Nony, *R.N.* III, 1961, p. 91-107 et *Bull. Mem. S.A.B.*, LXIV, 1968, p. 239-262. R. Etienne, *Bordeaux Antique*, Bordeaux, 1962, p. 301-308.

3. J. Hiernard, *Un trésor de monnaies romaines du troisième siècle trouvé à Melle (Deux-Sèvres) en 1974*, *Acta Numismatica*, VII, 1977, p. 115-179.

4. Les monnaies présentées ici correspondent davantage à des choix de collectionneurs qu'à une quelconque répartition des effigies et types monétaires au sein du trésor ; je crois pouvoir en effet affirmer par exemple que les monnaies de l'empereur Quintille n'étaient guère plus nombreuses dans l'ensemble du dépôt qu'elles ne le sont dans mon étude... Cela dit, il est toutefois à noter, entre autres choses, la présence de deux monnaies de l'époque de Gallien, dont l'origine est orientale (monnaies n° 13 et n° 14).

Catalogue

Toutes les monnaies sont des antoniniens. Code d'avvers et de revers : E. Besly — R. Bland : *The Cuneio treasure*, Londres, 1983.

N° Catal.	Date	Atelier	Officine	Avers	Revers	Poids (g)	Ø (mm)	Axe (heures)	Réf. (RIC)
1	258	Rome		DIVO CAES VALERIANO C2	CONSE(cratio) autel 1a	3,30	18	7	24
2	258	Rome		DIVO CAES VALERIANO C2	(con)SECRATIO Aigle 2	2,85	17,5	5	27
3	259	Milan		SAL VALERIANVS CS C2	PRINC IVVENT Prince 2b	2,99	21,5	5	10
4	256-8	Cologne		VALERIANVS CAES C2	IOVI CRESCENTI Jupiter 3	3,19	21	7	3
5	259-60	Cologne		VALERIANVS P F A(ug) D1	DEO VO-LKANO Temple 3	2,85	19,5	1	5
6	263	Rome	V I	IMP GALLIENVS AVG B1	GENIVS A-VG Genius 1	3,88	22	12	198
7	264	Rome	S	GALLIENVS AVG A1	PORTUNA REDVX Fortuna 1	3,13	20	7	194
8	267-8	Rome	E	(imp) GALL(ie)NVS AVG A1	(d)IANA(e) CONS AVG Biche 1	3,51	18	1	1176
9	267-8	Rome	N	GALL(ien)VS AVG B1	NEPTVNO CONS AVG Hippocampe 1	2,89	20	7	245
10	267-8	Rome	XII	(g)ALLIENVS (aug) A1	(dianae con)S AVG Antilope 1	3,12	20,5	10	181
11	262-4	Siscia		GALLIENVS (aug) A1 1	PA-X AVG Pax 4	3,28	20	11	501
12	268	Siscia		SALONINA AVG E2	CONCORD(ia aug) Concordia 1	1,99	21	12	72
13	260	Orient	R	IMP C P LIC G(a)LLIE(nus) P F (a)VG D2	VICTORIA-(aug) Victoire et Empereur 1	3,54	20,5	6	450
14	260-1	Orient	* . .	IMP C FVL MA(crianus) P F AVG B1	RO(ma)E AETERNAE Roma 2	2,99	23,5	1	11
15	267?-8	Milan	P	IMP POSTVMVS AVG D1	FIDES E-QVIT Fides 4	3,56	19	12	376
16	269-70	Rome		(...)AVDIVS AVG D1	VICT-ORIA AVG Victoire 1	3,16	20	6	104/5
17	270	Rome	A	IMP C M (aur cl qu)INTILLVS AVG D2	PAX-(aug)VSTI Pax 1	2,74	18	11	26
18	270	Rome	r	(imp cm aur cl qui)NTILLVS AVG D1	VI(ctor)IA AVG	2,78	16,5	11	33
19	270	Rome	r	IMP C M AVR CL QVINTILLVS AVG D1	(v)ICT-ORIA (au)G	2,33	19	12	33
20	270	Rome		IMP C M AVR CL QVINTILLVS AVG D1	CONCORDIA AV(g)	2,73	18,5	1	13
21	270	Rome	s	IMP C M AVR CL QVINTILLVS AVG D1	PROVIDEN(t aug) Providentia 2b	2,77	18	5	29
22	270	Rome	N	(imp c m aur cl q)VINTILLVS AVG D1	(aete)RNIT AV(g) Sol 2	2,29	17,5	7	7
23	270	Rome	X	(imp c m aur)CL QVINTILLVS AVG B1	M(art)I PACIF Mars 1b	3,51	18,5	5	25
24	270	Rome	XI	IMP C M AVR CL QVINTILLVS AVG B1	SECVRIT A-VG Securitas 2	2,69	21	12	31
25	270	Rome	XII	(i)MP C M A(ur c)L QVINTILLVS A(ug) D1	(I)AEITIA AVG	3,35	19,5	5	22
26	270	Rome	z	(imp) C L DOM AVRELIANVS AV(g) D2	FORT(un)A REDVX Fortuna 2	3,26	17,5	7	29



Photographies A. SURMELY.

*Activités et manifestations
de la Société Archéologique de Bordeaux
en 1989*

Cours public d'archéologie, XXVIIe Année, 1989 La céramique de l'Antiquité à l'époque moderne

1er février : Jean-Louis Tillard (chercheur associé, Centre Pierre Paris),
Les productions sigillées de Gaule méridionale.

8 février : Frédéric Berthault (Direction des Antiquités historiques d'Aquitaine),
Les amphores.

22 février : Dany Barraud (Conservateur des fouilles pour l'Aquitaine),
La céramique estampée dite paléochrétienne.

8 mars : Brigitte Boissavit-Camus (Direction des Antiquités de Poitou-Charente),
La céramique mérovingienne et carolingienne de l'ouest de la France.

15 mars : Yan Laborie (Archiviste de la Ville de Bergerac),
La céramique médiévale dans le Périgord.

22 mars : Pierre Régaldo-Saint Blancard, (CNRS/Université Bordeaux III, CRIAA),
Les céramiques médiévales et modernes de la région bordelaise.

Archéologie Générale

14 janvier : Mme Julia Roussot-Larroque, *Epée en bronze de la Garonne à Cambes.* (cf ci-dessus p. 53-64)

11 février : M. Dany Barraud, *Les fouilles de la place de la Victoire.* (cf RAB 79, p. 63-88)

12 mars : Notre Assemblée statutaire, sous la présidence de M. Jean-Michel Roddaz, Directeur du Centre Pierre Paris de l'Université de Bordeaux III, nous a permis d'entendre Mme Marie-Agnès Gaidon-Bunuel, Archéologue municipale, qui nous a fait part des interventions archéologiques à Bordeaux, au cours de l'année 1989.

Ensuite ont eu lieu les remises de la médaille d'Argent de la Ville de Bordeaux à M. Dany Barraud, la médaille de Bronze à MM. Jean Bardet, Henri Copperé et Christian Taillard, le Diplôme de la Société à M. Frédéric Berthaud, Mme Brigitte Boissavit-Camus, Maison Biscaye, M. Marifonds, Maître Giles Rouzet.

8 avril : M. Robert Coustet, *La gloire de Bordeaux ; trois décors bordelais de l'entre-deux-guerres.* (cf ci-dessus, p. 99-112)

20 mai : Mme Julia Roussot-Larroque, *Le dépôt de Bronze de Martillac : aux origines du Bronze moyen girondin.* (à paraître dans une prochaine livraison)

10 juin : M. Charneau, *Halles et marchés couverts en Gironde.* (cf ci-dessus, p. 83-98)

14 octobre : M. J.-C. Lasserre, *Le fort du Hâ.* (à paraître dans une prochaine livraison)

18 novembre : Mme Hochuligysz, *Les verres antiques de la villa de Plassac.* (à paraître dans une prochaine livraison)

9 décembre : M. Devignes, *Aspects du mégalithisme de l'ouest de la péninsule ibérique.* (cf ci-dessus, p. 43-52)

Présentations d'objets

14 janvier : M. le Dr. Castéra, *Carte des vins de l'Hôtel Montré en 1936.*

Le château Climens 1924 était vendu 35 F, tarif de la Maison Marceau pour 1891.

11 février : Melle Robine, *Une carafe en cristal à double enveloppe pour rafraîchir le vin sans qu'il soit en contact avec la glace.*

Un bâton conique en buis tourné destiné à boucler les cheveux en forme d'«anglaises».

Excursions archéologiques

15 avril : M. Régaldo-Saint Blancard, *Sadirac et la Maison de la Poterie.*

21 mai : M. le Professeur Gardelles, *La Réole, Bazas, Villandraut.*

3-4 juin : M. Lasserre, *Le Pays d'Orthe.*

15 octobre : Mme Molas, *La vallée de la Gimone.*

Visites 1989

21 janvier : M. Coudroy de Lille, *Le quartier Sainte Eulalie, quelques églises.*

22 mars : M. Coudroy de Lille, *L'amphithéâtre Saint Côme et la Synagogue de Bordeaux.*

Visites d'expositions

10 juin : *Les minéraux*, au Muséum d'Histoire Naturelle.

14 juin : *Les porcelaines révolutionnaires*, au Musée des arts décoratifs.

17 juin : *La Douane sous la Révolution*, au Musée de la Douane.

21 juin : *Châteaux Bordeaux*, au Musée d'Aquitaine.

28 juin : *Bordeaux, port des Lumières*, au Musée des Beaux-Arts.

Groupe Jules Delpit : études d'archives

25 janvier : M. Labarthe-Pon, *1893 au Café Pujol, 9 Place Gambetta.* (à paraître dans une prochaine livraison)

25 février : M. André Coffyn, *Une singulière opinion du Docteur Peynaud.* (cf ci-dessus, p. 115-120)

M. Bernard Théron, *Sur l'inventaire après décès de Jean-Jacques Bel, 4 septembre 1730.* (à paraître dans une prochaine livraison)

18 mars : Melle Michelle Nahon, M. Maurice Friot, *Les domiciles bordelais de Martinès de Pasqually.* (cf RAB 79, p. 163-166)

22 avril : M. Bernard Théron, *Sur l'inventaire après décès de Jean-Jacques Bel, suite et fin.* (à paraître dans une prochaine livraison)

27 mai : M. Pierre Coudroy de Lille, *Un dossier de l'architecte Lhôte.* (cf ci-dessus, p. 133-138)

24 juin : Dr. Guy Lacoste-Lagrange, *De Saint-Sévère de la Taugère à Saint-Selve.* (cf ci-dessus, p. 121-132)

28 octobre : M. Donatien Pierre Laplagne, *Le capitaine de navire Huguet : un marin révolutionnaire au fameux combat de Prairial.* (cf ci-dessus, p. 175-196)

25 novembre : M. Christian Taillard, *L'architecte Lhôte : sa vie, sa carrière, le catalogue de ses dessins.* (à paraître dans une prochaine livraison)

16 décembre : M. Labarthe-Pon, *Agendas du directeur des Forges de Coly, de Saint-Médard de Guizières, sur les bords de l'Isle, 1852-1863.* (à paraître dans une prochaine livraison)

Cercle Bertrand-Andrieu : numismatique

Procès-verbaux des séances de l'année 1989

Abréviations bibliographiques

- Bra : L. Bramsen, *Médaillier Napoléon le Grand*, Paris-Copenhague, 1904-1913, 3 vol.
 C : H. Cohen, *Description historique des monnaies frappées sous l'Empire romain*, 2e éd., Paris, 1880-1892, 8 vol.
 C.D : J. Cougoul et J. Dugros, «Les jetons de Bordeaux, du mariage de Louis XIII à nos jours», dans *SAB*, t. 72, 1979-1981.
 Ci : L. Ciani, *Les monnaies royales françaises de Hugues Capet à Louis XVI*, Paris, 1926.
 D : J. Duplessy, *Les monnaies françaises royales de Hugues Capet à Louis XVI*, Paris-Maastricht, 1988-1989, 2 vol.
 Del : *Sylloge nummorum graecorum, France*, Bibliothèque Nationale, Collection Jean et Marie Delepierre, Paris, 1983.
 D.P : J. De Mey et B. Poindessault, *Répertoire de la numismatique française contemporaine 1793 à nos jours*, 2e éd., Bruxelles-Paris, 1972.
 Dr : F. Droulers, *Répertoire général des monnaies de Louis XIII à Louis XVI*, Paris, 1987.
 F : F. Feuardent, *Collection Feuardent, Jetons et méreaux, depuis Louis IX jusqu'à la fin du consulat de Bonaparte*, Paris, 1904-1915, 4 vol.
 Gailh : R. Gailhoute, *Numismatique de l'assurance, jetons et médailles des chambres d'assurances, compagnies et caisses de secours en France*, Paris, 1986.
 G : V. Gadoury, *Monnaies françaises 1789-1989*, 9e éd., Monte-Carlo, 1989.
 G.C : V. Gadoury et G. Cousinié, *Monnaies coloniales françaises, 1670-1980*, Monte-Carlo, 1980.
 Hen : M. Hennin, *Histoire numismatique de la Révolution française*, Paris, 1826.
 K.M : C.L. Krause et C. Mishler, *Standard catalog of World coins*, Iola, éd., 1985.
 L : J. Lafaurie et P. Prieur, *Les monnaies des rois de France, Hugues Capet à Henri IV*, Paris-Bâle, 1951-1956, 2 vol.
 L.T : H. de La Tour, *Atlas de monnaies gauloises*, Paris 1892.
 Meier : Meier, *H.M.Z. Katalog Schweiz-Liechtenstein, 15. Jahrhundert bis Gegenwart*, 4e éd., Zurich, 1987.
 P : L. Naville, *Monnaies grecques antiques provenant de la collection de feu le professeur S. Pozzi*, Genève, 1921.
 R.I.C : *The Roman imperial coinage*, Londres, 1923-1981, 9 t. en 12 vol.
 Seaby Br : P. Seaby, *Standard catalogue of British coins*, Londres, t. 1, *Coins of England and the United Kingdom*, 20e éd., 1984.
 Sear Gr : D. Sear, *Greek coins and their values*, Londres, t. 1, *Europe*, 1978 ; t. 2, *Asie et Afrique*, 1979.
 V.G : V. Guilleoteau, *Monnaies françaises, colonies 1670-1642, métropole 1774-1942*, Paris, 1943.

Liste des membres de la Société Archéologique ayant participé aux travaux du Cercle

MM. Bardet, Beiheler, Mme Belier, MM. Benusiglio, Bost, Chalmin, Cougoul, Dugros, Dupuch, Mlle Lobre, MM. Lecœur, Parisot, Pujo, Røederer, G. Rouzet, M. Rouzet, Sautreau, Seguin, Sénac, Surmely, Vizez, Wiedemann.

Composition du bureau pour l'année 1989

Président : M. Pierre Pujo

Vice-présidents : MM. Jean Dugros et André Bardet

Secrétaire : M. Jean Dupuch

Archiviste-bibliothécaire : M. Pierre Lecœur

Séance du 15 janvier 1989

Présidence de M. Pujo, président

Communication :

M. Chalmin : *La Monnaie de Paris depuis sa création :*

Dès l'époque carolingienne fut frappé le denier d'argent portant au revers PARISII. Lorsque les comtes de Paris devinrent rois, la monnaie parisis devint royale. L'atelier était établi à l'origine dans le quartier du Marais, rue de La Bretonnerie. Il fut transféré au XIII^e siècle, dans le quartier de Saint-Jacques de la Boucherie, rue de la Vieille monnaie, puis, à la fin du XIV^e siècle, dans le quartier du Louvre, rue de la Monnaie, où il resta pendant quatre siècles. La technique utilisée était la frappe au marteau. Henri II fit acheter en 1550, à Augsbourg, le procédé du balancier et il en installa un dans un petit moulin situé dans l'île de la Cité près du futur Pont neuf. La Monnaie du moulin, travaillant en concurrence avec l'Hôtel de la rue de la Monnaie qui continuait à utiliser la technique ancienne, suscita des jalousies. La Monnaie du moulin dut, après 1559, arrêter la fabrication des monnaies d'or et d'argent, puis à partir de 1585 se cantonner à la frappe des médailles, des jetons et des pièces d'essai. La construction du Pont neuf (vers 1601) entraîna le transfert de la Monnaie du moulin dans la grande galerie du palais du Louvre. On l'appela désormais le Balancier du Louvre. A partir de 1639, Jean Varin rendit son essor à la nouvelle technique et, à partir de 1645, la frappe au balancier fut étendue à tous les ateliers du royaume. En 1660, la nouvelle technique étant introduite à l'Hôtel de la rue de la Monnaie, le Balancier du Louvre se spécialisa dans la frappe des médailles et des jetons. En 1685, Castaing inventa la machine à marquer la tranche des monnaies et l'atelier de Paris parvint à son apogée à la fin du règne de Louis XIV. Sous Louis XV, la gravure fut confiée à des Flamands, les Røettiers, auxquels succéda, sous Louis XVI, Duvivier. Les locaux de la rue de la Monnaie devenant insuffisants, un nouvel Hôtel des monnaies fut mis en chantier en 1771, sur l'emplacement de l'Hôtel de Conti, où il se trouve toujours. Le transfert fut effectif en 1805. Depuis 1845, la frappe au balancier a été remplacée par la frappe à la presse dont le procédé est dû à Thonnelier. Ce changement a permis d'apporter d'autres perfectionnements. Actuellement, l'Hôtel du quai de Conti frappe les médailles et les séries spéciales de monnaies ; l'établissement de Pessac frappe les monnaies courantes.

Présentations :

Mme Belier : Monnaie gauloise des Ambiani, L.T 8460 var.

M. Bardet : Louis XV, double louis d'or au bandeau de Béran, 1756 Pau, 16, 23 g, Ci 2087 ; Dr 518a.

M. Dugros : 1^o République, essai de 15 sous, 1792, cuivre, V.G 348. Essai de Dupré, 1793, métal de cl., V.G 388. Monneron de 2 sols, 1793, br., V.G 299. 6 blancs (2 s. 6 d.) de Montagny, 1791, br., V.G 238. Essai de 2 décimes, an 8 A, arg., V.G 832.

M. Rouzet M. : Jeton, Louis XVIII, Chambre de Commerce de Bordeaux, 1821, arg., C.D 110 avec variantes au droit et au revers.

Séance du 19 février 1989

Présidence de M. Pujo, président

Communication :

M. Bardet : *Les faux de la collection Omer Miller :*

L'étude des archives d'Omer Miller a permis de relever des mentions d'achat de pièces, entre 1915 et 1926, au sieur Farigault, de Châtelleraut, dont les faux coins ont été remis par sa veuve au Cabinet des médailles de la Bibliothèque Nationale. Le problème des faux est une préoccupation pour les numismates. Toutefois, il convient de distinguer les faux d'époque produits par des faux-monnayeurs, malgré la répression à laquelle ils s'exposaient, et les faux de collection créés, à différentes époques depuis le XVI^e siècle, pour abuser collectionneurs et négociants dans un but lucratif.

Les monnaies reconnues fausses présentées sont des deniers et des oboles carolingiens (Pépin le Bref, Charlemagne, Louis le Débonnaire, Pépin Ier et II d'Aquitaine, Charles le Chauve, Raoul), de l'Empire (Conrad le Salique), capétiens (Hugues Capet, Robert le Pieux, Henri Ier), une monnaie anglo-française (Henry V), des deniers et obole seigneuriaux (abbaye de Corbie, Beaugency d'Hugues le Grand, Mauléon de Savary).

Présentations :

M. Bardet : Henry II d'Angleterre, penny dit «à la croix courte», arg., frappé à partir de 1180, Seaby Br 1344 type 1b.

M. Dugros : 1^o République, sol aux balances, 1793 an II Lyon, cuivre jaune, Ci 793 ; V.G 409. 2 décimes, an 4 Paris, V.G 478. 2 décimes modifié en 1 décime, an 5, V.G 479. Décime, an 8 Bordeaux, V.G 822. Décime an 4 petit module surfrappé 5 centimes, an 9. 5 centimes, an 8 Paris, V.G 823. 5 centimes, double frappe. 5 centimes petit module, an 4 Paris, V.G 480. Centime, an 7 Paris, V.G 803.

Séance du 19 mars 1989

Présidence de M. Pujo, président

Communication :

M. Wiedemann : *Les aspects linguistiques de la monnaie :*

Les mots et les monnaies sont souvent comparés et ont en commun un certain nombre de propriétés. Formés de l'association d'un signifiant et d'un signifié, ils sont des signes qui forment des systèmes. Mais la monnaie est un signe complexe qui comporte diverses significations, parmi lesquelles les significations linguistiques supportées par les inscriptions. A considérer les signifiés, on peut recenser des désignations de l'émetteur par des expressions nominales, et des phrases (prières, devises) qui sont à la troisième personne, mais aussi à la première et à la deuxième personne avec des déictiques qui font allusion au moment d'énonciation ou de lecture. Quant aux signifiants, on trouve des inscriptions en entier ou en abréviation, boustrophédon ou dans le sens ordinaire de chaque langue, sur l'avvers, le revers ou la tranche. L'inscription peut se poursuivre d'une face à l'autre, en inversant ou non le sens. On peut considérer ces inscriptions comme des fragments d'une langue et voir des monnaies monolingues, bilingues, trilingues, quadrilingues... Le choix d'une langue pour la monnaie est loin d'être le reflet de la situation linguistique du pays émetteur. Des traditions séculaires maintiennent des langues disparues qui servent quelquefois de terme neutre dans les conflits nationalistes des langues nationales plus modernes. La colonisation entraîne l'exportation d'usages métropolitain, ce qui amène par exemple le latin dans les monnaies du Ghana. Il y a aussi des promotions de la langue locale, patois du Luxembourg ou malgache. On peut enfin envisager le rapport entre la pièce et sa dénomination. Celle-ci peut-être tirée du nom de l'émetteur, du lieu d'émission, d'un motif de la pièce, de sa valeur, d'une qualité de la pièce, etc. Ces dénominations circulent de pays à pays et perdent leur motivation pour les utilisateurs. Ces rapports entre dénomination et pièce s'apparentent à ceux que les linguistes ont appelés synecdoque et métonymie.

Présentations :

- M. Pujo :** Phocée, trihémiobole, fin du VI^e siècle, arg., 1,31 g, Del 2699.
- M. Røderer :** 3 antoniniens de Gallien, 2 sesterces d'Antonin le Pieux, 1 dupondius d'Hadrien (non décrits).
- M. Dugros :** Les graveurs de monnaies de la République, de 1896 à nos jours.
A. Patey : 25 centimes, 1903, nickel pur, V.G 4477.
Cameroun, 2 francs, 1925, br. alu, G.C 2.

- D. Dupuis : 10 centimes, 1916, br., V.G 4648.
E. Lindauer : Indochine, piastre, 1931, arg., G.C 36.
L. Bazor : 5 francs, 1933, nickel pur, V.G 5336.
A.O.F., 25 francs, 1956, br. alu, G.C 9. Madagascar, 5 francs, 1957, alu, G.C 29.
P. Turin : 10 francs, 1934, arg., V.G 5379. Indochine, 20 cents, 1939, br. nickel, G.C 39.
P.-A. Morlon : 2 francs, 1938, br. alu, V.G 5472.
A. Lavrillier : 5 francs, 1946, br. alu, D.P 248B.
G. Guiraud : 50 francs, 1953, br. alu, D.P 262.
R. Cochet : 100 francs, 1954, br. nickel, D.P 261.
H.-A. Lagriffoul : 50 centimes, 1962, br. alu, D.P 273.
R. Joly : Nouvelle-Calédonie, 20 francs, 1967, nickel pur, G.C 24. Afars et Issas, 100 francs, 1975, br. nickel pur, G.C 33.
J. Jimenez : 10 francs, 1986, nickel pur, G 824.
Toutes les monnaies ont la République avec le bonnet phrygien, sauf Lavrillier 5 francs et Guiraud 50 francs.

Séance du 16 avril 1989

Présidence de M. Pujo, président

Communication :

M. Surmely : *Trésor de monnaies romaines découvert dans la région de Créon* (cf ci-dessus, p. 205-208) :

Le trésor, découvert il y a quelques années, est composé d'environ 1 100 antoniniens de bronze. La date probable de l'enfouissement se situe peut-être au début du règne d'Aurélien. Il est très homogène et groupe sur une période de vingt ans des monnaies de Valérien, Gallien, Claude II le Gothique, Postumus et Macrin.

Présentations :

- Mme Belier :** 2 monnaies gauloises des Bellovaci, potin, L.T 7903.
- M. Dugros :** Liban.
Etat du Grand-Liban, piastre, 1925, br. nickel, K.M 6.
5 piastres, 1936, br. alu, K. M 4.1.
République libanaise, essai de 1/2 piastre, 1934, br. nickel, K.M E2. 25 piastres, 1936, arg., K.M 9.
Liban (frappe local, Beyrouth), 2 1/2 piastres, s.d. (1945), alu, K.M 13.
Banque du Liban, essai de 25 piastres, 1980, br. alu, K.M E13.
M. Rouzet M. : Livre F.A.O., 1968, nickel, K.M 29. Essai de 10 livres F.A.O., 1981, cupro-nickel, K.M 35V.
- M. Rouzet M. :** Médaille du Comice agricole de Créon et de l'Entre-deux-Mers. Scène de vendange. R/légende entourée d'une couronne d'attributs champêtres, champ libre pour y graver le nom du récipiendaire. Diam. 35 mm.

M. Rouzet G. : Médaille du Conseil supérieur du notariat, 1973.

M. Richard (lue et commentée par MM. Pujo et Rouzet M.) : Médaille de la Société de secours mutuels La Centrale. MUTUALITE. Femme assise à gauche tressant un faisceau de licteur. Signé Hippolyte Lefebvre. R/couronne de feuilles de chêne entourant le champ où figure en légende circulaire SOCIETE DE SECOURS MUTUELS et horizontalement sur 4 lignes BORDEAUX//1882-1932//LA CENTRALE. Listel en grenetis. Arg., 31 mm, flan mat, tranche lisse avec ARGENT et deux poinçons. Ni indiquée par C.D, ni par Gailh.
Médaille commémorative de l'inauguration de la synagogue de Bordeaux. Couronne de myrte entourant le champ où figure en légende horizontale sur 4 lignes SYNAGOGUE//CONSISTORIALE//DE BORDEAUX//-. Signé JALEY. R/couronne de myrte et sur 5 lignes ELEVEE//EN L'AN 1810//SOUS LE REGNE//DE NAPOLEON//LE GRAND. Arg. et br., 36 mm. Non indiquée dans C.D ; figure dans Bra.
Jeton de la Loge anglaise de Bordeaux, fondée en 1732. C.D 160 (signalé en br.). Existe aussi en arg. (sur tranche lisse ARGENT et poinçon abeille).

Séance du 21 mai 1989

Présidence de M. Pujo, président

Le président fait part du décès du Docteur Duhart.

Communication :

M. Lecœur : *Le monnayage des Guptas :*

Les Guptas, dynastes d'origine indigène, constituent progressivement, à partir du début du IV^e siècle de notre ère, par d'incessantes conquêtes, un empire qui, cent ans plus tard et jusque vers 450, va embrasser toute la moitié nord de l'Inde. En même temps, s'épanouit une culture artistique spécifique des plus expressives. Cet empire s'effondre sous les coups des Huns peu après l'an 500.

Son monnayage, assez abondant et longtemps inaltéré, de dinaras d'or, dès 320, s'affirme aussi diversifié que caractérisé. Il s'y manifeste une tension féconde entre l'influence des émissions kouchanes antérieures et une vive créativité, dans le sens de l'indianisation des types. L'iconographie, servie par une gravure de grande qualité, se trouve vouée à la glorification des princes dans leurs actions et au culte de leurs divinités tutélaires, essentiellement Vishnu et Laksmi. S'y ajoutent, à dater d'environ 395, des pièces d'argent par appropriation de celles de territoires subjugués, voire des divisionnaires en cuivre.

Présentations :

- M. Bardet :** Constance II, siliqua au type des vota, apr. 356 Sirmium, arg., 2,18 g, C 342/3 ; R.I.C 15.
- M. Dugros :** Indes françaises, Pondichéry, double fanon, arg., V.G 29 ; G.C 33. Fanon, arg., V.G 30 ; G.C 30. Grand fanon, br., V.G 33. Demi-doudou, br., V.G 36 ; G.C 20.
Indes danoises, Tranquebar, 10 kas, 1777, br., K.M 156. 4 kas, 1841, br., K.M 150.
- Dr Lacoste-Lagrange :** Don, au Cercle, de la médaille du tricentenaire de la naissance de Montesquieu. MONTESQUIEU NE AU CHATEAU DE LA BREDE LE 18 JANV. 1689. Tête à gauche. En-dessous, le château. Signé : D. Ponce. R/HOTEL DE VILLE//INAUGURE LE 14 JANV. 1989//LA BREDE. Nouvel hôtel de ville surmonté des armes de La Brède, entourées d'un pied de vigne et timbrées d'une couronne murale à trois tours. Br. ; diam. 73mm.

Séance du 18 juin 1989

Présidence de M. Pujo, président

Présentations :

- M. Bardet :** Philippe IV le Bel, gros tournoi à l'O rond, avant 1290, arg., 3,962 g, Ci 202 ; L 217.
- M. Pujo :** Nouvelle pièce de 1 F, convocation des Etats généraux 5 mai 1789, 1989, G 477.
- M. Dugros :** La Chine (provinces)
Sycee (monnaies lingots), 1/2 tael, arg., 18,20 g, cf. K.M. 1/10 de tael, arg., 3,90 g.
Chihli (Hopei) Peiyang (Pékin), dollar, 34^e année du règne 1908, arg., K.M 73.2. Peiyang (Tientsin), 20 cents, 1893, arg., K.M 63. Peiyang, 10 cash, 1906, cuivre, K.M 67.04.
Fukien, 20 cents (1 mace 4 candareens), 1904, arg., K.M 91.
Hunan, 10 cash, cuivre, K.M 112.
Hupeh, 10 cash, cuivre, K.M 120a.
Kiangnan (Nanking), dollar (7 mace 2 candareens), 1899, poinçons de banquiers, arg., K.M 145a.
Kirin, 10 cash, cuivre, K.M 176.
Kwangtung, 10 cents (7 1/2 candareens), arg., K.M 200. Cent, 1912, cuivre jaune, K.M 417.
- M. Rouzet M :** Jeton de la Chambre d'assurance de Bordeaux 1755. Louis XV. R/vaisseau trois mâts.
- M. Rouzet G :** Sceaux de la période révolutionnaire 1792-1794. Trois types : la République tenant une pique, l'Œil rayonnant, le Faisceau de licteur.

Séance du 15 octobre 1989*Présidence de M. Pujo, président*

Le président fait part du décès de M. Lataste.

Communication :

M. Bardet et M. Dugros : *La Révolution dans la monnaie, de 1789 à l'an VIII, à travers la collection Omer Miller :*

Dans le cadre du bicentenaire de la Révolution, M. Bardet brosse, en introduction, un tableau des changements de types monétaires survenus lors du passage de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle, puis de celle-ci à la République. Les principaux sont l'abandon de la livre qui datait de Charlemagne, l'instauration du système décimal et la création du franc, le changement des métaux monétaires dû à la raréfaction des métaux précieux par thésaurisation et exportation des frappes royales, le changement de la datation par utilisation de l'ère de la Liberté (1789) puis de l'ère de la République (1792), l'émission de monnaies de confiance par des particuliers (ex. Monneron).

M. Dugros, présente et commente les monnaies suivantes : **Monarchie**

Louis XVI, écu aux lauriers 6 livres, 1790 A Paris, V.G 134. Petit écu 3 livres, 1790 A Paris, arg., V.G 135. 24 sols, 1789 A Paris, arg., V.G 123. 12 sols, 1790 L Bayonne, arg., V.G 137. 6 sols, 1783 A Paris, V.G 81. Sou, 1791 B Rouen, br., V.G 138. 2 liards, 1791 K Bordeaux, br. V.G 154. Liard, 1791 T Nantes, br., V.G 155.

Constitution, écu 6 livres, 1792 an IV de la Liberté, V.G 252. Petit écu 3 livres, 1792 A Paris, V.G 259. 30 sols, 1792 K Bordeaux, V.G 264. 15 sols, 1791 A Paris, V.G 164. 2 sols, 1791 AA Metz, V.G 181. 12 deniers, 1791 K Bordeaux, V.G 182. 6 deniers, 1793 T Nantes, V.G 383. 3 deniers, 1792 D Lyon, V.G 280.

Essais, dixain de Rochon, 1791, métal de cloche, V.G 207. Galle tête laurée de Mirabeau, Lyon, br., V.G 203.

Monnaies de confiance, Monneron 5 sols au serment, 1792, br., V.G 289. Monneron 5 sols à Hercule, br., V.G 295. Monneron 2 sols, à la Liberté, 1791, br., V.G 238. Monneron 2 sols à l'Hercule, br. V.G 343. 6 blancs (2 sols 6 deniers) de Montagny, br., V.G 237. 2 sols Clemançon, Lyon, br., V.G 302.

République

Ancien système, écu conventionnel 6 livres, 1793 an II A Paris, V.G 407. 2 sols aux balances, 1793 H La Rochelle, br., V.G 408. Sol, 1793 AA Metz, br., V.G 409. 1/2 sol, 1793 H La Rochelle, br., V.G 410.

Système décimal, 5 francs Hercule, an VIII L Bayonne, arg., V.G 820. 2 décimes, an IV A Paris, br. V.G 477. Décime, type modifié, br. V.G 479. Décime, an 5 A Paris, V.G 520. Décime petit module, an IV D Lyon, V.G 478. 5 centimes grand module, an VIII BB Strasbourg, V.G 823. 5 centimes, petit module, an IV I Limoges, V.G 480. Centime, an VI A Paris, V.G 824.

Essais, Galle, à la Liberté, an I, métal de cloche, V.G 338. Dupré, génie gravant la constitution, br., V.G 388. Brézin, bonnet phrygien, br., V.G 362. 5 décimes à la fontaine d'Isis, an II, br., V.G 419.

Présentations :

M. Rouzet G. : Moulage d'un sceau ecclésiastique médiéval.

M. Vivez : Louis XIII, double tournois par Warin, année et atelier illisibles.

M. Dugros : Médaille représentant les différents ateliers monétaires de Bordeaux au cours des âges, réalisée par M. Dessaux, graveur de l'établissement de Pessac.

Séance du 19 novembre 1989*Présidence de M. Pujo, président***Communication :**

M. Wiedemann : *Un lot de monnaies et de médailles helvétiques :*

Le lot de monnaies étudiées, essentiellement helvétiques, à quelques exceptions allemandes (Jever, Juliers), appartient actuellement à M. B. et provient d'un collectionneur originaire de Suisse, M. de S., qui avait été colon au Maroc avant de s'installer en France. Après un rappel des principaux événements historiques qui ont jalonné la formation de la Confédération helvétique depuis la décision d'union des trois cantons primitifs (1er août 1291), il est indiqué que l'étude a porté sur 92 monnaies entièrement décrites. Il s'agit d'un fonds de tirelire de petites monnaies, sans aucune de valeur. La plus ancienne date de 1555 ; la plus récente de 1853. Une modification sensible du style est notée lors de l'époque révolutionnaire, à la fin du XVIII^e siècle, puis le retour à un certain style baroque après 1815. L'origine géographique du lot est essentiellement genevoise (Genève 39, Berne 12, Lucerne 6, ...). Un certain nombre de pièces sont percées sur leur bordure. Ont été particulièrement signalées : un demi-Batzen de 1799 avec la mention HELVET. REPUBL. dans le champ, trace de la tentative d'instaurer un monnayage unitaire ; une médaille de Coire présentant, au-dessus des armes de la Suisse, une flèche traversant une pomme, émise lors d'un concours de tir fédéral en 1842 ; une monnaie-médaille bernoise commémorant, les 21-22 juin 1853, l'admission du canton de Berne dans la Confédération les 6-7 mars 1333.

Présentations :

M. Lecœur : Arados, tetrobole, vers 410/400, arg., 3,27 g, P 3040 ; Sear Gr 5968. Obole, 1^o m. IV^e siècle av. J.-C., arg., 0,79 g, Sear Gr 5973 var.

M. Røderer : Antonin le Pieux, sesterce, monnaie de consécration DIVO PIO, C 354 ; R.I.C 1269. Marc-Aurèle, sesterce, revers à l'Equité, C 820 ; R.I.C 960. Nouvelle pièce française de 5 F Tour Eiffel, G 772.

M. Chalmin : République et canton de Fribourg, demi-Batzen, 1793, billon, avec MONETA SANCTUS NICOLAUS, Meier 265.

M. Dugros : Allemagne, Empire allemand (1871-1918), Prusse, 5 mark, à l'effigie de Guillaume II, 1913 A Berlin, arg., K.M 126. Reich, mark, à l'aigle, 1903 A Berlin, arg., K.M 18.1.

Reich de Weimar (1919-1934), 200 mark, à l'aigle, 1923 D Munich, alu (inflation), K.M 30.1. 3 mark, à l'aigle, 1924 A Berlin, arg., K.M 47.1. 5 reichsmark, à l'aigle, 1931 F Stuttgart, arg., K.M 49.3.

III^e Reich (1934-1945), 5 reichsmark, à l'effigie de Hindenburg, revers à l'aigle impériale, 1936 E Muldenhütten, arg., K.M 52.3. Idem, revers à l'aigle nazie, 1938 A Berlin, arg., K.M 97.1. 10 reichspfennig, à l'aigle nazie, 1938 B Vienne (Autriche), br. alu, K.M 91.7.

République fédérale d'Allemagne (1949), 5 deutsche mark, à l'aigle, 1951 D Munich, arg., K.M 112. 2 deutsche mark, à l'effigie d'Adenauer, 1971 F Stuttgart, cupro-nickel, K.M 117. 2.

République démocratique allemande (1949), 20 mark, à l'effigie de Karl Marx, 1968 Berlin, arg, K.M 20. 50 pfennig, 1958 A Berlin, alu., K.M 11.

M. Røderer : Jeton, LVD XVI D G FRET NAV, buste à gauche, signé Reich, R/OMNIBVS NON SIBI, fontaine avec un jet d'eau, à l'exergue JETTON, F 13424.

M. Bardet : Médailles de Bertrand Andrieu sur la Révolution de 1789, de la collection Omer Miller. Le graveur avait prévu une série numérotée.

N^o 1 de la série : Prise de la Bastille. Elle a existé en deux variétés, la modification ayant été rendue possible par l'usage de coins non trempés. Après la frappe de la première épreuve, le coin fut modifié. Le volume de la fumée fut élargi et couvrit entièrement la première rangée de fenêtres de la maison à droite et partiellement celles de l'étage supérieur. Médaille frappée à partir de janvier 1790. Présentation de la variété n^o 2 (coin retouché), uniface, étain, diam. 80 mm, Hen 23.

N^o 2 de la série : Arrivée du roi à Paris. Elle a existé aussi en deux variétés distinguées par leurs légendes. La première variété avait pour légende LA NATION A CONQUIS SON ROI//6 OCTOBRE 1789 et fut

frappée en cliché à partir de janvier 1790. La deuxième variété a eu pour légende ARRIVEE DU ROI A PARIS//LE 6 OCTOBRE 1789. Présentation de la variété n^o 2 (coin retouché), étain, diam. 85 mm, Hen 62. Andrieu a surtout commercialisé la Prise de la Bastille. Il y a eu des retirages sans nombre dans le cours du XIX^e siècle.

Séance du 17 décembre 1989*Présidence de M. Pujo, président*

Comme annoncé lors de la séance du moins de novembre, il est procédé à l'élection du nouveau Bureau du Cercle.

Présidents honoraires : Professeur Etienne, M. Nony, M. Benusiglio, Dr Cougoul.

Président : M. Pujo

Vice-présidents : MM. Dugros et Bardet

Secrétaire : M. Dupuch

Secrétaire-adjoint : M. Sénac

Archiviste-bibliothécaire : M. Lecœur

Conseiller : M. Wiedemann

Communication :

M. Camps : *Découverte d'un trésor monétaire du III^e siècle à Saint-Ferre (Gironde) :*

Le trésor, formé d'une masse métallique vert-de-grisée d'aspect sphérique agglomérant un nombre considérable de pièces de monnaie romaines, a été découvert en 1987 sur la digue d'une mare creusée deux ans auparavant près d'un puits, au lieu-dit Petit-Gouzil, commune de Saint-Ferre, dans la propriété de M. René Prévôt.

Les anciens chemins, d'origine romaine ou médiévale, traversant le Dropt et reliant la vallée de la Garonne à celles de la Dordogne et du Lot, sont replacés autour du lieu de la découverte. Les étapes de l'occupation du sol autour du site de Neujon et de l'abbaye de Saint-Ferre sont précisées. 1 257 monnaies qui avaient été désolidarisées au couteau avant l'intervention des spécialistes, ont été nettoyées par étape. 63 seulement sont restées sans identification. Le poids total des monnaies s'est établi à 2 717 g. Des monnaies, initialement dispersées, ont pu être récupérées ou repérées. Le nombre total devrait se situer autour de 1 307 monnaies.

La répartition des espèces s'établit ainsi : 61,5% des monnaies examinées ont été frappées au nom des usurpateurs Postumus, Marius, Victorinus et Tetricus père et fils ; 28,5% ont été frappées au nom des empereurs légitimes Valérien, Gallien, Salonine, Claude II le Gothique et Quintille ; 4,8% représentent des monnaies de consécration de Claude II ; une proportion non négligeable

est formée d'imitations. Une série de diapositives montre des monnaies du trésor parmi les plus caractéristiques.

Un échange de vue s'instaure entre l'orateur et les membres du Cercle sur les constatations faites à l'œil nu à propos des alliages monétaires utilisés et sur l'intérêt de faire des analyses de surface pour mettre éventuellement en évidence des traces d'argent sur des monnaies très corrodées. M. Bost fait des observations sur les monnaies d'imitation dans la deuxième moitié du III^e siècle et sur leur thésaurisation.

Présentations :

M. Dugros : Louis XIV, 1/8° d'écu de Flandre dit Carambole, variété avec un petit lis au bas de la perruque, 1686 Lille, arg., 4,70 g, D 1512 A.

M. Pujo : Nouvelle pièce française de 100 F Droits de l'Homme, 1989, G 904.

M. Surmely : Allemagne, monnaie de nécessité, 20 mark, Union propriétaires d'hôtels de Dresde et des environs,

R/Reconstruction 1921, pyramide en maçonnerie entourée de rayons et sous-titrée L'action est tout, accompagnée du nom de Dresde et de deux épées croisées (légendes en allemand), Meissen 1921, porcelaine rouge grenat, diam. 40 mm.

M. Chalmin : Médaille du banquet des maires de France, à Paris, le 22 septembre 1900. BANQUET DES TUILERIES OFFERT AUX MAIRES DE FRANCE SOUS LA PRESIDENCE DE MR E. LOUBET PREST DE LA REPUBLIQUE MR WALDECK ROUSSEAU PREST DU CONSEIL, faisceau et drapeau déployé, cartouche pour recevoir le nom du maire et celui de la commune concernés. R/la République et Cérès levant leur coupe en l'honneur des maires attablés à leurs pieds. Plaque de bronze, 50 mm x 30 mm. Celle-ci porte le nom de E. Raymond, maire d'Aunac (Charente).

Société Archéologique de Bordeaux

1, place Bardineau, 33000 Bordeaux
Tél. 56 44 48 18

Conseil d'administration pour l'année 1989

Présidents d'honneur :

M^{me} LAFOND-GRELLETY

M. le Professeur MARCADE, *membre de l'Institut.*

M. le Professeur ROUDIE

Président : M. SAUTREAU

Vice-présidents : D^r LACOSTE-LAGRANGE,

M. REGALDO-SAINT BLANCARD

Secrétaire Général : M. VIVEZ

Secrétaire Général Adjoint : M. DUPUCH

Trésorier : M. ROBOREL DE CLIMENS

Conseillers :

M^{mes} GAIDON-BUNUEL, MULLER,

MM. AVELLE, AVISSEAU, BENUSIGLIO, COUDROY DE LILLE, GARDELLES,

J.-C. LASSERRE, RECHE

Commissaire aux excursions : M. SAUTREAU

Directeur des publications : M. REGALDO-SAINT BLANCARD

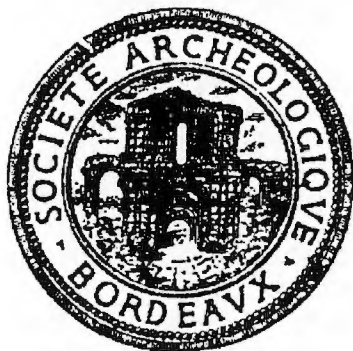
Permanence : jeudi après-midi.

Les réunions ont lieu au siège de la Société :

Archéologie générale : le deuxième samedi de chaque mois à 17 h.

Cercle "Bertrand-Andrieu" (numismatique) : le troisième dimanche à 10 h.

Groupe "Jules-Delpit" (études d'archives) : le quatrième samedi à 17 h.



Collection «MÉMOIRES»

Volume 2

Aux origines de l'archéologie en Gironde : François Daleau (1845-1927)

Un ouvrage de 224 pages et 230 illustrations.

Un archéologue dans son siècle,

par André Coffyn

Genèse d'un chercheur — Au service de la communauté — Le propriétaire récoltant — Humour et amitiés — Religion et politique — Une triste vieillesse — Fonctions et distinctions de François Daleau

Une recherche universelle,

par André Coffyn

Géologie et Préhistoire — Protohistoire et Antiquité — Les périodes historiques — Ethnographie et autres disciplines

La rigueur d'une méthode,

par André Coffyn

Les excursions pédestres — L'étude des collections publiques et privées — Une précision scientifique — Des fouilles méthodiques — Un archéologue moderne — Des publications méritoires — Une bibliographie importante

L'héritage spirituel

Une documentation précieuse,

par André Coffyn

Les manuscrits — Les documents écrits et dessinés — Une collection prestigieuse — La collection d'ethnographie exotique

Les collections Daleau au Musée d'Aquitaine,

par Alain Roussot, Alberto Puig et Paul Matharan

Une documentation encore utile

A propos d'une lampe de la grotte de Pair-non-Pair,

par Alain Roussot

Daleau et la découverte des grottes ornées :

l'excursion historique d'août 1902 aux Eyzies,

par Alain Roussot

F. Daleau et les mégalithes,

par Marc Devignes

Une épée inédite du Bronze moyen parmi les dessins de F. Daleau,

par André Coffyn

Le dépôt du Moulin-Neuf à Braud, d'après les notes de F. Daleau,

par André Coffyn

Le dépôt de Saint-Pey de Castets,

par Hubert Sion

Notes de F. Daleau sur l'archéologie funéraire à Bourg-sur-Gironde,

par Isabelle Marysse et Hubert Sion

Revue Archéologique de Bordeaux

tome LXXX, année 1989

Table des matières

In memoriam : Jane Lafond-Grellety, Jean-Marie Dupuch 2

Chroniques

Marie-Agnès Gaidon-Bunuel, *Chronique d'Archéologie bordelaise, année 1989* 5

Chantal Orgogozo, *Chronique du Musée d'Aquitaine* 7

Chronique archéologique des Eglises et des Cimetières en Gironde 12

Marie-Noëlle Nacfer, *Saint-Sulpice de Faleyrens* 13

Brunot Bizot, *L'église Saint-Etienne de Tauriac* 25

Isabelle Séguy, *Chronique bibliographique d'Archéologie girondine, année 1989* 35

Archéologie générale

Marc Devignes, *Nos dolmens étaient-ils peints ?* 43

Julia Roussot-Larroque, *L'épée de bronze à pommeau ajouré draguée dans la Garonne à Cambes (Gironde)
et les épées occidentales à manche métallique* 53

Laurence Ricard, *Les arcs polylobés dans l'art roman du Bordelais, de l'Angoumois et de la Saintonge* 65

Bertrand Charneau, *Marchés couverts et halles de Gironde* 83

Robert Coustet, *La Gloire de Bordeaux : décors bordelais de l'entre-deux-guerres* 99

Groupe Jules Delpit : études d'archives

André Coffyn, *Une singulière opinion du Dr. B. Peyneau* 115

Guy Lacoste-Lagrange, *De Saint-Sévère de la Taugère à Saint-Selve,
Notes d'archives sur l'histoire d'une paroisse du Cernès* 121

Pierre Coudroy de Lille, *Quelques plans de l'architecte Lhôte :
maison à Bordeaux, château Pontet-Canet à Pauillac* 133

Marc Régaldo, Pierre Régaldo-Saint Blancard, *La Révolution Française vue de Bordeaux.
Un dossier d'archives de la Société Archéologique de Bordeaux* 139

Donatien Pierre Laplagne, *Un marin révolutionnaire : le capitaine de navire Jean Huguet* 175

Robert Coustet, *La naissance du style néo-médiéval à Bordeaux ou le Moyen Age en milieu classique* 197

En vente en librairie
ou sur commande à la Société
au prix de 160 F (100 F pour les membres)

Société Archéologique de Bordeaux
1, place Bardineau, 33000 Bordeaux
tél. 56 44 48 18

Cercle Bertrand Andrieu : numismatique

Michel Surmely, *Un nouveau trésor monétaire découvert en Gironde* 205

Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 1989

Cours public 1989, *La céramique de l'Antiquité à l'époque moderne* 210

Archéologie générale 210

Groupe Jules Delpit : études d'archives 211

Cercle Bertrand Andrieu : numismatique
Procès-verbaux des séances de l'année 1989 212

Conseil d'administration de la Société en 1989 219

AQVITANIA

revue interrégionale d'archéologie



TOME 7, 1989

SOMMAIRE

Christophe SIREIX. — *Le site protohistorique des Grands-Vignes II à Sainte-Florence (Gironde).*

Olivier BÜCHSENSCHÜTZ et Guy MERCADIER. — *Recherche sur l'Oppidum de Murcens-Cras (Lot), premiers résultats.*

Catherine PETIT. — *La prospection archéologique dans la vallée de l'Arrats (Gers et Tarn-et-Garonne), approche d'un espace rural de l'Aquitaine méridionale.*

Alain REGINATO, avec la collaboration de Catherine BALMELLE. — *La mosaïque romaine de Lunac à Aiguillon et son contexte archéologique.*

Catherine CLYTI-BAYLE. — *Peintures murales romaines inédites de Gironde.*

Marie-Christine HARDY, avec la collaboration de Jean-Baptiste BERTRAND-DESBRUNAIS et de Marie-Noëlle NACFER. — *Le Couvent des Cordeliers de Périgueux : archéologie et architecture.*

Marie-Françoise DIOT et Yan LABORIE. — *Palynologie et histoire urbaine, essai sur la dynamique du paysage du 1er au XVe siècle autour du site de Bergerac (Dordogne).*

NOTES ET DOCUMENTS

Richard BOUDET et Jean-Paul NOLDIN. — *Une monnaie de l'âge du Fer de l'île de Bretagne, découverte à Doulezon (Gironde).*

Myriam FINCKER. — *Le théâtre rural de Sanxay : vers une redécouverte.*

Frédéric BERTHAULT. — *La mention ACET sur une amphore Pascual 1.*

AQVITANIA N° 7, 1989 — 170 F —

Commande à adresser
à la Fédération Aquitania,
Direction des Antiquités historiques d'Aquitaine
9, rue Blanc-Dutrouilh, 33000 BORDEAUX

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de la Fédération AQVITANIA
à joindre obligatoirement à la commande.



Société Archéologique de Bordeaux

Hôtel des Sociétés Savantes
1, place Bardineau, 33000 Bordeaux

*Pour la Société Archéologique de Bordeaux,
le directeur des publications,
Pierre Régaldo-Saint Blancard*

Maquette de la couverture :
Presse-Papiers

Composition et mise en page des textes :
ARMéDiS-édition

Impression :
La Nef
22, rue du Peugue
33000 Bordeaux

Dépôt légal : janvier 1990.

Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

Revue

Les Sociétaires reçoivent le tome de la *Revue Archéologique de Bordeaux* correspondant à l'année de leur cotisation. Il leur est demandé de prévenir le secrétariat de tout changement d'adresse les concernant. Toute personne étrangère à la Société, notamment toute personne morale, collectivité, association ou société, peut souscrire un abonnement.

Cotisation pour 1991 : 140 F. Pour les étudiants : 95 F.

Les cotisations doivent être réglées avant la fin du premier trimestre,
par chèque bancaire ou postal au compte de la Société Archéologique de Bordeaux.
(C.C.P. BORDEAUX 306 80 S)

Société Archéologique de Bordeaux
Hôtel des Sociétés Savantes, 1, place Bardineau
33000 Bordeaux
Tél. : 56 44 48 18

Cession de tomes isolés (sauf épuisement)

Bulletins récents (depuis 1960)	125 F
Bulletins entre 1923 et 1960	60 F
Bulletins anciens (entre 1873 et 1923)	110 F
Tables 1924-1973	50 F

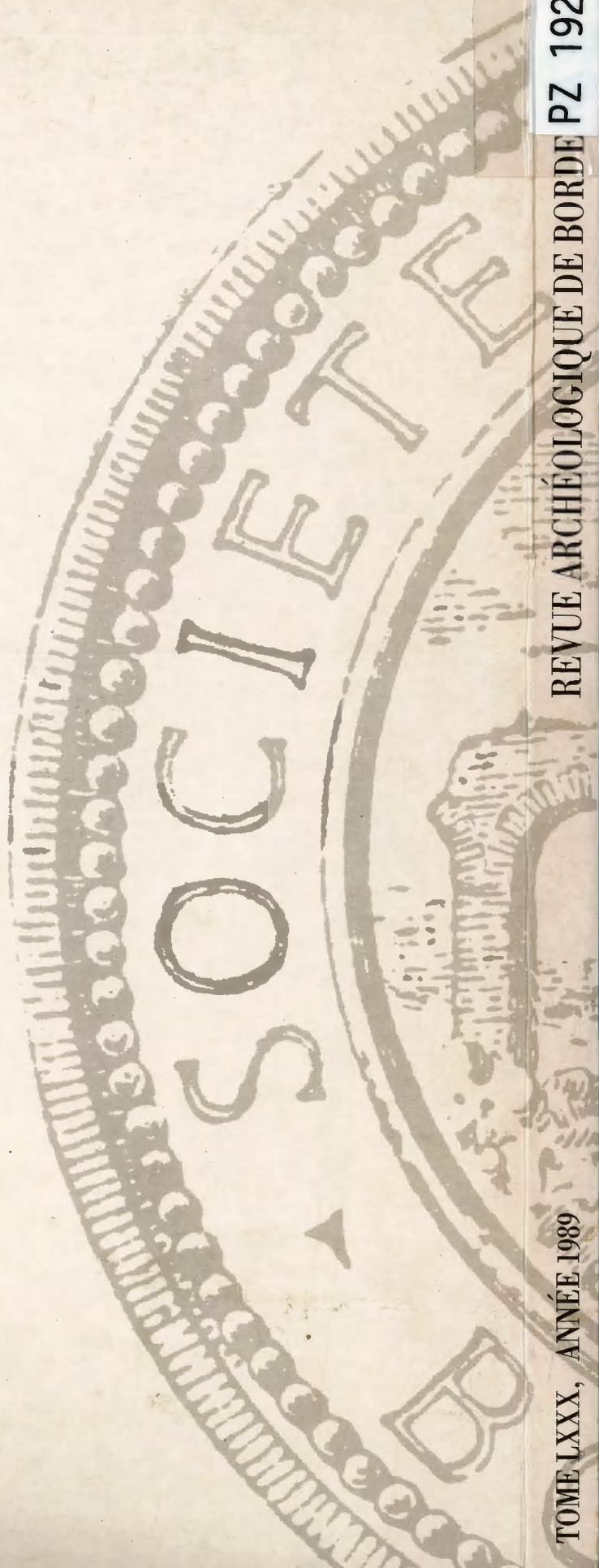
Ouvrages

J.-P. TRABUT-CUSSAC, <i>Livre des hommages d'Aquitaine</i>	60 F
Dr A. CHEYNIER, <i>Pair-Non-Pair</i>	100 F
J.-A. BRUTAILS, <i>Les vieilles églises de la Gironde</i>	(épuisé)
A. NICOLAI, <i>Histoire des faïenceries de Bordeaux au XIXème siècle</i>	500 F
J.-A. BRUTAILS, <i>Album</i>	(épuisé)
<i>Catalogue du Centenaire</i>	125 F
<i>Fouilles de Parunis, de Mithra aux Carmes</i>	(1988) 50 F

Collection "Mémoires"

1 <i>Archéologie des Eglises et des Cimetières en Gironde</i>	(1989)	150 F
2 <i>Aux origines de l'archéologie en Gironde : François Daleau (1845-1927)</i>	(1990)	160 F

ISSN 1154-1342



TOME LXXX, ANNÉE 1989

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX PZ 192